

EDITORIAL

A l'heure de la mondialisation néo-libérale, il est décisif que les échanges se multiplient entre syndicalistes de différents pays, à la fois pour analyser les stratégies des multinationales et des institutions internationales, mais aussi pour construire des convergences dans les luttes. C'est une orientation fondatrice du syndicalisme que construit Solidaires. Le premier objectif de cette revue est de rendre compte de ces activités de façon accessible et durable.

A l'exception des articles introductifs sur les USA et la Fédération russe, toutes les contributions ont été écrites par des membres de l'Union Syndicale Solidaires ou ayant des relations militantes avec eux.

Pour rendre ces articles accessibles à toutes et tous, ils ont été enrichis de notes, et accompagnés de repères concernant les pays concernés : données factuelles, chronologie, panorama syndical et politique, indications bibliographiques.

Il a été demandé à chaque contributeur/trice de relire les textes auxquels il/elle avait contribué.

Tout ce travail n'aurait pas pu être mené à bien sans la patiente relecture finale de Josseline (Sud PTT), le maquetage de la version imprimée par Juana (Sud Rail), et la mise en ligne par Jacques (Sud PTT).

Le premier numéro de cette revue avait été mis en ligne en avril 2006, puis imprimé deux mois plus tard. Le sommaire du numéro 1 est reproduit en dernière page.

Ce second numéro est disponible simultanément sur ces deux supports. Pour accéder à la version en ligne, il suffit de se rendre sur le site www.solidaires.org et cliquer sur la rubrique «International».

La nouvelle version en ligne comporte plusieurs innovations majeures dont bénéficient les deux numéros parus :

- D'un simple clic, il est désormais possible d'accéder aux documents en ligne référencés.*
- Un moteur de recherche permet d'accéder aux différents articles relatifs à un sujet donné.*
- Des mises à jour seront possibles : elles permettront de rectifier les erreurs et les imprécisions et de mettre à la disposition de tous les lecteurs, les critiques et les compléments qui nous parviendront.*
- Des articles seront mis en ligne au fil de l'eau. Cela permettra de raccourcir les délais entre leur écriture et leur publication en ligne, et d'accélérer le rythme de parution des versions imprimées qui colleront de ce fait davantage à l'actualité et comporteront moins de pages.*

EDITORIAL

Pour faire parvenir critiques et commentaires, ainsi que pour recevoir un courriel signalant les mises à jour et les nouveaux articles, il suffit d'écrire au coordinateur de la revue : alain.baron@sudptt.fr

Signalons, pour finir, que le numéro 1 de la revue a fait l'objet de deux notes de lectures accessibles en ligne :

- Inprecor n° 518 de juin 2006, www.inprecor.org
- Dissidences « revue des revues », second semestre 2006, page 33, www.dissidences.net.

Toute utilisation non commerciale de Solidaires International est vivement encouragée à condition d'en signaler la source et, en particulier, le lien Internet permettant d'y accéder : www.solidaires.org, puis rubrique international.



Cette revue est prise en charge par la commission internationale de Solidaires. Celle-ci est ouverte à toutes les organisations de Solidaires intéressées par ce travail.

Pour tout contact écrire à coup@solidaires.org



SOMMAIRE DU NUMERO 2 DE SOLIDAIRES INTERNATIONAL

EDITORIAL	page.1
SOMMAIRE	page.3
FSM DE BAMAKO	page.5
MEXIQUE	
■ Syndicalisme mexicain : la lente sortie du corporatisme (Michel Husson)	page.12
■ Mexique : à la rencontre des zapatistes (Juliette & Pascal)	page.19
DOSSIER USA	
■ Quelques repères sur les USA (Alain)	page.29
■ Syndicalisme : la nécessité de pratiques et de perspectives renouvelées (Catherine Sauviat).	page.37
■ Carte des USA	
■ Les grèves de 1927 à 1970	
■ La syndicalisation de 1900 à 2004	
■ Renouer avec des grèves victorieuses (Steve Early)	page.44
■ Les grèves de 1947 à 2004	
■ La crise de l'industrie automobile américaine (Dianne Feeley)	page.54
■ Faire face aux délocalisations (Tim Costello & Jeremy Brecher)	page.62
■ Labor Notes : un réseau pour le contre-pouvoir ouvrier (Chris Kotalik & William Johnson)	page.67
■ Le mouvement américain pour un salaire décent (Stephanie Luce)	page.71
■ Les travailleurs du Massachusetts combattent pour la justice (Russ Davis)	page.77
■ Jobs With Justice (Russ Davis)	page.82
■ Quel avenir pour le mouvement des travailleurs immigrés aux Etats-Unis ? (Dan La Botz)	page.84
■ Les opportunités et les défis auxquels les syndicats des USA doivent faire face (Tim Costello)	page.96
■ Bibliographie sur les USA (Alain)	page.100
ASIE	
■ Corée du Sud : compte-rendu de voyage (Annick)	page.103
■ Japon : cinq jours de rencontre sur le rail (Michel)	page.109

EUROPE

- FSE d'Athènes de mai 2006 (Solidaires & Sud Ptt) page.112
- Séminaire Est-Ouest au FSE d'Athènes (Hélène) page.117
- La marchandisation de l'Ecole en Europe : tout est à vendre ! (Sud Education) page.119
- Les mobilisations européennes contre le chômage et la précarité (Michel Rousseau) page.123
- Fédération russe : quelques repères (David Mandel) page.130
- Le contre-sommet de Saint Petersburg de juillet 2006 (Verveine et Eric) page.143
- Les syndicats polonais survivront-ils ? (Boguslaw Zietek) page.147

PALESTINE

- Retour de Palestine (Aline & Véronique) page.155

ALGERIE

- Mission de l'Union syndicale Solidaires en Algérie page.162
- Syndicats et partis algériens page.163
- Rencontres avec les syndicats autonomes de l'Éducation page.165
- Rencontre avec le syndicat des finances du Snapap page.168
- Rencontre avec le syndicat de la protection civile du Snapap page.169
- Rencontre avec le comité des femmes du Snapap page.171
- Revue de la presse algérienne après la visite de Solidaires en Algérie page.172
- Le mouvement syndical en Algérie et la dynamique des syndicats autonomes (Adel Abderrezak) page.175
- Chronologie (Jacques) page.179
- Quelques données sur l'Algérie page.182

LISTE DES PARTICIPANTS

page.184

FORUM SOCIAL MONDIAL DE BAMAKO (JANVIER 2006)

Pour 2006, le choix avait été retenu par le Conseil international du FSM de tenir celui-ci sous la forme d'un FSM polycentrique, c'est-à-dire dans trois pays différents (Mali, Venezuela et Pakistan). C'est Bamako qui a ouvert le processus du 19 au 23 janvier. Alors même que le débat était ouvert sur le rythme des FSM (tous les ans ou tous les deux ans), le compromis avait consisté à expérimenter cette forme « polycentrique » en 2006. Il s'agissait aussi de répondre aux demandes des mouvements sociaux africains qui souhaitaient engager rapidement le processus du FSM sur leur continent. Il faut rappeler que le continent africain était peu présent dans le processus du FSM jusqu'à maintenant. C'est dire combien il était important de réussir ce FSM de Bamako.

La délégation de Solidaires à Bamako était composée de 6 personnes : Alasanne (Sud Michelin), Thierry (secrétariat national – Sud Santé Sociaux), Frédéric (Sud Ptt), Nelly (Sud Ptt – Marche mondiale des femmes), Nicolas (Sud Ptt), Annick (secrétariat national – Sud Ptt). Ce texte est issu du compte-rendu de leur voyage. Le continent africain est en première ligne dans la mise en oeuvre des politiques libérales impulsées par les institutions internationales comme la Banque mondiale ou le FMI. Ces politiques se traduisent par les « plans d'ajustement structurels » ou la question de la dette, mais aussi par les négociations en cours à l'OMC (comme la libéralisation de la production cotonnière qui va ruiner les petits paysans, en particulier au Mali). Le continent africain, c'est aussi la question des conflits armés, le rôle et la concurrence des grandes puissances pour instrumentaliser des chefs d'Etat corrompus et s'accaparer les richesses.

Il y avait donc urgence à intégrer les mouvements sociaux africains dans le processus des forums sociaux mondiaux, d'autant que ces mouvements sociaux sont nombreux et très actifs, même si leur visibilité internationale est faible.

L'enjeu de ce FSM de Bamako était donc bien de réussir un élargissement géographique (le continent africain) et un élargissement social (de nouveaux mouvements sociaux).

Le choix du Mali permettait de rendre visible la contradiction fondamentale vécue par bon nombre d'autres pays africains : c'est l'un des pays les plus pauvres du monde, et c'est pourtant un pays producteur de matières premières importantes comme l'or et le coton...

L'ORGANISATION DU FSM AU MALI

Le comité d'organisation du FSM de Bamako reposait sur 305 organisations. Certaines sont connues dans le mouvement altermondialiste à travers des figures emblématiques comme Aminata Traoré (ancienne Ministre de la culture), mais il existe aussi de nombreux autres réseaux, très ancrés parmi les populations locales comme le CAD Mali (Comité pour des alternatives et le développement au Mali) dont Aminata Touré Barry est une représentante au Conseil international du FSM.

Ce comité a travaillé en lien avec le Secrétariat international du FSM pour mettre sur pied l'initiative de Bamako : les discussions internes au Comité malien, comme les discussions avec le secrétariat international ont été l'objet de quelques tensions et ont conduit à un retard dans l'élaboration du programme.

LE DEROULEMENT CONCRET À BAMAKO

Le FSM s'est déroulé sur 11 sites répartis dans toute la ville : chaque site était dédié à une question politique : contrôle des ressources naturelles, militarisation et guerre, alternatives, sociétés paysannes, libéralisme mondialisé et coopération, dette, institutions financières internationales et OMC, communication, univers des femmes, culture. Il y avait également un camp international de la jeunesse. Compte tenu des distances entre les sites et des difficultés de circulation à Bamako (il n'existe en effet pas vraiment de transports en commun à part les minibus locaux, les fameux « Sotrama », assez mystérieux dans leur fonctionnement quand on n'est pas de Bamako), la délégation de Solidaires a dû faire des choix et n'a pu être présente sur tous les sites.

Une manifestation d'ouverture s'est déroulée dans les rues de Bamako le jeudi 19 janvier, avec des délégations venues de tout le Mali et de tout le continent africain : elle a réuni entre 8 000 et 10 000 personnes. Les séminaires se sont déroulés pendant quatre jours de 8 h30 le matin à 20 h 30 le soir.

Le lundi, une cérémonie de clôture a permis de passer le relais à la délégation du Kenya en charge d'organiser le Forum social mondial suivant à Nairobi en 2007, et qui sera centralisé sur un seul lieu.

Entre 10 000 et 15 000 personnes ont participé aux activités de ce FSM à Bamako. C'est un grand succès qui n'était pas évident compte tenu du contexte africain. La participation a été très majoritairement africaine, avec une forte présence des mouvements de l'Afrique de l'Ouest (plus francophone), mais aussi des délégations de l'Afrique de l'Est (plus anglophone), une forte présence de l'Afrique du sud (surtout des ONG) ainsi que de nombreux militants des pays du Maghreb (eux-mêmes engagés dans la construction d'un Forum social maghrébin). La présence européenne était importante, notamment de France et de l'Europe du Sud (Italie, Espagne). Pour le reste du monde, il s'agissait de délégations plus symboliques.

LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES

Dans le concert de Tiken Jah Fakolly (voir encadré), comme dans le camp de jeunes, l'idée d'unité africaine est présente dans beaucoup d'esprits. La référence à Thomas Sankara (dirigeant du Burkina Faso assassiné en 1991) a marqué ce forum : pour beaucoup, il représente une alternative aux politiques libérales, à la corruption et à la division. Le fait qu'il soit pris comme référence illustre bien qu'en Afrique, comme ailleurs, la recherche d'alternatives à l'ordre économique dominant est bien présente.

Les thèmes qui ont dominé ce FSM de Bamako étaient en prise directe avec les grands problèmes vécus par les populations en Afrique :





- la question paysanne et le droit à la souveraineté alimentaire,
- la question de la dette et les plans d'ajustement structurel,
- l'OMC et les décisions de la réunion de l'OMC à Hong-Kong en décembre 2005, en particulier la question des petits paysans cotonniers,
- l'abandon des services publics, avec notamment la question de l'eau, véritable démonstration des pires recettes « clé en main » du néo-libéralisme,
- la place des femmes,
- les migrations de populations (pauvreté, guerre, famine...),
- l'échange inégal et l'appropriation des matières premières par les pays du Nord et les multinationales...

Dans tous ces débats, il s'agissait de dénoncer les politiques libérales et ceux qui les soutiennent, mais aussi de travailler à des alternatives qui prennent en compte l'histoire et les cultures du continent africain.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Une petite manifestation regroupant la délégation des mineurs de la Somadex, quelques réseaux maliens et des militants français autour des No Vox a permis qu'une délégation soit reçue à l'Ambassade de France. Plusieurs problèmes ont pu être posés : - la responsabilité de sociétés françaises comme Bouygues (présente dans le capital de la Somadex) qui cautionne la politique antisociale et répressive de la Somadex,

- la question des expulsions de sans-papiers maliens,
- la question de la politique de refus des visas pour les maliens...

Un cas très concret a été signalé : celui de la fille d'une des familles maliennes qui a été décimée dans un des incendies parisiens de l'été 2005, à qui un visa était refusé pour aller voir son père toujours hospitalisé en France, alors même que trois personnes de sa famille sont mortes dans cet incendie.

Au retour de Bamako, Solidaires a adressé un message à l'Ambassade du Mali en France, ainsi qu'au procureur et au Président du tribunal dont dépendent les mineurs emprisonnés de la Somadex, suite aux actions qu'ils ont menées contre la politique antisociale de cette entreprise.

LES SUITES

Solidaires avait fait le choix de prioriser Bamako car il nous semblait que les problématiques discutées à Bamako étaient plus proches de nos propres préoccupations et qu'il y avait des liens à construire et à développer avec les mouvements sociaux africains. Il s'agissait aussi de soutenir concrètement la construction du processus du FSM sur le continent africain.

Le succès de Bamako va conforter les mouvements sociaux africains qui y ont participé. Ce succès doit permettre une préparation du FSM de Nairobi en janvier 2007 s'appuyant sur un nombre encore plus grand de mouvements sociaux africains. Ce succès va dynamiser et encourager la construction d'une convergence de mouvements sociaux en Afrique, et doit permettre de développer les liens avec les mouvements sociaux des autres continents.

Ce FSM a rendu visibles les mouvements sociaux africains : les populations africaines paient un tribut extrêmement lourd aux politiques libérales mondiales, elles subissent des politiques néo-coloniales, des dictatures et des dirigeants politiques souvent très corrompus (avec l'appui des grandes puissances). Mais l'Afrique résiste et un des grands mérite de ce FSM est d'avoir permis de donner voix et de rendre visibles ces résistances et ces solidarités.

Il est nécessaire d'approfondir la question des migrations et la politique de fermeture des frontières par l'Union Européenne (UE) pour les migrants et les réfugiés, la question des accords de partenariat de l'UE avec l'Afrique, la question pay-sanne et celle des subventions.

L'UNIVERS DES FEMMES À LA CITE DE LA CULTURE

C'était un des 11 sites du FSM, situé au Sud de Bamako, au-delà du pont des Martyrs qui enjambe le Niger.

Cette idée d'un site dédié aux femmes n'a pas fait, loin de là, l'unanimité des associations féministes africaines, et surtout Maliennes. De France, nous n'avions pas compris qu'il s'agissait d'un endroit complètement indépendant qui rendrait difficile, pour celles et ceux qui s'intéresseraient en priorité aux "problèmes" des femmes d'assister aux autres débats... et d'y apporter la dimension du genre. Et vice-versa. Peut-être un manque de communication avec les associations féministes, mais aussi la difficulté inhérente à l'organisation de ce Forum.

En tout cas, cela n'a pas empêché cet espace d'être un réel succès, un espace de "proximité", occupé à plus de 95 % par des Africaines de nombreux pays, où la majorité des débats parlaient de problèmes concrets, de leurs causes et conséquences, mais aussi des multiples projets que les femmes mettent en oeuvre pour y apporter des solutions.

Loin des grands discours pré-formatés, le mouvement associatif féministe africain prouve là sa vitalité et sa proximité d'avec les femmes de la base. Les thèmes de débats étaient divers et rendaient compte de la difficulté accrue d'être femme dans un continent qui combine extrême pauvreté, violences spécifiques et coutumes ancestrales. Ont été notamment abordés :

- la lutte contre les violences machistes, l'excision, la polygamie, la prostitution, les guerres, les maladies, l'analphabétisme,
- l'accès des femmes au logement et à la propriété foncière (des textes existent pourtant qui décrètent les mêmes droits à la propriété pour les hommes et les femmes),
- l'économie solidaire qui renforce les capacités des femmes à la base et facilite la formation de leaders parmi les femmes,
- le respect des textes internationaux sur les droits des femmes,
- le refus de l'assistanat financier des pays riches,
- le développement des droits économiques, sociaux et culturels des femmes, afin de les amener à jouer un rôle prépondérant dans la mise en place d'alternatives économiques crédibles,
- la recherche d'un lien entre luttes locales et globales.

Autant de débats passionnants qui permettaient de rencontrer des militantes à l'enthousiasme communicatif.

Les deux séminaires de la Marche Mondiale des Femmes, co-organisés par les Marches du Mali et du Burkina Faso, "Des femmes en mouvement changent le monde" et "Les violences faites aux femmes," ont réuni beaucoup de monde et ont été très appréciés. Il était possible de voir la Courtepoinette en entier et tous ses petits carrés nationaux, preuves de l'assise mondiale de la Marche. Impressionnant !

COCIDIRAIL

Nous avons eu une rencontre importante avec Cocidirail (Collectif citoyen pour la restitution et le développement intégré du rail malien). Ce collectif s'est constitué suite à la privatisation du rail malien et il a la particularité de regrouper syndicalistes, usagers et élus locaux... Il pose la question de la défense du rail comme « bien public » utile aux populations, en particulier les communautés paysannes. Son responsable, Tiécoura Traoré, militant syndical, a été licencié par la nouvelle société privatisée à cause de la lutte menée depuis 2 ans par le Cocidirail. Le Cocidirail a une assise populaire importante. La délégation de Solidaires s'est engagée à faire un travail de solidarité internationale et, en particulier, à faire connaître cette lutte en France. Rappelons qu'un article concernant Cocidirail a été publié dans le pre-

Le Festival africain de reggae, et Tiken Jah Fakolly

En marge du FSM, s'est tenu le vendredi soir le premier festival africain de reggae, avec la grande vedette Tiken Jah Fakolly. D'origine ivoirienne, il est exilé au Mali et il n'a de cesse de critiquer aussi bien les politiques des institutions internationales envers l'Afrique, que les dictateurs africains et la corruption. Il dénonce aussi le passé colonial et ses conséquences, le découpage arbitraire des frontières et l'exploitation des ressources du continent africain. Tiken Jah Fakolly œuvre aussi à l'expression de la musique africaine, et ce festival avait pour but de donner un espace à des dizaines de groupes venues de toute l'Afrique et de dépasser les clivages ethniques entretenus par certains régimes (comme en Côte d'Ivoire actuellement). Plus de 20 000 jeunes étaient présents à ce concert et chacun connaissait par cœur les paroles de Tiken, ses textes très politiques (on vous recommande son dernier disque : Coup de gueule). Il avait participé au contre sommet du G8 à Annemasse en 2003.

Des sites à consulter pour voir des photos :
www.fsmmali.org
www.altromundo.com

SYNDICALISME MEXICAIN : LA LENTE SORTIE DU CORPORATISME

par Michel Husson *

L'évolution récente du syndicat mexicain peut être interprétée comme la confrontation d'un modèle de type corporatiste (voir encadré 1) à un contexte qui s'est profondément transformé. Le premier tournant est économique : après la crise de la dette de 1982, les gouvernements successifs se rallient à des politiques d'orientation libérale (ajustement structurel, ouverture commerciale, etc.) Le Mexique adhère en 1986 au GATT (l'ancêtre de l'OMC) et signe en 1994 un Traité de libre commerce avec les Etats-Unis et le Canada (Alena). À l'intérieur, les privatisations se multiplient dans une logique de déréglementation généralisée. Les effets sociaux de ces politiques - et de la brutale dévaluation du peso en décembre 1994 - conduisent à un panorama dégradé : la moitié des Mexicains vivent dans la pauvreté et 20 % d'entre eux se trouvent dans une situation d'extrême pauvreté. Le secteur informel occupe une place croissante, avec l'absence presque totale de droits sociaux, tandis que se creusent les inégalités de revenus. Le second tournant est la perte du pouvoir par le PRI, qui dirigeait le pays depuis les années 1930, lors des élections présidentielles de 2000. Ces élections ont conduit à l'élection de Vicente Fox, le candidat conservateur du PAN (voir annexe).

UN MODELE CORPORATISTE

Le syndicalisme mexicain est le produit d'un long processus historique issu de la Révolution de 1910 (voir annexe). La Constitution votée en 1917 met en place une législation du travail très avancée. Elle est précisée en 1931 par la Loi Fédérale du Travail, consolidée sous la présidence de Cárdenas (1934-1940) puis institutionnalisée dans les années 50 sous forme d'un régime corporatiste. Le « Parti-Etat » (le PRI, au pouvoir jusqu'en 2000) est organisé en trois secteurs : secteur ouvrier (CTM Confédération du Travail mexicaine), secteur paysan (CNC Confédération Nationale Paysanne) et secteur populaire (CNOP Confédération Nationale des Organisations Populaires). Certains analystes préfèrent parler de semi-corporatisme dans la mesure où les entrepreneurs et propriétaires fonciers ne sont pas inclus dans cette structure.

Dans ce schéma, les organisations syndicales remplissent une fonction importante de contrôle social sur l'ensemble de la classe ouvrière. L'efficacité de ce contrôle est assurée par divers dispositifs, notamment la clause qui accorde au syndicat majoritaire la représentation exclusive des travailleurs et le monopole d'embauche dans la plupart des cas. Les salaires sont réglés par les contrats collectifs, mais dépendent largement de l'évolution du salaire minimum qui résulte des décisions prises au sein de la Comisión

Nacional Tripartita del Salario Mínimo (Commission Nationale Tripartite du Salaire Minimum) créée en 1962. L'emploi bénéficie d'une relative protection contre les licenciements. Enfin le droit de grève est limité par le recours systématique aux Juntas de Conciliación y Arbitraje qui peuvent déclarer la grève inexistante (sic) chaque fois qu'elle ne répond pas à certains critères assez flous pour être librement interprétés. Ainsi l'Article 123 du Code du travail stipule que les grèves sont licites à condition qu'elles se fixent pour objectif de rétablir « l'équilibre entre les facteurs de production, en harmonisant les droits du travail avec ceux du capital ».

La nature corporatiste du syndicalisme officiel, jusqu'alors étroitement intégré à ce véritable « parti-Etat » qu'était le PRI, est alors profondément remise en cause. Les processus de libéralisation et de privatisation ont en outre pour effet de réduire ses bases traditionnelles et de bouleverser sa logique de structuration. Le paysage syndical mexicain est en effet complexe : à côté, mais aussi à l'intérieur du syndicalisme officiel, se sont développés des syndicats plus ou moins « indépendants » du pouvoir (voir encadré 2). Les évolutions en cours conduisent donc à une redéfinition des orientations syndicales et à une recomposition d'ensemble. Ces transformations se produisent dans un contexte général d'affaiblissement : le taux de syndicalisation a reculé de 30 % en 1984 à 20 % en 1995 puis reste à ce niveau ; le nombre moyen de grèves a lui aussi considérablement baissé.

LE PRESIDENT FOX ET LES SYNDICATS

Le nouveau président élu en 2000 est confronté à deux options possibles : soit réformer le système syndical dans un sens anti-corporatiste, comme avaient essayé de le faire (sans grand succès) ses prédécesseurs du PRI ; soit utiliser le syndicalisme officiel tel qu'il est. En sens inverse, du côté du syndicalisme officiel, le Congrès du Travail se trouve en face d'un choix symétrique : maintenir les liens avec le PRI dans l'attente de prochaines échéances électorales, rechercher des alliances avec d'autres secteurs, ou bien encore se rapprocher de l'UNT (indépendants) qui cherche à devenir l'interlocuteur privilégié du nouveau gouvernement. Le syndicalisme indépendant est lui aussi partagé entre la recherche du dialogue et l'opposition, tout en explorant diverses voies de recomposition syndicale.

Ces alternatives vont progressivement se décanter, notamment à propos du projet de réforme de la Loi fédérale du travail présenté au Parlement en décembre 2002 par le ministre du Travail, Carlos Abascal. Ce projet reçoit au départ le soutien d'une bonne partie du syndicalisme officiel et du PRI. Il introduit une flexibilité considérable du droit du travail, qui vaut la peine de détaillée pour souligner la similitude avec ce qui se passe en Europe et en France. Le contrat à durée indéterminée resterait formellement la norme, mais serait transformé en une sorte de « contrat de mission » (cher au Medef en France) dont la durée pourrait être librement fixée par accord entre le salarié et l'employeur. Le paiement du salaire serait subordonné à la bonne réalisation de cette mission, et n'aurait pas à tenir

compte du recours éventuel à des horaires atypiques (dimanche, jours fériés, etc.). Deux nouveaux contrats de travail seraient créés : un contrat de formation initiale limité à trois mois, et un contrat à l'essai de 30 jours (180 pour les cadres) ; non renouvelables, ils pourraient être interrompus sans frais pour l'employeur. L'un des objectifs du projet est de réduire le pouvoir syndical en renforçant le contrôle administratif sur la représentativité syndicale et sur la validité des contrats collectifs de travail.

La réforme Abascal n'a cependant pas abouti. Elle s'est d'abord heurtée à un contre-projet porté par le PRD (centre-gauche) et par l'UNT (centrale indépendante) puis, en 2005, au veto des députés « ouvriers » du PRI, découvrant, alors qu'ils avaient pourtant été à l'initiative de la réforme, qu'elle remettait en cause les « droits historiques » de la classe ouvrière. Le report du projet s'explique aussi en grande partie par la mobilisation du syndicalisme indépendant. Mais on peut l'interpréter autrement : dans la mesure où la réforme ne faisait qu'institutionnaliser des pratiques déjà largement répandues, son principal objectif était pour le gouvernement de faire émerger de nouveaux interlocuteurs syndicaux à sa botte, ce qui ne lui a pas été possible.

LES DEUX SYNDICALISMES MEXICAINS

Bien que leurs frontières ne soient pas strictement définies on peut, pour simplifier, distinguer deux pôles dans le syndicalisme mexicain. Le syndicalisme « officiel » est structuré autour du Congrès du travail (CT) qui regroupe la CTM - le « secteur » syndical du PRI - et différentes autres organisations « officielles » (CROM, CROC, etc.). La CNC et la FSTSE sont les syndicats « officiels » qui organisent respectivement les paysans et les fonctionnaires. Le pôle « indépendant » est aujourd'hui constitué principalement par l'UNT qui regroupe plusieurs syndicats dont les principaux sont le STRM, le SNTSS, la FESEBS et le STUNAM. Le FAT, un regroupement syndical indépendant, a également rejoint l'UNT.

LA TRAJECTOIRE DE LA CONFÉDÉRATION INDÉPENDANTE UNT

Avant Fox, les deux derniers présidents du PRI, Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) et Ernesto Zedillo (1994-2000), avaient multiplié les initiatives en vue de remodeler le syndicalisme en accord avec leur orientation néo-libérale. Le président Salinas avait suscité la création de la FESEBS (biens et services), et placé à sa tête le dirigeant du Syndicat des Téléphonistes (STRM), Francisco Hernandez Juarez, par ailleurs membre du PRI. Il servira de relais utile lors de la privatisation des téléphones, mais ne réussira pas à construire un pôle alternatif à la CTM (secteur syndical du PRI). De la même manière, le président Zedillo ne réussira pas à instrumentaliser l'UNT, fondée en novembre 1997, et à l'initiative de laquelle on retrouve d'ailleurs Hernandez Juarez, ainsi qu'un autre membre du PRI, Rosado Garcia, dirigeant du SNTSS (Sécurité sociale).

L'Union Nationale du Travail (UNT) rassemble des syndicats indépendants et officiels, ces derniers ayant donc quitté le Congrès du Travail. Elle veut simultanément donner un nouveau visage au syndicalisme, à la fois plus revendicatif et capable d'accompagner la « transition démocratique », et participer à la recherche d'un « nouveau pacte social ». Cette ambivalence reproduit d'une certaine manière celle du syndicalisme officiel qui combinait, de manière parfois déconcertante, son rôle de courroie de transmission du « Parti-Etat » et, jusqu'à un certain point, l'action revendicative. C'est pourquoi il est possible de parler de néo-corporatisme à propos du projet initial de l'UNT.

Tous les syndicats indépendants n'avaient pas rejoint l'UNT. C'est notamment le cas du SME (électricité) qui a été durant des années le pivot de nombreuses tentatives de regroupements syndicaux et qui choisit de rester affilié au Congrès du travail. En 1998, il participe de son côté au lancement d'une coalition de syndicats et de mouvements sociaux, le FSM (Front syndical mexicain). Les contours de cette recomposition sont cependant mouvants. Au-delà de leurs divergences, l'UNT, plutôt réformiste, et le FSM, plus radical, se retrouvent en pratique sur des terrains communs, notamment le combat contre les privatisations dans le secteur de l'énergie, les réformes de la sécurité sociale et le projet de réforme du Code du travail. Cette convergence conduit en 2002 l'UNT et le FSM à lancer ensemble le FSCISP où se retrouvent diverses organisations et associations. Ce nouveau regroupement organise de nombreuses actions : débrayages coordonnés à l'échelle du pays, manifestations géantes et caravanes. Il comptait s'appuyer sur cette capacité de mobilisation pour peser lors des élections présidentielles de 2006 sur le programme du candidat du PRD, Andrés Manuel López Obrador (qui a finalement obtenu 0,6 % moins de voix que le vainqueur).

Ces évolutions ne laissent pas le syndicalisme officiel à l'écart, comme l'a illustré la manifestation du 21 août 2005 contre une réforme fiscale assujettissant diverses prestations sociales à l'impôt sur le revenu. On a vu à cette occasion se constituer un front inédit rassemblant le syndicalisme officiel (CTM, CROC et CT) et indépendant (UNT et SME) autour d'un programme d'action commun.

LA DÉCOMPOSITION DU CORPORATISME

On assiste ainsi à un double mouvement. Le durcissement des politiques libérales pousse le nouveau syndicalisme, voire une partie du syndicalisme officiel, vers une posture d'opposition plus affirmée ; en même temps, cette évolution réduit à néant l'espoir du gouvernement Fox de nouer avec certains secteurs syndicaux, notamment l'UNT, le type de rapports que le PRI entretenait avec le Congrès du travail. Le projet néo-corporatiste ne peut plus se développer en tant que tel.

Cette impasse a conduit le gouvernement à changer son fusil d'épaule : après avoir assuré le maintien de directions syndicales qu'il pensait pouvoir contrôler, il cherche maintenant à susciter des scissions dans le mouvement syndical. La plus importante d'entre elles a eu lieu en décembre 2004 : le syndicat des enseignants (SNTSE) emmené par Elba Esther Gordillo, également dirigeante du PRI, a quitté la

FSTSE (Fédération des syndicats des travailleurs de l'Etat) pour fonder une fédération concurrente, la FEDESSP. Un autre élément de la politique syndicale du gouvernement a été d'encourager la montée en puissance de syndicats autonomes, comme la FNSI, et de promouvoir un tête-à-tête direct entre ce syndicat d'accompagnement et le patronat privé avec lequel le parti au pouvoir entretient des relations très étroites. Mais ces tentatives n'ont pas enregistré de succès significatifs. Enfin, l'orientation libérale du gouvernement se traduit également par la volonté de réduire la place des syndicats ou de faire obstacle à leur implantation dans les entreprises où leur présence réduirait l'attractivité à l'égard des investissements internationaux. C'est particulièrement vrai dans le secteur des maquiladoras, ces zones franches établies tout au long de la frontière avec les Etats-Unis.

Le système corporatiste syndical institué depuis des années n'a donc pu être reconverti, pour des raisons paradoxales. Le syndicalisme officiel lié au PRI n'est pas en effet passé avec lui dans l'opposition. Il était même tout disposé, au contraire, à reconduire avec le nouveau gouvernement le même type de relations qu'il entretenait avec le précédent. La crise provient en définitive de l'évolution du syndicalisme qualifié plus haut de néo-corporatiste, en particulier l'UNT. Tout se passe donc comme si les « créatures » du PRI lui avaient échappé, d'autant plus que ce dernier a perdu le pouvoir politique central. Cette décomposition du corporatisme est accélérée par les transformations des relations de travail : les privatisations et la redéfinition des contrats collectifs qui les accompagne ont pour effet de « dissoudre » ses noyaux durs.

Si le candidat du PRD, Manuel Lopez Obrador, avait été élu en juillet dernier, on aurait pu assister à la mise en place d'un partenariat PRD-UNT qui aurait réduit encore plus le rôle du syndicalisme officiel tout en reproduisant en partie le modèle corporatiste. Mais la victoire frauduleuse du candidat du PAN, Felipe Calderón, a brisé cette trajectoire et pose au syndicalisme mexicain un nouveau défi, celui d'une « décorporatisation » effective.

* Michel Husson est économiste à l'INSEE. Il a notamment travaillé à ce titre, entre 1985 et 1987, à l'Institut National de Statistique de Mexico. Il est affecté depuis 1990 à l'IRES (Institut d'Etudes Economiques et Sociales), un centre de recherche travaillant avec les confédérations syndicales. www.ires-fr.org

Michel Husson est membre de la fondation Copernic, ainsi que du Conseil scientifique d'Attac. Il a participé en 1993 à la création de l'association « AC! », « Agir ensemble contre le chômage ». On trouve sur son site une foultitude de documents. <http://hussonet.free.fr/> et notamment sa biographie sur <http://hussonet.free.fr/cvbib.htm>

GLOSSAIRE DES SIGLES

CCE	Conseil de coordination des entreprises
CILAS	Centre de recherche sur le travail et de conseil aux syndicats
CIOAC	Centrale Indépendante des Ouvriers Agricoles et Paysans
CNC	Confédération nationale paysanne
CNOP	Confédération Nationale des Organisations Populaires
COR	Confédération ouvrière révolutionnaire
CROC	Confédération révolutionnaire des ouvriers et paysans
CROC-D	Confédération Révolutionnaire des Ouvriers et Paysans-Démocratique
CROM	Confédération régionale ouvrière mexicaine
CT	Congrès du travail
CTM	Confédération des travailleurs mexicains
FAT	Front authentique du travail
FEDESSP	Fédération démocratique des syndicats de fonctionnaires
FESEBS	Fédération des Syndicats du Secteur des Biens et Services
FNSI	Fédération nationale des syndicats indépendants
FNSU	Fédération Nationale des Syndicats Universitaires
FSCISP	Front syndical, paysan, indigène, social et populaire
FSM	Front syndical mexicain
FSTSE	Fédération des syndicats de travailleurs au service de l'Etat
IMSS	Institut mexicain de sécurité sociale
ISSSTE	Institut de sécurité et de services sociaux des travailleurs de l'Etat
MPI	Mouvement Prolétarien Indépendant
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAN	Parti d'action nationale
PRD	Parti de la révolution démocratique
PRI	Parti révolutionnaire institutionnel
SME	Syndicat mexicain des électriciens
SNTE	Syndicat National des Travailleurs de l'Education
SNTSS	Syndicat National des Travailleurs de la Sécurité Sociale
STRM	Syndicat des Téléphonistes de la République Mexicaine
STUNAM	Syndicat des Travailleurs de l'Université Nationale Autonome de México
SUTERM	Syndicat Unique des Travailleurs de l'Electricité de la République Mexicaine
SUTIN	Syndicat Unifié des Travailleurs de l'Industrie Nucléaire
UNT	Union Nationale des Travailleurs

POUR EN SAVOIR PLUS

Ilán Bizberg, « Le syndicalisme mexicain face à la mondialisation et à la décomposition du régime politique », La Revue de l'IREIS n°29, 1999 <http://hussonet.free.fr/bizberg.pdf>

Michel Husson, « La recomposition du syndicalisme mexicain », Chronique internationale de l'IREIS n°98, janvier 2006 <http://hussonet.free.fr/mexsynd6.pdf>

Dan La Botz, « Mexico's Labor Movement in Transition », Montly Review, June 2005 <http://www.monthlyreview.org/0605labotz.htm>

Mexican Labor News & Analysis http://www.ueinternational.org/Mexico_info/mlna.php

QUELQUES REPERES

POPULATION : 107,5 millions habitants en 2006, dont environ 18 millions dans la métropole de Mexico.

SURFACE : 1 972 550 km², soit moins du triple de la France.

La révolution de 1910-1917 a fondamentalement reposé sur la masse des paysans pauvres : au nord les forces de Pancho Villa, au sud celles d'Emiliano Zapata. Les forces révolutionnaires furent finalement vaincues par l'armée régulière.

Certaines revendications (comme l'instauration réforme agraire et une législation sociale très avancée) ont été reprises dans la nouvelle Constitution de 1917.

Fondé en 1929, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) a dirigé le pays sans interruption jusqu'en 2000, Le PRI est membre de l'Internationale socialiste.

Depuis 2000, la présidence de la république est aux mains de représentants du PAN (parti catholique et conservateur) : Vicente Fox, puis à partir de décembre 2006 Felipe Calderón.

A noter que le résultat contesté des élections présidentielles de 2006 n'a donné qu'une avance de 0,6 % des voix à Calderón sur son principal rival Andrés Manuel López Obrador.

Première force politique à la Chambre des députés, le PAN n'y dispose toutefois pas de la majorité et doit donc obtenir l'appui de l'opposition pour faire passer ses lois.

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Mexique>

http://fr.wikipedia.org/wiki/Partido_Revolucionario_Institucional

MEXIQUE : À LA RENCONTRE DES ZAPATISTES

Par Juliette (Sud Etudiant) et Pascal (Sud Ptt)

Fondée en 1983, L'armée zapatiste de libération nationale¹ (en espagnol : Ejército Zapatista de Liberación Nacional, EZLN) est une armée révolutionnaire incarnant la résistance des populations indigènes du Chiapas, une région pauvre du sud du Mexique comptant moins de 5 millions d'habitants. À l'exception du soulèvement de janvier 1994, l'EZLN n'a jamais fait usage de ses armes ou commis d'attentats. Les zapatistes ont peu à peu constitué des communes autonomes autogérées indépendantes de celles contrôlées par le gouvernement officiel.

Depuis 1993, un des principaux animateurs de l'EZLN est un militant se faisant appeler le « Sous-commandant Marcos », en abrégé « El Sub », et plus récemment "Sous-délégué Zéro". Marcos ne se présente jamais en public sans son célèbre passe-montagne (et accessoirement sa pipe).

Le nom de zapatiste vient du révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata², l'un des principaux dirigeants de la révolution mexicaine de 1910³, assassiné en 1919.

En 2005, l'EZLN publie la « Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone » dans laquelle elle fait le bilan de sa lutte depuis 1994. L'EZLN y propose également la mise en chantier d'un programme de lutte au niveau du Mexique fédérant les indiens, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les associations, les organisations politiques et les syndicats qui se reconnaissent dans cette démarche. Pour préparer ce programme, l'EZLN propose à toutes ces composantes "d'en bas et à gauche", de rencontrer une délégation réduite de l'EZLN, qui ferait le tour des Etats du Mexique de janvier à juin 2006, donc au moment où se mettait en place la campagne électorale pour les élections présidentielles et législatives de juillet 2006. Cette tournée zapatiste a été appelée «l'Autre campagne» (en espagnol, «la Otra Campaña»). C'est dans ce contexte que deux militants normands de Solidaires, Pascal (Sud Ptt) et Juliette (Sud Etudiant), ont voyagé au Mexique au printemps 2006. Ils racontent ci-dessous une partie de leur voyage.

L'AUTRE CAMPAGNE

Après être allés à Oventic (voir encadré), nous nous sommes rendu dans le Guerrero, un Etat de la côte Pacifique, afin d'y retrouver la caravane zapatiste de «l'Autre campagne».

Nous avons eu quelques difficultés pour la rejoindre car les lieux et les dates du passage de la caravane n'étaient donnés que très peu de temps à l'avance.

C'est finalement à Atoyac de Alvarez, un gros bourg situé à l'intérieur des terres, que nous avons pu retrouver la caravane.

Le premier contact a été assez surprenant car quelques minutes avant le début du meeting prévu sur la place centrale, une engueulade extrêmement violente a

opposé deux groupes de manifestants. Finalement le meeting a été annulé et nous nous sommes retrouvés dans une école où devait se tenir une réunion de membres et sympathisants de la Otra. Après deux heures d'attente, un militant du collectif du Guerrero nous annonça que la réunion était également annulée. D'après les explications que nous avons eues, les membres de l'organisation "Campésina de la Sierra Sur" accusaient l'autre groupe, "le conseil civique communautaire Lucio Cabanas", de collusion avec les para militaires et d'être responsables d'assassinats perpétrés par ces para militaires. Dans l'impossibilité de trancher entre les deux organisations, l'EZLN avait alors préféré annuler toutes les activités prévues. Quant à Marcos, il est resté invisible toute la soirée...

Le soir, dans l'école, l'atmosphère était un peu pesante...

Le lendemain matin, après quelques difficultés pour trouver deux places dans la caravane, les voitures étant déjà bien remplies, départ vers Agua Caliente.

La caravane se compose d'une vingtaine de voitures, dont la camionnette du « Sub » (le sous commandant Marcos). Les membres de la caravane forment un ensemble assez hétéroclite, avec un groupe du Parti Communiste Marxiste-Léniniste du Mexique (mais qui n'a aucune référence à Staline ou à Mao), des punks, des libertaires, des baba-cools, des journalistes professionnels et des médias alternatifs, deux équipes de cinéastes, et quelques coordinatrices et coordinateurs un peu débordés mais efficaces quand même.

La coordination du Guerrero avait en plus plusieurs camions et pick-up remplis de militants.

Durant les déplacements, la caravane est précédée, suivie, surveillée, photographiée par des flics de toutes sortes, et des flics au Mexique ça ne manque pas !

Rapidement, avec la traversée de villages et les ralentissements de la police, la caravane se scinde en plusieurs tronçons et comme nous sommes dans une des dernières voitures, nous arrivons à la fin du meeting de Agua Blanca, juste pour entendre les derniers mots de Marcos, le voir foncer dans sa camionnette qui démarre immédiatement, tandis que tout le monde se disperse pour rejoindre son véhicule.

Après avoir contourné Acapulco en provoquant quelques bouchons, nous arrivons à Aguas Calientes au bout d'une route qui ressemble de plus en plus à une piste. Des peintures fraîches souhaitent la bienvenue à la caravane et rappellent la raison de notre présence. Toute la région est mobilisée contre la construction d'un barrage hydraulique qui noierait les terres des paysans. Les communautés se sont cordonnées dans le CECOP (Communautés Opposées au Barrage de la Parota). Elles ont décidé de refuser les expulsions y compris par les armes. Plus d'un millier de paysans, hommes et femmes sont réunis sous d'immenses toiles de plastique pour un meeting. Beaucoup d'hommes portent des machettes d'un mètre de long. Les discours des militants du CECOP sont violents, ponctués de mots d'ordre repris par la foule. Le gouverneur Zeferino Torreblanca est particulièrement visé par les intervenants. Il appartient au PRD, le parti qui presque fera jeu égal avec le parti au pouvoir lors des élections de juillet 2006. Puis c'est à Marcos de parler. Le « Sub » parle d'une voix douce, sans effet oratoire, sans chercher à faire monter la pression ⁴ :

"Nous apportons un message très simple de nos chefs, les commandants et commandantes indigènes qui représentent les communautés zapatistes dans les mon-

tagnes du Sud Est mexicain. Nous voulons vous dire d'abord avec nos mots simples que nous admirons votre lutte, que nous la respectons, et que vous êtes pour nous un exemple, des maîtres qui enseignent ce que doit être la dignité de nos terres. Nous voulons vous dire qu'à partir de la « Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone » et de « L'Autre Campagne », en tant que zapatistes, nous sommes en train de changer la géographie de ce pays selon notre façon de penser d'indiens mayas ; la géographie a changé et le fleuve Papagayo coule aussi dans les montagnes du Sud Est mexicain. C'est pourquoi nous voulons prévenir Vicente Fox et son bras jaune et noir qui est Zeferino Torreblanca que si l'armée attaque ces terres, elle devra attaquer aussi les montagnes du Sud Est mexicain. En ces mots simples qui sont les nôtres, c'est là notre engagement : leur barrage, ils ne pourront le faire qu'au prix d'une guerre dans le Sud Est mexicain.

Compañeros et compañeras, nous apportons aussi un autre message de l'Autre Campagne. Dans la Sixième Déclaration et dans l'Autre Campagne, il n'y a pas seulement l'Armée Zapatiste de Libération Nationale et le Conseil des Ejidos⁵ et Communautés Opposées au Barrage de la Parota (CECOP). Il y a aussi d'autres organisations de tout le pays, des organisations politiques de gauche, des peuples indiens, des organisations sociales paysannes, des syndicats, des organisations d'ouvriers, d'enseignants, d'étudiants, de jeunes, de femmes, de vieillards, d'enfants, il y a des familles et il y a des individus aussi. Nous sommes présents dans toute la république, et ce que nous faisons à présent, c'est de passer par tous les Etats pour nous connaître les uns les autres.

Ce que veulent faire ici les gouvernements⁶ est un crime, et s'ils y arrivent, c'est parce qu'ils se sont cachés pour le faire, parce qu'ils ont trompé les gens, qu'ils ont triché. Nous savons tous très bien ce que ce barrage va signifier pour ces terres : la destruction et la mort. Ces paysans et comuneros⁷ qui ont cru les mensonges du gouvernement, en réalité ils croient qu'il faut le remercier, et laisser entrer dans la maison le voleur qui non seulement va nous voler, mais va aussi assassiner notre famille et nous-mêmes.

Ce qu'ont fait le gouvernement fédéral et celui de l'Etat, c'est bâtir un gigantesque mensonge pour pouvoir construire le barrage. Nous, nous savons que vous avez lutté dur, que cela vous a coûté des souffrances et des morts, et que vous avez enduré en plus le discrédit jeté sur vous par les médias. Nous savons que dans beaucoup de journaux, ainsi qu'à la radio et à la télé, on a dit que vous étiez une minorité, on a dit que vous étiez manipulés par d'autres forces politiques, on a dit qu'il y avait des intérêts étrangers derrière vous. Mais nous, là-bas, dans les montagnes du Sud-Est mexicain, nous savons ce que cela veut dire. Nous savons qu'à chaque fois qu'il y a un mouvement authentique, légitime, digne, rebelle, aussitôt les grands médias commencent à déverser leurs mensonges pour que les gens ne le soutiennent pas et pour qu'ils ne le rejoignent pas. De même qu'ils vous ont calomniés et ont dit des mensonges sur vous, ils l'ont fait aussi sur nous et sur beaucoup d'autres mouvements et luttes d'un bout à l'autre du pays ; ce qui est en train de se passer sous nos yeux, c'est une nouvelle guerre de conquête. Ne croyez pas que les gouvernements vont garder la terre et le barrage, ils vont les vendre à de grands capitalistes européens ou nord-américains. C'est l'argent étranger qui est derrière tout ça, et ils veulent nos terres, nos terres en tant que paysans, nos terres en tant que peuples indiens, ils veulent nous prendre jusqu'à

notre pauvreté, ils ne se contentent pas des grandes richesses qu'ils possèdent, ils veulent encore nous prendre la seule chose qui nous reste : être pauvres. Ils veulent nous tuer, nous détruire, nous effacer de ces terres.

Et ils veulent en plus nous convaincre de réunir une assemblée et de voter pour mourir, pour abandonner ces terres, pour avoir à chercher du travail aux Etats-Unis ou ailleurs, pour voir détruites notre histoire et celle de nos ancêtres, et ils croient qu'ils vont trouver les gens prêts à ça.

Et nous avons rencontré des gens comme vous dans tout le Mexique, des gens qui ne sont pas prêts à être détruits, qui ne sont pas prêts à ce que ce drapeau, qui à présent flotte avec dignité sur ces terres, soit vendu, traîné dans la boue et prostitué comme le fait le gouvernement de Fox et ceux des différents partis politiques. Nous, ce que nous sommes en train de faire, c'est de nous mettre d'accord, car nous en avons plus qu'assez, nous en avons marre qu'ils veuillent s'introduire sur nos terres, dans nos maisons, qu'ils nous volent sur le prix des produits de nos champs, qu'ils nous volent sur nos salaires, qu'ils nous volent en nous faisant payer au prix fort ce que nous consommons, l'électricité, l'eau, le gaz, l'impôt foncier, l'assainissement. Les prix de tous les services publics augmentent, pour nous, ceux d'en bas, alors que, pour les puissants, ils baissent, quand on ne leur en fait pas cadeau. Tout ce projet de barrage est fait pour favoriser les grandes entreprises touristiques, industrielles et commerciales. Aucun paysan ne va en bénéficier, ni aucun quartier pauvre, c'est pour cela qu'ils y portent tant d'intérêt, c'est parce que c'est l'argent des puissants qui est derrière ce projet. Sans doute qu'ils en ont assez pour acheter les médias et déverser leurs mensonges, et dire que c'est une petite minorité qui s'oppose au barrage de La Parota, car nous voyons clairement en ce moment que ce n'est pas une minorité.

Nous voyons aussi, après enquête, que ceux qui se prétendent les représentants des communautés et des ejidos⁵ d'ici sont achetés, sont des menteurs, et ce sont eux qu'on voit sur les photos déclarer que le barrage va apporter de grands avantages. Il ne va rien apporter d'autre que la mort et la destruction.

Nous, nous connaissons cela, mais nous en avons marre, parce que nous l'avons vu dans tous les Etats de la République. Alors nous disons ça suffit comme ça de rester dans nos maisons et sur nos terres avec la machette dégainée, en attendant l'heure où ça les prendra, ces salauds, de venir nous voler. Ce que nous disons, c'est qu'il vaut mieux nous unir et aller les chercher. Aller les virer, aller les renverser, Zeferino, Fox, et tous ceux d'en haut.

Ce que nous proposons dans l'Autre Campagne c'est un mouvement national, pas seulement à La Parota, pas seulement au Chiapas, pas seulement au Guerrero, mais dans tout le pays, partout où il y a des gens comme vous, compañeros et compañeras, qui y sont prêts. Il ne s'agit pas de nous soulever pour changer de gouvernement, nous allons nous soulever pour changer de pays. Il s'agit de renverser le gouvernement central et de foutre à la porte du pays tous les riches, les grands propriétaires des hôtels, des centres touristiques, des banques, des commerces, de l'industrie, des terres, les grands propriétaires terriens. Qu'ils s'en aillent. Eux, ils ne travaillent pas, leur force, c'est qu'ils ont les politiciens, et la police, et l'armée, pour nous dépouiller de nos terres, pour nous prendre la richesse que nous créons.

Nous avons vu à bien des endroits que les gens qui s'organisent eux-mêmes, sans avoir besoin de riches ni de patrons, peuvent faire avancer une communauté, une société. Nous avons vu, pas seulement dans nos communautés mais aussi en d'autres lieux du pays, que quand les gens s'organisent et virent celui qui commande, le chef, le propriétaire, ils peuvent vivre mieux parce qu'ils s'organisent bien et qu'ils s'organisent collectivement.

Alors nous disons : pourquoi faudrait-il supporter ce système, pourquoi faudrait-il supporter ces criminels, et en plus voter pour eux, et en plus leur payer le salaire qu'ils s'octroient ?

Alors c'est nous qui devons décider maintenant. Il ne s'agit pas de choisir un parti politique parmi ceux qui se chamaillent pour la présidence. Ce dont il s'agit c'est de choisir quel chemin nous allons prendre, si nous allons continuer à attendre qu'ils nous menacent, qu'ils déversent sur nous leurs mensonges, qu'ils veuillent nous tuer, qu'ils envoient l'armée massacrer des gens innocents, ou bien si, une bonne fois, nous nous organisons tous, nous les renversons du gouvernement et nous les virons du pays, ou nous les foutons en taule, ce qui est la vraie place de la majorité d'entre eux. C'est ça que nous avons entendu dans tous les Etats. Partout, nous avons entendu la même rage que nous voyons ici, la même indignation, la même décision de se battre. C'est cela que nous préparons, un soulèvement national, civil et pacifique, mais qui ne va pas s'arrêter pour mettre au pouvoir un autre qui nous opprimerait encore. Qui ne va pas s'arrêter tant que nous n'aurons pas détruit le système qui nous maintient dans la misère, le système qui veut nous dépouiller de la terre, le système qui nous expulse de notre propre pays pour aller chercher du travail de l'autre côté⁶, le système qui veut détruire la nature, et le système qui veut nous tuer pour ce que nous sommes, des peuples indiens et des paysans.

Nous devons renverser ce système, et nous devons mettre à bas aussi ses serviteurs, ces mauvais gouvernants qui à présent font bonne figure pour que nous votions pour eux. Au lieu de regarder vers le haut pour voir qui dit une chose et qui dit l'autre, et coucoucoucou et je ne sais quoi — par moments, on dirait un zoo, là-haut — nous, ce que nous proposons, c'est de regarder vers le bas, de vous regarder entre vous et de voir la force, la dignité et la rébellion que vous avez, et de vous tourner pour regarder vers d'autres Etats, vers d'autres endroits du Guerrero, vers d'autres endroits du sud, du sud-est, du centre, de l'ouest, du nord du pays. Et vous allez voir que nous allons en trouver des milliers et des milliers, des hommes et des femmes, des gens d'en bas humbles et simples qui sont en train de chercher tout bonnement le chemin pour qu'on se mette d'accord.

Nous ne vous demandons pas d'abandonner votre organisation, ni d'entrer dans un parti politique ou de passer du côté de quelqu'un d'autre. Ce que nous vous demandons, en tant qu'organisation, en tant que CECOP, c'est de vous maintenir, de vous renforcer, et d'unir votre lutte à celle d'autres compañeros et compañeras. Que nous puissions dire ensemble, (comme aujourd'hui nous disons que si l'armée attaque vos communautés, elle devra nous attaquer nous aussi car nous le considérerons comme une attaque contre l'EZLN), que nous puissions dire aux peuples qui sont comme celui-ci, qui sont comme le nôtre à d'autres endroits de la république que s'ils les touchent, que s'ils les attaquent, nous répondrons tous ensemble, chacun depuis le lieu où il se trouve.

Mais il ne s'agit pas seulement de nous mettre d'accord pour nous défendre, compañeros et compañeras, il s'agit de nous mettre d'accord pour changer les choses une fois pour toutes de haut en bas. Peut-être que par les plus âgés d'entre vous, ou par les corridos⁹, ou par les livres d'histoire, vous avez entendu parler de la Révolution mexicaine, de Villa, de Zapata ; peut-être avez-vous entendu parler de Morelos et Hidalgo lors de la Guerre d'Indépendance ; ce que nous allons faire à présent a le nom et le visage de chacun d'entre vous. Il n'est pas question d'un dirigeant, il n'est pas question d'une seule organisation qui marcherait en tête, mais que chacun d'entre nous prenne sa place et que nous relevions ce pays « à partir d'en bas », en le secouant bien fort pour que tombent tous les mauvais gouvernants et les riches, et que nous puissions l'étendre à nouveau, comme cela doit se faire, en bas, pour qu'il soit bien à plat, égal et uni.

Compañeros et compañeras, c'est cela, « L'Autre Campagne ». Nous ne sommes pas à la recherche d'un poste, nous sommes à la recherche d'un autre pays. Dans chaque Etat où nous passons nous le trouvons. Tout ce qui nous manque, c'est de nous mettre tous d'accord pour commencer à faire marcher les choses à partir d'en bas, du pas des gens simples et humbles, avec leurs bras, avec leurs mains, avec leurs yeux et leur parole.

Voici ce que nous vous apportons, voici ce que nous vous proposons. Quelle que soit votre décision, que vous entriez ou pas dans l'Autre Campagne, vous pouvez compter sur le soutien inconditionnel des communautés zapatistes et des troupes de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale. Merci."

Après le meeting et un repas communautaire, la réunion des adhérents de La Otra se tient dans la cour de l'école. En présence de deux ou trois cents personnes, à titre personnel ou représentant de leur communauté, chacun et chacune peut prendre la parole, témoigner, proposer. Il fait nuit noire quand Marcos conclut la réunion. Le lendemain matin la caravane repart avec quelque retard pour un lieu particulièrement symbolique, El Charco. Le 7 juin 1998, l'armée fédérale y a assassiné 10 indiens Mixtèques et un étudiant de l'université de Mexico.

Pour arriver à El Charco, il faut abandonner les voitures et s'entasser dans les camions et les pick-up qui peuvent grimper une piste qui s'enfonce dans les montagnes.

La réunion à El Charco est un mélange de meeting et de réunion d'adhérents. Représentants des communautés indiennes, survivants du massacre, militants d'associations se succèdent au micro. Ils y dénoncent la guerre que mène l'armée contre les communautés, assassinats, viols, stérilisations forcées...

Là aussi le rejet des partis politiques traditionnels est clairement exprimé, ainsi que la détermination à créer " le pouvoir populaire".

Marcos s'y exprimera en tant que porte-parole des communautés indiennes zapatistes parlant à leurs frères et sœurs mixtèques et tlapanèques. Il reprendra les thèmes de "la otra" et en réponse à une question directe, réaffirmera son refus de se mêler à la campagne électorale.

La traduction du discours de Marcos a été faite par Patrick (Sud Education 76/27)

Pour suivre "La Otra Campagna" : aller sur le site <http://www.enlacezapatista.ezln.org.mx/> et le site du journal « La jornada » <http://www.jornada.unam.mx/ultimas>

OVENTIC

C'est la communauté zapatiste la plus facilement atteignable, à une heure environ de San Cristobal de Las Casas. Pour y aller, on peut prendre un taxi collectif à côté du marché de San Cristobal. La route serpente dans les montagnes. Quelques kilomètres avant Oventic un panneau avertit "vous entrez en territoire Zapatiste", mais des pick-ups bourrés de militaires en tenue de combat patrouillent aussi sur cette route.

Arrivés à Oventic, deux femmes masquées d'un foulard nous demandent nos papiers puis nous introduisent dans une cabane où elles nous questionnent sur les raisons de notre visite.

Nous sommes ensuite emmenés à une autre cabane où nous rencontrons trois membres encagoulés (deux hommes et une femme) de la "commission d'explication" qui nous parleront des conditions de la lutte des zapatistes depuis 1994, puis nous proposeront plusieurs possibilités d'exprimer notre solidarité.

D'abord la solidarité politique en popularisant leur lutte, au travers d'articles de presse, de débats, etc.

Si l'on veut une solidarité plus concrète, il est possible de soutenir financièrement des réalisations mises en place dans les communautés. Sur place, il est possible de participer à des projets, notamment dans les secteurs de la santé ou de l'éducation. On peut aussi chercher des débouchés en France pour les produits des zapatistes (café, tissus, artisanats...). Nous avons pu ensuite nous promener librement dans le village.

A Oventic, il y a une école, un centre de santé, plusieurs boutiques d'artisanat, tous les bâtiments sont peints de dessins, mots d'ordres, portraits,...

LES PARTIS POLITIQUES

Trois partis dominent la vie politique :

Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) a perdu en 2000 le pouvoir où il était installé depuis 70 ans. Ce parti, pourri jusqu'à l'os, est responsable des politiques ultra-libérales mises en place dans les années 80 et 90,

Le Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD) est une scission du PRI, qui n'a également de révolutionnaire que le nom. Il a beaucoup déçu les espoirs que les couches populaires avaient mis en lui. Depuis que ses dirigeants occupent des postes de pouvoir, gouvernement d'Etat, mairies, ils appliquent les mêmes politiques libérales que nos partis socialistes européens.

Le Parti d'Action National (PAN) est un parti de la droite libérale dont est issu en 2000 le président Vicente Fox et en 2006 le président Felipe Calderón.

POST SCRIPTUM :

Le 3 mai 2006, La police attaque les habitants du village d'Atenco, dans la banlieue de Mexico, qui protestaient contre la construction d'un hypermarché : un tué, des dizaines de blessés, 200 arrestations, des viols perpétrés par des policiers déchaînés. La Otra Campana qui séjournait à ce moment dans la capitale se mobilise pour organiser la solidarité et arrête son périple pendant plusieurs mois. En septembre Marcos reprend la route et visite les Etats du Nord du Mexique, où il rencontre les travailleurs des maquiladoras (usines implantées au Mexique dans des "zones franches" par des entreprises américaines pour profiter des bas salaires mexicains et de l'absence de syndicats), des peuples indigènes, et de nombreuses organisations de la société civile. Et pendant ce temps-là, dans l'Etat d'Oaxaca, au Sud du pays, une rébellion qui doit beaucoup au Zapatisme secoue le pouvoir en place. Mais ceci est une autre histoire...

NOTES

1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Armée_zapatiste_de_libération_nationale
2. http://fr.wikipedia.org/wiki/Emiliano_Zapata
3. http://fr.wikipedia.org/wiki/Révolution_mexicaine
4. Traduction du discours de Marcos : Patrick (Sud Education 76/27)
5. Ejidos : terres collectives d'un village ou d'une communauté indienne.
6. Les gouvernements sont celui de l'Etat de Guerrero et le Gouvernement Fédéral
7. Comuneros : paysans appartenant à une communauté utilisant les terres collectives.
8. C'est-à-dire aux Etats-Unis.
9. Chansons populaires qui se transmettent de génération en génération.



DOSSIER USA



DOSSIER USA : PRESENTATION

Nous avons souvent en France des idées caricaturales sur les Etats-Unis. Cette situation s'est un peu améliorée avec le succès rencontré par les films de Michael Moore, et plus anciennement par « Bred and roses » de Ken Loach. Mais il reste beaucoup à faire et ce dossier cherche à y contribuer.

Au-delà d'histoires profondément différentes, on retrouve en fait, des deux côtés de l'Atlantique, des militant(e)s qui luttent au niveau syndical et associatif pour les mêmes valeurs concernant l'exploitation capitaliste, la remise en cause des services publics, le sexisme, le racisme, les sans-papiers, les mal logés, la guerre, la mondialisation néo-libérale, etc. Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres, et c'est même une nécessité absolue, car les USA dominent le monde économiquement, politiquement, militairement, ainsi qu'au niveau de l'industrie culturelle.

Même si elle est très minoritaire, il existe aux Etats-Unis toute une tradition de gauche radicale anarcho-syndicaliste ou trotskyste. On trouve également un petit PC, et un parti Vert nettement plus à gauche que ses homologues européens. Un courant maoïste a même été très présent dans les années 1965-1975.

Il n'est pas rare de rencontrer parmi les animateurs des structures syndicales ou associatives les plus dynamiques des militant(e)s issus de ces différentes traditions.

Il ne s'agissait pas pour nous dans ce dossier de faire du coupé-collé d'ouvrages et d'articles disponibles en français. Nous nous sommes contentés d'y faire référence.

Il s'agissait au contraire de proposer quelques clés pour mieux comprendre ce pays à première vue déroutant. Nous avons pour cela fait appel à des militant(e)s américains rencontrés dans les Forums sociaux, lors d'échanges entre syndicats du même secteur d'activité, mais d'abord et avant tout dans les conférences organisées par le réseau américain Labor Notes. A quatre reprises, des militants de SUD-PTT ont en effet participé à de telles conférences. Ils y ont notamment participé à l'animation de débats sur l'altermondialisme, la poste et les télécoms, la coordination des luttes au sein des multinationales, et en mai 2006 sur le mouvement anti-CPE.

Une chercheuse française qui travaille notamment sur le mouvement ouvrier américain a accepté d'écrire l'article introductif.

Comme cela a été signalé dans l'éditorial de ce numéro, les articles doivent pouvoir être consultés indépendamment les uns des autres. Il en résulte d'inévitables répétitions que le lecteur vaudra bien excuser, notamment dans la version en ligne.

<http://perso.orange.fr/orta/solidint>

QUELQUES REPERES

Par Alain (Sud Ptt)



9 629 048 km², soit plus du double de l'Union européenne (et 14 fois la France).
Population (2006)
300 millions d'habitants, soit 60 % de la population de l'Union européenne (à 27 Etats), et 5 fois la population française.

BREVE CHRONOLOGIE DU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN

1869

Fondation des « Chevaliers du travail » qui, à la différence des syndicats de métier existants, sont organisés par branche d'industrie, sont composés majoritairement de salariés non-qualifiés, et sont ouverts aux femmes puis aux noirs.

1880-1890

Grèves et insurrections ouvrières, mouvement populiste paysan.

Grève générale le 1er mai 1886 pour obtenir la journée de 8 heures suivie à Chicago de heurts violents avec la police, puis de la pendaison de 4 militants anarchistes l'année suivante. C'est à la suite de ces événements que le 1er mai est devenu la journée internationale des travailleurs.

Déclin rapide des « Chevaliers du travail » après 1886 au profit de l'American Federation of Labor (AFL), basée sur les salariés qualifiés masculins blancs, et organisés par métier.

1900-1919

Grèves dans de nombreux secteurs.

Création des IWW (Industrial Workers of the World) en 1905, qui s'inspirent partiellement de la tradition des « Chevaliers du travail » : organisation des salariés non-qualifiés, et structuration par secteur d'activité. Opposés à l'AFL, les IWW ont une orientation syndicaliste-révolutionnaire proche de celle de la CGT française de l'époque.

Promulgation de lois sociales (Progressive Era).

A partir de 1919, répression féroce des grèves et des militants combattifs.

Développement dans les années qui suivent du "business unionism" (syndicalisme maison).

1934-1942

Grèves massives à partir de 1934 notamment parmi les camionneurs, les dockers, dans les pneumatiques, l'automobile, le textile, chez les salariés agricoles du Sud, etc. Le syndicalisme est reconnu pour la première fois par la loi Wagner de juillet 1935. L'aile marchante de l'AFL constitue en novembre 1935 un comité d'organisation, appelé Congress of Industrial Organizations (CIO), en s'appuyant sur des militants communistes, socialistes de gauche et trotskystes. Il s'inspire en partie de la tradition des IWW et organise les salariés non pas par métiers, mais par branche d'activité. Le CIO joue un rôle clé dans les grèves et la syndicalisation de masse, notamment parmi les nouveaux immigrants peu qualifiés.

Les grèves avec occupation se multiplient (48 en 1936 et 447 en 1937), et le patronat accepte finalement le premier accord collectif qui est signé en janvier 1937.

Les tensions s'accroissent au sein de l'AFL, et le CIO en est expulsé en mars 1937. Promulgation de lois sociales en 1938 : salaire minimum, travail des enfants, 40h hebdomadaires.

En revanche, le projet d'assurance maladie universel ne voit pas le jour.

1946-1947

Point culminant des grèves aux USA.

Les entreprises de santé privées et les firmes pharmaceutiques parviennent pour la seconde fois à empêcher l'introduction d'un système d'assurance maladie universel. La loi Taft-Hartley de juin 1947 restreint considérablement les libertés syndicales. Le cadre fixé devient celui de négociations (éventuelles) entreprise par entreprise, avec interdiction de faire grève en dehors de la période de renouvellement de l'accord collectif.

La moitié des Etats (notamment dans le Sud) sont même exemptés du respect de l'essentiel de ce qui subsiste de la législation sociale de 1935. Les syndicats (sauf UNITE) renoncent à organiser les salariés du Sud. La voie est ainsi ouverte à des délocalisations d'activité du Nord vers le Sud des USA.

1949-1995

Le CIO expulse en 1949 des militants appartenant à divers courants de gauche.

Fusion en 1955 des confédérations AFL et CIO sous le nom d'AFL-CIO. La nouvelle confédération a une orientation anti-communiste et de collaboration avec le patronat. Elle est parfois surnommée ironiquement AFL-CIA pour son soutien à la politique étrangère des USA. Certains responsables syndicaux sont condamnés pour collusion avec la mafia, dont en 1964 le tristement célèbre Jimmy Hoffa président du syndicat des Teamsters (camionneurs).

Les mouvements sociaux des années 60-70 (droits des Noirs et des femmes, anti-guerre, etc.) se développent en général sans le soutien des syndicats, et parfois même en opposition avec eux.

A partir du milieu des années 70, déclin important de la syndicalisation dans l'industrie, qui est loin d'être compensé par le renforcement des syndicats dans le secteur public.

Licenciement en 1981 de 12 000 contrôleurs aériens pour fait de grève. C'est un tournant décisif dans l'histoire sociale des Etats-Unis (voir l'article de Steve Early dans ce numéro).

1995

Tentative de rénovation de l'AFL-CIO sous la houlette de Sweeney, le président du syndicat des services (SEIU) qui s'entoure en partie d'activistes issus des mouvements sociaux des années 1960 et 1970. L'AFL-CIO encourage la fusion des syndicats existants et la création de nouvelles implantations grâce à l'embauche de militants embauchés par les syndicats à cet effet (organizers). Il s'agit souvent d'anciens étudiants radicalisés

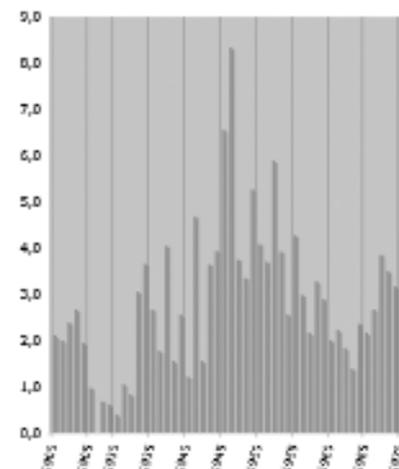
Simultanément, l'AFL-CIO renforce son lobbying auprès des Démocrates et soutient activement les campagnes présidentielles de Clinton puis Kerry.

2005

Eclatement de l'AFL-CIO en deux regroupements hétéroclites de taille équivalente. L'un conserve le nom d'AFL-CIO, l'autre prend celui de « Change To Win » (Changer pour gagner). www.aflcio.org et www.changetowin.org

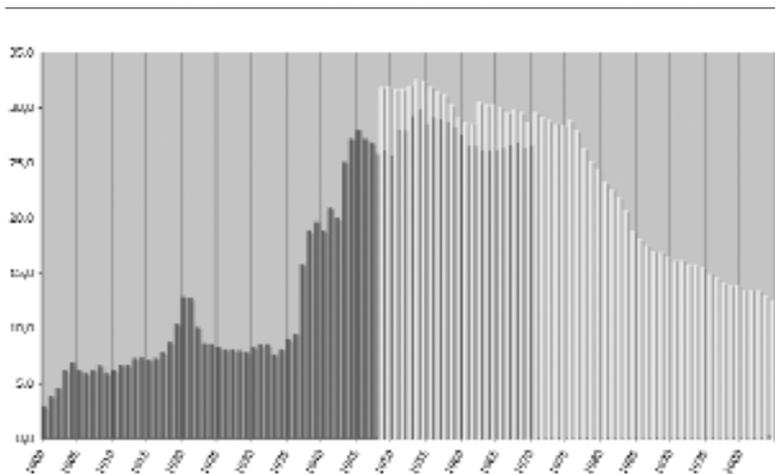
L'évolution des rapports de forces entre 1927 et 1970 est mesuré dans les statistiques officielles concernant le pourcentage de grévistes

Source : Mark Brenner (Labor Notes) d'après Historical Statistics of the United States: Colonial Times to 1970. <http://www2.census.gov/prod2/statcomp/documents/CT1970p1-01.pdf>



Une autre série statistique concernant les grèves dans la période 1947-2004 est proposée dans l'article de Steve Early : www.laborresearch.org/charts.php?id=13
 Sur la période 1948-2005, on peut aussi se référer à [http://data.bls.gov/cgi-bin/surveymost?ws=Days Of Idleness Resulting From Stoppages In Effect In The Period, As A % Of Est. Working Time](http://data.bls.gov/cgi-bin/surveymost?ws=Days%20Of%20Idleness%20Resulting%20From%20Stoppages%20In%20Effect%20In%20The%20Period,%20As%20A%20%20Of%20Est.%20Working%20Time)

Un autre élément sur l'évolution des rapports de force est fourni par les statistiques concernant le taux de syndicalisation entre 1900 et 2004. Le graphique ci-dessous utilise deux séries statistiques ne prenant pas en compte les mêmes éléments.



Source pour la période 1900-1970 : Mark Brenner (Labor Notes) d'après «Historical Statistics of the United States : Colonial Times to 1970». <http://www2.census.gov/prod2/statcomp/documents/CT1970p1-01.pdf>
 Source pour la période 1948-2004 : « Union Sourcebook 1947-1983, U.S. Bureau of Labor Statistics ». www.laborresearch.org/charts.php?id=29

UNE SYNDICALISATION TRES INEGALEMENT REPARTIE

Le syndicalisme est véritablement implanté dans moins de la moitié des Etats :
 - Les régions les plus syndicalisées sont 5 Etats de la région des Grands Lacs, et les 4 Etats de la Côte Ouest avec des taux moyens de syndicalisation compris entre 15 et 22%.
 - Vient ensuite la Côte Nord-Est avec des taux moyens compris entre 10 et 20 %, avec une pointe à 25 % dans l'Etat de New-York.
 Dans plus de la moitié des Etats, l'implantation syndicale est globalement très faible, ce qui signifie l'absence de présence syndicale dans la plupart des entreprises :
 - Le taux de syndicalisation moyen est situé entre 6 et 8 % dans 11 Etats du centre (Midwest) et 6 Etats de l'Ouest continental.

- La lanterne rouge est détenue par 10 Etats du Sud avec des taux compris entre 2,7 % et 8 %. www.laborresearch.org/charts.php?id=55

Ces inégalités se retrouvent entre secteurs économiques (chiffres 2004) :
 - Les sidérurgistes sont syndicalisés à près de 100 %.
 - Les transports, l'entreposage, les services aux collectivités, et les télécommunications ont un taux moyen de syndicalisation compris entre 22 et 28 %.
 - Les secteurs de la radio, la santé, l'édition et le commerce ont un taux entre 6 et 9 %.
 - L'hôtellerie, la restauration, l'agriculture, la finance et les assurances sont entre 1,5 % et 2,4 %.
www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm n° 96, article de Catherine Sauviat.

Au sein d'une même branche, la situation est généralement très variée (chiffres 2004) :
 - 75 % chez Ford, GM et DaimlerChrysler, mais 0% chez Honda,
 - plus de 70 % dans les chaînes de supermarchés Safeway et Kroger, mais 0 % chez Wal-Mart,
 - dans les télécoms, Verizon est globalement syndicalisé à 48 %, AT&T à 35 %, mais Comcast et Cingular à 0 %.
 Ces inégalités se retrouvent en général au sein d'une même entreprise, où suivant les lieux, les secteurs et les métiers, le taux peut passer de près de 100 % à 0 %. Dans les télécoms, Verizon fixe est par exemple syndicalisé à 48 % dans le fixe, mais à 0 % dans les mobiles.
www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm n° 96, article de Catherine Sauviat.

LA DIFFICILE SITUATION DES SALAIRES SANS REPRESENTATION SYNDICALE

Les travailleurs non syndicalisés gagnent en moyenne 22 % de moins que les salariés représentés par un syndicat. Cette différence est de 34 % lorsqu'il s'agit de femmes.
 Cette différence n'est que de 3 % dans les services publics, mais de 52 % dans le bâtiment et de 68 % dans les services.
<http://www.laborresearch.org/charts.php?id=34>

CETTE DIFFERENCE DE SITUATION SE RETROUVE AU NIVEAU DU SALAIRE INDIRECT

A part un mince « filet de sécurité » pour l'assurance-maladie des plus pauvres (Medicaid) ou des plus âgés (Medicare), ainsi qu'un minimum-retraite symbolique (Social Security), il n'existe en effet pas aux USA de système national d'assurance sociale pour la maladie ou la vieillesse.
 L'essentiel se joue donc entreprise par entreprise, et dépend du rapport de forces (ou du bon vouloir de l'employeur).

Résultat : 81 % des salariés syndicalisés ont un plan de retraite d'entreprise, ce taux tombe à 47 % dans les entreprises non-syndicalisées.

En ce qui concerne les dépenses de santé, la situation est la suivante :

	Syndicalisés	Non syndicalisés
Soins médicaux	81 %	50 %
Soins dentaires	68 %	33 %
Optique	50 %	19 %

*www.laborresearch.org/charts.php?id=42

Les plans de retraite d'entreprise combinent habituellement une ou plusieurs des composantes suivantes :

* La retraite d'entreprise « à prestation définie » est principalement financée par l'employeur. Elle assure habituellement à la retraite 1 à 2 % du salaire moyen des 3 ou 5 meilleures années par année d'ancienneté.

* La retraite individualisée à « contribution définie » est financée par le salarié. Le revenu qu'il procure à la retraite dépend du montant des cotisations accumulées et des rendements des marchés financiers.
www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm numéro 81, article de Catherine Sauviat page 6.
http://webu2.upmf-grenoble.fr/lepii/regulation/Annee_regulation/annee4.html
Fonds de pension et épargne salariale aux Etats-Unis : les limites du pouvoir syndical par Catherine Sauviat et Jean-Marie Pernot.

* Le 401(K) est un nouveau plan de pension à cotisations définies créé en 1981, qui remplace progressivement les régimes plus anciens. Il s'agit d'un fonds commun de placement financé par des versements prélevés sur le salaire et une participation de l'employeur. Les sommes versées sur ce compte sont exonérées d'impôts mais bloquées jusqu'au départ à la retraite. Avec de fortes pénalités, un déblocage anticipé peut avoir lieu pour certains motifs (achat immobilier, factures médicales urgentes, frais de scolarité).
http://webu2.upmf-grenoble.fr/lepii/regulation/Annee_regulation/annee4.html
Retraite complémentaire et marchés financiers aux Etats-Unis par Sabine Montagne

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

« 38 % seulement des chômeurs sont couverts par l'assurance, et les prestations représentent environ 33,5 % du dernier salaire. Mais c'est là une moyenne qui varie entre les Etats, de 62 % au Massachussets (Côte Nord-Est) à 18 % en Géorgie (Sud) ». Isabelle Richet Les dégâts du libéralisme Textuel (2002) p70.

LES 15 PREMIERS SYNDICATS DE L'AFL-CIO AVANT LA SCISSION DE 2005

Un certain nombre de syndicats couvrent à la fois les USA et le Canada. Leur nom commence souvent par le terme «International» (et donc leur sigle par la lettre I). Sont indiqués dans le tableau ci-dessous le secteur ou le métier prédominant.

Chaque syndicat organise en fait un nombre varié d'activités, et cherche souvent à étendre son champ d'intervention au détriment d'autres syndicats.

Les syndicats dont le nom est suivi d'un astérisque ont rejoint «Change to Win».

SYNDICATS	SITE	SECTEURS OU MÉTIERS PRINCIPAUX	MEMBRES
SEIU *	www.seiu.org	Services	1 308 197
AFSCME	www.afscme.org	Secteur public	1 305 635
IBT (Teamsters) *	www.teamster.org	Camionneurs	1 271 612
AFT	www.aft.org	Secteur public (enseignants)	1 048 535
UFCW *	www.ufcw.org	Commerce	1 047 551
CWA	www.cwa-union.org	Télécommunications	671 234
IBEW	www.ibew.org	Electriciens	623 869
UAW	www.uaw.org	Automobile	610 715
USWA (Steelworkers)	http://uswa.org	Sidérurgie	564 377
UNITE-HERE *	www.unitehere.org	Textile, hôtels, restaurants	441 452
LIUNA (Laborers) *	www.liuna.org	Bâtiment	382 730
IAM	www.goiam.org	Mécaniciens aériens	326 967
IUOE	www.iuoe.org	Ingénieurs	280 000
APWU	www.apwu.org	Postiers	233 000
IAFF	www.iaff.org	Pompiers	230 000

Les effectifs de l'UFWA*, qui organise les salariés agricoles (souvent d'origine latino-américaine), ne sont pas connus. www.ufw.org

Parmi les syndicats appartenant à « Change To Win » il faut ajouter UBCJ (Carpenters) qui avait quitté l'AFL-CIO en 2005. Ce syndicat, présent dans le bâtiment (charpentiers), compte 520 000 membres. Son président est proche de Bush. www.carpenters.org

UNE GAUCHE SYNDICALE MINORITAIRE, MAIS ACTIVE

* On trouve dans de nombreux syndicats américains des courants combattifs structurés dont le plus connu est celui existant au sein du syndicat des camionneurs sous le nom de « Teamsters for a Democratic Union » ou TDU. www.tdu.org TDU est étroitement lié à Labor Notes.

* A signaler également l'ILWU (The International Longshore and Warehouse Union). Ce syndicat organise 45 000 salariés travaillant essentiellement dans les ports et docks de la Côte Ouest, et d'Hawaï. Il compte également 14 000 membres au Canada. L'ILWU a la capacité de paralyser toute le trafic maritime de la Côte

Pacifique de ces deux pays. C'est un des syndicats les plus combatifs des USA, à ne pas confondre avec son homologue de la côte Est qui a une orientation diamétralement opposée. L'ILWU puise ses racines dans la tradition syndicaliste-révolutionnaire des IWW. Il a joué un rôle clé dans les grandes grèves des années 1930. L'ILWU a été exclu de la confédération CIO en 1950 lors de l'hystérie anti-communiste de l'époque, et n'est redevenu membre de l'AFL-CIO qu'en 1988. www.ilwu.org/about/ www.ilwu.org/history/ilwu-story/ilwu-story.cfm

* Quelques syndicats ne sont pas confédérés. C'est par exemple le cas d'UE (United Electrical, Radio and Machine Workers of America). UE compte 35 000 membres dans diverses industries. Ce syndicat très militant avait été exclu de la confédération CIO en 1949, lors de la vague anti-communiste qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Il est très impliqué dans l'organisation des travailleurs immigrés et la constitution de liens entre syndicalistes des USA et d'Amérique Latine. Des militants d'UE participent aux Forums sociaux et, bien entendu, aux conférences de Labor Notes. <http://www.ranknfile-ue.org/>



LE SYNDICALISME AUX USA : LA NÉCESSITÉ DE PRATIQUES ET DE PERSPECTIVES RENOUVELÉES

par Catherine Sauviat*

L'affaiblissement du syndicalisme américain s'illustre en premier lieu par une perte régulière des effectifs syndiqués depuis les années 1960, perte particulièrement accentuée dans le secteur privé où ces derniers représentent aujourd'hui moins de 8 % des salariés, contre plus de 35 % au début des années 50¹. Si le syndicalisme français n'a de ce point de vue rien à lui envier, les conséquences qui découlent de cette faiblesse de la représentation syndicale de part et d'autre de l'Atlantique ne sont en rien les mêmes. L'influence du syndicalisme français ne se résume pas en effet au taux de syndicalisation. Elle passe par bien d'autres canaux liés à l'extension des conventions collectives de branche à l'ensemble des salariés (syndiqués ou pas), à la présence des syndicats dans de nombreux organismes de consultation ou de gestion paritaire au niveau national, ou encore à leur capacité politique à mobiliser. Tel n'est pas le cas du syndicalisme américain.

UN SYNDICALISME FOCALISÉ SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE

Pour des raisons historiques, la faiblesse du syndicalisme américain et son incapacité à représenter la classe ouvrière dans son ensemble ont conduit les syndicats à privilégier la négociation collective et à développer de fait des pratiques gestionnaires et bureaucratiques, au bénéfice exclusif de leurs membres. Les Etats-Unis sont de tous les grands pays industrialisés, celui où la « prime syndicale » est la plus forte². Cette stratégie s'est consolidée au détriment de pratiques et d'actions situées à un niveau plus directement politique et du développement de liens tissés avec la société civile et les mouvements sociaux. Il n'y a que les syndicats du secteur public qui fassent exception. Ces derniers affichent en effet un taux de syndicalisation de 35 %, lié également au fait que les employeurs publics n'utilisent pas les tactiques anti-syndicales ayant libre cours dans le secteur privé. Ce syndicalisme « de services aux adhérents » a montré de fait une indifférence, sinon une hostilité aux grands mouvements sociaux des années 1960-70, celui pour les droits civiques et les différents mouvements en faveur des droits des minorités. Cette attitude a d'ailleurs contribué largement au développement d'actions pour la défense et l'affirmation des droits individuels fondés sur l'appartenance ethnique ou sexuelle, en lieu et place des droits collectifs attachés au statut de travailleur défendus par les syndicats. Ce choix a conduit également le syndicalisme à configurer et à soutenir un système de protection sociale fondé non pas sur l'Etat providence à l'instar de la plupart des grands pays industrialisés mais sur l'Entreprise providence.

Ce syndicalisme puise donc principalement sa force dans l'exercice de la négociation contractuelle. Ce qui explique que les syndicats qui négocient localement

en soient les acteurs clés, aux côtés des puissantes fédérations de branche ou de métiers quand les négociations ont lieu à ce niveau. Ces derniers veillent à défendre leurs intérêts et leurs « parts de marché » (y compris en allant chasser des adhérents sur les terres des autres) et tirent principalement leur pouvoir des avantages contractuels négociés localement pour leurs membres. En contrepartie, les conseils syndicaux centraux (CLC) qui représentent les structures syndicales interprofessionnelles en région ne jouent qu'un rôle de coordination, à l'occasion de grèves ou de campagnes organisées sur les lieux de travail. Ils sont en général dépourvus de pouvoir. Ce qui explique également que la confédération AFL-CIO n'ait jamais eu les pouvoirs et l'influence des grandes centrales françaises. Le niveau confédéral fédère en fait des syndicats jaloux de leur indépendance³. Ne vivant que des cotisations reçues de ses membres affiliés, il a peu de prise sur eux.

UN CONTEXTE JURIDIQUE RADICALEMENT HOSTILE

Le problème majeur est que la négociation collective s'est toujours exercée dans un face à face inégal avec l'employeur, dont l'Etat a dressé les règles du jeu (loi Wagner en 1935, révisée à la baisse en 1947), mais dans lequel il ne s'immisce guère, une fois ce cadre minimaliste fixé. Institutionnalisée dans l'après-guerre (1949), la négociation se limite en outre le plus souvent au seul champ de l'entreprise et en son sein, aux seuls espaces où les syndicats sont implantés⁴. La négociation d'un « contract » (accord d'entreprise dans la plupart des cas) est en effet subordonnée à l'élection préalable d'un syndicat, lequel doit avoir conquis de haute lutte sa représentativité en obtenant la majorité des votes des salariés concernés, dans un contexte particulièrement hostile⁵. Une fois élu, un syndicat peut parfois attendre plusieurs années avant d'engager une négociation et conclure un accord avec l'employeur, ce dernier n'hésitant pas à user de toutes les formes possibles de résistances⁶. De ce point de vue, l'adhésion à un syndicat ne relève pas d'un choix individuel comme en France ; il résulte d'un choix collectif à l'issue d'un vote qui établit la représentativité du syndicat. La désignation de ce dernier est l'expression du choix majoritaire des salariés dans l'entreprise, qui en devient le représentant exclusif dans l'unité de négociation appropriée. De même, un accord collectif doit toujours être ratifié par les salariés concernés, à la différence là encore de la France. Ceci suppose que les représentants syndicaux locaux soient quelque peu attentifs aux revendications de leur base, au risque d'être contestés et de perdre leur leadership, même si les accords dans les grandes entreprises sont en général négociés par les leaders nationaux⁷.

L'environnement anti-syndical peut également se lire à travers les conditions d'exercice de la grève. Son usage est strictement limité au cadre de la négociation collective⁸ et se veut un moyen de pression économique et non pas l'expression d'un droit fondamental comme en France (voir article de Steve Early). D'ailleurs, l'employeur peut à tout moment licencier les grévistes et utiliser l'arme du lock-out. Le geste de Ronald Reagan, ordonnant en 1981 le licenciement des 11 000 aiguilleurs du ciel en grève et les remplaçant immédiatement par des travailleurs non-grévistes, a non seulement signé le coup d'envoi de la répression anti-syndicale mais a marqué également le début du déclin des grèves. De toutes celles qui se sont produites

depuis lors, peu ont connu une issue victorieuse à l'exception toutefois de celle très offensive organisée par le syndicat des camionneurs (Teamsters) en 1997 chez le prestataire privé de services postaux, UPS. Mais elle aura été finalement suivie de peu d'effets en dépit des espoirs qu'elle a pu susciter à l'époque, tant du point de vue des pratiques grévistes que plus largement du renouvellement des pratiques syndicales.

UNE PERTE D'EFFICACITE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE LIEE AU DECLIN DES SYNDICATS

La négociation collective a indéniablement permis une amélioration du niveau de vie de la population salariée américaine pendant les Trente Glorieuses. Mais d'une part, elle l'a fait pour une frange limitée de cette population, essentiellement masculine et blanche. D'autre part, force est de constater qu'il n'en est plus de même depuis les années 1980. Le champ d'influence de la négociation collective s'est en effet considérablement rétracté avec le déclin syndical. Le choix d'avoir fait de la négociation collective – de surcroît au niveau de l'entreprise – la pierre angulaire de l'activité syndicale a considérablement fragilisé le syndicalisme américain à partir des années 1980. En effet, celle-ci va se dérouler dans un contexte de plus en plus défavorable aux salariés. Les entreprises, soumises à une pression concurrentielle redoublée sur des marchés de plus en plus déréglementés et mondialisés, n'ont eu de cesse de chercher à réduire leurs coûts et à faire peser en permanence sur les travailleurs la menace des délocalisations dans les Etats du Sud où la législation sociale est la plus faible et de façon croissante à l'étranger (voir article de Tim Costello). Les secteurs de l'industrie manufacturière, davantage exposés à la concurrence mondiale que les activités de services, ont été particulièrement touchés. Mais certaines activités ou fonctions de services, aisément externalisables, grâce au développement des technologies de l'information et des télécommunications, ne sont pas à l'abri du phénomène de délocalisation.

Le renouvellement des accords collectifs, depuis les années 1980, témoigne ainsi d'une tendance ininterrompue aux concessions salariales (étant souvent supportées par les nouveaux embauchés), facilitée par les stratégies syndicales de coopération avec le management. De sorte que non seulement les salaires réels connaissent une stagnation depuis plusieurs décennies mais de surcroît, le nombre de salariés couverts par des dispositifs de protection sociale d'entreprise diminue irréversiblement : ils ne sont plus que 59 % en 2005 à être couverts par une assurance santé tandis que la proportion de ceux qui bénéficient d'un dispositif traditionnel de retraite complémentaire n'est plus que de 21 % (50 % si l'on y ajoute les plans d'épargne salariale qui ne sont pas de véritables régimes de retraite). Le secteur automobile et la stratégie développée par le syndicat UAW (United Auto Workers) chez les trois grands de l'automobile américaine (General Motors, Ford et Daimler Chrysler) sont particulièrement révélateurs de cette tendance à la dégradation des normes salariales. Cette situation est aggravée par la loi sur les faillites qui autorise les employeurs à dénoncer les accords existants et à remettre en cause tous les acquis obtenus par les syndicats pour leurs membres (voir l'article de Dianne Feeley sur Delphi). En outre, les restructurations massives opérées actuellement par



ces grandes entreprises laissent les travailleurs syndiqués face à des choix individuels sur lesquels les syndicats se retrouvent sans prise : accepter ou non les indemnités de départ offertes par les employeurs pour se débarrasser d'une main d'œuvre devenue trop coûteuse dans un contexte de surcapacité productive. Pourtant, la perte occasionnée par ces départs potentiels n'en affaiblira que plus l'UAW.

UNE INFLUENCE POLITIQUE FAIBLE, DOUBLÉE D'UNE SUBORDINATION AU PARTI DEMOCRATE

Dans le cas américain, cette forte autonomie contractuelle a été acquise aux dépens de l'exercice d'une influence au plan politique. Dans ce pays de tradition libérale où la question sociale ne s'est jamais posée en tant que telle et où les idéologies socialistes ont rencontré peu d'échos, le syndicalisme a toujours peine à obtenir une législation qui lui soit un tant soit peu favorable. D'une part, il est resté largement en dehors des mouvements sociaux qui ont ponctué certains moments de l'histoire américaine, et qui auraient pu l'aider à dépasser cette culture gestionnaire, à adopter des pratiques plus contestataires et revendicatives, et à militer pour des réformes sociales d'envergure telles que l'adoption d'un système de santé public. D'autre part, il a privilégié les liens avec le Parti Démocrate, ce qui ne l'a guère incité à sortir du bipartisme en vigueur et à créer un parti politique représentatif des intérêts des travailleurs et autonome des deux partis traditionnels. Car l'orientation de plus en plus conservatrice et ouvertement pro business d'une partie des Démocrates n'a pas toujours conduit au vote de réformes législatives en faveur des intérêts des syndicats. Non seulement le président Clinton (au pouvoir entre 1993 et 2000) a été, par exemple, incapable de faire passer la réforme du système de santé au milieu des années 1990, mais il a de plus contribué à l'avènement du Traité de libre échange nord-américain (Aléna) en dépit de l'hostilité des syn-

dicats. Il a, en outre, impulsé une réforme de l'aide sociale en remettant en cause le maigre filet de sécurité qui protégeait les populations les plus fragilisées socialement, notamment les mères célibataires.

La victoire de novembre 2006 des Démocrates au Congrès a néanmoins été saluée par les deux confédérations syndicales issues de la scission de 2005⁹. AFL-CIO et Change To Win, désormais concurrentes, espèrent néanmoins toutes deux du nouveau Congrès un infléchissement de l'environnement législatif en faveur des syndicats. L'une des questions cruciales et urgentes est le relèvement du salaire minimum, qui est resté inchangé depuis 1997 (5,15 dollars). Cette situation est largement responsable du développement des « travailleurs pauvres » aux Etats-Unis, que les campagnes organisées autour de l'exigence « d'un salaire d'existence » tentent de pallier (voir article de Stephanie Luce). D'autres enjeux législatifs sont tout aussi importants. L'un d'eux concerne l'« Employee Free Choice Act », proposition législative introduite en 2005 mais n'ayant pas recueilli suffisamment de soutien auprès des membres du précédent Congrès. Elle vise notamment à donner aux syndicats le droit de faire signer librement aux salariés une demande d'être représentés par un syndicat si la majorité d'entre eux y est favorable, situation qui n'est possible actuellement que si l'employeur est d'accord. Il s'agit d'une procédure plus rapide et plus sûre que celle, longue et incertaine, d'accréditation auprès de l'agence chargée de l'application de la loi Wagner, le National Labor Relations Board (NLRB). L'autre mesure concerne l'abrogation de la réglementation introduite par ce même NLRB, qui permet désormais aux employeurs de reclassifier certains salariés dans la catégorie d'agent de maîtrise, les privant ce faisant du droit de se syndiquer¹⁰ et plus largement le nécessaire renforcement du Wagner Act, la seule loi qui protège les droits des syndicats et de leurs adhérents. Car les salariés américains n'ont pas tous le droit de se syndiquer, notamment ceux qui exercent des responsabilités de gestion (l'équivalent des cadres en France) ou qui sont investis d'un pouvoir de commandement (agents de maîtrise).

UN NECESSAIRE ELARGISSEMENT DES FORCES SYNDICALES À DE NOUVELLES ALLIANCES

Le Sud des USA est devenu le nouveau cœur industriel du pays, la plupart des constructeurs automobiles y ont par exemple délocalisé leur activité autrefois concentrée dans le Michigan (région des grands lacs près de la frontière canadienne). Leur principale motivation est que les salaires y sont parmi les plus faibles du pays car les syndicats y sont traditionnellement peu implantés. Les Etats en question (Arizona, Texas, Louisiane, Mississippi, Alabama, Georgie, etc.) ont en effet voté, après la deuxième guerre mondiale, des lois anti-syndicales appelées de « droit au travail » qui fragilisent considérablement les syndicats. Elles autorisent notamment les salariés à bénéficier de la protection de l'accord d'entreprise quand il existe, sans pour autant devoir adhérer au syndicat et payer une cotisation. Depuis les années 50, les syndicats, à l'exception d'UNITE, avaient en général renoncé à s'implanter dans cette partie des USA.

Il est donc urgent pour les syndicats de multiplier les campagnes de syndicalisation dans l'ensemble du pays, auprès des travailleurs des secteurs manufacturiers¹¹,

mais aussi de ceux des secteurs des services qui sont parmi les plus faiblement rémunérés (travailleurs des call centers, gardiens d'immeubles ou chauffeurs de bus scolaires), dont beaucoup sont des travailleurs immigrés, parfois sans papier.

Le syndicat des services (SEIU) est particulièrement actif auprès de ces populations, notamment grâce à sa campagne Justice For Janitors lancée au milieu des années 1980, et popularisée par le film « Bred and roses » de Ken Loach. Durant les deux dernières décennies, il est parvenu à négocier des conventions collectives pour les gardiens d'immeuble dans 25 villes américaines. Le SEIU a été à l'origine de l'organisation de la toute récente grève à Houston (Texas), l'un de ces Etats du Sud ayant voté une loi de « droit au travail ». Plus d'un millier de gardiens d'immeubles, principalement latino-américains, se sont mis en grève pendant un mois (du 23 octobre au 21 novembre 2006) et ont fait plier les employeurs concernés, obtenant des augmentations de salaires et l'accès à une assurance maladie grâce à l'action du syndicat.

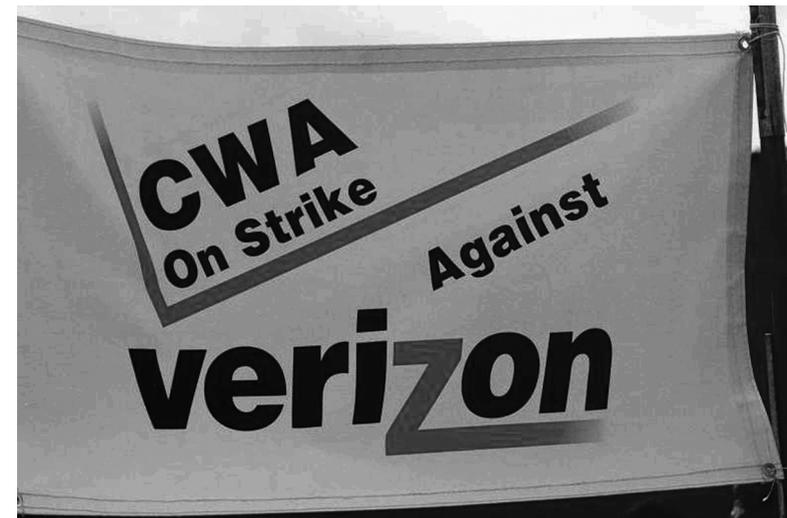
Avec beaucoup de retard, l'AFL-CIO a fini par comprendre les enjeux et a opéré un tournant historique en 2000 vis-à-vis des immigrés, les reconnaissant désormais comme une composante croissante et essentielle de la main d'œuvre ouvrière (15 % aujourd'hui), ainsi qu'une force potentielle pour le syndicalisme américain. L'AFL-CIO et « Change to Win » ont d'ailleurs décidé d'apporter leur soutien à la syndicalisation des travailleurs journaliers de l'agriculture, principalement des immigrés dont la plupart sont en situation irrégulière. Dans ce domaine également, les syndicats ne peuvent compter sur leurs propres forces, de plus en plus limitées. Ils ont tout intérêt, et certains l'ont compris davantage que d'autres, à s'unir à des mouvements sociaux plus larges, à l'instar de « Jobs With Justice » (voir article de Russ Davis) ou des groupes activistes à l'initiative des « Workers Centers »¹² (voir article de Dan La Botz), qui sont précisément organisés pour venir en aide aux populations les plus précarisées et pour défendre leurs droits fondamentaux.

En dépit de son affaiblissement et de cinquante années de pratiques gestionnaires et clientélistes qui ont réduit certains syndicats au statut de compagnie d'assurance agissant pour la protection des salaires et des avantages sociaux de leurs membres, le syndicalisme américain reste néanmoins la seule institution capable de contrecarrer le pouvoir exorbitant des employeurs et de lutter contre les inégalités économiques et sociales. Sa revitalisation suppose l'élargissement et la remobilisation de la base syndicale ainsi qu'une revivification du fonctionnement démocratique interne aux syndicats. Elle passe également par le développement d'alliances élargies avec les mouvements sociaux les plus dynamiques et les plus progressistes, ceux qui luttent pour le droit des femmes et des minorités, ou pour le respect de l'environnement.

* Catherine Sauviat est économiste. Son activité de recherche est centrée sur les rapports entre la mondialisation, l'emploi, les rémunérations, et la gouvernance des entreprises. Elle a publié de nombreux articles sur le monde du travail aux USA. www.ires-fr.org/files/ires/equipires.htm

NOTES

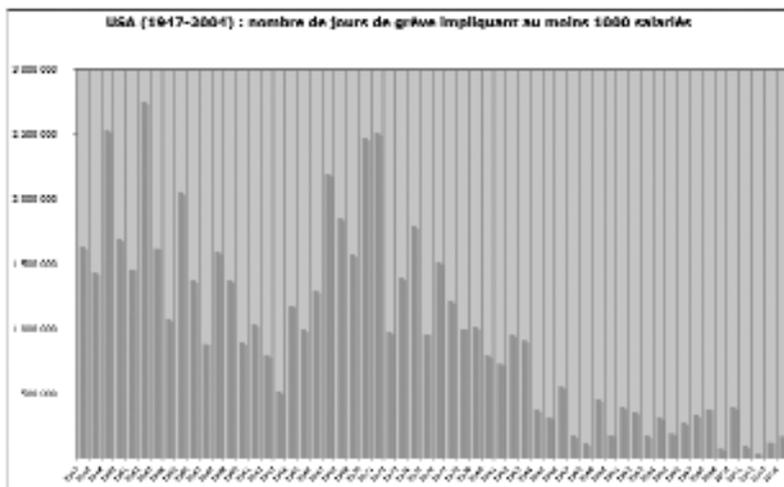
1. Voir le graphique figurant dans l'article « quelques repères » de ce numéro. www.laborresearch.org/charts.php?id=53 <http://www.laborresearch.org/charts.php?id=29>
2. Les travailleurs syndiqués du secteur privé ont obtenu en 2005 des gains hebdomadaires de près d'un quart plus élevés (23,1 %) que leurs collègues non-syndiqués d'après les statistiques du Ministère du travail (BLS). Voir également l'article « quelques repères » de ce numéro.
3. De ce point de vue, le fait que coexistent aujourd'hui deux structures confédérales, l'AFL-CIO créée en 1955 et « Change to Win », issue en 2005 du départ de plusieurs syndicats dissidents, ne change rien à cet état de fait.
4. En fait, les unités de négociation peuvent être de simples divisions, des établissements ou l'entreprise toute entière. La négociation collective de branche ou à l'échelle d'une région existe aussi mais elle est moins fréquente que la négociation d'entreprise. En revanche, il n'y a pas de négociation interprofessionnelle, en l'absence d'un patronat structuré au plan national, comme en France.
5. Un rapport de l'American Rights at Work, sur la syndicalisation dans la zone métropolitaine de Chicago, constate que 30 % des employeurs confrontés à des campagnes d'organisation ont licencié les travailleurs impliqués dans cette activité et 49 % ont menacé de fermer, ou de relocaliser, leur activité si les travailleurs choisissaient de former un syndicat. En outre, le nombre d'élections syndicales gagnées par les syndicats a diminué de moitié depuis les années 1970.
6. Il est ainsi estimé que 45 % des syndicats nouvellement implantés échouent à négocier un accord collectif dans les deux années qui suivent leur élection.
7. Et c'est précisément ce qui s'est produit dans des secteurs en crise comme la sidérurgie, où une remise en cause croissante des élus locaux a pu être observée à la suite des concessions salariales négociées dans les accords, cf. « Local Unions Leaders Bear Brunt Of Workers'Ire Over Givebacks », The Wall Street Journal, June 26, 2006.
8. Il a été interdit aux employés du gouvernement fédéral par la loi Taft-Hartley de 1947. Les Etats peuvent également voter des lois rendant la grève illicite pour les travailleurs relevant du secteur public à l'instar de la loi Taylor dans l'Etat de New York.
9. A cette occasion, trois des plus importants syndicats affiliés à l'AFL-CIO, le SEIU (Service Employees International Union), les camionneurs (Teamsters) et l'UFCW (United Food and Commercial Workers) avaient décidé de quitter la centrale pour former « Change To Win ». Plus tard, quatre autres syndicats les ont rejoints : le syndicat du textile, hôtel-restaurants-blanchisseries (Unite-HERE), le syndicat des charpentiers (UBCJA) et celui des travailleurs agricoles (UFWA).
10. Cette décision a été prise par le NLRB en septembre 2006 par un vote de 3 membres (Républicains) contre 2 (Démocrates). Elle vise notamment le groupe professionnel des infirmières mais pas seulement.
11. L'UAW a commencé de s'intéresser de plus près à la syndicalisation des travailleurs de l'automobile dans les Etats du Sud, et a remporté certaines campagnes d'organisation.
12. Les « Workers Centers » sont des permanences tenues par des militants syndicaux et associatifs en direction des salariés les plus pauvres, et en particulier ceux d'origine étrangère.



RENOUER AVEC DES GREVES VICTORIEUSES

Par Steve Early*

Aux USA, les chiffres publiés officiellement concernant les grèves sont devenus un simple "bip" sur l'écran radar des relations sociales (voir graphique), presque plus personne ne fait grève pour obtenir la reconnaissance du syndicat par l'employeur. La plupart des salariés l'obtiennent par le biais d'élections organisées sous l'égide du ministère du travail ou, si l'employeur accepte une telle procédure, par une demande signée de la majorité des salariés (card check). Et ce n'est ensuite qu'un premier accord d'entreprise pluriannuel peut être (éventuellement) négocié. Comme presque toujours aux USA, celui-ci prévoit en cas de désaccord entre les parties le recours à un arbitre dont l'avis a force de loi, ainsi que le renoncement à recourir à la grève pendant la durée du contrat. Jusque dans les années 70, de telles restrictions étaient régulièrement ignorées, notamment par des dizaines de milliers de mineurs de charbon, en dépit d'amendes, de décisions de justice, de poursuites pénales, etc. De nos jours, les "grèves sauvages" sont devenues très rares.



LA GREVE EST SOUVENT DEVENUE UNE AVENTURE RISQUEE

Dans le secteur privé, même les grèves lors du renouvellement des accords d'entreprise deviennent une aventure risquée : la législation permet maintenant aux employeurs, voulant mener une politique agressive, l'embauche de personnel

pour remplacer les grévistes et réduire ainsi à néant leur "droit de faire grève". Ce type de riposte patronale a eu des effets dévastateurs en 2005 à Northwest Airlines lors de la grève nationale des mécaniciens et personnels d'entretien. Dans le secteur public, les risques légaux et financiers pour les grévistes sont liés aux sévères restrictions statutaires concernant les arrêts de travail. Sauf dans quelques Etats, les syndicats du secteur public sont automatiquement soumis à des injonctions des tribunaux et/ou des amendes. À New York, les membres du syndicat TWU, qui ont paralysé pendant trois jours le métro en décembre 2005, encourent de lourdes peines conformément à la loi Taylor, qui s'applique à la fois aux dirigeants syndicaux et aux simples adhérents.

La crainte actuelle d'utiliser l'arme de la grève date du désastre qui a touché les contrôleurs aériens en grève en 1981. Ronald Reagan a licencié les 12 000 grévistes et les a remplacés à leur poste.

En brisant cette grève le gouvernement a envoyé un message sans ambiguïté à l'ensemble des salariés et des patrons. Après un tel désastre, les années 1980 ont été une décennie noire marquée par des grèves perdues, des lock outs et la défaite de nombreuses luttes contre la remise en cause des acquis.

DES DIRECTIONS SYNDICALES EN CRISE

La réponse de la direction nationale de l'AFL-CIO et de nombre de ses structures interprofessionnelles locales n'a pas été à la hauteur. Beaucoup trop de structures interprofessionnelles locales sont devenues des coquilles vides, plus préoccupées par des problèmes protocolaires et le soutien à des candidats aux élections politiques, qu'à mobiliser leurs adhérents autour des grèves et de l'organisation de boycotts.

Heureusement, le vide qui en a résulté a été rempli par toute une variété de groupes "non-officiels" qui ont organisé des piquets de grève de masse, des rassemblements, des tournées de solidarité dans les usines avec collecte d'argent, et qui ont procédé à "l'adoption" de familles de grévistes. À la fin des années 1980, avec le soutien de quelques syndicats nationaux, certains de ces groupes se sont coalisés au sein du réseau "Jobs With Justice" (voir l'article à ce sujet dans ce numéro). Rapidement, "Jobs With Justice" est entré en conflit avec la direction nationale de l'AFL-CIO¹ représentée à l'époque par Lane Kirkland et Tom Donahue. En 1995, le mécontentement suscité par le faible soutien de ces derniers aux grèves en cours a contribué à la prise de contrôle de l'AFL-CIO par une nouvelle équipe dirigeante, la "New Voice", dirigée par John Sweeney. Mais cette victoire s'est produite trop tard pour améliorer suffisamment le rapport des forces en faveur des grèves, comme celles qui touchaient par exemple simultanément plusieurs grandes entreprises de l'Illinois (région de Chicago).

MIEUX COMPRENDRE LES ECHECS ET LES SUCCES

Dans un tel contexte, il est d'autant plus nécessaire de chercher à comprendre pourquoi un grand nombre de grèves ont échoué mais également pourquoi certaines autres ont pu être néanmoins victorieuses.

En effet, même durant les années 80, certaines mobilisations lors du renouvellement des accords d'entreprise pluriannuels ont en effet pu bloquer la marée des remises en cause des avantages acquis. En 1989, les grèves simultanées des mineurs des Appalaches et de salariés des télécommunications du nord-est ont été des exemples victorieux de militantisme ouvrier et de syndicalisme de lutte, face au spectacle décourageant du désarroi du monde du travail.

LA GREVE DES MINEURS DE 1989

Le syndicat des mineurs (UMWA) a réussi à faire de sa grève de 12 mois contre Pittston une cause nationale de la classe ouvrière. Et cela malgré le fait que cette lutte n'impliquait que quelques milliers de grévistes dans des exploitations minières géographiquement isolées.

Le syndicat a mobilisé ses adhérents pour organiser des grèves de solidarité - illégales aux USA depuis 1947 - dans des mines appartenant à d'autres compagnies. Il a fait cause commune avec Jess Jackson, candidat indépendant à l'élection présidentielle².

L'UMWA a organisé des actions non-violentes visant à faire embarquer par la police le maximum de militants, organisé la première occupation d'usine depuis les années 1930, et créé un campement de solidarité au sud-ouest de la Virginie qui est devenu un véritable pôle d'attraction pour ceux qui soutenaient la grève dans l'ensemble du pays.

Tout au long de l'été 1989, le syndicat des mineurs a mis en œuvre une campagne de dénonciation de la compagnie Pittston, des piquets de grève mobiles, des manifestations massives, des actions spectaculaires et des actes de désobéissance civile. À chaque fois que la compagnie obtenait gain de cause en justice pour certaines de ces activités, les mineurs ripostaient par des actions tactiques inédites ou issues du passé. Parfois, la grève ressemblait au mouvement non-violent pour les droits civiques d'il y a quarante ans. D'autres fois, à une véritable bataille rangée ou, selon les mots du vice-président du syndicat des mineurs, à « la guérilla de classe du sud-ouest de la Virginie ».

A travers tout cela, comme l'a noté l'historien du monde du travail Jim Green, les responsables de l'UMWA ont « promu et soutenu une culture locale de solidarité et transformé consciemment la grève en un mouvement de résistance populaire contre la rapacité patronale ».

LA GREVE DE 1989 DANS LES TELECOMMUNICATIONS DU NORD-EST

En août 1989, après un rassemblement organisé à New York au cours duquel le président du syndicat des mineurs a pris la parole, 60 000 syndiqués des télécommunications ont rejoint les mineurs dans la lutte afin d'empêcher la remise en cause de leur régime d'assurance-maladie. Comme pour Pittston, la compagnie de télécommunications Nynex essayait en effet faire supporter à ses employés le poids croissant des dépenses de santé en leur demandant pour la première fois de payer une cotisation pour l'assurance-maladie. Les 40 syndicats locaux concernés avaient passé plus de 18 mois à préparer cette confrontation à New York et en Nouvelle-Angleterre. Ils ont construit pour cela un réseau de 4 000 délégués de

base et de « coordinateurs de mobilisation » pour diffuser des documents, organiser la mobilisation sur le lieu de travail et contrer la propagande de la direction justifiant la remise en cause des salaires et des avantages acquis.

Lorsque les négociations furent dans l'impasse, les mois passés à former les adhérents et à organiser de multiples actions sur le lieu de travail avaient déjà préparé le terrain pour une grève d'ampleur. Les grévistes ont participé à des piquets de grève mobiles militants et créatifs. Ils poursuivaient les camions des briseurs de grève plus agressivement et systématiquement que d'habitude. Ils ciblaient également les cadres dirigeants et les membres du Conseil d'administration à leur domicile, dans leurs séminaires, leurs clubs, ainsi qu'au cours de tous les événements sponsorisés par la compagnie.

Il y a eu environ 400 militants embarqués par la police, les rassemblements ont regroupé jusqu'à 15 000 personnes, 250 salariés ont été mis à pied ou licenciés - ce qui entraîna après la grève des mois de procédure juridique -, et ne nombreux sabotages au sujet desquels la compagnie fit de pleines pages de publicité dans les journaux offrant des récompenses de 100 000 dollars.

Les grévistes ont distribué des dizaines de milliers d'autocollants stipulant « droit aux soins de santé pour tous, pas de remise en cause du régime d'assurance-maladie à Nynex ». Des alliances ont été constituées par les grévistes avec diverses forces politiques et associatives.

À Boston, des orateurs de ces organisations ont pris la parole dans des meetings hebdomadaires de masse avec des grévistes de Pittston et d'Eastern Airlines, ainsi que de nombreuses personnalités, des syndicalistes et des soutiens provenant de diverses communautés. Tous insistaient sur les liens unissant les syndiqués et les non-syndiqués, les salariés ayant une assurance-maladie et ceux n'en ayant pas, et le besoin commun d'un régime national d'assurance-maladie - particulièrement après que les grévistes se soient vus refuser le remboursement de leurs frais médicaux.

En plein milieu d'une grève qui a duré 4 mois, Nynex a fait la grosse erreur de déposer, auprès de l'autorité de régulation des services publics de l'Etat de New York (PSC), une demande d'augmentation des tarifs qui lui aurait rapporté 360 millions de dollars. Les grévistes du CWA, le principal syndicat des télécommunications, ont recueilli la signature de 100 000 consommateurs opposés à cette augmentation. Ils ont également obtenu de 130 parlementaires de l'Etat de New York, soit plus de 60 % d'entre eux, que leur nom soit mentionné dans une pleine page publicitaire du New York Times et d'autres journaux s'opposant à l'augmentation. Le syndicat a aussi formé une coalition pour intervenir dans le processus réglementaire avec des communautés religieuses, des étudiants, des personnes âgées, et des organisations communautaires. Des conférences ont été organisées avec Jesse Jackson et l'avocat des consommateurs Ralph Nader³. Les grévistes ont distribué des dizaines de milliers de tracts demandant aux clients résidentiels de Nynex de refuser le doublement de leur facture mensuelle.

Au bout de quatre mois de grève, après avoir vu sa demande d'augmentation tarifaire rejetée par l'autorité de régulation, pour ne pas prendre le risque de rompre les relations qu'elle cultivait de longue date avec les hommes politiques et les régulateurs, Nynex réalisa qu'il était temps de conclure.

La compagnie jeta également l'éponge pour ce qui concernait son projet de faire

payer aux salariés des cotisations pour l'assurance-maladie. Aujourd'hui, dix-sept ans après, les salariés de Verizon, la compagnie qui a pris la suite de Nynex, font encore partie des 5 % de salariés américains dont l'assurance-maladie est intégralement financée par l'employeur.

« Vous ne savez pas à quel point les mineurs vous sont reconnaissants » expliqua Trumka, le dirigeant du syndicat des mineurs, à un groupe de grévistes de Nynex lors du congrès de novembre 1989 de l'AFL-CIO. C'était juste après le règlement du conflit à Nynex et à la veille de celui de Pittston. « Notre lutte aurait été beaucoup plus difficile si vous n'aviez pas remporté votre éclatante victoire ».

LA GREVE D'UPS DE 1997

En 1997, la grève lors du renouvellement des accords d'entreprises pluriannuels a fait son retour avec le célèbre conflit d'United Parcel Service (UPS) qui a concerné près de 200 000 salariés. La façon dont le syndicat des camionneurs a positionné cette lutte a été déterminante pour lui attirer un large soutien populaire, ainsi qu'une immense vague de solidarité des syndicalistes de base pour les chauffeurs et manutentionnaires. Le principal objectif du syndicat des camionneurs était la création de nouveaux postes de travail à plein temps et la mise en échec de la stratégie de la direction consistant à développer le temps partiel.

Comme pour la grève de Nynex, les militants syndicaux ont cherché à élargir le cadre de la bataille pour le renouvellement de leur accord en déclarant dans les communiqués de presse, les enquêtes et les innombrables interviews « on ne veut pas d'une Amérique à temps partiel ! » Non seulement la grève d'UPS a empêché la remise en cause d'avantages acquis, mais elle a également permis la création d'un plus grand nombre de postes de travail à plein temps. Elle est devenue le point de ralliement de tous ceux qui se sentent concernés par l'impact du travail à temps partiel sur la société, avec l'érosion des avantages acquis qui l'accompagne.

Ron Carey, qui était alors le président du syndicat des camionneurs, n'a pas eu la même attitude que ses prédécesseurs. Il n'a pas fait de la négociation de l'accord d'entreprise, le plus important du pays avec celui de General Motors, une affaire personnelle discutée à l'abri du regard des adhérents, de leur famille et de l'ensemble de la population.

Quelques heures après la mise en place des piquets de grève, Randy Walls, chauffeur d'UPS d'Atlanta déclara selon l'agence Reuters, « nous faisons grève pour tous les travailleurs américains ». Walls n'était qu'un des milliers de salariés de base à faire passer le même message. De nombreux mois de formation intensive, de discussions et de communication au sein du réseau reliant entre eux les syndiqués avaient pu construire un large consensus sur les objectifs de la négociation à UPS, et sur la façon de les exprimer clairement.

UPS est connu pour son contrôle autoritaire de la main d'œuvre et sa propagande interne systématique. La compagnie a été malgré tout mise KO par la raclée publique qu'elle a prise. « Si j'avais su que la négociation concernant UPS allait se transformer en une négociation sur le temps partiel aux USA, nous aurions eu une approche différente » confessa par la suite un dirigeant d'UPS.

D'après Witt et Wilson qui travaillaient à l'époque pour le syndicat, « les sondages ont montré que les deux tiers de la population soutenait les grévistes. Alors qu'il est parfois dit que les syndicats doivent s'éloigner de leur image 'militante' du passé afin de conserver le soutien de leurs adhérents et de la population, l'expérience d'UPS montre le grand attrait exercé par une lutte ouvrière qui se bat pour les intérêts de l'ensemble des travailleurs ».

Quelques syndicats ont par la suite tenté de s'inspirer de la méthode utilisée par le syndicat des camionneurs d'UPS, lors du conflit contre le transfert sur les salariés de l'accroissement des coûts des dépenses de santé.

LES LUTTES SUR L'ASSURANCE-MALADIE ET LES RETRAITES

Comme en France, le patronat américain cherche à remettre en cause les systèmes d'assurance-maladie et de retraite. Mais le contexte est profondément différent car l'essentiel se décide entreprise par entreprise.

La question posée aux syndicats est de rendre populaire la défense du régime d'assurance-maladie qu'ils avaient négocié pour leurs syndiqués, alors que 40 millions d'américains n'ont aucune couverture maladie, que la plupart des retraités n'ont droit à aucun remboursement bénéficiant d'un financement patronal, et que les salariés n'ayant pas de syndicat reconnu par l'employeur payent une cotisation assurance-maladie plus importante que celle payée par les syndiqués.

Si le mouvement ouvrier organisé résiste à la remise en cause des acquis en l'incluant dans la revendication plus large de « droit aux soins de santé pour tous », il peut aider à promouvoir une solution politique qui remplacerait le système actuel d'assurance-maladie dans le cadre de chaque entreprise par un système national d'assurance-maladie.

En se positionnant comme les défenseurs de l'ensemble des salariés et pas seulement de leurs seuls adhérents, les syndicats obtiendraient un soutien plus important parmi la population. Les résultats obtenus par les syndicats à ce sujet sont mitigés.

Un des meilleurs exemples locaux de mobilisation coordonnée sur le terrain de l'assurance-maladie lors du renouvellement d'accords d'entreprise pluriannuels a été la « Journée d'action sur les soins de santé » du 5 juin 2003 sous l'égide de la section du Massachusetts de Jobs With Justice (JwJ)⁴. L'effort intersyndical de formation des salariés de base et d'agitation sur le lieu de travail était pris en charge par plus de 50 groupes communautaires et structures syndicales dont celui des infirmières, des employés des collectivités locales et des salariés des services publics. Les organisations impliquées ont distribué plus de 65 000 autocollants revendiquant « le droit aux soins de santé pour tous ». Elles ont ensuite organisé une campagne pour pousser leurs adhérents à porter ces autocollants sur le lieu de travail le 5 juin. Afin d'accroître la visibilité et la couverture de cette journée par la presse, Jobs With Justice a également organisé, dans tout l'Etat du Massachusetts, des piquets informels et des rassemblements lors de la pause du midi. Ceux-ci revendiquaient un système de soins de santé « couvrant tout le monde, à financement public et permettant de faire des économies ...en réduisant le gaspillage bureaucratique ». Parmi les participants les plus actifs figuraient les salariés de General Electric dont l'accord national d'entreprise expirait quelques semaines

plus tard et des employés de l'opérateur de télécommunications de Verizon dont les négociations régionales venaient de débiter.

La grève des salariés du commerce, menée par le syndicat UFCW dans le Sud de la Californie, a beaucoup moins bien réussi à faire le lien entre le refus de la remise en cause des acquis par le patronat et le besoin de couverture médicale universelle. La grève a impliqué 60 000 salariés des trois principales chaînes de supermarchés.

Beaucoup de grévistes travaillaient à temps partiel 20 heures par semaine, et leur situation rendait encore plus nécessaire une réelle réforme du système de soins de santé. Au lieu de cela, comme le note David Bacon, « au bout de quelques semaines, les piquets de grève du syndicat donnaient une impression de désespoir ». La grève qui se prolongeait ne réussissait pas à obtenir le soutien du voisinage ni d'audience favorable dans les médias. Au lieu de marquer les esprits avec une revendication politique populaire, cette grève est devenue un exemple au dysfonctionnement de désorganisation du syndicalisme.

Lors des négociations de 2003 avec General Motors, le syndicat de l'automobile UAW a fini par mener la bataille sur la question du partage des frais de santé, mais cette position n'a pas été maintenue face aux dettes grandissantes des constructeurs automobiles. Fin 2005, le syndicat a accepté de renégocier son accord national, pour autoriser que des augmentations salariales qui y étaient prévues soient reversées au fonds d'assurance-maladie et négocier une baisse des remboursements maladie pour les retraités d'un montant d'un milliard de dollars.

Comme l'a dit le Wall Street Journal, cet accord a immédiatement « créé des vagues allant bien au-delà du monde de l'automobile, affectant potentiellement les relations sociales dans des branches allant des télécoms à l'aéronautique ».

Au même moment, des entreprises de premier plan, Verizon d'abord, puis IBM, suivis par General Motors, faisaient paraître des placards publicitaires en première page des journaux au sujet de la réduction de leur couverture retraite à « prestation définie »⁴ pour des centaines de milliers de salariés et cadres non représentés par des syndicats. Par la combinaison de plans de gel des retraites, le passage à des systèmes individuels de retraite et des coupes dans la couverture maladie des retraités, ces compagnies, comme bien d'autres, qu'elles réalisent des profits ou soient en difficulté, essayent de se débarrasser pour le futur de charges qui se montent à plusieurs millions de dollars. Cette tendance est de mauvais augure pour les salariés des entreprises dont les accords doivent être renégociés prochainement, et où le problème des retraites sera également posé.

Actuellement, la tendance dominante du patronat est en effet de vouloir remplacer complètement les retraites « à prestation définie » par des retraites individualisées à « contribution définie »⁵. Une pression énorme est mise sur tout syndicat qui cherche à sauvegarder un système assurant le versement d'une pension d'un montant garanti.

Une majorité croissante d'américains se retrouve sans retraite, et dispose au mieux d'un 401(K), proche des plans d'épargne entreprise existant en France, et dont le bilan n'est pas fameux.⁶

Pour cette raison, le slogan syndical « touche pas à nos retraites » n'a pas davantage d'écho que n'avait eu auparavant celui de « pas de remise en cause de notre régime particulier de couverture maladie ».

La difficulté nouvelle pour les syndicats est de faire de la lutte sur tout ce qui touche la remise en cause des retraites une lutte qui concerne tout le monde. On scie la branche sur laquelle sont assis une quantité décroissante de travailleurs ayant encore une assurance-maladie et des droits à retraite acceptables. Et pendant ce temps-là, la grande majorité reste passive car, pour eux, ces droits ont déjà été supprimés depuis longtemps.

DES FORMES DE LUTTE INNOVANTES

Dans un contexte aussi dégradé, faire grève est souvent une entreprise risquée, et d'autres formes d'actions sont donc parfois expérimentées.

Début 2006, le débat entre « grève » et « inside campaigns » (mobilisation sur le lieu de travail sans faire grève) tenait une grande place dans les débats stratégiques parmi les militants de base qui voulaient s'opposer aux coupes sombres sur les salaires et les avantages acquis que voulait entreprendre Delphi, le principal fournisseur de pièces détachées automobile. À Delphi, les salariés faisaient face à une situation où faire grève risquait en fait de faciliter les projets de réduction d'effectifs et de fermeture d'usines. Pour cette raison, quelques militants ont commencé à utiliser une tradition syndicale revivifiée dans les années 1980 par Jerry Tucker qui travaillait à l'époque pour une structure régionale du syndicat de l'automobile (UAW), et qui a été par la suite membre de la direction nationale de l'UAW. Greg Shotwell, un syndicaliste dissident de la région des grands lacs, expliquait dans des réunions et dans un texte circulant largement par e-mail, que « ce sont les travailleurs qui sont la loi lorsqu'ils font la grève du zèle ». Il pensait que si les syndiqués de Delphi partaient en grève, ils feraient le jeu du PDG : « Nous avons besoin de rester à l'intérieur de l'entreprise pour maintenir nos revenus, sauvegarder nos emplois et contre-attaquer. L'objectif est de peser sur les négociations. Nous pouvons contrôler les cadences en prétextant la nécessité du respect de la qualité et des procédures. Si nous respectons les règles à la lettre, la production sera considérablement ralentie ». L'idée est d'utiliser à l'avantage du syndicat les lock-outs des employeurs.

Un des signes de l'efficacité de telles mobilisations sans arrêt de travail (inside campaigns) est en effet que les syndiqués peuvent être lock-outés par un employeur ne voulant pas, après expiration de l'accord d'entreprise, rémunérer des salariés qui sont présents sans travailler « normalement ». Quelle que soit la raison invoquée pour un lock-out, la direction porte la responsabilité d'une telle décision. Cela peut aider les salariés à gagner la sympathie de la population, et les mettre dans une situation légale nettement plus favorable que celle de grévistes agissant dans le cadre des lois en vigueur.

D'après un juriste, les employeurs qui lock-outent leurs salariés « peuvent avoir à leur verser des indemnités chômage, ne peuvent pas utiliser des salariés pour les remplacer de façon permanente, et peuvent se voir obligés de rémunérer les salariés lock-outés ». C'est le cas si l'Administration a la preuve que l'employeur a été de mauvaise foi, a voulu changer les règles de façon unilatérale ou a eu des attitudes déloyales lors de la négociation. Dans les 34 Etats où la législation est la moins défavorable aux salariés, les lock-outés peuvent obtenir des indemnités

chômage, alors qu'il n'existe qu'un seul Etat, celui de New York, où les grévistes peuvent obtenir des subsides, mais cela seulement au bout de sept semaines. Mais par-dessus tout, comme le note le même juriste, « l'embauche de remplaçants permanents rend le lock-out illégal ». Dans le cadre d'une grève, si l'Administration ne constate pas de pratiques déloyales de l'employeur et si celui-ci respecte les formes pour mettre en place sa stratégie de remplacement des grévistes, il peut s'écouler beaucoup de temps avant que les grévistes retrouvent leurs postes de travail après la fin du conflit, l'employeur n'ayant aucune obligation légale d'évincer les remplaçants.

Un lock-out récent s'est traduit par la fermeture de tous les ports de la côte Ouest en septembre 2002. Il s'est également terminé par une « victoire défensive » grâce à une telle tactique syndicale. La renégociation de la convention collective concernant les 10 000 dockers et salariés des entrepôts représentés par le syndicat ILWU⁷ était complètement bloquée. Les adversaires patronaux et politiques du syndicat agitaient le spectre du recours à la législation d'exception sur « la sécurité intérieure » au cas où le syndicat appellerait à la grève. Le choix a donc été fait d'appeler les adhérents à respecter à la lettre les règles de sécurité sur l'ensemble des quais. Le management a alors accusé le syndicat de faire la « grève du zèle » et d'utiliser les revendications concernant la sécurité pour ralentir le travail. En représailles, le patronat a lock-outé les salariés, et la côte ouest a été paralysée. Face à l'ampleur des conséquences économiques d'une telle situation, le président Bush a été obligé d'intervenir en personne le 8 octobre, et la justice a ordonné une période de conciliation de 80 jours pendant laquelle les deux parties devaient travailler de façon « normale et raisonnable ».

Après de multiples rebondissements, les salariés ont obtenu une augmentation substantielle de leur retraite et l'annulation du projet concernant le financement de l'assurance-maladie, tout en récupérant des travaux qui avaient été transférés à la sous-traitance en échange de la suppression progressive d'environ 400 postes d'employés à cause de l'introduction de nouvelles technologies.

* Steve Early a milité dans les années 1970 au sein du syndicat des mineurs (UMWA), puis depuis 1980 dans celui des télécommunications (CWA). Il a été à ce titre personnellement impliqué dans l'organisation de la grève de Nynex mentionnée dans cet article. Steve est aujourd'hui membre de la direction du CWA pour le Nord-Est des USA qui compte plus de 175 000 adhérents. Il participe à l'animation de Jobs With Justice dans le Massachussets, ainsi qu'à l'activité internationale de son syndicat, notamment en direction de l'Amérique Latine.

Auteur de nombreux articles, Steve a également contribué à plusieurs livres. Steve Early est par ailleurs membre du comité éditorial de Labor Notes.

Cet article est extrait d'une contribution écrite pour « Encyclopedia of Strikes in American History » ME Sharpe (2007). La traduction et l'adaptation sont de Jacques et Alain (Sud Ptt).

NOTES

1. L'AFL-CIO <http://www.afcio.org/aboutus/> était, depuis 1955, la seule confédération syndicale existant aux USA. Elle a éclaté en 2005 en deux confédérations rivales.
2. Jesse Jackson est un pasteur engagé dans la lutte pour les droits civiques, notamment ceux des noirs. Il a souvent été le porte-parole de la gauche du Parti Démocrate. http://fr.wikipedia.org/wiki/Jesse_Jackson
3. Ralph Nader est un avocat rendu célèbre par sa lutte en défense des consommateurs. Porte-parole du parti Vert, il s'est présenté plusieurs fois aux élections présidentielles contre les Républicains et les Démocrates. http://fr.wikipedia.org/wiki/Ralph_Nader
4. Voir l'article consacré à JwJ dans ce numéro.
5. La retraite d'entreprise « à prestation définie » est principalement financée par l'employeur. Elle assure habituellement à la retraite 1 à 2 % du salaire moyen des 3 ou 5 meilleures années par année d'ancienneté. La retraite individualisée à « contribution définie » est financée par le salarié. Le revenu qu'il procure à la retraite dépend du montant des cotisations accumulées et des rendements des marchés financiers. www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm numéro 81, article de Catherine Sauviat page 6. http://webu2.upmf-grenoble.fr/lepii/regulation/Annee_regulation/annee4.html Fonds de pension et épargne salariale aux Etat-Unis : les limites du pouvoir syndical par Catherine Sauviat et Jean-Marie Pernot
6. Le 401(K) est un nouveau plan de pension à cotisations définies créé en 1981, qui remplace progressivement les régimes plus anciens. Il s'agit d'un fonds commun de placement financé par des versements prélevés sur le salaire et une participation de l'employeur. Les sommes versées sur ce compte sont exonérées d'impôts mais bloquées jusqu'au départ à la retraite. Avec de fortes pénalités, un déblocage anticipé peut avoir lieu pour certains motifs (achat immobilier, factures médicales urgentes, frais de scolarité). http://webu2.upmf-grenoble.fr/lepii/regulation/Annee_regulation/annee4.html Retraite complémentaire et marchés financiers aux Etat-Unis par Sabine Montagne
7. "The International Longshore and Warehouse Union" (ILWU) syndique 45 000 salariés travaillant essentiellement dans les ports et docks de la Côte Ouest, et d'Hawaï. Il compte également 14 000 membres au Canada. Ce syndicat a la capacité de paralyser tout le trafic maritime de la Côte Pacifique de ces deux pays. C'est un des syndicats les plus combattifs des USA, à ne pas confondre avec son homologue de la Côte Est qui a une orientation diamétralement opposée. L'ILWU puise ses racines dans la tradition syndicaliste-révolutionnaire des IWW. Il a joué un rôle clé dans les grandes grèves des années 1930. L'ILWU a été exclu de la confédération CIO en 1950 lors de l'hystérie anti-communiste de l'époque, et n'est redevenu membre de l'AFL-CIO qu'en 1988. www.ilwu.org/about/ www.ilwu.org/history/ilwu-story/ilwu-story.cfm



LA CRISE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE AMERICAINE

Par Dianne Feeley *

Quand l'entreprise Delphi – premier équipementier automobile américain – s'est précipitamment déclarée en faillite le 8 octobre 2005, une semaine avant qu'une nouvelle loi sur les faillites n'entre en vigueur, des ouvriers de la base ont tenu des assemblées générales à Grand Rapids, Flint et Bay City dans le Michigan², Kokomo dans l'Indiana et St Louis dans le Missouri. Des ouvriers qualifiés et de production de General Motors (GM), Ford et Daimler Chrysler, ainsi que des retraités et des ouvriers de filiales et d'équipementiers ont également pris part à ces AG. Tout le monde était conscient que le sort de Delphi déterminerait celui des autres entreprises.

L'AG la plus massive s'est tenue à Flint, où 200 ouvriers de l'automobile ont décidé lors d'un vote de s'appeler « Soldats de la Solidarité »², ce qui donne en anglais le sigle SOS. Une femme a rappelé à l'assemblée que Flint était le berceau de l'United Auto Workers (UAW), le grand syndicat de l'automobile aux Etats-Unis, et a noté que GM et Delphi aimeraient que ce soit aussi sa tombe. Beaucoup d'autres ont invoqué l'esprit des grévistes de 1937 qui, en occupant leur usine, ont permis la première négociation collective dans l'automobile.

Le film de Michael Moore, « Roger et Moi », a montré combien Flint avait été meurtrie par la fermeture de la plupart des usines automobiles. Si Flint, comme Détroit, n'ont vraiment plus le poids d'autrefois en termes d'emploi dans le secteur automobile, il reste cependant encore dans ces deux zones du Michigan des ouvriers de l'automobile qui perpétuent la mémoire des traditions militantes.

L'AG de Flint a programmé une manifestation au salon annuel de l'automobile à Détroit le mois suivant. Leur lettre au président national de l'UAW, pour inviter les dirigeants du syndicat à les rejoindre, est restée sans réponse. La manifestation de 700 à 800 personnes devant la presse internationale a eu un écho important.

Les ouvriers de l'automobile ont fait le point sur les actions possibles et ont envisagé une grève de tout le secteur automobile. Delphi, en tant qu'équipementier principal de GM, était vulnérable. L'avis de Sean McAlinden, expert au Centre de recherche automobile, a été cité dans la presse. Il y avançait l'idée qu'une grève pourrait paralyser GM en 48h. En plein lancement de nouveaux modèles, GM était particulièrement vulnérable face à une grève ou une grève du zèle. Mais la plupart des ouvriers de l'automobile de l'assemblée n'accordaient pas une grande confiance aux dirigeants de l'UAW. Depuis 1979, ces derniers ont accepté concessions sur concessions et n'ont pas réussi à faire reconnaître la représentation syndicale qui commençait à s'organiser dans les entreprises entrant sur le marché américain. Dès le début, le gros problème a donc été de gagner au moins une partie des dirigeants du syndicat à l'idée d'engager la lutte contre Delphi. En fait, ceux-ci ont cherché à éviter l'affrontement.

L'AG a aussi débattu de la stratégie de grève du zèle (« work-to-rule ») qui avait été utilisée avec succès dans l'industrie automobile à la fin des années 80. Selon ce principe, l'ouvrier se conforme à la définition écrite de son travail dans l'entreprise sans chercher à faire les choses plus efficacement ou à faire preuve de bon sens. La presse a même cité le président de l'UAW, Ron Gettlinger, qui disait que la grève du zèle était « une bonne idée » (Grand Rapids Press, le 5 novembre 2005). Si elle est efficace, la grève du zèle s'avère aussi difficile à poursuivre sans un certain niveau de coordination par les représentants de l'UAW dans l'usine.

La direction de Delphi a tout de suite suivi une ligne dure. Ses premières exigences auprès de l'UAW incluaient une baisse du salaire horaire de 27 dollars à 9 dollars, une augmentation des cotisations ouvrières à l'assurance maladie, la réduction de leurs congés payés et la permission pour Delphi de fermer des usines à volonté. Delphi a annoncé que sa main-d'oeuvre aux Etats-Unis serait réduite des deux tiers. Sa première proposition a été accompagnée d'un ultimatum au 15 décembre 2005. Passée cette date, Delphi menaçait de laisser le syndicat seul face au juge chargé du redressement judiciaire, qui risquait alors d'imposer des conditions draconiennes. En réponse à la menace de grève du zèle, le PDG de Delphi, Steve Miller, déclara que l'usine qui voulait figurer en tête de la liste des fermetures d'usines n'avait qu'à engager un mouvement social pour s'y retrouver.

L'EXTERNALISATION DE DELPHI

Les délocalisations ont servi de stratégie aux « Trois Grands » de l'automobile pour éluder le problème de fond de la surproduction dans l'industrie automobile. Une décennie après Chrysler, GM avait externalisé American Axle en 1994 et Delphi en 1999. Ford avait fait de même avec Visteon en 2000. Comme ils voyaient bien venir la catastrophe, des ouvriers se sont opposés à la vente par GM d'American Axle et de Delphi, et ont manifesté devant le siège de GM. Mais les dirigeants de l'UAW, depuis leurs bureaux, ont préféré jouer l'apaisement, déclarant qu'il fallait cette fois-ci coopérer avec la direction, assurant qu'ils ne laisseraient pas la situation dans les usines de pièces détachées se détériorer.

Après avoir dégraissé les effectifs en se débarrassant de leur activité pièces détachées, les « Trois Grands » ont fait peser sur les sous-traitants des exigences énormes. Il y a 1 500 fournisseurs – Delphi et Visteon étant parmi les plus gros – et tous sont continuellement écrasés par la pression des « Trois Grands » : deux ont déjà dû quitter ce secteur d'activité. C'est dans ce contexte qu'ils se retrouvent « contraints » de réduire les salaires et les avantages sociaux de leurs salariés.

Les fournisseurs sont de plus en plus impliqués dans la recherche-développement. Ils déposent désormais au moins trois fois plus de brevets que les constructeurs automobiles. En même temps, ils sont contraints de réduire leurs prix de 3 % par an. Leur rentabilité a été en conséquence réduite de moitié. Pourtant, une étude du Boston Consulting Group révèle que les fournisseurs créent plus de 60 % de la valeur du secteur automobile.

Externalisée par General Motors en 2000, Delphi fabrique différentes pièces mécaniques et électriques. Elle regroupe 164 sites de production, 41 joint-ventures, 33 centres techniques et 185 000 employés dans 38 pays. Basée à Troy, dans le

Michigan, elle a des bureaux à Paris, Tokyo et Sao Paulo. Delphi a employé en 2005 environ 33 000 ouvriers aux Etats-Unis, et 39 000 au Mexique. Son chiffre d'affaires annuel est de 28 milliards de dollars.

En juillet 2005, Delphi a embauché Robert S. (« Steve ») Miller comme PDG, et lui a versé une prime de 3 millions de dollars et un salaire annuel de 1,5 million. En trois mois, Miller, qui avait géré les faillites du sidérurgiste Bethlehem Steel et d'United Air Lines, a conduit Delphi devant le tribunal de commerce. Delphi a présenté son plan de fermeture de plusieurs chaînes de production et d'usines comme visant à une « prédominance mondiale » dans les produits électroniques et de sécurité. Pendant qu'on s'apprêtait à fermer cinq usines, dont l'usine centenaire Delphi-Est à Flint, le rapport identifiait Motorola Automotive comme cible d'acquisition. Cette entreprise fabrique des systèmes de sécurité et de navigation pour les véhicules.

Alors que le plan de réorganisation de la direction n'établissait pas d'objectifs de performance, il réservait sur les 6 premiers mois 21,5 millions de dollars en prime de motivation pour les dirigeants. Cela correspond à la totalité des rémunérations payées par Toyota en 2004 à ses 33 principaux dirigeants. Dès que Delphi serait sorti de sa situation de faillite ou aurait vendu ses actifs, 88 millions de dollars seraient directement versés aux 500 salariés les mieux placés dans la hiérarchie de Delphi, quatre dirigeants accaparant à eux seuls 10 % du total. Une fois la réorganisation réussie, 10 % des actions de Delphi seraient distribuées à 600 cadres supérieurs.

S'agit-il d'un plan de motivation ou d'une braderie comparable à celles qui ont eu lieu quand les anciennes entreprises d'Etat de l'Union soviétique ont été privatisées?

l'INDUSTRIE AUTOMOBILE AMERICAINE EST-ELLE AGONISANTE ?

Des experts nous disent que l'industrie automobile américaine traverse une période difficile. Le marché est atone, avec des projections de ventes aux Etats-Unis tournant autour de 17,5 à 19 millions de véhicules sur les 5 prochaines années, et des marges bénéficiaires minimes.

General Motors, Ford et DaimlerChrysler ont décidé de mettre sur le marché des 4x4 et des camionnettes de type "pick-up", au détriment des ventes de berlines qui rapportent moins. Leur stratégie a fonctionné un temps, mais ils ont été rattrapés par le manque d'investissement dans la technologie et la conception, et la flambée des prix de l'essence a couronné le tout. Ces deux dernières années, les prêts à 0 % et les remises directes ont été déterminantes pour maintenir les ventes des « Trois Grands ».

Pendant ce temps, les nouveaux venus sur le marché intérieur, parmi lesquels Toyota, Honda, Nissan, Hyundai, Kia, BMW et Mercedes-Benz, ont pris de larges parts de marché aux « Trois Grands ». Aujourd'hui, ces marques étrangères produisent en Amérique du Nord près de 5 millions de voitures et camions, le double de ce qu'elles produisaient il y a 10 ans. Aux Etats-Unis, ces entreprises emploient désormais 250 000 personnes, soit environ 27 % des emplois du secteur automobile des Etats-Unis.

Ces marques étrangères ont le vent en poupe. Entre 1995 et 2004, elles ont pris aux « Trois Grands » 14 % de leur part de marché intérieur – l'équivalent de la capacité de production de 10 usines de montage. Elles projettent d'ouvrir de nouvelles usines en Amérique du Nord pendant que GM et Ford annoncent la fermeture de plusieurs sites. Des analystes prévoient que, d'ici à 2012, ces entreprises étrangères emploieront environ 40 % de tous les ouvriers du secteur automobile.

Dans le monde, 80 millions de voitures, de camions et de 4x4 peuvent être produits par an mais la demande stagne à 60 millions. Cela ressemble à un jeu de chaises musicales, dont pourraient être victimes un ou plusieurs constructeurs. Cela ne signifie pas pour autant que l'industrie automobile américaine soit en déclin. De 1997 à 2003, la productivité a augmenté d'un tiers. De 1990 à 2003, la production brute du secteur a dépassé de 20 % celle des autres secteurs industriels.

Pendant que l'emploi industriel stagnait dans les années 90, l'emploi dans le secteur automobile a augmenté de 25 %, et a embauché 55 000 ouvriers de plus entre 2000 et 2004. Mais le problème de surproduction demeure, et s'aggrave alors que des entreprises étrangères s'emparent de parts de marché aux Etats-Unis.

À l'automne 2005, Delphi, GM et Ford ont annoncé des restructurations qui supprimeront de l'ordre de 80 000 emplois aux Etats-Unis et au Canada. Pour Delphi, cela représentait les 2/3 de l'ensemble de sa main-d'oeuvre aux Etats-unis, et une baisse des salaires de 60 %.

Comme lors de la première vague de concessions consenties en 1979-82, les grandes entreprises prétendent que pour survivre, la main-d'oeuvre syndiquée doit accepter d'énormes concessions. Ils disent, avec divers économistes, que le problème se situe au niveau des "coûts hérités du passé" ("legacy costs"), c'est-à-dire des systèmes de couverture maladie et de retraite que les ouvriers syndiqués ont gagnée au cours du dernier demi-siècle. Les entreprises étrangères ont, de leur côté, une main-d'oeuvre plus jeune. Elles ont réussi à limiter la syndicalisation, en s'installant dans des Etats où la législation est particulièrement hostile aux syndicats et donc les salaires plus faibles ("right-to-work states")³ et, en y payant néanmoins des salaires comparables à ceux existant chez les « Trois Grands ».

Leur avantage repose sur deux facteurs : 1 400 dollars en coûts d'assurance maladie et 1 054 dollars en taux de change sur les véhicules Toyota importés (45 % des ventes de Toyota). La solution au problème apparaît d'elle-même : un système national d'assurance maladie (et non plus entreprise par entreprise) et un taux de change plus rationnel. Comme l'a écrit un militant de SOS (Soldats de la solidarité)², « aucune concession des salariés, aussi importante soit-elle, ne résoudra la crise de l'assurance maladie ou le déficit commercial. Le jeu est truqué ».

LA REPONSE SYNDICALE À LA CRISE

La majorité des ouvriers américains de l'automobile étaient autrefois syndiqués, mais aujourd'hui, cette réalité a été profondément altérée par la relocalisation d'usines, notamment de pièces détachées, dans des Etats dont la législation est très défavorable aux syndicats ("right-to-work states")³ et par l'implantation de cons-

tructeurs étrangers. Alors qu'en 1978, 82 % de tous les véhicules vendus aux Etats-Unis et au Canada étaient produits par des ouvriers syndiqués, on est aujourd'hui tombé à 50%.

La chute du niveau de syndicalisation affaiblit l'UAW (et cinq syndicats plus petits qui représentent aussi les ouvriers de l'automobile), et cela a été aggravé par le fait que les directions syndicales ont intégré l'idée qu'il faut accepter des concessions. Alors qu'autrefois les salaires dans le secteur des pièces détachées étaient comparables à ceux qui sont en vigueur chez les « Trois Grands », ces deux dernières années, la direction de l'UAW s'est prononcée pour l'acceptation d'une structure de salaires à deux, voire trois vitesses et le déremboursement de certaines dépenses de santé.

Pendant la dernière série de négociations avec Delphi, l'UAW a accepté un accord d'entreprise de sept ans qui établissait des niveaux de salaires plus bas pour tous les futurs ouvriers embauchés. En retour, Delphi s'engageait à ne fermer aucune usine américaine d'ici 2001 sans l'accord de l'UAW. Le président de l'UAW, Ron Gettelfinger, a alors fait l'annonce suivante : "Cet accord engage Delphi à investir de manière très significative pour assurer la pérennité à long terme des usines américaines où les salariés sont représentés par l'UAW. L'UAW et Delphi ont chacun été confrontés à de nombreux choix difficiles pendant ces négociations, mais nous avons respecté nos engagements respectifs à travailler ensemble pour négocier la préservation d'emplois industriels de qualité aux Etats-Unis".

Ceux d'entre nous qui se sont battus contre l'introduction de salaires à deux ou trois vitesses lors des négociations de 2004 avaient prédit que ce pacte conduirait à l'exigence de davantage de concessions. Mais je crois que nous n'aurions jamais imaginé alors à quelle vitesse et jusqu'à quel point cette course aux concessions irait. Dans nos débats, nous avons fait valoir que si le syndicat abandonne une partie des ouvriers, les liens de solidarité se désintégreraient. Si les ouvriers de production sont recrutés à 14 dollars l'heure et plafonnent à 18,50 dollars alors que l'ancien tarif était de 27 dollars, qu'est-ce qui empêcherait de licencier ceux qui étaient sur la meilleure grille? Et au fur et à mesure que les ouvriers moins bien payés remplacent les anciens, pourquoi les premiers seraient-ils motivés pour défendre les conditions de retraite de ces derniers ?

Une structure des salaires à plusieurs niveaux sape les fondements de la solidarité entre les ouvriers. Elle est négociée en fonction du principe erroné que les intérêts des travailleurs et les intérêts des entreprises sont les mêmes. Mais nous pouvons voir dans cette crise combien c'est illusoire. Le fond du problème n'est pas dans la concurrence entre GM et Ford ou entre constructeurs américains et constructeurs étrangers, mais bien de savoir comment sortir de l'équation les salaires et les avantages sociaux pour que les ouvriers aient des salaires et des avantages sociaux comparables, quels que soient le lieu et l'entreprise où ils travaillent.

Voici 25 ans, les « Trois Grands » ont exigé des concessions et une aide de l'Etat. Ces dix dernières années, ils ont vendu leurs filiales de pièces détachées afin d'externaliser cette activité. Puis Delphi a utilisé la faillite pour se réorganiser. Et l'on dit aux ouvriers que personne n'y peut rien.

DE L'ARGENT POUR PARTIR

Un mois après que Delphi ait engagé une procédure de faillite, GM a bien voulu renoncer à la baisse des prix de pièces détachées produites par Delphi, négociée auparavant, et a annoncé que les discussions avec Delphi sur les diverses aides financières possibles seraient accélérées. GM perd sans doute de l'argent, mais elle en a bien assez pour renflouer Delphi, surtout quand il s'agit de mettre une bonne partie de sa main-d'oeuvre à la retraite anticipée.

Dans les années 1960, les ouvriers syndiqués avaient gagné un droit à la retraite après 30 ans de service, quel que soit leur âge.

Certains ont pu prendre leur retraite au début de leur cinquantaine, bien qu'un bon nombre d'autres aient continué à travailler. Au printemps 2006, GM et Delphi ont proposé des primes de départ et des conditions avantageuses de retraite anticipée pour rendre leur offre plus attractive. Des incitations financières encourageaient les ouvriers qui avaient travaillé 30 ans ou presque à partir à la retraite. Les ouvriers avec moins d'années pouvaient partir et recevoir jusqu'à 150 000 dollars. Ce plan de départ n'avait pas besoin de l'autorisation de l'UAW et, comme la direction du syndicat n'était pas disposée à s'opposer à ces grands groupes autrement que sur le terrain juridique, des milliers d'ouvriers syndiqués ont dû faire le choix individuel d'accepter ou pas les propositions qui leur étaient faites. Depuis le début de 2006, près de 50 000 ouvriers de GM et Delphi ont accepté l'offre. Ford a annoncé son intention de se séparer de 30 000 ouvriers par un plan de restructuration similaire.

Dans le même temps, des ouvriers intérimaires ont été recrutés pour les remplacer. Même si ces ouvriers paient des cotisations syndicales, ils gagnent 14 dollars de l'heure sans avantages sociaux et peuvent être licenciés facilement. De nombreuses usines Delphi fonctionnent maintenant avec une main-d'oeuvre intérimaire – souvent les enfants de ceux qui sont partis à la retraite. Ils trouvent qu'ils ont de la chance d'avoir ces postes parce que leur emploi précédent ne leur rapportait que 8 à 10 dollars de l'heure.

Où sont passés ceux qui ne pouvaient pas partir à la retraite mais qui ont accepté les primes de départ ? L'été dernier, le Detroit News est allé voir des candidats à l'embauche chez Faurecia SA, un équipementier français qui a quatre usines dans la région de Détroit. Cette entreprise spécialisée dans des modules intérieurs d'automobiles fournit aussi bien les « Trois Grands » que BMW et Volkswagen. Faurecia proposait des emplois à la chaîne à 10 dollars de l'heure sans avantages sociaux. Sur les 17 candidats avec lesquels le journaliste s'est entretenu, 8 avaient eu auparavant un travail bien payé dans le secteur automobile et 14 avaient des emplois payés moins de 10 dollars de l'heure. Onze avaient des enfants, mais seulement deux avaient une assurance maladie. (Detroit News, 25 août 2006)

S'ORGANISER RESTE LA PRIORITE

Pour récupérer ce qui a été perdu, l'UAW devrait rejeter la stratégie de coopération avec le patron qui est son orientation dominante. Mais même les syndicalistes canadiens, qui avaient préféré quitter l'UAW⁴ et créer le CAW⁵, plutôt que d'accepter des concessions dans les années 80, ont commencé à négocier des accords de compromis.

Dans ses négociations avec les « Trois Grands », l'UAW a accepté de profondes concessions sur les accords d'entreprise à la fois chez Ford et GM. Mais les ouvriers de Daimler-Chrysler ont réussi à préserver les accords antérieurs. Au moment où les négociations des contrats 2007 s'ouvrent, et que les entreprises et la presse exigent toujours plus de concessions, les ouvriers de Daimler-Chrysler seront-ils capables de tenir le cap et ainsi de continuer à incarner la référence que les ouvriers de Ford et de GM pourront chercher à retrouver ?

Au-delà des négociations d'accords d'entreprise, il est clair que la tâche prioritaire est d'aider les salariés à s'organiser chez les constructeurs étrangers implantés aux Etats-unis et dans le secteur des pièces détachées, de hisser au niveau moyen les salaires et les conditions de travail. Pour faire cela, chaque syndicat local devrait établir un plan de structuration du secteur d'activité, remontant la chaîne des fournisseurs pour identifier les entreprises syndicalisées et celles qui ne le sont pas, celles qui ont dû consentir des concessions au patron et celles qui ne l'ont pas fait.

Les ouvriers de l'automobile sur chaque site non syndicalisé doivent s'organiser syndicalement sans attendre d'avoir convaincu 50 % + 1 salariés d'adhérer. C'est ce qu'on appelle un syndicat "non-majoritaire". Cette pratique a été développée dans le Sud des USA par le syndicat UE⁶. Ils devront développer des dynamiques créatives qui s'appuient sur leurs propres besoins et aspirations et établir des liens de solidarité avec des usines syndicalisées. Cette perspective part de l'idée que nos partenaires naturels sont les ouvriers des autres entreprises, et non pas la direction de notre entreprise spécifique. Et cela pas seulement au niveau de l'Amérique du Nord, même si c'est notre point de départ obligé. Elle part également de l'idée qu'une stratégie basée sur les concessions est une stratégie perdante.

Elle repose enfin sur le principe qu'il n'y a aucune raison que l'assurance maladie et les retraites dépendent d'une entreprise particulière. Le maintien des avantages sociaux lorsque l'on change d'entreprise, voire mieux, un système universel géré efficacement par l'Etat fédéral comme l'est la sécurité sociale, pourrait résoudre la crise sociale montante.

Cela ne résoudrait pas le problème de surcapacité, qui est intrinsèque au système économique dans lequel nous vivons. Tant que nous n'aurons pas trouvé un moyen d'en bâtir un qui soit moins fondé sur l'exploitation, nous serons continuellement confrontés à ce problème.

* Dianne Feeley est une militante de base du syndicat UAW. Aujourd'hui à la retraite, elle a travaillé à la fois dans une usine d'assemblage et dans une usine de pièces détachées. Elle participe depuis des années à l'animation du réseau Labor Notes. Article traduit par Vincent (Sud Education) et Alain (Sud PTT).

BIBLIOGRAPHIE EN FRANÇAIS :

« Chantages ordinaires chez General Motors » par Rick Fantasia, Le Monde diplomatique, mars 2006. <http://www.monde-diplomatique.fr/imprimer/13300/01fa07dafa>
 « Une ville industrielle brutalement confrontée au changement » par Sholnn Freeman (Washington Post. 12 novembre 2005). http://www.alencontre.org/page/print/UsaDelphi11_05.htm
 « Delphi, un nouveau laboratoire d'une politique anti-ouvrière » par Charles-André Udry (novembre 2005) http://www.labreche.ch/pages_lb/Archives/no18/LB18_Delphi.htm
 « Après Delphi, GM : des dizaines de milliers d'emplois massacrés » par Charles-André Udry (novembre 2005) http://www.alencontre.org/page/print/UsaGM11_05.htm

Pourquoi les ouvriers devraient-ils payer pour les mauvaises décisions économiques de General Motors, ou de toute autre grande entreprise ?

Au début des années 50, je me souviens de l'intervention à mon école primaire d'un ingénieur expliquant qu'il y aurait des voitures solaires quand nous serions grands. Ce sont les constructeurs automobiles américains qui ont pris la décision de ne pas développer des véhicules efficaces - et maintenant Honda est le plus avancé dans le développement des voitures à hydrogène.

Nous, les ouvriers, nous n'avons pas eu notre mot à dire concernant les décisions prises par la direction. On n'a pas voté pour que les dirigeants conçoivent des voitures que les gens ne souhaitent pas acheter. Nous n'avons pas choisi les fournisseurs, pas décidé de méthodes comptables douteuses ou choisi d'embaucher un agent de maîtrise pour 7 ouvriers. J'ai pu entendre des collègues ouvriers se plaindre de la mauvaise qualité : des pièces défectueuses venant de fournisseurs sans implantation syndicale, des contremaîtres laissant passer des pièces qui auraient dû être mises au rebut, ou des dirigeants privilégiant la vitesse par rapport à la qualité. Les grandes entreprises gaspillent des millions chaque année en mauvaises décisions prises par leurs dirigeants.

Nous n'avons pas eu notre mot à dire sur la manière de dépenser l'argent pour la recherche ou sur des investissements qui se sont révélés aventureux.

Il y a un autre domaine où les entreprises gaspillent des millions de dollars, à GM cela s'élève à 400 millions par an. Ces sommes servent à financer des activités organisées en commun par la direction et l'UAW. Cela fournit une armée de petits soldats loyaux et reconnaissants au président de la section du syndicat et au directeur, ainsi qu'à la direction centrale de l'UAW. Dans l'usine où j'ai travaillé, il y avait plus de 50 activités de ce type. Mais il n'y a pas de comptabilité, pas même la possibilité pour les employés de superviser la manière dont cet argent est dépensé.

Pourquoi devrions-nous payer pour des décisions de la direction, contre-productives et au service de ses propres intérêts ? Cette question est d'autant plus appropriée que des emplois sont menacés et que de lourdes concessions sont exigées des ouvriers au moment même où les dirigeants s'accordent de plus gros salaires et autres avantages.

(D.F.)

NOTES

1. Ces trois villes sont situées près des grands lacs proches de la frontière canadienne. Cette région est le berceau de l'industrie automobile américaine, et dans les années 1930 de la syndicalisation de masse dans cette industrie. L'humoriste militant Michaël Moore, originaire de Flint, se réfère souvent à cette ville.
2. Le site de Soldiers of Solidarity comporte de nombreux documents et photos www.soldiersofsolidarity.com
3. Voir l'article de Catherine Sauviat dans ce numéro.
4. Un certain nombre de syndicats sont implantés à la fois aux USA et au Canada. Leur nom commence souvent par le mot International.
5. CAW ou en français TCA (Travailleurs canadiens de l'automobile) : www.tca.qc.ca/francais/navig/propos.html
6. UE : United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE) est un syndicat non-confédéré combatif et orienté à gauche. UE est très impliqué dans l'organisation des travailleurs immigrés. Voir à ce sujet l'article « quelques repères » dans ce numéro. <http://www.ranknfile-ue.org/uewho.html>

FAIRE FACE AUX DELOCALISATIONS

Par Tim Costello* et Jeremy Brecher**

Adaptation d'un texte publié en avril 2004¹

LES « NOUVELLES DELOCALISATIONS »

Les délocalisations d'emplois industriels existent depuis longtemps au sein de l'économie mondiale. Mais la délocalisation à l'étranger d'emplois de « cols blancs » et de tâches intellectuelles représente une nouvelle phase de la mondialisation. Pour la première fois, les délocalisations sont vécues par la majorité des salariés américains comme une menace pour leur niveau de vie et l'avenir de leurs enfants. Selon certaines études, le nombre d'emplois de « cols blancs » menacés aux USA par des délocalisations sera compris entre 3,3 et 14 millions dans les dix prochaines années. Certains économistes expliquent que le nombre d'emplois menacés est important parce qu'il est relativement facile de délocaliser beaucoup d'emplois dans les services nécessitant davantage de travail qualifié et des communications à haut débit.

S'il y avait beaucoup d'emplois disponibles, les délocalisations ne seraient pas un problème important. Mais il y a un déficit d'emplois corrects à travers le monde, y compris aux USA. Les entreprises et les investisseurs exploitent cette situation pour transférer le travail là où son coût est le moins élevé – et là où les gouvernements sont le plus en difficulté et pour cette raison procurent les subventions les plus élevées ainsi que les réglementations environnementales et sociales les plus faibles. Cette caractéristique première des délocalisations ne disparaîtra pas d'elle-même. Le déficit global d'emploi est un problème qui doit être pris en charge par les peuples du monde aux niveaux local, national et international. Il ne peut pas être résolu en tentant de protéger les emplois des salariés d'un pays aux dépens des salariés des autres pays.

POURQUOI LES EMPLOIS PARTENT-ILS À L'ETRANGER ?

Ainsi, réduire les coûts est la principale raison des délocalisations. Un PDG du secteur de l'informatique explique : « Vous pouvez avoir trois ou quatre programmeurs pour le prix d'un. En tant que compagnie de logiciels, vous pouvez en même temps diviser par deux le nombre de vos programmeurs, diminuer vos coûts, et augmenter votre profitabilité. C'est une bonne affaire ».

Mais la nouvelle vague de délocalisations n'est pas seulement guidée par la possibilité de réaliser des profits. C'est une réponse à la surcapacité de production qui touche de nombreuses industries. La surproduction qui touche le marché mondial fait qu'une entreprise a peu de marges pour augmenter ses prix pour maintenir ses profits, car si elle le fait quelqu'un, quelque part, produira et vendra pour moins cher. C'est pourquoi les entreprises cherchent tant à payer moins cher les salariés pour conserver des prix compétitifs tout en améliorant leur profitabilité.

L'IMPACT DES DELOCALISATIONS

L'impact des délocalisations est de très loin supérieur au nombre relativement limité de travailleurs qui perdent réellement leur emploi. Son effet le plus important est le pouvoir que les employeurs obtiennent à travers le chantage au transfert des emplois et qu'ils utilisent pour renforcer considérablement leur pression sur les salariés.

En conséquence, aux USA, les ouvriers de l'industrie ont vu leur salaire réel baisser. De la même façon, tous ceux dont l'emploi peut être déplacé vers des endroits où les salaires sont plus bas, voient aujourd'hui leur rémunération stagner ou baisser, même si peu d'emplois sont en réalité transférés.

Les délocalisations ont également d'importantes conséquences au niveau macro-économique. Dans la phase actuelle du cycle économique des USA (2004), les salaires du privé auraient dû croître de 8 % en termes réels. Au lieu de cela, en deux ans d'expansion, ils ont baissé de presque 1 %, ce qui équivaut à un manque à gagner de 350 milliards de dollars en termes de pouvoir d'achat des consommateurs. Résultat, la croissance est freinée et le chômage augmente alors qu'il aurait dû logiquement baisser.

LIBRE-ECHANGISME CONTRE PROTECTIONNISME : UN DEBAT MENANT À UNE DOUBLE IMPASSE

Alors que le déficit mondial d'emplois est au cœur de la crise économique actuelle, le débat économique actuel aux USA place rarement le problème des salariés américains dans ce contexte.

Au lieu de cela, les problèmes sont ramenés au débat plusieurs fois centenaire d'avant la mondialisation qui oppose les partisans du libre échange à ceux du protectionnisme.

Chacune de ces positions comporte une part de vérité.

- Les partisans du protectionnisme ont raison lorsqu'ils expliquent que la forme actuelle de mondialisation a des effets désastreux sur le monde du travail, les diverses communautés et l'environnement.

- Mais les partisans du libre échange ont également raison lorsqu'ils expliquent que chercher seulement à empêcher les emplois de partir à l'étranger c'est se condamner soi-même à l'échec. La conséquence habituelle et involontaire des stratégies économiques nationalistes dans une économie mondialisée n'est pas de permettre l'épanouissement de l'économie nationale mais, au contraire, de déboucher sur la guerre commerciale.

Aucune de ces deux positions ne prend en compte de façon adéquate le fait que le « commerce » ne représente qu'une petite partie de la rupture historique que l'on appelle mondialisation.

L'économie mondialisée d'aujourd'hui ne peut plus être comprise comme un système d'économies nationales dont les rapports se limitent essentiellement à des échanges commerciaux. C'est fondamentalement un système international de marchés, d'entreprises et d'institutions, qui traverse les frontières nationales.

DES IDEES ECONOMIQUES REPOSANT SUR LA FOI

L'idée que dans un pays, les emplois délocalisés seront inévitablement remplacés par d'autres emplois relève plus de la foi religieuse que d'une argumentation rationnelle.

Les avocats de la mondialisation expliquent que les salariés américains, dont l'emploi a été transféré à l'étranger, peuvent trouver un nouvel emploi aux Etats-Unis en « remontant dans la chaîne de valeur ». Mais vu le grand nombre d'emplois intellectuels hautement qualifiés qui sont délocalisés, la question à laquelle ils sont incapables de répondre est : quels seront les nouveaux emplois qui seront créés sur place et pourquoi ne seraient-ils pas délocalisés à leur tour ?

Les descendants des travailleurs indiens du textile, dont l'emploi est parti vers la Grande-Bretagne au début du 19ème siècle, sont tombés dans la pauvreté pendant des générations (voir encadré). Aux USA, les villes industrielles du nord-est, dont les usines sont parties vers le sud il y a un siècle, restent aujourd'hui des régions frappées par la pauvreté. Les villes aux couleurs de rouille comme Detroit et Akron qui ont perdu leur tissu industriel, suite à la mondialisation des années 1970-1980, ont connu une brève renaissance dans les années 1990 mais sont aujourd'hui retombées dans le bourbier du déclin industriel.

L'ALTERNATIVE : UNE JUSTE MONDIALISATION

Le repli protectionniste n'est pas une solution adéquate. La création d'emplois acceptables nécessite une « juste mondialisation ».

Un rapport récent de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (Encadré 1), intitulé « Une juste mondialisation – créer des opportunités pour tous »⁽²⁾, propose un cadre pour une nouvelle approche du déficit d'emplois au niveau mondial. Ce rapport propose d'agir au niveau local, national et mondial pour créer suffisamment d'emplois décents au niveau mondial.

Au niveau national cela implique :

des mesures immédiates pour aider les salariés et les communautés impactés par les pertes d'emplois,

une protection sociale élargie et renforcée,

un renforcement du secteur public,

une stratégie de créations d'emplois directs pour satisfaire les besoins sociaux urgents en utilisant les compétences disponibles,

la remise en place du pouvoir de négociation collective des salariés par le biais d'une politique des pouvoirs publics qui soutienne les organisations de salariés,

une nouvelle politique fiscale qui redistribue la richesse vers le bas,

la rupture culturelle et politique avec l'idée que la société se réduit à un grand marché et la réaffirmation de l'importance de « biens communs ».

Mettre en place une juste mondialisation nécessite de reconnaître que l'économie mondiale est tellement interconnectée que pas un seul pays – pas même les USA – ne peut résoudre seul ses problèmes. Agir au niveau international nécessite d'inverser les politiques du FMI et de la Banque mondiale qui, au lieu d'être basées sur les besoins fondamentaux des peuples, ont ordonné aux pays en voie de déve-

loppement de détruire leurs systèmes de protection sociale, de démanteler leurs administrations, et d'éliminer les protections légales dont bénéficiaient les salariés. Et cela afin d'assurer le service de la dette.

Mettre fin aux programmes d'austérité du FMI et de la Banque mondiale et abolir la dette du tiers-monde aidera à promouvoir l'emploi, augmentera la demande globale de l'économie mondiale. Cela facilitera également la réduction des formes inappropriées de délocalisation, en permettant aux pays en voie de développement d'utiliser leurs ressources pour satisfaire les besoins de leurs propres populations en matière de bien-être et de développement, plutôt que de se lancer dans un effort désespéré pour attirer les emplois existant dans d'autres pays.

Mais pour imposer de telles mesures, il faudra une mobilisation internationale des salariés et des mouvements sociaux.

*** Tim Costello a milité syndicalement comme chauffeur routier pendant 25 ans, puis a travaillé à plein temps pour le syndicat des services SEIU. Il a ensuite été un des animateurs de « North American Alliance for Fair Employment » (NAFFE), un réseau de 65 syndicats et associations tournée vers les salariés précaires et à temps partiel.**

<http://www.fairjobs.org>

Tim milite avec Jeremy Brecher depuis plus de 20 ans avec qui il anime depuis 2005 « Global Labor Stratégies » (stratégies ouvrières mondialisées), un centre de ressources à la disposition du mouvement ouvrier et de ses alliés.** <http://www.laborstrategies.blogs.com/>

Tim a écrit plusieurs ouvrages, dont certains en collaboration avec Jeremy Brecher.

Tim est intervenu dans le séminaire sur les délocalisations lors du FSE de Londres de 2004. www.sudptt.fr/IMG/pdf/3896.pdf ainsi qu'en 2005 au congrès de la Fédération Sud Ptt.

**** Jeremy Brecher est historien. Il a écrit une dizaine de livres sur le monde du travail et les mouvements sociaux, parfois en compagnie de Tim Costello*, avec qui il milite depuis plus de 20 ans. Jeremy a également réalisé le script de nombreux films documentaires. Depuis 2005, Jeremy et Tim animent ensemble « Global Labor Stratégies » (stratégies ouvrières mondialisées), un centre de ressources à la disposition du mouvement ouvrier et de ses alliés.** <http://www.laborstrategies.blogs.com/>
<http://stonesoup.coop/sspeople/brecher/jbbio.htm>
<http://www.zmag.org/biobrecher.htm>

«De 1760 (début de la révolution industrielle en Angleterre) à 1810, l'Inde reste le principal fournisseur mondial de produits textiles. En 1813 encore, les tissus de coton et de soie indiens coûtent 50 à 60 % moins chers que les tissus anglais.

Le marché indien va dès lors être conquis par le capital anglais, non par des moyens purement économiques puisque les coûts sont beaucoup plus faibles en Inde, mais par la force politique et militaire. L'Angleterre va imposer :

- des droits d'importation en Angleterre des tissus indiens extrêmement élevés : de 70 % à 80 % d'abord, puis de 20 % du prix des tissus,
- des droits d'importation en Inde des tissus anglais extrêmement faibles : de 3 à 4 %.

De fait, entre 1815 et 1850, les cotonnades britanniques conquièrent l'Inde, et cela représente 25 % du total des exportations britanniques. Parallèlement, en Inde, l'industrie textile est détruite, et s'y substituent massivement des plantations de coton, exporté brut vers l'Angleterre. L'Inde, de producteur de produits manufacturés, est transformée en producteur de matières premières. L'économie connaît un mouvement inverse à celui connu par les pays européens : les travailleurs quittent les villes pour retourner à la campagne. Le "sous-développement" s'installe».

Jacques Valier, Une critique de l'économie politique, tome 2 p 109, (Maspéro 1982).

Fondé en 1919, l'Organisation internationale du travail (OIT) est depuis 1946 une institution spécialisée de l'ONU. Elle est chargée de promouvoir les droits des travailleurs, d'améliorer leurs conditions de travail et de lutter contre le chômage. Son siège est à Genève.

L'OIT est une organisation tripartite réunissant dans les mêmes instances dirigeantes des représentants des gouvernements, des employeurs et des organisations syndicales. Les normes internationales instaurées par l'OIT sont des instruments juridiques qui définissent les principes et les droits minimums au travail. Même lorsqu'elles sont ratifiées par les Etats, les règles instaurées par l'OIT ne sont pas nécessairement mises en œuvre : aucune sanction n'est en effet prévue si elles ne sont pas appliquées. <http://fr.wikipedia.org/wiki/OIT>

NOTES

1. Traduction et adaptation : Alain (Sud Ptt). Le texte original (en anglais) est disponible en ligne aux adresses suivantes : www.fairjobs.org/homeStory.php?story=52
http://laborstrategies.blogs.com/global_labor_strategies/2006/07/outsource_this_.html
2. www.ilo.org/public/french/fairglobalization/report/index.htm

LABOR NOTES : UN RESEAU POUR LE CONTRE-POUVOIR OUVRIER

Par Chris Kutalik* & William Johnson**

*Labor Notes*¹ a été fondé dans la foulée des mouvements sociaux de masse passionnants de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Il s'agissait d'un centre de formation ouvrière fondé par des militants impliqués dans ces mouvements, et cherchant à se lier à la classe ouvrière.

Jusqu'alors les militants de gauche américains et les syndicalistes combattifs de base étaient un peu comme deux bateaux se cherchant dans la nuit. Le projet de *Labor Notes* était d'établir un pont entre eux, pensant que de tels liens étaient essentiels pour permettre une transformation sociale progressiste.

Labor Notes est un magazine mensuel rendant compte, du point de vue des militants de base, des évolutions du mouvement ouvrier aux USA et au Canada. De plus, le réseau *Labor Notes* - par le biais de son magazine, de livres, de forums et de conférences - forme les militants ouvriers non seulement sur les injustices existant sur le lieu de travail, mais aussi sur la façon dont les travailleurs ici et à l'étranger les combattent, en fournissant des exemples concrets qui peuvent leur servir dans leurs propres luttes.

Les conférences de *Labor Notes* rassemblent, tous les deux ou trois ans, environ un millier de militants venant de l'ensemble les Etats-Unis et beaucoup d'autres venant du monde entier, afin de partager expériences et idées. Lors des sessions plénières, les militants syndicaux analysent les enjeux auxquels le monde du travail doit faire face, et proposent leur point de vue sur la façon dont il faut les aborder.

Dans les ateliers, nous partageons nos expériences sur la façon de construire des syndicats démocratiques, combattre les patrons, et développer la solidarité internationale.

Labor Notes a toujours cherché à établir des relations directes entre les militants ouvriers de base à travers les syndicats ou les organisations locales et offre un espace politique pour débattre des problèmes clés et des grandes tendances à l'œuvre.

Les oppositionnels au sein des syndicats de la sidérurgie, de l'automobile, des transports routiers et quelques autres syndicats ont pu voir grandir leur audience grâce au cycle de luttes partant de la base dans les années 1970, mais il leur manquait un moyen pour communiquer et rester en contact. Le lancement de *Labor Notes* était donc une modeste tentative pour aider à approfondir ces liens après la grande grève des mineurs de 1978 et l'ampleur de l'énergie et de la solidarité interprofessionnelle qui s'étaient manifestées à cette occasion.

L'espoir était que ces courants oppositionnels venant de la base renforceraient et consolideraient la vague plus profonde de militantisme syndical apparues au début des années 1970.

La première année, les titres des articles de notre magazine *Labor Notes* portaient sur des thèmes comme «*Les camionneurs syndiqués de la sidérurgie montrent leurs biceps en faisant une grève sauvage de trois semaines*».

Durant les premières années, l'accent était mis sur la façon dont les bureaucrates nationaux au sommet des syndicats freinaient le militantisme de cette couche de travailleurs. En 1979, le taux de syndicalisation était encore supérieur à 20 %. Les luttes lors du renouvellement des accords d'entreprise étaient centrées sur l'augmentation des salaires et des avantages sociaux.

Les actions militantes, comme les grèves, constituaient encore une part importante de l'arsenal ouvrier. En 1979, ont eu lieu 235 grèves majeures impliquant plus d'un million de salariés.²

L'offensive patronale qui a déferlé sur le pays au début des années 1980 a rapidement changé la situation. Des concessions massives au niveau des salaires et des avantages acquis, des fermetures d'usines, l'écrasement de grèves majeures comme celle des contrôleurs aériens et le recul de la législation sociale pendant l'ère Reagan (1981-1989) ont placé le mouvement ouvrier sur la défensive. Les nouveaux groupes de militants de base et *Labor Notes* commencèrent à se repositionner sur la façon dont les dirigeants syndicaux, aveuglés par un modèle de syndicalisme d'accompagnement, semblaient incapables de faire face à la chute libre des syndicats et de la classe ouvrière pendant cette décennie.

Au moment où la lutte contre l'offensive patronale rassemblait ses forces, *Labor Notes* fournissait des informations et des arguments pouvant servir à entraver les concessions.

En 1982, la première conférence de *Labor Notes*, intitulée «s'organiser contre les concessions» attira des centaines de militants. Peu de temps après, en 1983, nous avons publié un de nos premiers livres intitulé « *Comment combattre les concessions* »³.

Au cours des années 1980, un nouveau phénomène menaçait de réduire encore le pouvoir de la classe ouvrière : la croissance rapide de programmes de coopération entre salariés et direction.

Appelés aussi «cercles de qualité», «concept d'équipe» ou par d'autres termes touchant à «l'implication des salariés», de tels programmes étaient soutenus par certains responsables syndicaux qui voyaient là un moyen pour les salariés d'avoir leur mot à dire en échange d'un certain nombre de concessions.

Allant contre-courant, *Labor Notes* organisa la riposte, publiant des articles et des livres analysant ces projets et organisant des formations pour enseigner aux responsables syndicaux locaux et aux adhérents comment les combattre.

Bien que cette tendance se soit poursuivie dans les années 1990, des signes d'espoir pour le mouvement ouvrier sont aussi apparus. La direction nationale de l'AFL-CIO a changé de mains, et la confédération a commencé à consacrer davantage de moyens pour recruter de nouveaux adhérents, y compris les latino-américains et d'autres immigrés que le mouvement ouvrier avait traditionnellement ignorés.

L'opposition syndicale a brièvement pris le contrôle du syndicat des camionneurs (Teamsters) et dirigé la grève de 1997 à UPS, une des plus importantes et plus grande victoire de ces dernières années.

Tout au long des années 1990, *Labor Notes* s'est concentré sur des sujets comme l'organisation de liens internationaux et la libéralisation du commerce.

Labor Notes s'est élevé avec vigueur contre l'Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA)⁴, publiant en 1992 « *Syndicalisme et libre-échange* »⁵. Mais, à la différence de la plupart des dirigeants syndicaux, *Labor Notes* a refusé d'adopter une approche nationaliste en ce qui concerne le problème des échanges commerciaux.

Au lieu de cela, *Labor Notes* a encouragé la solidarité entre les travailleurs canadiens, mexicains et états-uniens, afin de s'opposer à la stratégie patronale.

Labor Notes est cependant, selon son habitude, resté centré sur le lieu de travail. *Labor Notes* a publié en 1991 «*Le manuel de l'agitateur* »⁶, et en 1999 « *La démocratie, c'est le pouvoir* »⁷.

Ces deux livres étaient destinés à procurer aux syndicalistes des outils pour accroître leur pouvoir sur le lieu de travail et au sein du syndicat.

L'année 2000 a vu l'éclosion du mouvement altermondialiste avec des mouvements massifs de protestation contre le néo-libéralisme à Seattle, au Québec et dans le monde entier. *Labor Notes* a participé à nombre de ces événements et a soutenu les syndicalistes et les militants altermondialistes qui se sont alliés à ces mouvements. Simultanément, *Labor Notes* a soutenu les victoires syndicales des dockers de Charleston (Sud-Est des USA) et des salariés des télécommunications de Verizon.

L'attentat du 11 septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme nous a coupé l'herbe sous le pied en donnant à l'administration Bush et aux multinationales un prétexte à la poursuite de leur programme anti-syndical.

Dans les suites immédiates du 11 septembre, *Labor Notes* rendit compte de la grève massive dans les services publics du Minnesota (nord des USA), où les salariés, s'opposant à ceux qui les traitaient d'anti-patriotes, revendiquaient un accord collectif acceptable, et furent victorieux.

Labor Notes rendit compte également des «Workers Centers» comme nouvelle forme d'auto-organisation, en particulier des immigrés, et invita les responsables de ces centres à venir faire partager leur vision des choses lors des conférences de *Labor Notes*.

Plus récemment, *Labor Notes* a rendu compte des manifestations massives pour les droits des immigrés ainsi que du développement de «U.S. Labor Against the War»⁸, un collectif de syndicalistes opposés à la guerre en Irak.

Bien entendu, dans chaque numéro de *Labor Notes*, nous continuons à parler de la lutte des dockers, des mécaniciens des transports aériens, des ouvriers des usines de pièces détachées automobile, des enseignants, des travailleurs sociaux et des salariés du secteur des hautes technologies.

Une nouvelle édition du «*Manuel de l'agitateur*»⁶ fournit des douzaines d'exemples de stratégies et tactiques victorieuses pour les militants ouvriers et les syndicats locaux.

Dans les bons moments, comme dans les mauvais, une chose ne change pas, ce sont les agitateurs qui gagnent.

Depuis 1979, *Labor Notes* a toujours soutenu et combattu aux côtés des militants, des agitateurs et de ceux qui luttent pour chercher à revitaliser le mouvement

ouvrier et le combat pour la justice sociale grâce à l'action militante démocratique. Nous espérons que les différents outils que nous proposons seront utilisés comme des munitions par ceux qui prennent pour cible les patrons et les PDG, et nous invitons les militants à nous rejoindre dans le combat.

*** Chris Kotalik est membre de la rédaction de la revue Labor Notes. Il s'occupe en particulier du suivi du secteur des transports routiers, ferrés et aériens, ainsi que des salariés du commerce et des industries alimentaires.**

Avant de faire partie de l'équipe de Labor Notes, Chris était conducteur d'autobus et responsable syndical local dans le Texas. Il avait déjà participé à plusieurs organes de la presse alternative, le plus récent étant Working Stiff Journal, un mensuel ouvrier du centre du Texas.

**** William Johnson est membre de la rédaction de la revue Labor Notes. Il s'occupe du suivi du secteur public et, en particulier, de la santé et de la poste, ainsi que des salariés du textile, des blanchisseries, de l'hôtellerie, de la restauration, etc.**

Il travaillait auparavant à New York pour le magazine The Nation.

William a participé à diverses campagnes contre le racisme et pour les droits des travailleurs dans le Nord des USA, ainsi que sur la discrimination positive à l'Université du Michigan.

Texte traduit par Alain (Sud Ptt).



NOTES

1. www.labornotes.org
2. En 2004, il y a eu environ 14 fois moins de grèves majeures, et 6 fois moins de salariés y étaient impliqués. <http://www.laborresearch.org/charts.php?id=13>
3. *Concessions and How to Beat Them* par Jane Slaughter (1983).
4. <http://fr.wikipedia.org/wiki/NAFTA>
5. *Unions and Free Trade* par Kim Moody et Mary McGinn (1992).
6. *A Troublemaker's Handbook* par Dan La Botz (1991), puis Jane Slaughter (2005)
7. *Democracy is Power*, par Mike Parker et Martha Gruelle (1999)
8. www.uslaboragainstwar.org/

LE MOUVEMENT AMERICAIN POUR UN SALAIRE DÉCENT

Par Stephanie Luce *

Un salaire minimum a été mis en place pour l'ensemble des USA en 1938, il correspondait à un salaire horaire supposé être suffisamment élevé pour permettre aux travailleurs de survivre et d'entretenir une famille. Toutefois, il n'existe pas de règle de détermination du niveau de ce salaire minimum, et le salaire n'augmente pas automatiquement avec l'inflation annuelle.

Juste après la deuxième guerre mondiale, à une époque où les syndicats étaient beaucoup plus puissants, ce salaire minimum fédéral fut régulièrement augmenté. Dans les années 1960 il arriva à un niveau permettant à un salarié à plein temps et à sa famille de dépasser le seuil fédéral de pauvreté.

Mais avec l'offensive des employeurs dans les décennies suivantes, le Congrès revalorisa peu le salaire minimum. Ce fait, combiné avec un taux de syndicalisation beaucoup plus faible, provoqua la baisse des salaires moyens. Au début des années 1990, les Etats-Unis connurent un phénomène de plus en plus important, celui des « travailleurs pauvres ». Ce sont des personnes ayant un emploi, mais qui n'arrivent pourtant pas à franchir le seuil de pauvreté fédéral. Ni les Républicains ni les Démocrates n'avaient la volonté de continuer à augmenter le salaire minimum, même si tous les sondages montraient qu'une majorité des Américains y était favorable.

Face à cette incapacité à faire augmenter le salaire minimum fédéral, des militants se sont repliés sur le niveau local et demandèrent aux Conseils municipaux et aux maires de prendre des arrêtés en faveur de salaires décents. Au début, ces arrêtés concernaient peu de monde.

Ils se limitaient à contraindre tout employeur recevant des aides publiques à payer un salaire horaire assez élevé pour atteindre le seuil de pauvreté. En 1995, quand le salaire minimum fédéral était de 4,25 dollars de l'heure, celui nécessaire à un salarié à temps plein avec deux enfants était de 6,01 dollars, et avec une famille de quatre membres de 7,78 dollars.

Ces arrêtés furent bientôt mis en place par beaucoup de villes sur l'ensemble des Etats-Unis. L'élan vint de la création de coalitions locales qui militaient en faveur de salaires décents. Ces coalitions étaient de composition très variée suivant les villes, mais on y trouvait en général des syndicats, des structures syndicales inter-professionnelles, des organisations comme ACORN¹ ainsi que des groupes religieux comme les églises méthodistes et épiscopales.

On y trouvait parfois également le Réseau des étudiants en lutte contre la surexploitation des salariés², Jobs with Justice³, la principale organisation de lutte pour les droits des femmes⁴, des groupes écologistes, des travailleurs sociaux et des groupes altermondialistes. Ces arrêtés locaux établissaient des salaires plus élevés, mais souvent aussi une indexation des salaires sur l'inflation. Certains ajoutaient des avantages sociaux supplémentaires telle que l'obligation pour les employeurs

d'accorder des jours de congés payés, ou encore un salaire plus élevé lorsque l'entreprise n'avait pas mis en place une assurance-maladie (aux USA, la couverture maladie est assurée soit par des accords d'entreprise, soit par une assurance individuelle auprès d'une compagnie d'assurances).

Les campagnes pour des salaires décents étaient souvent un succès en termes de construction de coalitions formées des groupes qui n'avaient pas milité ensemble dans le passé. Mais rapidement il devint clair que les arrêtés locaux concernaient peu de monde.

Dans un pays où des dizaines de millions de personnes gagnent un salaire proche du seuil de pauvreté, seul un petit nombre d'entre elles recevait un salaire décent grâce à ces arrêtés.

Le mouvement pour un salaire décent commença à élargir le nombre de bénéficiaires en trouvant de nouveaux angles d'attaque. Beaucoup d'arrêtés commencèrent à couvrir des entreprises du secteur privé qui recevaient des aides publiques pour leur développement économique, comme par exemple les entreprises, bénéficiant de réductions d'impôts quand elles s'installent dans certaines zones. Ces arrêtés commencèrent à couvrir directement des employés municipaux, des salariés travaillant chez les sous-traitants et dans des établissements installés sur des terrains appartenant aux municipalités comme le McDonald's de l'aéroport international de Los Angeles.

La campagne s'étendit dans l'enseignement supérieur. Des étudiants de l'université de Harvard menèrent une campagne pluriannuelle qui culmina dans un sit-in de trois semaines dans un bâtiment de l'administration pour revendiquer des salaires décents pour le personnel de nettoyage et les employés de la restauration universitaire.

Ensuite, les défenseurs de salaires décents cherchèrent à étendre ces acquis à d'autres secteurs de la population. À la fin des années 1990, des campagnes essayèrent d'établir des salaires minima généralisés pour toute une ville. Le droit pour chaque ville de fixer des salaires minima varie en fonction des Etats. Dans quelques rares cas, les militants ont réussi à faire voter des arrêtés établissant des salaires minima pour toutes les entreprises qui travaillaient sur le territoire de la ville. Aujourd'hui, le mouvement continue de s'étendre dans de nouvelles directions. Depuis la dernière augmentation du salaire minimum fédéral en 1997, 22 Etats ont établi sur leur territoire des salaires minima plus élevés que le salaire minimum fédéral qui est actuellement de 5,15 dollars de l'heure. L'Etat de Washington (nord-ouest des USA) est celui ayant le salaire minimum le plus élevé avec 7,63 dollars, et il fait partie de ceux qui sont indexés sur l'inflation.

Le salaire minimum a été un sujet « chaud » dans les dernières élections présidentielles. En novembre 2004, les électeurs de Floride et du Nevada avaient voté de manière écrasante pour l'établissement de salaires minimum d'Etat.

Néanmoins en Floride, John Kerry, le candidat Démocrate, a refusé de soutenir la campagne pour un salaire minimum bien que la majorité des électeurs des deux partis en soutenaient la mise place. Cet automne, l'établissement d'un salaire minimum va être soumis au suffrage des électeurs dans six Etats.

Le mouvement pour des salaires décents a aussi exploré de nouvelles pistes pour faire augmenter les salaires.

Pendant l'été 2006, la coalition de Chicago a réussi à convaincre le Conseil municipal de voter un arrêté sur les salaires décents pour le secteur de la grande distribution.

Ce texte obligerait les succursales de tous les grands groupes (comme WalMart) installés dans la ville à payer un salaire horaire d'environ 10 dollars.

Malheureusement, le maire a décidé d'utiliser pour la première fois son droit de veto pour bloquer cet arrêté. Les militants n'ont pas jeté l'éponge et vont chercher d'autres méthodes pour faire passer ce texte.

LES DEFIS AUXQUELS LE MOUVEMENT DOIT FAIRE FACE

En plus de la recherche de nouvelles méthodes pour augmenter le nombre d'ayant droits, le mouvement doit affronter quelques défis supplémentaires.

1. Le premier défi est la question de l'application réelle de ces mesures.

Faire adopter des textes est une chose, mais faire qu'ils soient réellement appliqués en est une autre. Malheureusement, nos études montrent que seulement quelques villes appliquent réellement la réglementation adoptée. Dans d'autres villes, les autorités font le strict minimum demandé par la loi (comme mettre une affiche sur les lieux de travail), mais ne forment pas les salariés sur leurs nouveaux droits. Elles ne contrôlent pas non plus les fiches de paie pour vérifier que les employeurs payent effectivement des salaires plus élevés.

Quelques villes ont refusé d'appliquer les décisions prises, et certaines les ont même abrogé. Ceci n'est pas surprenant : les conseils municipaux votent des arrêtés établissant des salaires décents sous la pression de leurs électeurs. Mais la plupart des membres des exécutifs municipaux sont opposés à ces mesures vues comme diamétralement opposées à la création d'un « climat favorable aux affaires ».

Les maires considèrent qu'ils sont contraints de faire face à la concurrence d'autres villes (ou pays) dans la déréglementation du marché du travail. Voulant attirer de nouvelles entreprises dans leur ville, ils ne veulent pas qu'elle soit perçue comme un lieu défavorable au monde des affaires.

Dans quelques villes, les partisans des salaires décents ont riposté par l'organisation de campagnes concernant l'application des règles en vigueur : ils travaillent avec les syndicats pour surveiller la manière dont elles sont appliquées et déposent des plaintes contre les municipalités en cas de manquements. Dans d'autres endroits, les campagnes se concentrent sur le vote d'amendements aux textes adoptés visant à renforcer les dispositions permettant de les faire réellement appliquer.

2. Le deuxième défi se situe dans le lien entre le mouvement pour des salaires décents et la syndicalisation.

Si la majorité des syndicats soutiennent le principe de la campagne pour des salaires décents, ce n'est pas le cas de tous. Certains craignent que l'obtention de salaires plus élevés par la voie légale diminue la principale incitation des travailleurs à se syndiquer.

D'autres soutiennent l'idée générale, mais pensent qu'ils ne peuvent pas affecter des moyens pour la soutenir, car elle ne conduit pas directement à la syndicalisation.

Pourtant, certains syndicats et structures syndicales interprofessionnelles⁵ ont joué un rôle de leader dans des campagnes pour des salaires décents. Ils ont utilisé ces campagnes pour organiser davantage de salariés et obtenir des augmentations de salaires pour les travailleurs déjà syndiqués.

Certains syndicats cherchent également à obtenir des accords bénéficiant à une partie au moins de la population d'un endroit donné. Ce sont des accords négociés avec les promoteurs de nouveaux projets économiques.

L'idée est d'associer des mesures d'intérêt général (comme l'augmentation des salaires, l'assurance-maladie, les services à la petite enfance, une régulation environnementale et des logements à loyers modérés) au développement économique. Comme il s'agit de contrats signés avec des entités privées, les syndicats ont une plus grande marge de manœuvre pour demander des conditions favorables à la syndicalisation.

Par exemple, un tel accord peut contenir un accord de neutralité qui oblige les employeurs à ne pas combattre une campagne de syndicalisation. Dans le cas de la mise en place de nouveaux complexes touristiques et de centres commerciaux, ceci implique que l'employeur ne puisse pas répondre par une campagne anti-syndicale à une tentative de monter un syndicat parmi le personnel de l'hôtel ou les employés des magasins (ce qui arrive couramment aux USA).

Un exemple d'un tel accord est la campagne menée par la coalition de Los Angeles pour des salaires décents autour d'un nouveau complexe sportif.

Comme la ville a dû approuver la construction et même y contribuer avec des fonds publics, la coalition a démarré une campagne pour exiger des avantages sociaux en contrepartie des aides publiques. Finalement, la coalition a réussi à obtenir un accord obligeant le promoteur, les entreprises concessionnaires et les sous-traitants à respecter l'ordonnance municipale instaurant le salaire minimum. Mais en plus, l'accord contenait la promesse du promoteur de construire des jardins publics, des installations de détente, des logements à loyer modérés et d'autres services. En plus, les habitants du quartier seront prioritaires à l'embauche et aucun gérant ou sous-traitant qui viole la législation du travail ne pourra participer au développement et au fonctionnement du complexe. En résumé, ce dernier point donne un accès prioritaire à ce projet aux employeurs acceptant la présence syndicale.

3. Le troisième défi pour le mouvement sur le salaire décent réside dans le fait que les arrêtés ne vont certainement pas résoudre le problème de la pauvreté.

Même avec un salaire décent de 10 dollars de l'heure, un travailleur à temps plein ne gagne que 20 000 dollars par an. Étant donné qu'élever un enfant coûte en moyenne 10 000 dollars par an dans certaines régions, il est évident qu'un revenu de 20 000 dollars est très insuffisant pour entretenir une famille. De plus, tous les travailleurs couverts par ces arrêtés ne travaillent pas à temps plein. Les travailleurs couverts par des arrêtés sur le salaire minimum disent qu'ils peinent financièrement, mais que ces salaires plus élevés leur permettent quand même certaines choses comme quitter un second emploi, passer plus de temps avec leur famille, payer les factures en retard, commencer à épargner, ou souscrire une assurance maladie.

4. Le quatrième défi réside dans la difficulté de trouver un bon équilibre entre les organisations issues du monde du travail, et les organisations de soutien qui ne le sont pas⁶.

Comme le montre l'économiste Richard Freeman de Harvard, il y a eu ces dernières années une forte augmentation de ce deuxième type d'organisations, même si ce phénomène existe de longue date : des groupes anti-sweatshops² existaient déjà à d'autres périodes, et les membres du clergé furent il y a un siècle les plus farouches défenseurs d'un salaire minimum.

Les organisations de soutien aux travailleurs luttent tout particulièrement aux côtés des travailleurs les plus fragiles : ceux qui sont aisément remplaçables et ont peu de liberté vis-à-vis de leur employeur. Elles s'appuient sur d'autres types d'actions pour faire avancer les droits des travailleurs, comme le boycott ou des campagnes d'opinion publique.

Aux Etats-Unis, les organisations de soutien aux travailleurs finissent par avoir plus de pouvoirs légaux que les syndicats, les activités de ces derniers étant étroitement encadrées par la loi. L'organisation « Justice for Janitors », qui lutte pour les droits du personnel de nettoyage, est la seule qui soit constituée de salariés.

L'inconvénient des organisations de soutien est qu'elles ne représentent pas directement les travailleurs concernés. Elles n'ont pas de comptes à rendre aux travailleurs, et elles agissent même parfois à l'encontre de leurs souhaits ou de leurs intérêts réels.

Par exemple, une campagne inadaptée contre les sweatshops² peut aboutir à faire perdre leur emploi aux travailleurs. Une autre limite à leur action est que les organisations de soutien peuvent obtenir certaines avancées, mais n'ont pas forcément les moyens de les faire appliquer.

Les militants pour un salaire minimum ont assez réussi à faire passer des arrêtés sur le salaire minimum mais peu d'entre eux sont réellement appliqués car cela supposerait que les travailleurs sur leur lieu de travail connaissent ces textes et déposent des plaintes lorsque les employeurs ne les appliquent pas.

Les organisations de soutien aux travailleurs peuvent jouer un rôle positif pour faire appliquer ces arrêtés mais les travailleurs sont les mieux placés pour savoir si leur employeur leur paye effectivement un salaire plus élevé.

5. Enfin, un dernier défi pour ce mouvement sera de savoir si son succès peut déboucher sur un véritable changement politique.

Les campagnes ont réussi au niveau local parce qu'à ce niveau, la politique est moins dominée par le monde de l'argent. Les syndicats et les groupes communautaires peuvent envoyer leurs membres faire du lobbying dans les municipalités et faire pression sur les élus locaux pour qu'ils votent ces arrêtés. Cela devient plus difficile à faire au niveau d'un Etat et encore plus au niveau fédéral où le commun des mortels a peu d'influence sur le monde des affaires. Et bien que beaucoup de personnes soutiennent les campagnes pour un salaire décent, il faut maintenant que ce mouvement devienne une véritable force politique.

Aucun des deux grands partis politiques ne soutient le principe de salaire décent (même si des individus dans chaque parti le font). Jusqu'à présent les travailleurs n'ont toujours pas de voix politique pour représenter leurs revendications.

L'aspect décentralisé et proche du terrain de ce mouvement en fait sa force, et lui permet d'être vivant et créatif. Mais c'est aussi sa faiblesse car il y a un vide de représentation nationale et de pouvoir derrière ce mouvement.

Il y a bien des organisations nationales qui soutiennent pleinement ce mouvement, comme ACORN¹ et certains syndicats, mais ils ont peu de pouvoir comparé aux forces qui soutiennent les républicains et les démocrates.

L'AVENIR DU MOUVEMENT

En dépit de ces défis, les militants pour un salaire décent ont gardé le mouvement vivant en continuant sans cesse à lui trouver de nouvelles directions. De plus, des campagnes à l'américaine pour un salaire décent se retrouvent dans pas mal d'autres pays comme la Grande-Bretagne, le Canada et le Japon. Comme les Etats-Unis ont été à la pointe en matière de déréglementation du marché du travail et de casse des syndicats, ils ont une petite longueur d'avance pour développer quelques idées sur la façon de mener une campagne sur les bas salaires. Il faut espérer que ces enseignements serviront aux militants des autres pays confrontés aux mêmes attaques du néolibéralisme.

NOTES

1. ACORN : Association of Organizations for Reform Now (Association des Organisations pour une Réforme Immédiate) est le principal réseau national d'associations de familles pauvres et modestes luttant pour la justice sociale, une amélioration des conditions de logement, des écoles, des soins de santé, des conditions de travail, etc. ACORN est implanté dans plus 100 villes des USA, ainsi qu'au Canada, en République Dominicaine et au Pérou. www.acorn.org/index.php?id=2703
2. "Sweatshop" signifie littéralement "atelier de la sueur". Ce sont des lieux de travail où règne l'arbitraire patronal le plus total et où les salariés sont particulièrement surexploités. www.novethic.fr/novethic/site/article/index.jsp?id=20502 <http://en.wikipedia.org/wiki/Sweatshop>
3. "United Students Against Sweatshops" est un réseau d'organisations et d'adhérents individuels implanté dans 200 établissements d'enseignement supérieur et ayant des contacts sur 400 campus. <http://www.studentsagainstsweatshops.org/>
4. Voir l'article consacré à Jobs with Justice dans ce numéro.
5. The National Organization for Women (NOW) est la principale organisation de lutte pour les droits des femmes. Fondé en 1966, NOW compte aujourd'hui 500 000 membres. <http://www.now.org/organization/info.html>
6. NWO : Non Workers Organization, organisations de soutien aux travailleurs surexploités.

* Stephanie Luce est enseignante à l'Université du Massachusetts où elle donne notamment des cours destinés à des militants syndicaux. Elle est spécialisée sur les sujets concernant les bas salaires, la syndicalisation, et la mondialisation. Son principal sujet de recherche concerne l'impact politique et politique du mouvement pour des salaires décents. Elle a notamment publié en 2004 un livre à ce sujet "Fighting for a Living Wage" (Cornell University Press, 2004). Ancienne militante étudiante, elle est actuellement membre de la direction du syndicat des professeurs du Massachusetts et collabore avec plusieurs structures syndicales. Elle participe par ailleurs au réseau Labor Notes.

Cet article a été traduit par Muriel (Sud Education) et Alain (Sud PTT).

ELÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES :

Stephanie Luce : Le "Mouvement pour un salaire décent" accueille la récession par de nouvelles victoires » (2002) <http://www.france.attac.org/spip.php?article1644>
 Stephanie Luce : Movement for Higher Pay Expanding Nationally: Chicago Living Wage Activists Take on 'Big Box' Retailers <http://labornotes.org/node/257>
 Freeman, Richard B. : "Fighting for Other Folks' Wages, The Logic and Illogic of Living Wage Campaigns." (2005) Industrial Relations 44(1), 14-31.

LES TRAVAILLEURS DU MASSACHUSETTS COMBATTENT POUR LA JUSTICE

Par Russ Davis*

Après la victoire des Démocrates aux élections de mi-mandat, il est intéressant d'examiner, dans une ville comme Boston, la façon dont le mouvement ouvrier fait face aux défis auxquels sont aujourd'hui confrontés les salariés et les syndicats.

LES ELECTIONS DE NOVEMBRE 2006

La majorité des syndiqués se réjouissent de la récente victoire du parti Démocrate aux élections de Novembre. Ils espèrent que celle-ci procurera un peu de répit dans les attaques incessantes contre les syndicats et le niveau de vie des travailleurs.

Il reste à voir si ces élections donneront un coup de fouet au militantisme ouvrier et aux efforts de syndicalisation, ou si les syndicats vont s'en remettre aux politiciens Démocrates qui sont incapables d'apporter beaucoup de soulagement à un mouvement ouvrier américain aux abois.

Les élections ont été le principal sujet d'activité des syndicats pendant les six derniers mois. On estime que les syndicats y ont consacré 100 millions de dollars et chacune des deux confédérations y a mobilisé 100 000 militants².

D'après une étude, 74 % des travailleurs syndiqués ont voté pour les Démocrates et 26 % pour les Républicains. À la question concernant leurs principaux sujets de préoccupation, les syndiqués ont cité la guerre en Irak (41 %), la situation économique et l'emploi (32 %), l'assurance-maladie (26 %), les retraites (26 %).

Le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a déclaré à propos des élections :

« Nous étions de loin la machine à faire voter la plus puissante du camp progressiste. Nous connaissons le taux de participation aux élections dans les foyers des syndiqués, et notre organisation Working America composée de non-syndiqués pouvait changer la structure du pouvoir dans notre pays, et c'est exactement ce qui s'est passé. Nous avons une fois de plus fait la démonstration que des syndicats puissants sont essentiels pour parvenir à un changement progressiste ».

Les Démocrates se sont engagés à augmenter le montant du salaire minimum que les Républicains ont gelé pendant 10 ans. A part cela, il est cependant difficile de savoir ce qui changera vraiment. Les Démocrates sont divisés, ou n'ont pas assez d'élus pour outrepasser un veto présidentiel, en ce qui concerne les trois priorités des syndicats : la création d'une assurance-santé universelle, le refus de l'accord de « libre-échange » avec la Colombie et le Pérou, l'adoption d'une loi rendant plus facile l'implantation syndicale.

S'ORGANISER À BOSTON

À Boston, la capitale du Massachusetts¹, le parti Démocrate a été en mesure de faire élire Deval Patrick, le premier gouverneur noir de l'histoire de cet Etat. Ancien dirigeant de grandes entreprises comme Texaco (pétrole) et Coca-Cola, Patrick a été perçu comme un candidat progressiste et a été attaqué par les Républicains sur de nombreux sujets comme ayant des positions trop à gauche.

Il est exact que Patrick se situait à la gauche du parti Républicain sur ce que l'on appelle les questions de société (immigration, droit des homosexuels, avortement) mais il s'est toujours présenté comme étant un « centriste favorable au monde des affaires ». Et cela en dépit du fait qu'il était soutenu par tous les syndicats de l'Etat du Massachusetts.

Comme beaucoup de villes des Etats-Unis, Boston a connu des transformations économiques qui ont conduit à un affaiblissement du mouvement ouvrier (13 % des salariés sont syndiqués et seulement 8 % dans le secteur privé, c'est-à-dire à peu près autant que le taux national), mais aussi à sa profonde transformation.

Nombre d'activités traditionnelles comme les grandes usines et les chantiers navals ont fermé leurs portes depuis longtemps. Restent le tourisme, les universités, le bâtiment, les services financiers, et le secteur en pleine expansion des biotechnologies. Les industries manufacturières ayant une présence syndicale sont concentrées dans la production militaire comme General Electric et Raytheon.

Aux USA, on fait une claire distinction entre les campagnes de syndicalisation (trouver de nouveaux syndiqués en parvenant à négocier des accords sur de nouveaux lieux de travail) et les campagnes organisées lors de la renégociation des accords d'entreprise.

Au Massachusetts ont lieu en ce moment plusieurs grandes campagnes de syndicalisation par lesquelles les syndicats cherchent à obtenir de nouveaux adhérents.

Le SEIU³ (syndicat des services) essaye de syndiquer 10 000 salariés du secteur de la santé ainsi que 5 000 agents de sécurité qui sont principalement des Africains et des afro-américains. Ils syndiquent également du personnel de nettoyage latino-américain, en prévision d'une grande lutte en 2007, qui pourrait se traduire par une grève de 12 000 salariés.

Des milliers de nouveaux salariés des hôtels, dont beaucoup d'immigrants, ont rejoint le syndicat de l'hôtellerie⁴ et un vote a lieu en ce moment pour décider d'une possible grève sur toute la ville pour le 30 novembre.

En plus de devoir gagner de nouveaux syndiqués, les travailleurs se heurtent aussi aux employeurs sur les lieux de travail où des accords d'entreprise existent déjà.

Un millier d'infirmières d'un des plus grands hôpitaux de Boston ont fait grève et obtenu une hausse des salaires de 5 % assorti d'une réduction du temps de travail. Elles appartiennent à un syndicat du Massachusetts très militant⁵ de 40 000 membres dont la précédente grève, qui a été victorieuse, a duré 103 jours.

À l'usine General Electric située au Nord de Boston, 2 000 membres du CWA⁶ préparent à une renégociation de l'accord d'entreprise et s'attendent à une rude bataille.

LES CAMPAGNES STRATEGIQUES

En plus de ces batailles, les syndicats organisent également ce que l'on appelle des campagnes stratégiques, dans lesquelles les syndicats cherchent à obtenir le soutien de la population, pour les luttes des salariés, en ciblant les consommateurs ou en recherchant le soutien de l'opinion publique. À Boston, des campagnes de solidarité ont été organisées en octobre 2006 pour 5 000 salariés du nettoyage du Texas qui sont membres du SEIU et qui ont fait grève. Ils ont obtenu de fortes hausses de salaires et pour la première fois une assurance santé. La solidarité est également organisée pour 15 000 salariés des 16 usines Goodyear⁷ qui ont démarré une grève le 5 octobre contre une baisse des salaires, des attaques contre l'assurance-maladie et des fermetures d'usines.

Le CWA organise également une campagne contre Verizon, le principal opérateur de télécommunications des USA, qui est en train d'essayer de transférer la plus grande partie possible de son activité dans des entités dans lesquelles le syndicat n'est pas reconnu représentatif par l'employeur.

Sa filiale mobile Verizon Wireless est presque entièrement sans syndicat reconnu, et la direction a créé une filiale dédiée au marché des entreprises qui est en concurrence directe avec les entités syndicalisées de Verizon.

Le CWA a créé un fonds permettant de prendre des « initiatives stratégiques » dans le cadre d'une réorganisation du syndicat afin d'être davantage capable de combattre de grandes compagnies comme Verizon. Ce fonds aidera à la mobilisation des nouveaux adhérents et à la mise en place de tactiques créatives afin de stopper les tentatives de Verizon d'affaiblir le syndicat avant la renégociation de l'accord d'entreprise en 2008.

Les militants de Boston organisent également le soutien aux 5 000 salariés de l'usine de conditionnement de viande de porc de Tar Hill (Caroline du Nord)⁸, la plus grande usine de viande porcine du monde.

Une campagne de mobilisation a lieu au sein des communautés noires et latinos pour soutenir les salariés qui cherchent à construire un syndicat et qui ont été victimes d'attaques racistes, y compris physiques, de leur patron.

JOBS WITH JUSTICE (JWJ)

Toutes ces campagnes sont soutenues par Jobs with Justice – Massachusetts⁹, une coalition de 90 organisations religieuses et communautaires dont la mission est de soutenir les droits des travailleurs au travers de la construction d'un mouvement ouvrier progressiste. Cette structure est partie prenante d'une organisation nationale présente dans 40 villes des USA¹⁰. JwJ cherche à développer des actions innovantes en développant la solidarité des travailleurs de base aux luttes locales des salariés, le soutien aux droits des immigrants, et en combattant le racisme, en luttant pour la couverture maladie universelle et construire le mouvement altermondialiste.

Au sein de JwJ existe un organisme, constitué par des responsables communautaires et politiques, qui réalise des enquêtes sur les atteintes aux droits des salariés, ainsi qu'une structure étudiante (SLAP) présente sur huit campus de Boston. En

Novembre 2006, les étudiants ont réussi à obliger la prestigieuse Université d'Harvard à négocier pour la première fois avec le syndicat du personnel de sécurité.

LES DROITS DES IMMIGRES¹¹

JwJ soutient aussi le mouvement pour les droits des immigrés. Plus de 20 % des travailleurs de Boston sont des immigrés venant du Brésil, d'Haïti, d'Amérique centrale, d'Asie du Sud, de Chine et de presque tous les pays du monde. On les trouve le plus souvent dans les activités de service mal payées, souvent sans droits aux congés payés, assurance maladie ou autres avantages sociaux. Entre 25 % et 30 % d'entre eux sont des « sans-papiers » n'ayant pas le droit de séjourner aux USA. Une lutte importante existe aujourd'hui pour légaliser ces travailleurs au moyen d'une loi qui a été bloquée cette année par le Congrès

Le premier mai, des dizaines de milliers de travailleurs de Boston, et des millions à travers le pays, ont fait grève. C'était la première grève nationale des USA depuis les années 1940.

JwJ travaille avec des communautés d'immigrés pour établir des "workers centers"¹², qui cherchent à promouvoir et soutenir l'organisation des immigrants au sein des communautés chinoise, brésilienne et d'Amérique centrale en utilisant de nouvelles formes d'organisation. Ces centres sont le plus souvent ignorés par le mouvement ouvrier institutionnel.

LE COMBAT ALTERMONDIALISTE

Au Massachusetts, JwJ organise également la solidarité internationale avec les travailleurs de Colombie et d'Irak, victimes de la répression appuyée par le gouvernement américain. JwJ travaille étroitement avec les syndicalistes de Colombie qui sont souvent assassinés par les escadrons de la mort d'extrême-droite. Les membres du syndicat CWA du Massachusetts envoient des milliers de dollars par an pour soutenir les travailleurs du secteur public de Medellin en Colombie.

Les militants de JwJ et la coalition « Mouvement ouvrier contre la guerre »¹³ ont invité en décembre 2006 des syndicalistes irakiens pour qu'ils expliquent aux travailleurs de Boston la répression anti-syndicale des forces américaines en Irak.

JwJ est également en contact avec des responsables syndicaux du Brésil, du Salvador, de France, du Canada et de bien d'autres pays au travers du Forum Social Mondial et du mouvement altermondialiste, bien que l'essentiel de ce type d'activité soit réorienté contre la guerre en Irak. Le premier Forum Social Etatsunien est prévu pour août 2007 à Atlanta.

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT

Ces activités ne doivent pas donner l'illusion qu'un mouvement massif de militants ouvriers existe dès à présent aux USA. La plus grande partie du travail mentionné ci-dessus reste défensif et les travailleurs continuent à se sentir menacés. Mais les choses sont en train de bouger, comme le montrent les mobilisations du

premier mai 2006. Il reste à savoir si le résultat des élections, malgré le peu d'espoir qu'inspire le parti Démocrate, encouragera davantage de travailleurs à se mobiliser pour défendre leurs droits et si des pas en avant pourront être faits sur des sujets comme l'immigration et la couverture maladie.

Mais les premiers pas sont en train d'être franchis dans la construction aux USA d'une alternative au modèle capitaliste néo-libéral dans sa forme la plus sauvage. Et le fait d'avoir été infestés par une des formes les plus rudes de cette maladie peut nous aider à trouver une partie du remède.

• **Russ Davis dirige Jobs With Justice au Massachusetts. Il est membre du Comité Exécutif National de cette organisation. Il a travaillé 20 ans comme tourneur à General Electric et a également travaillé dans la sidérurgie (à l'usine Solmer de Fos-sur-mer en France), les chemins de fer et l'industrie alimentaire.**
Article traduit par Alain (Sud PTT)

NOTES

1. Le Massachusetts est un Etat situé au nord-est de New York ayant une population d'environ 6,3 millions d'habitants, sa capitale est Boston.
2. Depuis 2005, il existe deux confédérations syndicales aux Etats-Unis. L'une a conservé le nom d'AFL-CIO www.aflcio.org et l'autre a pris le nom de Change to Win (CTW) qui signifie « Changer pour gagner », www.changetowin.org.
3. Service Employees International Union (SEIU) www.seiu.org
4. Boston Hotel Workers www.bostonhotelunion.org est affilié nationalement au syndicat UNITE HERE www.unitehere.org et participe à sa campagne de mobilisation www.hotelworkersrising.org
5. Massachusetts Nurses Association www.massnurses.org
6. CWA Communications Workers of America www.cwa-union.org
7. Les salariés de Goodyear sont organisés par le syndicat de la sidérurgie Steelworkers www.usw.org
8. La Caroline du Nord est située à 2 000 kilomètres au sud de Boston
9. Massachusetts Jobs With Justice www.massjwj.net
10. www.jwj.org
11. Voir à ce sujet l'article de Dan La Botz figurant dans ce numéro.
12. Les Workers Centers sont des permanences tenues par des militants associatifs et syndicaux à l'intention des salariés les plus pauvres, et, en particulier, les immigrés.
13. www.uslaboragainstwar.org

JOBS WITH JUSTICE

Par Russ Davis*

Jobs with Justice (JwJ)¹ a été créée en 1987 pour organiser le soutien à une grève nationale de la compagnie aérienne Eastern Airlines, car au niveau de la confédération AFL-CIO², la direction droite de l'époque refusait de le faire. Les fondateurs étaient les syndicats les plus à gauche, comme ceux des services (SEIU)³ ou des télécommunications (CWA).

Les deux principales missions de JwJ sont d'organiser le soutien aux luttes des travailleurs (grèves, campagnes lors de la renégociation d'accords d'entreprise⁴, campagnes de syndicalisation), et de constituer dans ce but des coalitions permanentes entre diverses organisations.

JwJ existe dans environ 40 villes des USA. Chaque collectif local est autonome et décide lui-même de ses propres campagnes. Ces collectifs sont en général constitués des structures syndicales les plus à gauche de la ville, de groupes communautaires⁵, d'organisations religieuses, d'associations d'immigrés, d'organisations de gays et lesbiennes, etc. Les syndicats et les autres organisations sont sur un pied d'égalité et dirigent ensemble ce réseau.

JwJ agit par le biais de ses organisations constitutives ainsi que par ses adhérents individuels qui s'engagent à se mobiliser au moins cinq fois par an. Les collectifs locaux utilisent les e-mails et le téléphone pour appeler rapidement aux manifestations. La plus grande partie du travail est faite par des bénévoles qui sont en général des travailleurs de base.

Beaucoup de groupes locaux de JwJ ont des commissions s'occupant des droits des salariés qui sont constituées dans chaque ville par des responsables politiques et des représentants de diverses communautés.

Ces commissions mettent en place des tribunaux pour enquêter sur des atteintes aux droits des salariés dans leur ville. L'impact médiatique que cela permet aide à faire pression sur les employeurs et permet la mobilisation ainsi que des actions sur le terrain.

JwJ a également établi un projet nommé SLAP (Student Labor Action Project) qui mobilise les étudiants pour soutenir les luttes des salariés. SLAP a soutenu efficacement les employés des universités cherchant à constituer des syndicats et obtenir de meilleurs salaires. Les militants du SLAP apportent également une énergie juvénile sortant des sentiers battus à un mouvement ouvrier principalement dominé par des hommes blancs et plutôt âgés. Ils apportent également à JwJ une orientation plus à gauche.

Certaines villes ont un mouvement ouvrier plus organisé que d'autres, et les activités de JwJ y sont plus faciles. Là où le mouvement ouvrier est faible, il est plus difficile d'avoir les moyens de fonctionner et d'embaucher des permanents. Les ressources de JwJ proviennent en effet de syndicats, de contributeurs individuels et de subventions de fondations.

En plus des luttes de salariés, JwJ soutient des luttes sociales comme celles pour le droit aux soins de santé, le droit des immigrés et l'altermondialisme. JwJ essaye d'impliquer les syndicats dans le soutien à de telles luttes afin de renforcer leurs liens avec diverses communautés et courants progressistes. Ce n'est pas toujours facile car beaucoup de syndicats veulent surtout agir sur des revendications économiques immédiates.

Sans illusion sur les politiciens Démocrates, JwJ espère toutefois que la rupture introduite par la victoire des Démocrates aux élections de novembre 2006 se traduira par une poussée des luttes ouvrières.

L'avenir nous dira si nous avons raison, et si les salariés passeront de combats essentiellement défensifs à des luttes plus offensives, plus militantes et mieux organisées. Sur ce point, les deux prochaines années aux Etats-Unis devraient être particulièrement intéressantes.

*** Russ Davis anime « Jobs With Justice » dans le Massachussets. Il est membre du Comité Exécutif National de cette organisation. Il a travaillé 20 ans comme tourneur à General Electric, ainsi que dans les chemins de fer et l'industrie alimentaire. Il a également travaillé en France à l'usine sidérurgique Solmer de Fos-sur-mer.**

Article traduit par Muriel (Sud Education) et Alain (Sud PTT)

NOTES

1. « Jobs with Justice » peut-être traduit par « Justice au travail ».
2. L'AFL-CIO était à l'époque la seule confédération existant aux USA. Elle était dominée par une direction droite marquée par la guerre froide. Celle-ci a été remplacée en 1995 par une nouvelle équipe beaucoup plus militante. L'AFL-CIO a par la suite éclaté en 2005 : une composante conservant le nom d'AFL-CIO, l'autre prenant celui de « Change To Win ». Consulter à ce sujet l'article de ce numéro intitulé « Quelques repères ».
3. SEIU est le plus grand syndicat américain. Il est notamment implanté parmi le personnel de nettoyage latino-américain. Consulter l'article de ce numéro intitulé « Quelques repères ».
4. Un « contract » est un accord d'entreprise conclut pour deux ou trois ans, et qui fixe pendant cette durée l'essentiel des conditions d'emploi du personnel concerné. La loi n'autorise les grèves que lors de la période de renégociation d'un tel accord.
5. Les groupes communautaires regroupent le plus souvent des personnes ayant des intérêts communs en raison de leur origine ethnique, leur orientation sexuelle, etc.

QUEL AVENIR POUR LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS AUX ETATS-UNIS ?

Par Dan La Botz* (novembre 2006)

Entre mars et mai 2006, des millions de travailleurs immigrés ont manifesté à Los Angeles, New York, Chicago ainsi que dans des douzaines d'autres villes américaines, réalisant les manifestations sociales et politiques les plus massives de toute l'histoire des Etats-Unis. Lorsque les immigrés quittaient le travail ou l'école pour se joindre aux manifestations, où dominaient les travailleurs latino-américains, celles-ci prenaient l'allure de grève générale, les entreprises locales fermaient, le trafic était bloqué dans le centre des grandes villes. Ils portaient de nombreuses pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « nous sommes des travailleurs pas des délinquants » et « *aucun être humain ne doit être illégal* ». Les manifestations étaient massives, pacifiques et responsables. Elles entendaient faire pression sur le Congrès pour qu'il vote une nouvelle loi sur l'immigration donnant aux millions d'immigrés sans-papiers le droit de vivre et de travailler aux Etats-Unis, avec la possibilité d'accéder, s'ils le désiraient, à la citoyenneté américaine. Six mois à peine après ces événements, les manifestations ont cessé, le mouvement est divisé et le Congrès, après avoir voté une loi pour construire un mur de 1 200 km de long sur la frontière mexicaine, s'appropriait en novembre 2006 à voter la législation sur l'immigration la plus répressive qu'on ait connue depuis des dizaines d'années.

Qu'est-il donc arrivé à ce gigantesque mouvement des travailleurs immigrés ? Pourquoi se retrouve-t-il divisé, paralysé et politiquement frustré ? Que réserve l'avenir aux travailleurs immigrés et à leurs droits ? Comment ce mouvement a-t-il influencé le mouvement ouvrier et la politique progressiste aux USA pour les années à venir ?

LA NOUVELLE IMMIGRATION AUX USA

Ce mouvement immigré est issu de la nouvelle immigration vers les Etats-Unis, qui a connu une croissance très importante ces vingt dernières années, en particulier concernant les sans-papiers. Les Etats-Unis, avec une population de 300 millions d'habitants en octobre 2006, accueillent plus d'un million d'immigrés légaux chaque année, dont 37 % proviennent du Mexique, de Chine, des Philippines et de Cuba. Il faut y ajouter environ 500 000 immigrés qui entrent illégalement chaque année, la plupart en provenance d'Amérique Latine. Il y a aujourd'hui aux Etats-Unis plus de 10 millions d'immigrés sans-papiers¹, même si personne n'est vraiment sûr de ce chiffre. Plus de la moitié (57 % selon une estimation) viennent du Mexique, et 23 % d'autres pays latino-américains. Environ 10 % sont originaires d'Asie. Globalement, les immigrés représentent 11 % de la popula-

tion des Etats-Unis, ce qui constitue le plus haut niveau d'immigration depuis les grandes migrations de la période 1880-1925.

La croissance rapide de la population immigrée a contribué à la modification de la composition ethnique du pays : les minorités – latino-américains, asiatiques, africains et autres – constituant maintenant un tiers de la population. Une autre langue que l'anglais est parlée maintenant dans 50 millions de foyers, soit un cinquième de la population âgée de plus de 5 ans. Les Etats-Unis ont le taux de croissance de la population le plus élevé des pays industrialisés avec une croissance de 1 % par an dont la moitié est hispanique. Il y a vingt ans, l'immigration latino-américaine se concentrait sur certaines régions : les immigrés mexicains étaient concentrés dans le sud-ouest (Californie, Nouveau-Mexique, Arizona et Texas), les Portoricains à New York et les Cubains à Miami. Aujourd'hui, les immigrés latino-américains, surtout les Mexicains, se répartissent dans tout les Etats-Unis, avec un grand nombre dans des villes comme Washington ou Atlanta en Géorgie. On trouve maintenant des immigrés latino-américains dans tout le Midwest, le sud, et vers le nord jusqu'à la Nouvelle-Angleterre. D'une question régionale, confinée aux côtes et à la frontière du sud, l'immigration est devenue une question nationale.

L'immigration latino-américaine a été favorisée ces dernières dizaines d'années par les politiques militaires et économiques des Etats-Unis. Ceux-ci ont soutenu des dictatures militaires répressives en Amérique du sud entre 1964 et 1985, provoquant des vagues de réfugiés politiques et d'exilés. Dans les années 80, les guerres des USA contre les mouvements nationalistes ou de gauche et les gouvernements d'Amérique centrale ont généré des millions d'émigrés. Puis, dans les années 90, l'accord de libre commerce d'Amérique du nord (NAFTA), passé entre le Canada, le Mexique et les Etats-Unis, a eu un effet dévastateur sur l'économie du Mexique, ruinant les agriculteurs pauvres qui durent émigrer pour chercher du travail aux Etats-Unis. De façon plus générale, la mondialisation néolibérale imposée à l'Amérique latine par les Etats-Unis, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont engendré une crise plus ou moins continue de ces économies, créant un chômage massif et une pauvreté chronique qui pousse de plus en plus d'agriculteurs et de salariés à rechercher du travail aux Etats-Unis.

LE MEXIQUE ET L'EMIGRATION

C'est de loin le Mexique qui fournit le plus d'immigrés aux Etats-Unis. Ces deux pays ont une longue et complexe histoire en matière d'immigration.

- Pendant la conquête de la moitié du territoire mexicain, lors de la guerre USA-Mexique de 1847², les Etats-Unis ont amené de force 100 000 Mexicains aux Etats-Unis. Ces incorporations forcées étaient souvent suivies pour ces Mexicains par la dépossession de leur terre et de leurs droits, ainsi que par leur regroupement à l'écart de la population américaine.

- Le modèle de l'immigration de masse mexicaine s'est formé avec deux grandes vagues, la révolution mexicaine (1910-1920) puis, entre 1926 et 1934, la « guerre des cristeros »³ durant chacune desquelles un million de Mexicains ont émigré aux Etats-Unis.

- Pendant la grande dépression (1929-1939) quelques 500 000 Mexicains ont été expulsés du pays par des agences gouvernementales et des citoyens américains.

- Entre 1942 et 1964, le «programme Bracero», a autorisé l'admission de 4,2 millions de travailleurs saisonniers agricoles temporaires mexicains, auxquels il faut ajouter l'immigration clandestine. La réponse des Etats-Unis à l'immigration illégale des années quarante et cinquante a été l'opération Wetback qui, en 1953 et 1954, a expulsé des Etats-Unis presque deux millions de Mexicains sans-papiers. Les échecs de l'économie mexicaine sont la cause principale de l'immigration de masse. Le Mexique est entré en crise avec la chute des prix du pétrole au début des années 80. Celle-ci a conduit le parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), à adopter les politiques d'ouverture de marché et de libre concurrence prônées par les USA, le FMI et la Banque mondiale.

Le Mexique a rejoint le GATT (la future OMC) en 1986 et a négocié le Traité nord-américain de libre commerce (NAFTA) qui a pris effet en 1994. Cette même année, le Mexique a rejoint l'OCDE, symbole de son statut de grande nation mondiale. Le démantèlement de la vieille économie nationale, l'accord du NAFTA et la dépression économique des années 1994-1996, ont eu un effet dévastateur sur l'économie. Les petites entreprises et les entreprises agricoles firent faillite.

Les agriculteurs et les salariés durent partir à la recherche de travail aux Etats-Unis. Durant les années 1990 et 2000, pour faire face à la croissance de sa population, le Mexique aurait dû créer un million d'emplois par an, mais il n'en a créé qu'entre 200 000 et 400 000. Ce qui pousse les Mexicains à émigrer est la différence de salaire. En 1970, les salariés américains gagnaient quatre fois plus que les salariés mexicains, et, en 2000, plus de dix fois plus. Les chômeurs ont franchi la frontière, généralement sans papiers, pour se répartir dans l'ensemble des Etats-Unis et travailler dans des fermes, des usines, dans le bâtiment ou l'hôtellerie.

LES IMMIGRES AUX ETATS-UNIS

Suite à cela, les immigrés sont devenus une part importante de la classe ouvrière américaine. La moitié des nouveaux travailleurs des années 90 étaient des immigrés. Ils forment un pourcentage important des emplois mal payés. Parmi les 11,1 millions de sans-papiers, 7,2 millions avaient du travail en mars 2005, constituant 4,9 % de la totalité du salariat. Les immigrés, avec ou sans-papiers, représentent 14 % du salariat et jusqu'à 20 % de la main-d'œuvre des industries à bas salaires. Ils représentent 24 % des travailleurs agricoles, 17 % des ouvriers du nettoyage, 14 % des ouvriers du bâtiment et 12 % des travailleurs de la restauration. Ils ont de moins bons salaires, moins d'avantages et travaillent souvent dans des conditions en dessous de la moyenne. Dans l'agriculture, la plus grosse partie de ces travailleurs est employée pour les récoltes. Le ministère du travail (DOL) estime qu'il y a 1,8 million de saisonniers occupés aux récoltes aux Etats-Unis. Parmi eux, 75 % viennent du Mexique, 2 % d'Amérique centrale et 1 % d'autres pays ; 53 % d'entre eux sont sans papiers.

Les sans-papiers viennent aux Etats-Unis en utilisant des réseaux familiaux ou d'amis formant ce qu'on appelle la migration en chaîne. Beaucoup de ces nouveaux émigrés du Mexique ou du Guatemala sont des jeunes hommes et femmes (certains viennent seuls dès 14 ans) provenant de zones rurales indiennes, ayant un faible niveau d'éducation, peut être l'équivalent du niveau français du CE2 pour le Guatemala et de la 6ème pour le Mexique. La plupart des sans-papiers ont fran-

chi la frontière avec l'aide de contrebandiers appelés les coyotes à qui ils ont pu payer jusqu'à 2 000 dollars pour un voyage à travers le désert ou le Rio Grande. Ils prennent ensuite généralement contact avec un entrepreneur qui va les embaucher pour travailler dans une entreprise ou chez un particulier. Mais pour être embauchés ils ont besoin de papiers. Les travailleurs sans-papiers dépensent des centaines de dollars pour acheter des cartes fausses ou volées comportant un numéro de sécurité sociale pour avoir un travail. Ils achètent également des faux permis de conduire pour pouvoir aller et revenir de leur travail.

Représentant presque un cinquième de la main-d'œuvre de certains secteurs à bas salaires, l'organisation de ces travailleurs immigrés est un objectif important des syndicats américains. Aujourd'hui, les immigrés sont souvent inorganisés tout comme le sont presque 90 % des salariés américains (seulement 12,5 % de tous les travailleurs américains sont syndiqués dont 7,8 % dans le secteur privé). Parmi les nouveaux travailleurs sans-papiers, beaucoup sont très jeunes, sans droits, sans connaissance de l'anglais, peu familiers des lois et des usages sur les lieux de travail. Ils sont donc victimes d'une exploitation particulièrement intense de la part des employeurs. Les immigrés peuvent toucher moins que le salaire minimal légal, travailler plus longtemps que le maximum légal, ne pas être payés pour les heures supplémentaires, se voir refuser les pauses, y compris celles du repas, et être poussés aux limites de l'endurance humaine dans des travaux qui sont plus sales et plus dangereux que ceux effectués par les Américains, noirs ou blancs. Mais, sans citoyenneté, ils sont difficiles à organiser car ils peuvent être facilement intimidés par les employeurs.

LES « TRAVAILLEURS INVITES »

Les Etats-Unis ont parfois soutenu des programmes de travailleurs « invités », c'est-à-dire des travailleurs étrangers temporaires (qu'on ne peut appeler des immigrés car ils retournent chez eux à la fin de leur contrat). Les employeurs soutiennent ces programmes qui leur permettent de garder une réserve de main-d'œuvre faisant pression sur les salaires, d'éviter la mécanisation, et de disposer d'une main-d'œuvre qui se syndiquera difficilement.

Au cours de la première guerre mondiale, les Etats-Unis ont autorisé 77 000 Mexicains à venir travailler aux Etats-Unis, dont environ la moitié y sont restés, sans autorisation, une fois leurs contrats terminés. Entre 1942 et 1964, pour combler le manque de main-d'œuvre dû à la seconde guerre mondiale et à la guerre de Corée, les Etats-Unis et le Mexique ont coopéré pour que 4,6 millions de Mexicains viennent travailler aux Etats-Unis. Selon la loi, les « travailleurs invités » étaient censés avoir un logement gratuit, des soins médicaux, des moyens de transport et des salaires équivalents à ceux des salariés du pays d'accueil. Certains travailleurs n'ont pas obtenu ces conditions minima, d'autres ont été trompés et tous ceux dont l'employeur se plaignait ont été renvoyés chez eux. Pendant les années 80 et 90, le « programme spécial de légalisation du travail agricole »⁴ autorisa la régularisation de tout travailleur clandestin ayant effectué dans l'année écoulée 90 jours de travail à la ferme. Furent ainsi régularisés 1,2 million de travailleurs étrangers et en 1989-1990, ils représentaient 31 % des travailleurs de l'agriculture. En 1997-1998, ces travailleurs légalisés ne repré-

sentaient plus que 16 % des travailleurs effectuant les récoltes. Une fois qu'un travailleur agricole était légalisé, il abandonnait souvent le travail à la ferme pour un travail moins dur et mieux payé. Quand ce programme de légalisation prit fin, les employeurs recommencèrent à utiliser des travailleurs clandestins.

Aujourd'hui, les programmes de « travailleurs invités » font venir plus de 100 000 travailleurs aux Etats-Unis chaque année. Le programme H-2A concerne 45 000 travailleurs agricoles, et le H-1B 65 000 travailleurs qualifiés, notamment dans les nouvelles technologies. Le sénateur John McCain, un républicain de l'Arizona, et le sénateur Edward Kennedy, un démocrate du Massachusetts, ont proposé un nouveau programme d'invitation qui ferait venir 400 000 nouveaux travailleurs la première année et leur permettrait, après 6 ans aux Etats-Unis, d'y rester de façon permanente. Les syndicats américains s'y sont opposés car les travailleurs auraient des difficultés à s'organiser et seraient maltraités. De tels programmes offrent aux employeurs des travailleurs captifs avec de faibles salaires. Tout en considérant que de tels programmes devraient être abrogés, le FLOC⁵, comité d'organisation des travailleurs agricoles, a réussi à organiser en Caroline du nord 8 000 des travailleurs invités du programme H2-A.

LES PROPOSITIONS POLITIQUES

Lorsque le président George W. Bush fit campagne pour l'élection de 2000, il proposa, pour gagner les voix des latino-américains, de réformer la politique d'immigration et de modifier les relations entre le Mexique et les Etats-Unis. L'attaque terroriste du 11 septembre 2001 mit fin à ces propositions. Le contrôle des frontières et des immigrés fut renforcé par la création du Département de sécurité intérieure et de nouvelles mesures administratives. Le 11 septembre eut pour conséquence un accroissement de la xénophobie et du nativisme⁶, avec l'arrestation par le gouvernement, et même les attaques, par certains citoyens, des étrangers dont le faciès pouvait faire penser qu'ils étaient originaires du Moyen-Orient. En janvier 2004, le président Bush revint sur le thème de l'immigration, proposant un plan en cinq points pour en réformer les lois. Ce programme devait :

- 1) protéger les frontières américaines,
- 2) créer un programme de travail temporaire pour les immigrés,
- 3) permettre aux travailleurs sans-papiers déjà aux Etats-Unis d'accéder à ce programme,
- 4) offrir des incitations pour le retour au pays,
- 5) protéger les travailleurs régularisés en les distinguant des travailleurs participant au programme de travail temporaire.

Le programme du président Bush aurait permis à des travailleurs immigrés de travailler aux Etats-Unis pendant 3 ans avant d'être renvoyés chez eux. Ce programme prévoyait également la possibilité pour ces travailleurs immigrés invités de renouveler leur contrat temporaire pour une nouvelle période de trois ans.

Non seulement les Démocrates, mais aussi l'aile droite du parti Républicain de Bush rejetèrent fermement ces propositions de Bush. L'aile droite des Républicains argua que le point 3 des propositions représentait une amnistie pour les travailleurs qui étaient entrés illégalement aux Etats-Unis. Ils voulaient que tous les

sans-papiers soient renvoyés chez eux de force et soient mis en queue de la liste de demande de visa temporaire. Les Républicains modérés et les Démocrates firent une autre proposition, qui visait à régulariser de nombreux travailleurs et leur offrait un accès à la citoyenneté. Cela déboucha sur un projet de loi de réforme de la politique d'immigration, déposé par le sénateur Républicain Chuck Hagel du Nebraska et le sénateur Démocrate Tom Daschle du Dakota du Sud. Il aurait permis à certains sans-papiers d'être légalisés et aurait créé un programme de travail temporaire qui aurait offert à ces travailleurs temporaires un accès à la possibilité de résidence permanente et à la citoyenneté s'ils le désiraient. Dirigés par le sénateur Edward M. Kennedy, les Démocrates progressistes mirent en avant leur propre proposition de loi « pour la mise en œuvre de visas sûrs, contrôlés et légaux » qui aurait donné aussi une protection aux travailleurs immigrés. Les deux propositions incluèrent malgré tout un important programme de « travailleurs invités ».

En réponse à ces propositions modérées du Sénat, le représentant Républicain James Sensenbrenner Jr. fit une proposition extrêmement répressive. Elle rendait plus difficile aux travailleurs immigrés régularisés l'accès à la citoyenneté américaine, elle élargissait la définition de trafiquant en incluant quiconque aide ou transporte un travailleur sans-papiers, elle permettait d'expulser ou d'emprisonner tout immigré venant aux Etats-Unis pour travailler et comprenait enfin un vaste système rétroactif de contrôle des emplois. C'est cette proposition de loi qui déclencha la mobilisation des immigrés et de leurs alliés et qui donna lieu à de gigantesques manifestations entre mars et mai 2006.

Des millions d'immigrés descendirent dans la rue au printemps 2006, mais, à peine quelques mois après, le pays commença à se polariser sur les élections de mi-mandat du 7 novembre. Les Républicains de la Chambre des représentants préparèrent une loi encore plus sévère, dont l'essentiel concernait la construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique. Les Républicains les plus à droite qui entamaient leur campagne pour les élections locales, dans leur Etat ou pour des postes fédéraux, lancèrent des slogans dénonçant les Démocrates comme étant trop tendres avec les « étrangers illégaux » et la « menace de terrorisme à nos frontières ». Les Républicains modérés et les Démocrates progressistes se battirent au Congrès pour maintenir le compromis sur la réforme de l'immigration, mais ce qu'ils proposaient reprenait en de nombreux points les propositions répressives :

- un renforcement de la surveillance de la frontière,
- des programmes d'invitations de travailleurs immigrés, des amendes pour les immigrés cherchant à se faire régulariser,
- la régularisation de seulement une petite partie des immigrés, ceux qui résident aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans.

En octobre 2006, il devint clair que toute réforme significative de la politique de l'immigration était devenue très improbable lors de cette législature. La victoire des démocrates, aux élections du 7 novembre, fait qu'il est probable qu'une réforme va être votée. Elle régularisera probablement certains immigrés, mettra en place un programme de « travailleurs invités » pour d'autres, et en laissera beaucoup sans aucun droit de vivre et de travailler aux Etats-Unis.

LE DEBAT À UN NIVEAU PLUS LARGE

La société américaine a débattu de la question de l'immigration dans les locaux syndicaux, les églises et les universités. Les Etats-Unis ont une longue histoire d'opposition envers ceux qui ne sont pas nés aux Etats-Unis et, en particulier, envers ceux de race ou de religion différente de celle des fondateurs anglo-saxons et protestants. Ce « nativisme » a connu un renouveau avec l'article de Samuel Huntington « le défi hispanique », publié dans le journal *Foreign Policy* de mars-avril 2004, qui disait que les immigrés latino-américains arrivaient en si grand nombre qu'ils menaçaient d'affaiblir la culture anglo-protestante. L'immigration latino-américaine, prétendait-il, menaçait d'envahir le pays avec des gens qui méprisaient la culture américaine et dont les valeurs allaient miner la démocratie et la productivité américaine. Le plus gros groupe anti-immigré, la Fédération pour une réforme de l'immigration américaine (FAIR), accuse les immigrés « *de crimes, de pauvreté, de maladie, d'envahir les cités et d'accroître les tensions en Amérique et demande qu'il y ait une très forte réduction de ceux qui sont autorisés à venir* ». Certains groupes anti-immigrés, comme The Minutemen⁷, constituent des patrouilles et se portent volontaires pour prendre leurs fusils et venir aider la police à la frontière.

Les immigrés ont malgré tout des alliés venant des syndicats, de l'Eglise catholique et de certaines organisations d'immigrés. L'AFL-CIO, qui regroupait il y a encore peu la plupart des syndicats américains, a abandonné sa position traditionnelle contre l'immigration et a adopté en 2000 une position de soutien aux immigrés, demandant à ses syndicats de les organiser. La confédération prit comme position que « *les sans-papiers et leurs familles déjà dans le pays devraient obtenir un statut légal permanent par un nouveau programme de régularisation* ». Le syndicat des services (SEIU), qui a dirigé la scission de l'AFL-CIO en 2005 pour former la coalition Change to Win, a également pris une position en faveur des immigrés. Il veut « *établir un moyen d'accès sérieux à la citoyenneté pour ceux qui ont un travail pénible et qui payent leurs impôts, créer des frontières justes et sûres, ajuster l'immigration en fonction de nos besoins, punir les patrons qui exploitent des travailleurs sans papiers, regrouper les familles* ». Le SEIU a cependant aussi accepté les programmes de « *travailleurs invités* ». Change to Win, constitué de plusieurs gros syndicats ayant des positions différentes, n'a pas de position commune concernant l'immigration.

Les conférences américaine et mexicaine des évêques catholiques publièrent en 2003 une lettre pastorale sur les migrations intitulée « *Ce ne sont plus des étrangers : ensemble dans le voyage de l'espoir* ». S'appuyant sur les enseignements sociaux du catholicisme, la lettre demandait aux organisations catholiques et aux individus de montrer de la compassion et de la solidarité avec les immigrés. Elle demandait en particulier la régularisation des sans-papiers aux Etats-Unis. Les groupes latino-américains ont pris également position en faveur des immigrés sans-papiers.

Par exemple, le Conseil national de La Raza (NCLR), une organisation d'immigrés latino-américains, pour la plupart citoyens américains en règle, a pris position en défense des droits des immigrés : « *NCLR soutient une réforme complète de*

l'immigration qui comprendrait les principes suivants :

- 1) *un accès à la citoyenneté pour les sans-papiers actuels,*
- 2) *la création de nouveaux moyens d'accès au pays pour les futurs immigrés,*
- 3) *une réduction de la file d'attente des familles immigrées qui désirent se regrouper et*
- 4) *la protection des droits et des libertés civiques ».*

Mais en même temps, certains des plus anciens groupes d'immigrés n'ont pas su s'identifier au sort des immigrés d'aujourd'hui. Leurs membres se sentent souvent menacés dans leur statut et leur emploi par l'arrivée des nouveaux immigrés latino-américains, dont beaucoup sont des paysans indiens pauvres.

La proposition la plus originale et la plus notable vint du Comité d'organisation des travailleurs agricoles (FLOC), un syndicat paysan originaire du Midwest dirigé par Baldemar Velásquez. Parlant au nom de son syndicat, il proposa à la place des programmes de « *travailleurs invités* », que les travailleurs disposent d'un « *visa pour la liberté* ». « *Ce qu'il faut envisager c'est un Visa pour la liberté avec nos partenaires commerciaux actuels. Le Visa pour la liberté garantirait la liberté de voyager et de travailler assortie des droits du travail. Il devrait être lié à un emploi confirmé mais pas à un employeur individuel. En d'autres termes, cela devrait être un visa portable. Il devrait garantir à son détenteur les libertés de base comme le droit d'association et le droit de constituer des organisations et des syndicats pour protéger ses droits de travailleur. Cela atténuerait les violations du droit du travail et les bas salaires actuels en permettant à ces travailleurs de s'organiser* ».

LE MOUVEMENT IMMIGRE VU DE LA BASE

Au printemps 2006, lorsque les immigrés commencèrent à se mobiliser pour riposter au projet de loi, ils reçurent au début le soutien de l'Eglise catholique, de l'AFL-CIO, du SEIU, du FLOC et de quelques organisations d'immigrés. Mais le mouvement partait fondamentalement de la base, des sans-papiers et des latino-américains et autres communautés immigrées. Les latino-américains se sont organisés dans leurs églises, leurs syndicats, leurs associations de quartier, leurs clubs de football constitués d'immigrés originaires d'une même ville du Mexique, du Guatemala et d'autres pays. Même si des journalistes de radios latino-américaines dans certaines villes, comme Chicago et Los Angeles, ont pu jouer un rôle important en popularisant la mobilisation, celle-ci est le fruit du militantisme d'hommes et de femmes de la base sur les lieux de travail et dans les communautés.

Lorsque le mouvement devint plus militant, par exemple avec la proposition d'une manifestation du premier mai qui se transformerait en grève générale⁸, l'Eglise catholique, de nombreux syndicats et certaines organisations latino-américaines firent soudain marche arrière dans leur soutien. Cela n'empêcha pas la base latino-américaine de se dresser par millions pour faire revenir le premier mai, journée internationale des travailleurs, sur le calendrier américain après une absence de plus de cent ans. Beaucoup de sans-papiers surmontèrent la peur de leur employeur et la peur de la police. Ils descendirent ouvertement dans la rue, brandissant à la fois le drapeau de leur pays d'origine et le drapeau américain. Les manifestations du printemps ont été des démonstrations de la fierté des immigrés, de solidarité et d'espoir.

OÙ VA LE MOUVEMENT IMMIGRÉ ?

À l'été 2006, le mouvement immigré se trouvait divisé, démoralisé et virtuellement défait. Que s'était-il passé ?

Les immigrés sans papiers ont été brutalement abandonnés. L'Eglise catholique, tout en continuant ses actions de charité et ses programmes sociaux, a été effrayée par l'irruption de militantisme représenté par les manifestations du premier mai⁸. Les républicains attaquèrent le mouvement, se servant de lui pour solidifier leur base de droite en vue de gagner les élections. Les démocrates reculèrent sur la question immigrée par peur de perdre des voix. L'AFL-CIO, le SEIU, Change to Win et les organisations traditionnelles latino-américaines commencèrent à faire inscrire des citoyens sur les listes électorales et à organiser, pour le jour du vote, des opérations d'incitation à voter en faveur des candidats du parti Démocrate. Ces campagnes d'enregistrement électoral et d'incitation à voter ne concernaient en rien les millions de travailleurs de immigrés sans papiers qui ne pouvaient participer aux élections, même s'ils l'avaient voulu.

Abandonnés par leurs alliés, les sans-papiers étaient livrés à eux-mêmes. Un certain nombre d'organisations latino-américaines à travers le pays se réunirent en août 2006 pour essayer de monter une coalition autour du programme de l'immigration. Le « Mouvement du 10 mars » adopta un programme revendiquant :

- la régularisation de tous les immigrés,
- le droit de résidence avec l'entière des droits civiques et politiques,
- la fin des expulsions,
- la liberté et la justice pour tous.

Ils s'opposèrent également à la militarisation de la frontière et aux programmes sur les « travailleurs invités ». Ce programme émanant de la base répondait aux besoins des 11 millions de travailleurs sans-papiers. Mais il eut peu d'écho dans la société américaine et était en complet décalage avec le débat qui se déroulait au Congrès. La dernière proposition de loi de compromis, la proposition de loi Hagel-Martinez, est presque aussi mauvaise que certaines des propositions de lois réactionnaires précédentes. Elle demande la militarisation de la frontière avec le Mexique, la création d'une classification des immigrés en trois niveaux, autorisant l'accès de certains sans papiers à la citoyenneté, forçant les autres à demander le statut de « travailleur invité », et demandant à plus de deux millions de travailleurs de quitter le pays immédiatement. La Chambre des représentants continue pendant ce temps à produire des projets de lois de plus en plus répressifs. Après les élections de mi-mandat, quels qu'en soient les vainqueurs, on peut s'attendre à ce qu'une loi du genre Hagel-Martinez soit votée par le Congrès ou peut-être même quelque chose de pire, laissant des millions de sans-papiers sans aucun droit.

Après le vote d'une réforme de l'immigration créant de telles divisions, le mouvement des immigrés sans-papiers devra se regrouper et sa tâche ne sera pas facile.

Les immigrés seront divisés en trois groupes :

- Ceux qui sont sur la voie du droit à la résidence et de la citoyenneté vont pouvoir respirer plus tranquillement. Des syndicats comme le SEIU vont essayer de les organiser. Jusqu'ici le SEIU a connu quelques succès dans son programme de

recrutements, et la régularisation de ces immigrés lui permettra sans doute de faire encore mieux. Bien que le SEIU devienne de plus en plus une machine bureaucratique, il n'en reste pas moins que des travailleurs avec un syndicat, avec des contrats et donc avec de meilleurs salaires et une protection maladie seront dans une meilleure situation.

- Ceux qui font partie des programmes de « travailleurs invités », avec certains avantages comme le droit de revenir chez eux pour des visites, vont devenir une sous-classe tournante de travailleurs. Ils viendront aux Etats-Unis pour trois ans, peut-être pour plus longtemps, puis retourneront chez eux. Bien que les propositions devraient en théorie assurer que les employeurs les traitent humainement, on a vu dans le passé, de tels programmes donner lieu à des abus. En tout cas il sera très difficile de syndiquer ces travailleurs.

- Ceux qui n'auront aucun droit seront pourchassés par de nouvelles forces de police locales, d'Etat et fédérales qui pourront les renvoyer chez eux. Certains seront démoralisés et rentreront chez eux d'eux-mêmes car ils ne trouveront pas de travail puisque les employeurs exigeront des papiers. Certains trouveront une solution dans l'économie souterraine du marché noir, formant un sous-prolétariat sans citoyenneté, sans droits civiques, sans droits du travail, et sans beaucoup d'espoir.

Alors que certains latino-américains seront délaissés, d'autres pourront rejoindre le gros du prolétariat. Il faut préciser que le mouvement immigré n'a jamais été radical. Ce qui a été potentiellement radical en lui c'est le caractère massif et ouvrier de son mouvement. Après les manifestations qui se sont déroulées entre mars et mai 2006, certains ont eu l'espoir que la force du mouvement réussirait à arrêter le fonctionnement des fermes, des usines, des hôtels et des chantiers de construction, ce qui aurait montré son poids dans l'économie et aurait pu mettre en mouvement des travailleurs non immigrés. Mais la plupart des immigrés n'étaient pas préparés à prendre le risque de faire une telle démonstration de leur force, ayant peur que cela retourne le peuple américain contre eux. L'Eglise catholique, les Démocrates et certains des syndicats ouvriers firent aussi tout ce qu'ils purent pour garder le mouvement sous leur contrôle et dans certaines limites.

En temps ordinaire, il faut savoir que les immigrés latino-américains ne sont pas à gauche, dans la mesure où on puisse même parler d'une gauche aux Etats-Unis. Même si la plupart d'entre eux, excepté les Cubains, votent pour les Démocrates, ils ne sont pas progressistes. Ils apportent avec eux les politiques populistes de leurs propres pays, c'est-à-dire qu'ils ne demandent pas un changement de système mais que ce système donne plus aux laissés-pour-compte.

La plupart sont catholiques et beaucoup assistent à la messe régulièrement où ils entendent les sermons du mouvement anti-avortement, même si, à la maison, ils utilisent des contraceptifs et cherchent à avorter en cas de besoin. Ceux qui ne sont pas catholiques sont souvent des évangélistes, des protestants qui se concentrent sur la vie dans l'au-delà plutôt que sur leur vie réelle. Les immigrés s'intègrent dans les communautés latino-américaines existantes dans des villes comme Atlanta, Chicago, Los Angeles et New York. Ils ont ainsi parfois les mêmes perspectives et font face aux mêmes problèmes que les américains ordinaires. Le meilleur espoir

pour le mouvement des immigrés latino-américains sont les syndicats ouvriers, les « Workers Centers »⁹ et les organisations de base latino-américaines qui essayent de transformer la lutte pour les droits humains élémentaires en une campagne permanente pour la justice sociale.

Le Comité d'organisation des travailleurs agricoles (FLOC) basé en Ohio (Nord des USA), représente un tel groupe. C'est un syndicat ouvrier qui est aussi un mouvement social de défense des droits des immigrés. Il est dirigé par Baldemar Velásquez, quelqu'un qui, toute sa vie, a travaillé et a été organisateur syndical dans l'agriculture. La plupart de ses membres sont des paysans déracinés et des travailleurs mexicains qui sont venus travailler dans les champs de l'Ohio, du Michigan et de la Caroline du Nord. Sans cesse créatif et inventif, le syndicat a réussi à organiser les 8 000 agriculteurs régularisés ayant le statut d'« invités » qui arrivent du Mexique chaque année pour travailler dans les champs de Caroline du Nord. FLOC se bat pour de meilleurs logements, des salles de bains, des téléphones et des machines à laver dans les habitations ouvrières. En même temps, FLOC mène la lutte pour la régularisation de tous les travailleurs et a lancé la proposition de « visa pour la liberté ».

Sur le long terme, ce sera la lutte quotidienne permanente d'organisations comme celle-ci qui défendra les travailleurs. Le jour viendra, dans quelques années probablement, où les immigrés latino-américains constitueront de nouveau un mouvement de masse de millions de personnes dans la rue (en espérant aussi que cela arrive à un meilleur moment politique) et où leur mobilisation obtiendra des succès importants.

* Dan La Botz fait partie de la génération qui s'est radicalisée contre la guerre du Viêt-Nam et pour les droits civiques des afro-américains. Il a également commencé à militer aux côtés des salariés immigrés lorsqu'il était étudiant en Californie à la fin des années 1960.

De 1974 à 1980, il a travaillé comme chauffeur routier dans le Nord des USA, et a participé à l'animation du courant de gauche au sein du syndicat des camionneurs (Teamsters for a Democratic Union – TDU www.tdu.org). Il a ensuite travaillé pour diverses structures syndicales, et soutenu le FLOC, ainsi que des organisations de solidarité avec les immigrés latino-américains. Dan milite à Cincinnati (Ohio) dans « La Coalición por Los Derechos y la Dignidad de los Inmigrantes - Coalition for the Rights and Dignity of Immigrants ».

Dan La Botz a joué un rôle important dans la construction du réseau Labor Notes (voir l'article à ce sujet dans ce numéro). Il a écrit plusieurs livres et de nombreux articles sur le syndicalisme aux USA, au Mexique et en Indonésie.

Il est aujourd'hui professeur d'histoire et d'études latino-américaines à Cincinnati. www.farmworkermovement.org/essays/essays/Dan%20LaBotz%20Final.pdf

Traduction Jacques (Sud-PTT)

NB : La version originale en anglais comporte un grand nombre de notes, essentiellement des références à des articles, ouvrages et sites américains. Elles n'ont pas été traduites, mais sont disponibles dans l'édition en ligne.

NOTES

1. Une première étude évalue à 9,3 millions le nombre de sans-papiers, et une seconde la situe entre 11,5 et 12 millions. Passel, Capps, Fix : "Undocumented Immigrants: Facts and Figures," Urban Institute, January 12, 2004 http://www.urban.org/UploadedPDF/1000587_undoc_immigrants_facts.pdf
Passel : "Size and Characteristics of the Unauthorized Migrant Population in the U.S. Estimates Based on the March 2005 Current Population Survey" <http://pewhispanic.org/files/reports/61.pdf>
2. Les territoires conquis sur le Mexique ont été la Californie, l'Arizona, le Nouveau-Mexique, et le Colorado.
3. La guerre des cristeros est un soulèvement religieux contre la laïcité imposée par les courants libéraux et révolutionnaires (90 000 morts). (NdT)
4. Special Agricultural Workers (SAW).
5. Farm Labor Organizing Committee. <http://www.floc.com/>
6. Le nativisme proclame vouloir favoriser les natifs américains et s'oppose à l'immigration. A noter que les États-Unis connaissent le principe du droit du sol : tout enfant né sur le territoire des États-Unis peut être déclaré citoyen américain. Le mariage avec une personne de nationalité américaine ne confère pas en revanche, par ce seul fait, la nationalité américaine. (NdT).
7. <http://www.minutemanproject.com/default.asp?contentID=23>
8. Les USA est sans doute le seul pays du monde où le premier mai est habituellement un jour travaillé comme un autre. C'est pourtant dans ce pays que les syndicats ont appelé, pour la première fois en 1886, à faire une grève générale le premier mai pour obtenir la journée de 8 heures. Deux jours et trois jours plus tard intervenaient les incidents de Chicago à la suite desquels quatre militants anarchistes furent pendus (et un autre se suicida dans sa cellule). En 2006, la journée du premier mai a retrouvé aux USA sa signification originelle. (NdT)
9. Les Workers Centers sont des permanences tenues par des militants associatifs et syndicaux en direction des salariés les plus pauvres et, en particulier, ceux d'origine étrangère. (NdT)



LES OPPORTUNITÉS ET LES DÉFIS AUXQUELS LES SYNDICATS DES USA DOIVENT FAIRE FACE

Par Tim Costello *

Dans le film de Ken Loach, *Bread and Roses*, Maya une jeune immigrante mexicaine, traverse la frontière entre le Mexique et la Californie à la recherche d'un emploi et d'une vie meilleure. Elle met le cap sur Los Angeles et trouve un travail dans le nettoyage de bureaux. Maya comprend rapidement qu'elle n'a aucune sécurité d'emploi, un faible salaire et pratiquement pas d'avantages sociaux.

Quand Maya rencontre un « organizer »¹ syndical, elle décide de participer à la campagne de création d'un syndicat du nettoyage à Los Angeles. Le personnel de nettoyage réussit finalement à créer ce syndicat et parvient à conclure un accord d'entreprise avec la compagnie de nettoyage.

Bread and Roses est une fiction, mais c'est grâce à des travailleurs en chair et en os ressemblant à Maya que le mouvement ouvrier américain peut espérer inverser la longue spirale dépressive dans laquelle il se trouve.

Aujourd'hui, seulement 8,7 % des travailleurs du secteur privé sont syndiqués : c'est le taux le plus bas depuis 100 ans. Et aux USA, le rôle de la syndicalisation est beaucoup plus important qu'en France où le système de représentation des salariés est très différent. Pour être reconnus, les syndicats américains doivent en général obtenir plus de 50 % des suffrages lors d'une élection supervisée par l'administration fédérale. Si un syndicat perd cette élection, les salariés perdent tout droit à être représenté par un syndicat.

Et sans un syndicat, les travailleurs n'ont aucun droit à négocier avec la direction sur les salaires, les conditions de travail, ou les avantages sociaux comme les congés payés, les arrêts maladie et l'assurance maladie, car aux USA tous ces droits se négocient entreprise par entreprise.

Cela signifie également que les travailleurs peuvent alors être licenciés sans motif, La seule possibilité légale de recours est de démontrer que le licenciement relève d'une discrimination relative à la race, au genre, à la religion ou à un handicap physique.

Un droit du travail défavorable aux salariés et l'hostilité des patrons expliquent en partie le déclin des syndicats américains. Mais ce ne sont pas les seules raisons. Il y a aussi le recul majeur de l'industrie manufacturière, fief traditionnel du mouvement ouvrier, et l'évolution vers une économie de services dans laquelle les syndicats sont beaucoup plus faibles.

Les emplois de l'industrie manufacturière continuent à partir massivement à l'étranger ou sont victimes des nouvelles technologies qui réduisent les besoins de main-d'œuvre. Aujourd'hui seulement 13 % des salariés américains travaillent dans l'industrie.

Le reste des salariés non agricoles travaille dans les services. Beaucoup de ces emplois,

particulièrement dans le commerce de détail, l'hôtellerie, le tourisme, le bâtiment, le jardinage, et les entreprises d'intérim, sont mal payés et extrêmement précaires. Les immigrés, avec ou sans papiers, et diverses minorités constituent une partie significative de ce secteur. Globalement, les immigrés représentent 15 % du salariat américain mais ils sont concentrés dans certains secteurs et certaines régions.

LA SCISSION SYNDICALE DE 2005

En 2005, un regroupement de syndicats du secteur des services a scissionné de l'AFL-CIO² pour former une nouvelle confédération appelée «Change to Win»³. Ils défendaient l'idée que l'argent dépensé par l'AFL-CIO devait être utilisé pour faire de nouvelles adhésions, en particulier dans le secteur des services, et que cela permettrait de revivifier le mouvement ouvrier américain. Jusqu'à présent, les résultats ont été décevants et le taux de syndicalisation continue de décroître. Cette scission reflète néanmoins un tournant stratégique dans la mesure où les syndicats cherchent à recruter dans le secteur mal payé des services.

Aujourd'hui, les salariés du secteur manufacturier voient leurs salaires et avantages sociaux amputés. Leurs emplois sont délocalisés à l'étranger ou détruits par l'automatisation, parce que les salaires et avantages acquis, qui en font des emplois décents, ne les rendent plus compétitifs. Et malgré tout cela, beaucoup de travailleurs du secteur des services voient toujours dans les syndicats du secteur manufacturier le modèle à suivre.

Bruce Raynor, le président du syndicat Unite-Here⁴ qui appartient à la coalition « Change to Win » explique : « Notre objectif est de faire des travailleurs du secteur des services des membres de la classe moyenne. Les syndicats de l'industrie manufacturière l'ont fait pour les travailleurs d'usine. Cela leur a pris vingt ans, et nous espérons pouvoir faire la même chose ».

Mais nombreux sont ceux qui pensent que les problèmes qui affaiblissent les syndicats du secteur manufacturier existent également dans le secteur des services. Ils se demandent si les stratégies syndicales traditionnelles ne vont pas échouer dans le contexte de la mondialisation.

LES DÉFIS À RELEVER

La nouvelle énergie mise à recruter de nouveaux adhérents est la bienvenue, mais pour qu'elle soit efficace, les syndicats doivent surmonter quelques défis majeurs.

*Délocalisations

Andy Stern, le Président du syndicat SEIU⁵, le syndicat américain le plus important et le plus actif explique : « Il y a aux USA 48 millions de salariés dans les services dont le travail ne peut pas être délocalisé à l'étranger ». Et il ajoute, qu'à la différence des salariés du secteur manufacturier, ces travailleurs peuvent se syndiquer sans risquer de perdre leur emploi. Mais en réalité, beaucoup plus d'emplois qu'il n'y paraît pourraient être délocalisés.

« Essayez donc de délocaliser un vendeur de chez MacDo » est une expression souvent entendue dans le mouvement ouvrier américain. C'est justement ce que

fait déjà MacDonald's aux Etats-Unis lorsqu'il utilise des centres d'appel extérieurs au restaurant pour prendre les commandes passées par les automobilistes.

Même s'il est vrai que beaucoup d'emplois nécessitent un contact direct avec la clientèle et ne peuvent pas être délocalisés, tous les autres métiers de gestion des services peuvent être délocalisés et le seront si les salaires directs et indirects augmentent.

*L'automatisation et les réductions d'emplois

L'importance et l'expansion du travail mal payé aux USA sont, dans une large mesure, dues au fait qu'il y a un volant de personnes prêtes à accepter de travailler pour des salaires aussi bas. Si les salaires augmentent, beaucoup de ces emplois disparaîtront : ils seront supprimés car jugés inutiles ou alors ils seront automatisés. Dans les pays européens où le salaire minimum est plus élevé, il n'y a personne aux caisses de supermarchés pour mettre vos achats dans des sacs, et les emplois sont très rares dans les parkings.

Le personnel de maison travaillant dans le nettoyage domestique ou le jardinage est très nombreux aux Etats-Unis, ce qui n'est pas le cas en Europe. Mais diverses chaînes de supermarchés, telle Wal-Mart, expérimentent déjà des procédés électroniques qui rendront obsolètes les emplois de caissiers.

* Immigration

Si de nombreux emplois ne peuvent être déplacés, nombreux sont les travailleurs qui le sont. La mondialisation entraîne une migration massive de personnes à la recherche d'un emploi. Les syndicats du secteur des services ont basé l'essentiel de leurs plans sur la syndicalisation des travailleurs immigrés.

Les USA sont aujourd'hui en plein milieu d'un débat majeur sur l'immigration dont les résultats façonneront le marché du travail dans les années à venir. Les démagogues essaient de développer le rejet des travailleurs immigrés. Ils peuvent réussir à diviser les syndiqués entre immigrés et non-immigrés. Pour empêcher cela, le mouvement ouvrier ne doit pas se limiter aux luttes à l'intérieur de l'entreprise, mais construire une alliance internationale de syndicats et de mouvements sociaux, pour mettre en place des réformes favorables aux travailleurs.

*S'opposer aux multinationales

Beaucoup de grandes entreprises du secteur des services sont des multinationales, comme par exemple la Sodexo, dont le siège social est en France, avec des activités et des centres de profit dans de nombreux pays. Cette diversification permet aux dirigeants de ces entreprises de résister aux revendications d'amélioration des salaires et des conditions de travail sur tous les lieux de travail et sous toutes les latitudes. Cela signifie qu'ils peuvent fermer si nécessaire des implantations à un endroit donné, comme Wal-Mart l'a fait au Québec, quand les travailleurs ont réussi à former un syndicat.

* La libéralisation concurrentielle

La protection sociale, dont l'assurance-chômage et les retraites, ainsi que les services publics, sont libéralisés dans la plupart des pays pour faire baisser les charges

et les niveaux de réglementation afin d'attirer les investissements et les emplois. Les entreprises géantes qui dominent l'économie mondiale dans l'industrie et les services vont continuer à dépenser de l'énergie pour façonner le discours public et politique afin d'affaiblir l'influence des travailleurs. Du fait de ce recul de la législation et de la réglementation, les syndicats du secteur des services doivent faire face à une tâche encore plus difficile que celle rencontrée par les syndicats du secteur industriel quand ils se sont construits. Inverser ce processus nécessite de dépasser l'organisation syndicale traditionnelle par secteur d'activité, et d'aller vers un syndicalisme de défense de la classe ouvrière dans sa globalité.

C'est une bonne chose bien sûr que les syndicats du secteur des services fassent de la syndicalisation une priorité centrale. Mais tant de problèmes, auxquels font face les travailleurs, ont leurs racines dans la mondialisation qu'il faudra bien, en fin de compte, avoir une stratégie générale concernant les intérêts globaux de la classe ouvrière.

Les Maya de la vie réelle construisent des syndicats dans l'ensemble des Etats-Unis. Mais le scénario de la fin du film n'est pas encore écrit. La majeure partie du secteur des services est dominée de plus en plus par les bas salaires et la précarité. La pression de la mondialisation continue à pousser des travailleurs latino-américains à venir aux USA à la recherche d'un emploi. Jusqu'à présent ils n'ont pas réussi à obtenir d'augmentations de salaires, des avantages sociaux et de conditions de travail qui les rapprocheraient du mode de vie de « la classe moyenne ». Il se peut qu'en rejoignant le mouvement ouvrier américain, ces nouveaux travailleurs qui continuent à arriver aux Etats-Unis, et dont les intérêts dépassent les frontières, apportent de nouvelles énergies et une compréhension des problèmes. Cela pourrait aider à mettre en place de nouvelles stratégies et initier de nouvelles luttes permettant de transformer l'économie des Etats-Unis, de tout le continent américain, et du reste monde.

Traduction Alain (Sud-PTT).

* **Tim Costello a milité syndicalement comme chauffeur routier pendant 25 ans, puis a travaillé à plein temps pour le syndicat des services SEIU. Il a ensuite été un des animateurs de « North American Alliance for Fair Employment » (NAFFE), un réseau de 65 syndicats et associations tournée vers les salariés précaires et à temps partiel.**
<http://www.fairjobs.org>

Depuis 2005, il anime « Global Labor Stratégies » (stratégies ouvrières mondialisées), un centre de ressources à la disposition du mouvement ouvrier et de ses alliés.
<http://www.laborstrategies.blogs.com/>.

Tim Costello est l'auteur de plusieurs ouvrages. Des extraits de l'un d'entre eux figure dans ce numéro.

Tim est intervenu dans le séminaire sur les délocalisations lors du FSE de Londres de 2004, <http://www.sudptt.fr/IMG/pdf/3896.pdf>, ainsi qu'en 2005 au congrès de la Fédération Sud Ptt.

NOTES

1. Un "organizer" est un militant, parfois un ancien étudiant, embauché par un syndicat pour construire une implantation dans un endroit donné.
2. L'AFL-CIO <http://www.aflcio.org/aboutus/> était depuis 1955 la seule confédération syndicale existant aux USA. Elle a éclaté en 2005 : une des deux composantes a conservé le nom d'AFL-CIO, l'autre a pris celui de "Change to Win".
3. « Change to Win » (Changer pour gagner). <http://www.changetowin.org/about-us/who-we-are.html>
4. Unite-Here <http://www.unitehere.org/about/> revendique 450 000 adhérents en activité. Ce syndicat est implanté principalement dans le textile, l'hôtellerie, la restauration, les blanchisseries et les casinos.
5. Service Employees International Union (SEIU) <http://www.seiu.org/about/index.cfm> revendique 1,8 million adhérents en activité. Ce syndicat est principalement implanté parmi le personnel de nettoyage, les services publics et en particulier la santé.

BIBLIOGRAPHIE

En français par ordre chronologique de parution

«**Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, 1867-1967**» par Daniel Guérin. Maspéro 1970. Petit ouvrage clair, concis et militant de 174 pages, dont les deux seuls défauts sont de ne pas avoir été mis à jour ...et surtout d'être épuisé depuis des années.

«**Une histoire populaire des Etats-Unis**» par Howard Zinn (1980-2000). Un gros pavé de 811 pages qui se lit malgré tout facilement. Agone 2002 – 28 euros.
«**Fonds de pension et épargne salariale aux Etats-Unis : les limites du pouvoir syndical**» par Catherine Sauviat et Jean-Marie Pernot. L'année de la régulation (2000).

http://webu2.upmf-grenoble.fr/lepii/regulation/Annee_regulation/annee4.html

«**Un syndicalisme toujours en mal de reconnaissance**» par Yannick Fondeville et Catherine Sauviat (septembre 2000), Chronique internationale de l'IRES n° 66. www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm

«**Les dégâts du libéralisme, Etats-Unis : une société de marché**» par Isabelle Richet (Textuel la Discorde-2002). Petit ouvrage militant de 144 pages écrit par une universitaire française connaissant bien les USA – 17 euros.

«**Les effets conjugués des faillites et de la baisse de la Bourse sur les régimes complémentaires de retraite par capitalisation**» par Catherine Sauviat (mars 2003). Chronique internationale de l'IRES n° 81. <http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm>

«**Où en est le mouvement ouvrier américain aujourd'hui ?**» par Marianne Debouzy (novembre 2003). www.transatlantica.org/document537.html

«**Des syndicats domestiqués, répression syndicale et résistances syndicales aux Etats-Unis**» par Rick Fantasia et Kim Voss (Raisons d'agir-2003). Petit ouvrage de 174 pages écrit par deux universitaires américains pour les militants français – 8 euros.

«**Le mouvement syndical entre l'état d'urgence et les signes de renouveau**» par Lee Suster » (juillet 2004). www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=979

«**Un système de santé en crise...bien que privatisé**» par Catherine Sauviat (novembre 2004) Chronique internationale de l'IRES n° 91. www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm

Note sur l'ouvrage de Nelson Lichtenstein «State of the Union» par Keith Mann (septembre 2005). <http://biosoc.univparis1.fr/recherche/mvtsoc/crendu141.htm>

«**Syndicalisme américain : un cinquantième anniversaire de crise**» par Catherine Sauviat (septembre 2005), chronique internationale de l'IRES n°96. www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm

«**La scission de l'AFL-CIO**» par Chris Kotalik (novembre 2005).

www.lagauche.com/lagauche/article.php3?id_article=1313

«**Une scission annonciatrice...d'un printemps syndical ?**» par Rick Fantasia (mars 2006). www.monde-diplomatique.fr/imprimer/13267/b34815765c

«**Les Travailleurs des services à Las Vegas depuis les années 1980**» par Marianne Debouzy dans Le Mouvement Social, n° 216, juillet-septembre 2006.

Cet article traite de l'organisation des nouveaux emplois de service : Las Vegas est aujourd'hui la ville la plus fortement syndiquée des Etats-Unis !

«**Recomposition de la classe ouvrière aux Etats-Unis ?**» par Marianne Debouzy dans Nouvelles Lutttes de Classes PUF 2006, pp 211-226. Cet article porte sur le mouvement syndical.

Sans oublier, concernant la grève des salariés de l'opérateur télécoms Verizon (août 2000) : www.sudptt.fr/article.php3?id_article=96288
www.sudptt.fr/IMG/pdf/398.pdf

BIBLIOGRAPHIE EN ANGLAIS

«**Strike**» par Jeremy Brecher (1977-1997), 422 pages. – South End Press.

«**A short history of the US Working Class**» par Paul Le Blanc – Humanity Books.

«**The Transformation of US Unions**» (1999) ouvrage collectif coordonné par M.Tillman & C. Cummings. 297 pages – Lynne Rienner.

«**State of the Union**» par Nelson Lichtenstein (2002), 338 pages – Princeton Paperbacks.

«**Wal-Mart. The Face of XX1st Century Capitalism**» (2006) ouvrage coordonné par Nelson Lichtenstein, nombreuses contributions sur la transformation du travail et les implications pour l'organisation.

«**Monthly Review**» : nombreux articles sur le site www.monthlyreview.org

«**Labor Notes**» : multiples articles, photos et documents sonores sur le site www.labornotes.org

Et pour les mordus, un florilège de statistiques en ligne :

Historical Statistics of the United States: Colonial Times to 1970.

www2.census.gov/prod2/statcomp/documents/CT1970p1-01.pdf

www.laborresearch.org

<http://data.bls.gov/cgi-bin/surveymost?ws>

CORÉE DU SUD

Par Annick du secrétariat national de Solidaires

En août 2006, Solidaires a été invité une semaine en Corée du Sud par des syndicalistes de l'enseignement et du rail de la confédération KCTU'. Cette invitation faisait suite à un premier contact que nous avons eu à Paris en février 2006 avec une délégation de syndicalistes coréens (santé, éducation, rail) venus dans le cadre d'un voyage d'études des mouvements sociaux et du syndicalisme en France. Leur venue était organisée par l' « Institute for Democratic Labor - In memory of Jun Tae-il ». Cet organisme de formation-réflexion lié à la KCTU a une certaine indépendance et un regard parfois critique sur cette confédération. Il a engagé une réflexion sur l'indépendance syndicale et sur les moyens d'améliorer la vie démocratique de la KCTU. Il cherche à favoriser la réflexion des militants syndicaux sur ces questions. L'Institut souhaite aussi appuyer les luttes sociales, et développer les contacts internationaux. Ses membres portent un grand intérêt au mouvement social en France, et en particulier à l'expérience de construction de Solidaires ainsi qu'à son projet syndical.

LE CONTEXTE DE LA COREE

La Corée a une identité nationale forte qui s'est construite depuis plusieurs millénaires et a survécu malgré le poids des empires chinois et japonais. Les Coréens sont très attachés à cette identité nationale.

La division actuelle du pays entre Corée du Sud (48,9 millions d'habitants) et Corée du Nord (23,1 millions d'habitants) est l'héritage de l'histoire du XXe siècle. L'occupation japonaise commencée en 1905 a pris fin en 1945. Le pays a alors été partagé en deux zones par les Etats-Unis et l'URSS. Des luttes sociales importantes ont eu lieu dans cette période, notamment sur la question agraire. Les Etats-Unis craignaient une avancée de la révolution communiste chinoise. En 1948, deux Etats ont été créés : la Corée du Nord, proche de la Chine communiste et la Corée du Sud, sous influence directe des Etats-Unis. En 1950, la guerre de Corée démarrait : malgré un cessez-le-feu signé en 1953, elle n'est toujours pas officiellement terminée.

Depuis, la péninsule coréenne est partagée en deux, à hauteur du 38^e parallèle qui est une des zones les plus militarisées au monde. Les Etats-Unis ont maintenu une présence militaire importante depuis cette période en Corée du Sud (30 000 soldats, subordination militaire de la Corée aux Etats-unis en cas de guerre...). Ils ont toujours maintenu une ingérence économique et politique très grande sur le pays, considérant sa place stratégique en Asie, face à la Chine. La question de la réunification du pays reste un sujet très important de la vie politique coréenne, notamment dans les rangs des militants de gauche.

Jusqu'à la fin des années 80, la Corée du Sud a subi divers régimes autoritaires ou



même dictatoriaux. Les années 70 ont été une période de forte croissance économique, avec un développement de l'industrie automobile, de l'électroména-ger, et de l'informatique. Cette croissance a été favorisée par une politique économique très encadrée par l'Etat coréen, qui a favorisé la création et le financement de grands groupes industriels nationaux.

Des luttes étudiantes et ouvrières ont eu lieu à plusieurs reprises sous la dictature dans les années 60 et 70, elles ont été durement réprimées. De nombreuses manifestations ouvrières se sont très violemment affrontées à la police, avec de nombreux morts et arrestations. Beaucoup d'ouvriers, dont des syndicalistes, se sont suicidés en s'immolant par le feu pour protester contre la dictature

Ce sont les luttes syndicales qui ont permis la chute de la dictature et l'instauration d'un régime démocratique en 1988.

LE SYNDICALISME

C'est dans ce contexte qu'est née la KCTU en novembre 1995, qui a fédéré des centaines de syndicats locaux ou d'entreprises créés dans la lutte contre la dictature.

Les syndicats de la KCTU sont aujourd'hui à la recherche d'une nouvelle stratégie dans un contexte qui a changé : le régime dictatorial a été remplacé par un régime démocratique mettant en oeuvre des politiques libérales qui cassent les droits collectifs et les solidarités.

Il existe une autre confédération, la FKTU², qui était tolérée sous la dictature. Elle déclare avoir deux fois plus de membres que la KCTU. Son orientation est très modérée, même s'il existe à l'intérieur des secteurs plus radicaux.

En Corée, il ne peut exister qu'un syndicat par entreprise, mais une réforme est prévue pour 2007 sur ce point. Les syndicalistes rencontrés étaient très perplexes à ce sujet, car s'ils sont d'accord sur l'idée du pluralisme syndical, ils craignent des remises en cause du droit syndical existant actuellement qui déboucheraient sur une régression de la reconnaissance du fait syndical par le patronat.

Le contexte actuel est marqué par des politiques libérales importantes qui se traduisent, comme partout, par une remise en cause des statuts garantis et un développement de diverses formes de précarité : sous-traitance, intermittence des contrats de travail... Les inégalités se creusent et l'on assiste à l'apparition d'une classe de nouveaux riches. Des scandales financiers importants impliquent de grands patrons liés à l'Etat.

Récemment, des paysans poussés au désespoir ont protesté de façon dramatique en s'immolant par le feu pour protester contre la libéralisation totale de l'agriculture voulue par l'OMC.

LES RENCONTRES

- Syndicat national des enseignants,
- Président de la KCTU,
- Syndicat des cheminots,

- Réunion publique à Séoul (co-organisée par le syndicat des cheminots et celui des enseignants) sur le thème de la construction des luttes sociales et de la solidarité internationale, la question de l'indépendance syndicale et l'expérience de construction de Solidaires (150 personnes environ) ;

- Participation au séminaire annuel de réflexion du syndicat national des enseignants sur le thème : lutte anti-CPE et précarité, engagement social, syndicalisme et transformation sociale (300 personnes environ),

- Stage de l'Institut : soirée de débat avec des militants de différents secteurs (éducation, santé, rail, chimie, services...) : syndicalisme et transformation sociale, indépendance syndicale, internationalisme,

- Rencontre à Ulsan (côte Est de la Corée) avec le syndicat de l'usine Hyundai (premier constructeur automobile coréen). Cette usine compte 30 000 salariés. Présentation de l'histoire du syndicat, de la lutte pour la démocratie à la fin des années 80 et de la place très importante prise par le syndicalisme dans cette lutte politique. Rappel des grandes manifestations, des affrontements très violents avec la police et des morts tombés dans cette répression. Rencontre aussi avec le syndicat des « intermittents » de Hyundai : ce sont en fait des intérimaires embauchés directement par l'entreprise ou par des sociétés sous-traitantes qui travaillent sur le même site. Les discussions ont porté sur la précarité, le CPE et le mouvement social français. Il a été aussi beaucoup question des moyens de construire l'unité ouvrière face à l'éclatement du salariat. Le débat a aussi porté sur la structuration syndicale : nécessité ou non d'avoir des syndicats spécifiques pour les « intermittents » afin que leurs revendications soient mieux prises en compte. Dans cette usine, après avoir été intégrés dans le syndicat, les ouvriers concernés ont décidé de s'organiser de façon indépendante, même s'ils gardent un lien important avec le syndicat des « ouvriers statutaires ».

- Rencontre avec une vingtaine de membres d'un collectif de militants syndicaux de différents secteurs qui veulent réfléchir sur le rapport du syndicalisme au politique, incluant comme toujours la question de la transformation sociale et du « socialisme du XXI e siècle ».

LES POINTS DE DISCUSSION

Les militants rencontrés, responsables nationaux ou locaux, étaient tous très bien informés de la situation sociale en France. La lutte contre le CPE a été évoquée dans tous les débats, et beaucoup ont fait référence aux grèves de 2003 sur les retraites, ainsi qu'au mouvement social de 1995. Pour beaucoup, la France est une référence importante en terme de « modèle social », de luttes sociales et de luttés contre le libéralisme.

L'expérience de construction et de fonctionnement de Solidaires, ainsi que l'histoire de ses différents syndicats les intéressaient beaucoup.

Le syndicalisme coréen, et la KCTU en particulier, est confronté à plusieurs problèmes :

- l'éclatement du salariat et l'apparition de la précarité, alors même que le « boom » économique de la Corée s'est fait en partie avec le développement d'un salariat très productif, mais qui avait des garanties sociales relativement élevées ;

- le développement des inégalités et l'apparition d'une classe de nouveaux riches dans une société qui avait des traditions fortes d'égalité et de solidarité, même sous les périodes de dictature ;

- le rapport du syndicalisme au politique : la KCTU a été à l'origine de la création en janvier 2000 du DLP (Democratic Labour Party), le seul parti de gauche représenté au Parlement. La volonté de la KCTU était de permettre la traduction sur l'échiquier politique du mouvement social et des luttes revendicatives de la décennie 1990,

- la question de la structuration : la construction de branches professionnelles et interprofessionnelles.

Les militants de la KCTU ont été très intéressés par les analyses de Solidaires, les pratiques syndicales et les luttes que nous essayons de construire, mais aussi par les interrogations que nous avons sur une série de sujets qui paraissent communs.

Il semble difficile pour l'instant de concrétiser ces contacts par des luttes immédiates. Mais des échanges sont possibles par secteurs professionnels, comme la santé, l'éducation et l'industrie automobile.

Pour sa part, Sud-rail a déjà participé à des rencontres internationales avec des cheminots de la KCTU).

Il s'agit également d'apporter notre solidarité lors de luttes sociales en Corée. Il est également possible de développer des initiatives comme celle de SUD PTT en 2003 lors du voyage d'une délégation de syndicaliste de l'usine DaeWoo venus en France poursuivre leur patron qui avait quitté le pays en emportant des millions de dollars !

Population de la Corée du Sud : 48,9 millions d'habitants (23,1 millions d'habitants en Corée du Nord), soit au total 10 % de plus que la France.

La superficie totale des deux Etats est trois fois plus petite que celle de la France.

La densité de la population qui en résulte est deux fois plus importante que la densité française au Nord et cinq fois plus au Sud.

Nombre de syndiqués en Corée du Sud : environ 1,7 million

Taux de syndicalisation : 12,7 % en 1995³

Confédération KCTU : 574 000 membres en 1999

Confédération FKTU : 1,1 million adhérents

Elections à l'Assemblée du 15 avril 2004⁴

	Orientation	Score	Sièges
Uri Party ⁵	libéral	38,3 %	152
Grand National Party ⁶	conservateur	35,8 %	121
Democratic Labor Party ⁷	gauche	13 %	10
(Millenium) Democratic Party ⁸	libéral	7,1 %	9
United Liberal Democrats ⁹	libéral-conservateur	2,8 %	4
Autres		0,3 %	3
Total		100 %	299

Des élections présidentielles sont prévues en décembre 2007.

Chronologie¹⁰

1910 : annexion japonaise.

1945 : fin de l'occupation par le Japon, remplacé par l'URSS au Nord et les USA au Sud.

1948 : création de deux Etats séparés.

1950-1953 : guerre de Corée, puis mise en place d'une dictature liée aux USA.

1960 : un soulèvement étudiant met fin à la dictature de Syngman Rhee.

1961 : coup d'Etat militaire du général Park Chung-Hee.

1979 : assassinat du président Park Chung-Hee.

1980 : coup d'Etat du général Chun Doo-Hwan, massacre de Gwangju.

1988 : les luttes obligent le pouvoir à organiser des élections libres.

NOTES

1. KCTU : Confédération coréenne des syndicats qui comptait en 1999 environ 574 000 membres répartis dans plus de 1200 syndicats http://www.kctu.org/2003/html/sub_01.php
http://en.wikipedia.org/wiki/Korean_Confederation_of_Trade_Unions
2. FKTU : revendique 1,1 million d'adhérents <http://www.efktu.or.kr/~fktueng/>
http://en.wikipedia.org/wiki/Federation_of_Korean_Trade_Unions
3. <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/1997/28.htm>
4. http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_political_parties_in_South_Korea
5. http://en.wikipedia.org/wiki/Uri_Party
6. http://en.wikipedia.org/wiki/Grand_National_Party
7. http://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_Labour_Party_%28South_Korea%29
8. http://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_Party_%28South_Korea%29
9. http://en.wikipedia.org/wiki/United_Liberal_Democrats intégré par la suite dans le People First Party en 2006
10. http://en.wikipedia.org/wiki/South_Korea



JAPON : CINQ JOURS DE RENCONTRES, DE DEBATS, DE CONTACTS

par Michel (Sud Rail)

Le 25 avril 2005, une terrible catastrophe ferroviaire se produisait à Amagasaki (banlieue d'Osaka) au Japon entraînant une centaine de morts et près de 300 blessés. La compagnie ferroviaire concernée était la West Japan Railway (JR West), l'une des 8 compagnies qui se sont partagé le chemin de fer après sa privatisation à marche forcée en 1987. La question du lien entre privatisation et sécurité a été soulevée en cette occasion par ceux et celles qui se sont opposés à cette privatisation et aux licenciements qui ont eu lieu.



Un an après ce terrible accident, l'association Tosodan (voir encadré) a organisé du 21 au 25 avril 2006 une série d'initiatives afin de :

- dénoncer la privatisation du chemin de fer qui sacrifie la sécurité sur l'autel de la rentabilité et du profit,
- réaffirmer son opposition aux recettes libérales visant les services publics.

Pour donner plus d'ampleur à ces initiatives, Tosodan a invité des représentants d'organisations syndicales opposées à la privatisation du service public ferroviaire de leur pays et luttant contre les conséquences avérées ou à venir en matière de sécurité : Sud Rail pour la France, RMT pour la Grande-Bretagne et KCTU pour la Corée du Sud.

Ces cinq jours furent ponctués par différentes initiatives :

- Des réunions publiques sur le thème de la privatisation et de la sécurité à Amagasaki avec 200 personnes et à Tokyo avec plus de 300 personnes, public essentiellement composé de militant-e-s associatifs et syndicaux.
- Un rassemblement à Amagasaki et une manifestation (où les familles des victimes étaient présentes) de plus d'un millier de personnes jusqu'au lieu de l'accident de 2005, avec des prises de paroles des représentants des familles des victimes, des cheminots licenciés, des invités étrangers, des organisateurs.
- Des rencontres avec ATTAC-Japon pour un débat consacré à la privatisation des services publics avec la participation de militants de base du syndicat de cheminots Kokuro (voir encadré). Le point de la situation dans les chemins de fer a montré qu'en matière de sécurité la dégradation continue (par exemple des rails cassés, fissurés non remplacés, ou pour un même agent trois ans comme conducteur, puis trois ans dans un poste en gare, le tout avec une formation réduite) et que la répression s'accroît contre ceux qui dénoncent publiquement cette situation. Il a été question des évolutions en cours au sein de la direction du syndicat



Kokuro qui avait en 1987 accepté de fait la privatisation et les licenciements.

- Une démarche en direction du ministère des Transports pour remettre une motion exigeant une autre politique, la réintégration des licenciés, l'arrêt des sanctions qui frappent les militants syndicaux qui dénoncent l'insécurité grandissante des transports ferroviaires.
- Des échanges informels mais importants avec des militant-e-s et responsables d'organisations invités aux repas du soir.

Globalement, ce séjour au Japon aura permis, une fois de plus, de constater

qu'en tout lieu des oppositions s'organisent et luttent contre le libéralisme à l'œuvre, les privatisations des services publics et ses conséquences pour les usagers et les salariés. Sur ce constat partagé, des contacts ont été noués que nous devons maintenant renforcer et rendre permanents tant avec les camarades japonais de Kokuro et de Tosodan qu'avec les camarades coréens du syndicat KCTU qui ont demandé notre accord pour accueillir un de leurs représentants en France et l'un des nôtres en Corée dans le but d'échanger des expériences et de concrétiser des contacts.

Après l'Europe, l'Afrique, c'est avec l'Asie un pas supplémentaire pour Sud Rail dans la construction d'un réseau d'échanges, de coordination et d'initiatives communes face à la mondialisation, aux politiques libérales mises en place partout sur la planète, notamment concernant les transports et plus précisément le secteur du ferroviaire, dans une période où l'énergie, l'environnement deviennent des enjeux importants.

Kokuro : Fédération syndicale de cheminots adhérente à la confédération Zen Roko. Lors de la privatisation, Kokuro n'a pas pris une position claire et a lâché les licenciés.

Doro : Syndicat de conducteurs qui avait été le seul syndicat à être contre la privatisation. Ce syndicat n'existe plus aujourd'hui, il a éclaté en trois organisations : Doro Tsiba (300 adhérents) proche de l'extrême droite japonaise, JR Soren adhérent à la confédération Rengo, Zen Doro affilié à la confédération proche du parti communiste.

Tosodan regroupe des collectifs de militants issus de divers horizons dont des militants du syndicat Kokuro des chemins de fer. Ces collectifs se sont créés en 1987 pour lutter contre la privatisation et défendre les cheminots licenciés, lâchés par les fédérations syndicales. Ils sont implantés dans de nombreuses villes et des avocats les aident dans leurs démarches.

Attac-Japon développe une activité autour du thème de la mondialisation, s'implique dans des luttes concernant celle-ci, comme avec Tosodan sur la privatisation du chemin de fer. À Tokyo, par exemple, chaque semaine le groupe se réunit pour débattre, échanger sur différents sujets.
 1 http://fr.wikipedia.org/wiki/Japan_Railways



FSE d'Athènes (mai 2006)

UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LE MOUVEMENT ALTERMUNDIALISTE EN EUROPE

Le 4e Forum social européen (FSE) a été un succès avec près de 30 000 participants, et le samedi après-midi une manifestation de 80 000 personnes contre la guerre, le néolibéralisme et le racisme. Les objectifs des organisateurs grecs ont été dépassés. En effet, le contexte politique grec est marqué par la division, voire un sectarisme très important entre les mouvements sociaux et politiques de gauche. Les cadres de travail commun n'existent pas et la mise sur pied d'un comité grec de préparation du FSE regroupant diverses composantes n'a pas été facile.

Ce forum s'est tenu sur un lieu unique, ce qui était très positif, mais avait le défaut d'éloigner les participants du centre ville et de tout quartier populaire.

Un des enjeux de ce 4e FSE était la nécessité de le centrer sur les questions européennes dans le contexte de crise politique de l'Europe libérale. Cet enjeu a été l'objet d'âpres discussions dans les assemblées européennes de préparation (AEP) : certaines organisations étant plus tournées sur les questions internationales et notamment la guerre. Finalement, les questions sociales et les questions européennes ont été largement présentes dans le programme. À noter aussi une participation syndicale plus large qu'à Londres en 2004 (Grèce, Belgique, Turquie, Italie, France, Balkans, Russie...).

De façon plus générale, ce 4e FSE a permis un réel élargissement de la base géographique du mouvement altermondialiste avec une très forte présence de délégations venues de Turquie, des Balkans et des pays de l'Est, y compris la Russie. Alors que jusqu'à présent, le FSE était très (trop) marqué par les mouvements sociaux des pays de l'Europe de l'Ouest, il s'agissait là d'une évolution importante qui a permis des rencontres directes, notamment entre syndicalistes (voir l'article sur le séminaire Est-Ouest), et surtout la définition de revendications communes.

Ce FSE a donné une place importante aux différents réseaux européens - éducation, santé, OMC/AGCS¹, antiguerre, Palestine, Amérique latine, No Vox², femmes etc. -, qui ont pu ainsi organiser leurs campagnes pour l'année à venir (voir les encadrés sur l'Assemblée des femmes et le réseau services publics). Plus que jamais donc, le FSE apparaît comme le lieu de rencontre et de convergence des différents mouvements sociaux.

Centré sur les séminaires auto-organisés par les mouvements, ce FSE a accordé plus d'attention aux problèmes économiques et sociaux ainsi qu'aux questions européennes. Le rejet du Traité constitutionnel européen, la lutte contre le CPE en France, la question de la précarité en Europe, les politiques économiques et sociales alternatives, les services publics et les mobilisations sociales dans de nombreux pays européens ont été fortement présents dans les débats.

L'Assemblée des mouvements sociaux, qui s'est tenue dans la foulée du forum, a regroupé un nombre important de militants (environ 3 000). Un texte d'appel a permis de fixer les diverses échéances de mobilisation pour 2006-2007. Cette réunion a été organisée autour des différents réseaux et des campagnes débattues pendant les trois jours du FSE. Au-delà des échéances propres à chacun des réseaux présents, a été ainsi fixé un moment de convergences des luttes au mois de juin 2007 à l'occasion du Conseil européen et du G8 qui se tiendra en Allemagne à Rostock.

L'AVENIR DU FSE

Une des fonctions des forums est de permettre que des mouvements n'ayant ni la même histoire, ni les mêmes terrains d'intervention, pouvant même avoir des divergences politiques importantes, puissent débattre ensemble, confronter leurs points de vue et ainsi poser les bases d'un travail en commun. La préparation du FSE, pour lourde qu'elle soit, permet une élaboration politique commune, et participe donc du processus de connaissance de la réalité des autres pays européens, indispensable pour comprendre les partenaires de travail et pour pouvoir agir éventuellement avec eux. Ainsi se construit petit à petit une culture politique européenne commune, et le FSE apparaît dans ce cadre comme participant à la création d'un espace public européen.

L'objectif d'un forum social est d'abord d'être un espace de débats et de confrontation. Beaucoup reste encore à faire pour que les débats ne soient pas simplement formels et permettent une réelle confrontation : intervenants quelques fois trop nombreux, peu de travail de préparation en amont, peu de temps pour les échanges avec la salle. Cependant, le FSE a rempli malgré tout à peu près cette première fonction de tout forum social, même si la présence de délégations d'Europe du Nord a été plutôt faible.

Mais un forum social a deux autres fonctions : permettre l'élaboration d'alternatives et être un point d'appui aux mobilisations. Sur ce point, le bilan est plus mitigé. La construction d'alternatives n'est pas simplement un processus d'élaboration intellectuelle, les rayons des bibliothèques sont pleins de propositions diverses. Pour qu'une proposition devienne réellement une alternative portée socialement, il faut qu'elle soit co-élaborée et appropriée par les différents mouvements. Cela demande donc du temps et de la volonté.

Les alternatives ne se créent pas pendant les forums. Les forums, et en particulier le FSE, ne peuvent être qu'un point d'aboutissement d'un processus d'élaboration que des mouvements décident de mener ensemble. L'élaboration de la Charte des principes pour une autre Europe illustre parfaitement ce propos. Elle avait commencé plusieurs mois auparavant et le FSE devait être le moment de sa proclamation.

En fait cela n'a pas été possible. Le problème en l'occurrence est moins dans des divergences politiques, réelles, mais surmontables, que dans l'implication des différents mouvements à ce processus qui reste encore trop confiné à quelques individus, malgré le fait que sur le papier, un nombre important de mouvements y participe. L'implication de réseaux européens dans le FSE peut être un moyen d'élaboration d'alternatives communes. Ces réseaux travaillant entre deux FSE, il pourrait être possible de présenter et de discuter leurs propositions durant le forum. La question des mobilisations est tout aussi problématique. Dans l'idéal, il devrait être possible de définir ensemble des priorités d'action sur des points faisant consensus. Dans la pratique, cela s'avère très difficile. Chaque mouvement a ses propres priorités qu'il considère comme plus importantes que celles des autres, ou ne peut s'engager car étant partie prenante d'organisations européennes qui ont leur propre calendrier (cas des syndicats membres de la CES). Sauf dans des cas exceptionnels, comme la décision de la journée du 15 février 2003 prise au FSE de Florence à la veille de l'intervention américaine en Irak, il est donc très difficile de se mettre d'accord sur des moments d'action qui soit communs à tous.

Lors du FSE de Londres, le travail en amont pour préparer l'AG des mouvements sociaux avait réussi à lever un certain nombre de difficultés, ce qui avait permis d'aboutir à une proposition de manifestation européenne du 19 mars 2005. Ce travail en amont n'a pas été possible pour Athènes. L'élaboration du texte d'appel et les propositions d'action y afférentes ont été extrêmement laborieuses et conflictuelles, même si, en bout de course, le texte qui en sort est globalement satisfaisant au vu du contexte et des préoccupations différentes des mouvements présents dans ce processus.

Commencer à résoudre ces difficultés est indispensable si nous voulons franchir une étape dans la construction du mouvement altermondialiste en Europe. Au-delà même de la question du rythme des forums européens et mondiaux, c'est la question de la fonction du FSE qu'il faudra discuter. Après le FSE d'Athènes, il faut poursuivre l'élargissement géographique, social et organisationnel de ce processus. Il faut surtout que le FSE soit utile pour renforcer la construction du mouvement altermondialiste européen.

ASSEMBLEE DES FEMMES

Contrairement à la première assemblée de ce type lors du FSE de 2003, l'Assemblée des femmes était complètement intégrée au processus du FSE d'Athènes. Cela a pu se faire grâce aux interventions de la Marche mondiale des femmes³ dans les Assemblées européennes de préparation (AEP), avec le soutien constant de Solidaires.

L'idée était d'avoir des séminaires spécifiques sur les questions d'alternatives féministes. Treize ont eu lieu au total, autour de thèmes comme la violence, les jeunes féministes, la précarité des femmes, etc. Il s'agissait également de pousser les mouvements féministes à intervenir dans les autres débats (précarité, exclusion, guerres, stratégies syndicales...). De ce point de vue, Athènes a été une vraie réussite puisque, au-delà des campagnes « femmes » proprement dites, les mouvements féministes (Marche Mondiale notam

ment) se sont inscrits dans les initiatives contre le travail précaire en participant au rassemblement et aux marches contre le G8 en Allemagne en 2007. De la même façon, ces mouvements comptent s'investir pour la défense des services publics, dans la mesure où l'état de ces services pèse aussi sur la situation des femmes (garde d'enfants, protection sociale...). Sur ces deux thèmes, l'engagement des syndicats de Solidaires s'est fait sous deux angles : tant dans le combat contre la précarité et la défense des services publics en général qu'au niveau de notre engagement féministe proprement dit.

Concrètement, l'Assemblée des femmes a été le lieu de rassemblement de tous ces séminaires, et sa déclaration finale a repris toutes les initiatives issues des différents travaux organisés autour de ce thème. Elle a, de plus, décidé de lancer le 25 novembre 2006 une grande campagne européenne contre les violences faites aux femmes, afin que soit discutée et actée une Directive européenne sur cette question. Elle a également réaffirmé la nécessité d'une campagne sur les valeurs laïques, et dénoncé l'intégration de mouvements fondamentalistes contraires aux droits des femmes dans le processus des FSE et FSM.

RESEAU SERVICES PUBLICS

Solidaires, et notamment SUD-PTT et le SNUI se sont très largement investis dans la création d'un réseau services publics. Celui-ci a adopté une déclaration spécifique et un échéancier de réunions de travail et d'initiatives. Le travail avait été largement préparé en amont et les sept séminaires que les syndicats de Solidaires ont co-animé à Athènes ont permis de faire un état des lieux. Celui-ci a fait apparaître à quel point le traitement des services publics était semblable dans l'ensemble de l'Europe : déréglementation, privatisation, logique du profit, abandon de toute notion de service public.

Les thèmes de discussion étaient l'AGCS et la directive Bolkestein, le financement des services publics, la notion de services publics européens, les problèmes de concurrence et de privatisation, les notions de coopérations, etc. La nécessité d'agir à l'échelle européenne a été également soulignée alors que jusque-là la dimension « nationale » a dominé face à une politique pourtant commune à tous les gouvernements de l'UE. De nombreuses interventions ont affirmé la nécessité d'une intervention conjointe des salariés, des usagers et des élus (notamment locaux).

Un réseau européen de défense et de développement des services publics a été mis en place, qui a adopté un texte de référence.

En ce qui concerne la France, ont participé à son élaboration le Collectif de défense et de développement des services publics (issu des mobilisations de Guéret), la CGT des services publics, Solidaires (dont Sud Ptt et le Snui), Attac, l'Aitec.

Participaient pour l'Italie Attac et la confédération Cgil, pour le Royaume Uni Unison (syndicat des services), pour l'Allemagne Ver.di (services), pour la Belgique les confédérations Csc et Fgtb, etc.

LA PRESENCE DE SOLIDAIRES

Une délégation d'environ 80 personnes était présente représentant, outre le secrétariat national un grand nombre de syndicats : Snui, Sud Ptt, Sud Santé-Sociaux, Sud Culture, Sud Anpe, Sud Aérien, Sud Trésor, Sud Cam, Snupfen, Sud Etudiant, Solidaires Paris.

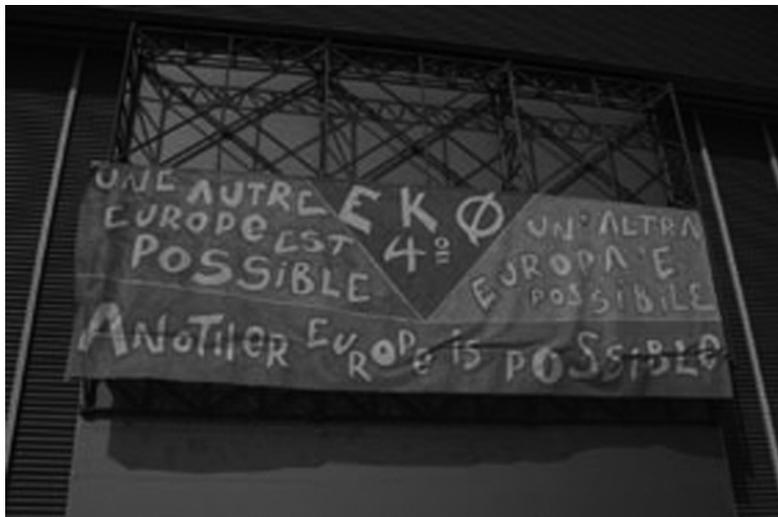
L'apparition de Solidaires a été mieux préparée et mieux coordonnée que lors du FSE de Londres. Le stand a permis à la fois de faire connaître Solidaires et ses différents syndicats et d'être un point de rendez-vous des militant-es présent-es.

Solidaires a priorisé les thèmes suivants : services publics, santé, enjeux européens (charte de principes pour une autre Europe), femmes, précarité, solidarité est/ouest, avenir du mouvement altermondialiste et des forums sociaux.

À noter que Solidaires a apporté son soutien financier à la participation du réseau No Vox.

NOTES

1. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) sont les principaux instruments de libéralisation de l'économie mondiale, www.france.attac.org
2. No Vox est un réseau international de mouvements de lutte des "Sans" : sans-droit, sans-toit et mal-logés, sans-revenu et sans -emploi, sans-papier, sans-terre... www.novox.ras.eu.org/site/?lang=fr
3. La Marche mondiale des femmes (MMF) est un réseau mondial d'actions féministes rassemblant près de 6 000 groupes de la base issus de 163 pays et territoires. Ces groupes agissent pour éliminer la pauvreté et la violence envers les femmes. www.marchemondiale.org/qui_nous_sommes/fr/



SÉMINAIRE EST-OUEST AU FORUM SOCIAL D'ATHÈNES (MAI 2006)

Par Hélène (Sud Ptt)

Le forum social d'Athènes a marqué une étape importante dans l'élargissement des Forums sociaux à l'Est de l'Europe. Les délégations russes, polonaises, hongroises, tchèques étaient suffisamment nombreuses et représentatives d'une réelle activité, pour permettre, pour la première fois dans bien des domaines, une réelle convergence constructive.

Le séminaire «Solidarité syndicale est-ouest, quel enjeu ?» organisé en commun par Sud PTT, SKT (Confédération sibérienne du travail) et Sierpien 80 (Pologne)¹, avait pour objectif de commencer à tisser des liens de solidarité sur le plan syndical.

En effet, plusieurs évolutions récentes rendent cet objectif urgent et incontournable :

- La campagne contre le Traité constitutionnel européen a fait apparaître des risques importants de divisions entre salariés de l'Est et de l'Ouest dans le jeu de concurrence affichée pratiqué par le patronat et les gouvernements. Ces tentatives de divisions représentent à court terme un vrai danger.

- Le combat commun contre la directive Bolkestein a aussi souligné l'importance de parler du même point de vue et en commun pour éviter le piège du « plombier polonais ». Il s'agit de résister au discours démagogique de l'ultralibéralisme qui présente le combat syndical comme une défense des intérêts nationaux contre toute vision européenne.

- La politique des multinationales de l'Ouest, qui sont parfois d'anciennes entreprises publiques comme France Télécom, Telecom Italia, ou Deutsche Telekom (Allemagne), ont acheté aux différents Etats les entreprises publiques victimes du processus de privatisation généralisée à l'Est. Ces multinationales y pratiquent une politique de restructurations, de licenciements massifs, de démantèlement des services publics et de régression des acquis sociaux.

Ainsi les propos des représentants de SUD-PTT, membres du Comité de groupe européen de France Télécom, et ceux de Boguslaw Zietek de la Confédération polonaise Sierpien 80, implantée à TP, filiale polonaise de France Télécom, illustraient parfaitement cette urgence d'échange et d'actions communes au sein de la même multinationale. France Télécom a en effet licencié la bagatelle de 32 000 salariés en trois ans à TP (soit plus de la moitié des effectifs de l'ex-entreprise publique des télécommunications polonaise). De plus, « Sierpien 80 » s'est créé à TP précisément sur la base de désaccords avec Solidarnosc², l'un des deux principaux syndicats de TP, concernant la négociation des licenciements.

D'autres intervenants ont insisté sur le désert syndical existant en Europe de l'Est, et notamment en Russie, dans ces multinationales qui fleurissent dans tous les secteurs. Il en résulte des conséquences désastreuses sur les conditions de travail et les salaires dans des pays où les acquis sociaux reculent très rapidement. C'est la construction même d'un syndicalisme indépendant qui n'existe pas et reste

totalement à construire à partir d'expériences de base telles que celles menées par le SKT (confédération sibérienne du travail) dont le représentant Vassili Starostin a expliqué toutes les difficultés : remise en cause du Code du travail à tous les niveaux, répression anti-syndicale généralisée.

Des syndicalistes belges, britanniques, irlandais et français de différents secteurs professionnels ont également pris la parole dans le même sens : la nécessité de liens directs et d'élaborations communes, la défense de droits égaux pour les salariés de l'Est, y compris lorsqu'ils viennent travailler à l'Ouest.

« À travail égal, salaire égal ! » a souligné le représentant du Forum social russe, qui a présenté les débats organisés à Saint Petersburg entre le 11 et le 15 juillet 2006 à l'occasion du sommet du G8. Il a invité tous les participants à venir y poursuivre la discussion³.

D'autres propositions ont été adoptées :

- la mise en place d'une liste d'échanges d'informations,
- la rédaction de fiches sur les droits dans chaque pays à diffuser par les syndicalistes de l'Est aux salariés susceptibles d'aller travailler à l'Ouest,
- la multiplication des contacts directs au sein des multinationales,
- l'engagement à une expression directe et rapide de solidarité internationale en cas de répression anti-syndicale ou de licenciements,
- la poursuite des actions syndicales communes menées contre l'intervention russe en Tchétchénie etc.

NOTES

1. Sierpien 80 signifie août 80, date de la grande grève générale. Sierpien 80 a été fondé en 1992 par la commission régionale de Haute Silésie (région de Katowice dans le Sud de la Pologne) de Solidarnosc 80. Cette centrale est beaucoup plus combative que les autres confédérations. Sierpien 80 est la troisième centrale syndicale en Haute Silésie : très influente parmi les mineurs de charbon, c'est également le principal syndicat de l'usine FIAT et du complexe sidérurgique Huta Katowice. Au niveau national, Sierpien 80 est présent dans les télécoms, à la poste, ainsi que dans les bus et tramways de Varsovie. Sierpien 80 a mis sur pied le Parti polonais du travail (PPP) qui a obtenu 0,54 % des suffrages exprimés aux élections législatives de septembre 2005. (Extrait de Solidaires International n°1).
2. Solidarnosc (Syndicat Indépendant Autogéré Solidarité) est initialement né des grèves de 1980 aux chantiers navals de Gdansk, à l'époque du régime communiste. Entre 1989 et 1993, de nombreux responsables de Solidarnosc se sont retrouvés à la tête d'un gouvernement qui a organisé la transition à l'économie de marché. L'influence de Solidarnosc a diminué alors considérablement dans le monde du travail. Simultanément la direction de Solidarnosc est passée aux mains d'une aile droitiste, catholique et populiste. Aujourd'hui, Solidarnosc est malgré tout davantage un syndicat qu'un mouvement politique, même si elle conserve toujours des liens politiques étroits. Selon certaines sources, le nombre d'adhérents à Solidarnosc serait de 800 000 adhérents, moins de 400 000 selon d'autres sources. (Extrait de Solidaires International n°1).
3. Voir à ce sujet l'article consacré au contre sommet de Saint-Petersbourg dans ce numéro de « Solidaires International ».

LA MARCHANDISATION DE L'ECOLE EN EUROPE : TOUT EST À VENDRE !

Par la Fédération Sud-Education

Depuis plus d'une dizaine d'années, l'Europe est le lieu d'une triple attaque libérale de ses systèmes éducatifs, du primaire au supérieur, aucun niveau n'étant épargné. On assiste tout d'abord à une lente mais certaine privatisation de l'éducation au profit des grandes entreprises. Celle-ci se manifeste par la présence de leurs représentants dans le conseil d'administration de certains établissements, voire l'introduction de capitaux privés. Simultanément on assiste à la croissance de l'enseignement privé sous contrat, notamment en France. Ce deuxième phénomène est favorisé par la dégradation des conditions d'enseignement dans le public, du fait de la baisse constante des moyens qui lui sont alloués. Ainsi les fonds et le contrôle publics de l'éducation se réduisent sans cesse. La participation de capitaux privés au financement des écoles anglaises, décidée par Tony Blair, au mois de février 2006, est à l'ordre du jour dans d'autres pays d'Europe. On assiste également à une ouverture du « marché de l'éducation » aux intérêts privés : fournitures, matériel « pédagogique », informatique et technologies, sponsoring, représentent en effet un marché considérable.

Enfin, c'est dans la définition même des contenus des programmes scolaires et des missions de l'Ecole que l'on assiste à une libéralisation croissante : il s'agit d'adapter l'école aux besoins du marché, de faire une école de l'efficacité économique et du respect des institutions libérales conçues comme seules alternatives possibles dans le monde contemporain à la place d'une Ecole de l'égalité et de l'émancipation pour tous. Flexibilité, mobilité, rentabilité, concurrence, voilà les principes qui motivent les différentes attaques que subissent à présent nos systèmes éducatifs.

S cénario de science-fiction digne d'une mauvaise copie de Orwell ! ? Pas du tout, le processus est déjà bien avancé. Voici comment les institutions internationales (OCDE², Commission européenne), sur les recommandations du patronat européen (ERT³, UNICE⁴) procèdent depuis 10 ans avec la complicité des classes politiques européennes, processus dans lesquels les socialistes n'ont pas été en reste⁵.

Pour mieux comprendre ce processus, il faut se tourner du côté des rapports des dits « experts » de l'OCDE et des membres de l'ERT, ainsi que du côté de différentes institutions de l'Union Européenne.

Pour résumer, leur politique repose sur cinq dogmes libéraux, dont le principal est le prétendu manque de compétitivité de l'Europe et la responsabilité des systèmes éducatifs en la matière :

- a) *les systèmes d'éducation et de formation ignorerait les exigences de compétitivité,*
- b) *les systèmes éducatifs seraient trop rigides,*
- c) *les systèmes d'éducation et de formation actuels se fondent exclusivement sur des accréditations formelles, seraient trop éloignés des exigences du marché du travail,*
- d) *ces mêmes systèmes développeraient une structure élitiste qui les mettrait à l'écart des besoins économiques réels,*
- e) *ces systèmes, enfin, rendraient les individus moins imaginatifs et moins entreprenants, car moins responsables⁶.*

LES GRANDES ETAPES DU PROCESSUS

1989

Publication du rapport de l'ERT, « Education et compétences en Europe », qui affirme que « l'offre de l'éducation ne correspond pas à la demande », c'est-à-dire à la demande des industriels. Il y aurait ainsi une inadaptation de la formation au marché en perpétuel mouvement.

1995

La Direction générale de l'éducation de la Communauté européenne (DGXXII), dont la directrice est alors Edith Cresson, publie un « Livre blanc sur l'éducation et la formation : enseigner et apprendre, vers la société cognitive ». Il prône l'« autonomie » des écoles et le « rapprochement école-entreprise ». Ce thème deviendra un des leitmotifs des réformes à venir.

1998

Les experts de l'OCDE publient le rapport « Analyses des politiques d'éducation », dont le thème est le désormais célèbre « apprentissage tout au long de la vie » : il faut « apprendre à apprendre », entendez apprendre à être flexible, mobile et à s'adapter tout au long de sa vie aux besoins du marché. Il y est écrit que les écoles doivent devenir « des institutions plus ouvertes au service d'intérêts très divers et d'une large clientèle »⁷. Le ministre de l'éducation Claude Allègre trouvera une source d'inspiration dans ces textes.

1999

Déclaration de Bologne signée par 31 ministres européens de l'enseignement selon laquelle l'Europe doit se doter d'une économie plus compétitive, notamment dans le domaine des services et des technologies⁸.

2000

Application de cette décision à l'éducation lors du Sommet européen de Lisbonne⁹ avec le projet e-learning. Il s'agit de développer dans l'UE « l'économie de la

connaissance la plus compétitive du monde » et d'entamer pour cela une série de réformes en profondeur, censées secouer les archaïsmes de systèmes éducatifs qui ne sont pas adaptés au marché et coûtent trop cher à la communauté européenne. Les grandes lignes en sont l'entrée de l'Ecole dans l'ère du numérique, une plus grande mobilité au niveau de l'Union (harmonisation des diplômes, mobilité des étudiants et des enseignants) afin d'accroître la concurrence entre régions et établissements. Il s'agit dans un premier temps de rendre l'enseignement supérieur « plus compétitif » mais surtout plus rentable. Il est prévu un désengagement massif des fonds publics dans l'éducation et l'introduction progressive de capitaux privés.

2003

Loi sur la décentralisation et la réforme des retraites. Conformément aux volontés des lobbies patronaux européens de désengagement de l'Etat dans les services publics, son but est, d'une part, d'alléger l'Etat du financement de certains personnels de l'Education nationale et, d'autre part, de réduire l'embauche de personnels enseignants titulaires en retardant leur départ à la retraite.

2004-2005

La réforme LMD¹⁰ du supérieur, inspirée dans son contenu du rapport Attali, permet la mise en concurrence des établissements. Elle instaure les « crédits professionnels » qui vont remplacer progressivement les contenus d'enseignements généraux moins directement « utilisables » sur le marché du travail.

2005-2006

Le projet de Constitution européenne et de Directive Bolkestein de libéralisation des services veulent poursuivre ce travail systématique de marchandisation de l'Ecole.

Le projet de Traité met l'accent sur la nécessité de développer l'enseignement à distance visant ainsi à concurrencer les écoles publiques et à développer le marché des technologies numériques en leur sein. Si, selon ce texte, l'Etat est censé conserver ses prérogatives fondamentales en la matière, la troisième partie du projet laisse planer un flou juridique, au nom du principe de libre concurrence des services entre les Etats, qui laissent redouter tous les contournements possibles du principe de la prérogative nationale.

La directive Bolkestein affirme d'un côté laisser indemne l'éducation... mais de l'autre énonce toute une série d'exceptions, elles aussi assez vagues (à commencer par la définition de ce qu'est un service) pour que les firmes de l'éducation business puissent s'y engouffrer à loisir. Les multiples rencontres « Ecole-Entreprise » dans les pays de l'UE continuent à préparer le terrain et à se répartir les secteurs.

Nul doute qu'en 2007, le prochain Sommet des ministres européens de l'éducation prendra acte de l'avancée du chantier des réformes et définira de nouveaux objectifs afin de poursuivre cette destruction systématique de l'Ecole publique. L'audit a commencé, la restructuration est en marche, et avec elle son cortège de laissés pour compte, à commencer par les élèves et les personnels de l'éducation considérée comme non productifs !

NOTES

1. George Orwell (1903-1950) : écrivain britannique ayant publié en 1949 le roman futuriste « 1984 » dont l'action se passe dans un monde où règne le totalitarisme.
2. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) regroupe 30 pays parmi les plus développés, dont, la Suisse, les USA, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Mexique, la Turquie, le Japon, la Corée du Sud et la plupart des pays de l'Union européenne. <http://fr.wikipedia.org/wiki/OCDE>
3. European Round Table of Industrialists (ERT) : groupe de pression regroupant 45 des plus grands patrons de l'Union européenne. www.ert.be/home.aspx http://en.wikipedia.org/wiki/European_Round_Table_of_Industrialists
4. UNICE : L'union des industries de la communauté européenne (UNICE) est une organisation patronale européenne fondée par des organisations patronales nationales en mars 1958. Son président actuel est Ernest-Antoine Seillière (ex-président du MEDEF). http://fr.wikipedia.org/wiki/Union_des_industries_de_la_communauté_européenne
5. Ainsi, en France, la réforme du LMD (Licence Master Doctorat) a eu pour rédacteur et penseur Jacques Attali (ancien conseiller de François Mitterrand). La réflexion sur la privatisation des systèmes éducatifs doit beaucoup au travail d'Edith Cresson dans son livre blanc sur l'éducation. Et enfin l'ensemble des textes européens engageant cette aire du monde dans tels processus ont été signés, dans leur grande majorité, par ces mêmes socialistes, avant d'être tout simplement appliqués par les gouvernements ouvertement libéraux qui leur ont succédé au pouvoir (l'exemple le plus frappant étant l'AGCS, Accord Général sur la Commercialisation des Services, signé en 1994).
6. « Les politiques européennes d'éducation et de formation à travers les textes », Jean Luc de Meulemeester et Denis Rochat, in « L'éducation et ses contraires », revue Agone n°29/30, 2003.
7. On peut trouver d'autres « analyses » et recommandations toutes aussi édifiantes dans les rapports de l'OCDE et de l'ERT dans le livre de Nico Hirtt, L'Ecole prostituée, L'offensive des entreprises sur l'enseignement, Editions Labor, 2001. Et de façon plus générale sur le site de l'association belge APED <http://www.ecoledemocratique.org>
8. Déclaration signée par 31 ministres européens de l'enseignement réunis à Bologne le 19 juin 1999. http://www.ecoledemocratique.org/article.php3?id_article=84
9. http://www.ecoledemocratique.org/article.php3?id_article=215
10. Licence Master Doctorat <http://www.sudeducation.org/article348.html>



Les mobilisations européennes contre le chômage et la précarité

MARCHES EUROPÉENNES CONTRE LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ ET LES EXCLUSIONS / EUROMARCHES

Par Michel Rousseau*



Au printemps 1996, face à la persistance du chômage de masse et de longue durée (20 millions de chômeurs et 50 millions de pauvres dans l'Union européenne de l'époque), des associations et syndicats se réunissent en juin à Florence. Ils lancent ensemble un défi : organiser, avec toutes les organisations qui le veulent, sans exclusive, des marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions en juin 1997, à l'occasion de la Conférence intergouvernementale de l'Union européenne.

Partis de Finlande, de Sarajevo, de Tanger, etc. les marcheuses et les marcheurs traversent, pendant deux mois, tous les pays de l'UE avant de converger dans les rues d'Amsterdam, rejoints par 50 000 manifestant(e)s¹.

Autour de cette initiative s'étaient retrouvées, au niveau européen, les associations les plus diverses de nombreux pays de l'Union européenne et des organisations syndicales aussi différentes que le DBG² de Thuringe, la FIOM-CGIL³ et les SinCobas⁴ en Italie, les TUC britanniques⁵, des syndicats de la FGTB en Belgique⁶, plusieurs syndicats SUD et le SNUJ⁷ en France, ainsi que deux organisations issues de la tradition anarcho-syndicaliste : la CGT espagnole (voir encadré) et le syndicat SAC⁸ de Suède. Une telle convergence aurait été impensable dans les cadres nationaux et préfigurait le processus de rassemblement des forums sociaux.

Dans la foulée de cette mobilisation s'est constitué le réseau européen des Marches européennes/Euromarches. Il s'agit en fait d'un centre d'initiative et d'une coordination souple, horizontale et à géométrie variable à l'échelle européenne d'associations et de structures syndicales en lutte contre le chômage et la précarité. Cette coordination permet d'échanger les informations entre les pays, de suivre au plus près les politiques de l'UE et de préparer ensemble initiatives et campagnes communes. Essentiellement ancré à l'Ouest de l'Union européenne, le réseau a été rejoint récemment par des collectifs de Pologne.

Après avoir fait le bilan d'Amsterdam, lors de l'université de Chalkidiki (Grèce) en 1998, le réseau des Marches européennes mobilisa à l'occasion de tous les sommets de l'Union européenne et fit connaître les décisions scandaleuses prises dans le cadre des Grandes orientations de politiques économiques (GOPE) de l'Union européenne. Au lieu de lutter contre le chômage, l'Union européenne se mit à faire la chasse aux chômeurs. Au sommet de Lisbonne en 2000, elle initia le processus de précarisation des emplois dont on perçoit aujourd'hui les effets dévastateurs.

Du projet de Charte des droits fondamentaux, à Nice en 2000, au projet de Constitution européenne, les Marches européennes/Euromarches ne cessèrent jamais de dénoncer des textes consacrant la fin des droits sociaux. En juin 2003, à l'occasion du sommet de Thessalonique, les Euromarches participèrent à la création d'un réseau européen pour les droits sociaux et fondamentaux. En mars 2004, elles organisèrent une grande conférence à Bruxelles sur les droits sociaux dans l'Europe élargie : « Pour une solidarité Est/Ouest des mouvements sociaux »⁹. Il est en effet urgent d'élaborer des propositions concrétisant l'autre Europe que nous voulons. C'est le sens de la participation active des Marches européennes/Euromarches dans les forums sociaux et les réseaux qu'ils ont générés : en particulier le réseau européen contre la précarité et celui pour une « Charte des principes pour une autre Europe ».

Dix ans après la constitution du réseau, les Marches européennes/Euromarches, avec toutes les forces associatives, syndicales et politiques qui le souhaitent, veulent non seulement faire le point sur la situation des chômeuses, des chômeurs et des précaires aujourd'hui dans l'Union européenne élargie, mais avancer aussi sur l'élaboration de campagnes et revendications communes capables d'unifier nos luttes à l'échelle européenne et mobiliser à cet effet. C'est le sens de notre participation active aux Marches 2007 vers Heiligendamm, la meilleure façon de fêter nos dix ans !

* Michel Rousseau fait partie de l'équipe d'animation des «Marches européennes/Euromarches». www.euromarches.org/ Postier syndiqué à Sud PTT, il participe également depuis des années à «Agir ensemble contre le chômage – AC !» www.ac-chomage.org et à la «Fondation Copernic». www.fondation-copernic.org/Quisomns.htm



1. Un film de Patrice Spadoni et Canal Marches relate cette « épopée ». www.canalmarches.org
2. Le DGB est de loin la principale confédération syndicale allemande. Voir la revue internationale de Solidaires n°1 <http://perso.orange.fr/orta/solidint/Allemagne/syndicats.html>
La Thuringe est une des régions (Länder) du centre de l'Allemagne peuplée de 2,45 millions d'habitants.
3. La FIOM-CGIL est la Fédération de la métallurgie de la principale confédération syndicale italienne. En l'an 2004, la FIOM revendiquait 363 326 adhérents. www.fiom.cgil.it/internazionale/mots.htm Voir aussi la revue internationales de Solidaires n° 1. <http://perso.orange.fr/orta/solidint/italie/syndicats.html>
4. Les SinCobas font partie des organisations syndicales « de base ». Le « Syndicat intercatégoriel des comités de base » ou « SinCobas » www.sincobas.org était au départ principalement implanté dans le secteur privé et notamment à Fiat. Aujourd'hui, la moitié de ses 10 000 adhérents appartiennent à la Fonction publique et aux secteurs précaires. Voir la revue internationale de Solidaires n° 1 <http://perso.orange.fr/orta/solidint/italie/syndicats.html>
Les SinCobas participent, aux côtés de Solidaires et de la CGT-E, à la construction d'un réseau syndical alternatif européen. http://perso.orange.fr/orta/solidint/reunions_inter/article_rencintres-europ1.html
5. Les TUC, la seule confédération syndicale existant au Royaume-Uni, compte plus de 7 millions d'adhérents. Elle ne s'est ensuite à nouveau impliquée dans ce processus que lors du Forum Social Européen de Londres en 2004. <http://perso.orange.fr/orta/solidint/royaume-uni/syndicat.html>
6. La FGTB est la seconde confédération belge avec 1,3 millions d'adhérents. Elle est restée dans le réseau par le biais de sa commission chômeurs. <http://perso.orange.fr/orta/solidint/belgique/syndicats.html>
7. Le SNUI est en France la première organisation syndicale de l'Administration des impôts. Il obtient près de la moitié des voix aux élections professionnelles et compte 21 000 adhérents, soit un salarié sur trois. C'est un des syndicats fondateurs de l'Union syndicale Solidaires. <http://www.snu.fr/gen/who/who.html>
8. La SAC, Organisation centrale des travailleurs, existe depuis 1910 www.sac.se/en
La SAC aurait environ 9 000 membres. <http://eurofound.europa.eu/emire/SWEDEN/ANCHOR-SYNDIKALISM-SE.html>
À noter que le trois principales confédérations suédoises ont respectivement 1,9 million adhérents (LO), 1,3 million (TCO) et 550 000 (SACO). Le taux de syndicalisation est en Suède de 83 %.
9. Actes publiés aux éditions Syllepse en français, anglais et hollandais (122 pages, 7 euros). www.syllepse.net/lng_FR_srub_36_iprod_230-Les-droits-sociaux-dans-une-Europe-elargie.html

LA CGT D'ESPAGNE

La CGT est considérée comme la troisième organisation syndicale d'Espagne derrière les Commissions ouvrières (CC-OO) et l'Union générale du travail (UGT). Elle compte un nombre d'affiliés estimé à 60 000 adhérents (les CC-OO et l'UGT revendiquant respectivement 970 000 et 900 000 adhérents). Les moyens financiers de la CGT-E proviennent à 90 % des cotisations des membres, et l'Etat ne lui verse qu'une somme symbolique. Dans le secteur privé, c'est dans les banques, la métallurgie, les télécommunications et le nettoyage que la CGT est la mieux implantée. Dans le public, c'est dans les chemins de fer, la poste, les collectivités territoriales et dans les télévisions régionales autonomes qu'elle est la plus présente. Elle intervient dans d'autres domaines grâce à ses groupes d'action sociale et ses commissions (antimilitarisme, femmes, jeunes, écologie).

Source : site de la CGT-E
www.cgt.es/modules.php?name=News&file=article&sid=3017
 La CGT-E participe, aux côtés de Solidaires et des SinCobas à la construction d'un réseau syndical alternatif européen. http://perso.orange.fr/orta/solidint/reunions_inter/article_rencintres-europ1.html

LES RESEAUX MILITANTS EN EUROPE

Depuis une dizaine d'années, les réseaux militants se multiplient. Il n'est pas toujours facile de s'y retrouver...

Leur caractéristique commune est la mise en commun d'analyses, de projets et d'actions au sein de structures souples de coordination : chaque organisation garde son identité, le réseau regroupe les forces pour une plus grande efficacité. Ces réseaux sont à géométrie variable suivant le champ qu'ils veulent couvrir et parfois se recoupent. Les liens entre ces structures tissent une sorte de toile informelle, différente des modes d'organisation pyramidale du siècle dernier.

Le Réseau de Convergence des Mouvements Sociaux (RCMS) <http://rcms.samizdat.net> regroupe, comme « membres » ou « observatrices » des structures syndicales (Union Syndicale Solidaires, Confédération Paysanne, FSU), des réseaux de luttes comme les Marches européennes/Euromarches, No-Vox, et des associations à thème spécifique.

Les Euromarches, www.euromarches.org, sont un réseau européen de lutte contre le chômage et la précarité. En France, les Euromarches regroupent en particulier :

- * AC! Agir ensemble contre le chômage www.ac-chomage.org
- * L'APEIS, Association pour l'emploi, l'information et la solidarité www.apeis.org
- * Le MNCP, Mouvement national des chômeurs et précaires <http://mncp.mncp.free.fr>
- No Vox, www.novox.ras.eu.org, regroupe au niveau européen, voire au-delà (Japon, Brésil, Mali...), des organisations de « sans », notamment dans le cadre de la participation aux Forums sociaux européens et mondiaux. On y retrouve les organisations de chômeurs déjà citées, mais aussi les organisations de sans-logement, de SDF, de sans-papiers et notamment en France :
- * DAL, Droit au logement www.globenet.org/dal
- * le CDSL, Comité des sans-logis <http://asso.francenet.fr/cdsl>
- * Droits devant !! www.droitsdevant.org
- * Stop Précarité! www.stop-precarite.org

MOBILISATION ANTI-G8

EN JUIN 2007, LE « G8 » SE REUNIT EN ALLEMAGNE

Précaires de tous les pays, en Marches vers Heiligendamm !

Contre la précarisation des emplois et de nos vies !

Contre le chômage, la pauvreté, la misère, les exclusions, les discriminations, pour l'égalité des droits !

Plus l'Europe s'enrichit et plus le nombre de précaires augmente. Voilà plus de trois décennies que le chômage de masse et de longue durée est le fait quotidien de dizaines de millions d'hommes et de femmes. En 2000 à Lisbonne, l'Union européenne avait promis le paradis pour 2010. En fait non seulement le chômage n'a pas reculé (les chiffres officiels dans tous les pays ne comptabilisent que le tiers des chômeurs réels), mais par contre les emplois précaires et sous-payés ont explosé, notamment pour jeunes, les femmes, les immigrés, particulièrement les sans-papiers.

Aux chômeuses et chômeurs « officiels » s'ajoutent les travailleuses et les travailleurs pauvres dans les villes et les campagnes, les allocataires des seuls minima sociaux, les jeunes qui n'y ont pas droit, les SDF et de plus en plus de retraité(e)s. La casse sociale généralisée a généré pauvreté et misère au moment même où les profits des actionnaires atteignent des sommets. L'injustice sociale n'a jamais été aussi forte.

Impulsant des politiques antisociales et destructrices, les « G8 » sont illégitimes !

Comme chaque année, le « club » très fermé du G8 qui réunit les dirigeants des sept pays les plus riches, plus la Russie, va se réunir pour décider du sort de la planète. Les « maîtres du monde » se retrouveront du 6 au 8 juin 2007 à Heiligendamm, riche station balnéaire près de Rostock, dans la région la plus pauvre du Nord de l'Allemagne. Le G8 est l'instance la plus illégitime qui soit. C'est pourtant lors de ces « sommets informels » que les huit pays les plus puissants de la planète impulsent les politiques néo-libérales qui concentrent les richesses, précarisent l'emploi et les conditions de vie et favorisent les exclusions culturelles, les logiques guerrières et prédatrices et la destruction de l'environnement.

Dans le plus grand secret, les pays du G8 se partagent le monde et ses richesses. Au menu « officiel » en 2007 : les grands équilibres économiques et financiers, mais aussi deux sujets photogéniques comme l'environnement (réchauffement climatique, réduction des gaz à effets de serre), et la pauvreté, particulièrement en Afrique ! On croit rêver : les pays qui possèdent plus de la moitié de la richesse de la planète, polluent sans retenue et contrôlent toutes les instances internationales comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), et le Fonds Monétaire International (FMI), vont se pencher sur la pauvreté que leur système génère dans le monde entier, particulièrement par le fléau de la dette.

C'est dire que toutes celles et ceux qui subissent les effets de leurs politiques, la grande majorité de la population mondiale, ne peuvent laisser passer une telle mascarade. Depuis plusieurs années, militant-e-s associatifs/ves, syndicalistes, membres d'une ONG ou d'un parti politique, ou, simples citoyens, se mobilisent, dans le respect de leur diversité, pour démontrer, par les manifestations et les blocages l'illégitimité des sommets du G8 réfugiés derrière une forteresse armée, mais aussi pour esquisser, dans le cadre des sommets alternatifs, les contours de cet autre monde possible et nécessaire.

Toutes et tous à Rostock-Heiligendamm pour dénoncer cette mascarade !

Plusieurs coordinations de multiples réseaux locaux, européens et mondiaux ont déjà eu lieu en Allemagne pour préparer une semaine d'actions, de manifestations, de débats, d'initiatives culturelles du samedi 2 au vendredi 8 juin 2007.

Samedi 2 juin une grande manifestation permettra la convergence à l'arrivée de toutes celles et de tous ceux qui viendront à Rostock pour une semaine entière d'initiatives pour un autre monde.

Dimanche 3 : événement inaugural.

Lundi 4 : journée sur la thématique des migrations, pour la liberté de circulation et d'installation, pour des droits égaux pour toutes et tous.

Mardi 5 : journée contre le militarisme, la guerre permanente et début du sommet alternatif. Début des opérations de blocage.

Jeudi 7 : manifestation et concert final « Musique et messages », avec le chanteur Herbert Grönemeyer.

Plus nous serons nombreuses et nombreux, et moins les « grands » de ce monde pourront faire leurs coups en douce. Notre mobilisation est d'autant plus importante que leur sommet correspond à la fin de la présidence de l'Union européenne par l'Allemagne, et qu'Angela Merkel, chancelière de l'Allemagne, espère s'appuyer sur le sommet du G8 pour relancer aussi la dynamique de l'Union européenne néo-libérale. Nous montrerons au contraire qu'un autre monde est possible et nécessaire, que c'est le capitalisme néo-libéral qui génère la pauvreté et que son système de production et de développement mène la planète à la catastrophe.

Marchons de toute l'Europe vers Heiligendamm pour l'égalité des droits !

Contre la précarisation des emplois et de nos vies, le chômage, la pauvreté, la misère, les exclusions, les discriminations, une seule solution : l'égalité des droits pour toutes et tous : le droit à un revenu qui permette de vivre, le droit à un emploi et à la formation, le droit à un logement, le droit à une nourriture saine, le droit à la santé, le droit de circulation et d'installation, le droit à des papiers, le droit à la culture, des services publics garantissant ces droits.

Pour exprimer avec force ces exigences, des marches partiront à la mi-mai des quatre coins de l'Europe, convergeront en Allemagne le week-end des 26 et 27 mai 2007, pour rejoindre les "marches-relais" des groupes allemands et arriver à Rostock le 1er juin, la veille de la grande manifestation d'ouverture.

En France, la semaine précédente, dans toutes les régions, nous porterons ensemble ces revendications de ville en ville à partir d'initiatives et de marches auto-organisées et recueillant dans le même temps les cahiers de doléances de toutes et tous.

De chaque région partiront des délégations qui convergeront en région parisienne puis vers le Nord (parcours à définir ensemble) avant de rejoindre Hollandais et Belges à Bruxelles et passer la frontière allemande. Les mois précédents, les organisations qui le souhaitent s'organiseront pour préparer ces initiatives et mobilisations contre la précarisation, assurer la logistique pour le bon déroulement des marches. Ensemble, nous porterons ces exigences vitales lors des initiatives organisées à Rostock et Heiligendamm, pour la justice sociale sans laquelle la paix ne sera jamais possible, contre une Europe forteresse, pour un autre Monde.

Contre la précarisation : solidarité internationale !

Les « Marches en Europe 2007 » sont soutenues par le Réseau de Convergence des Mouvements sociaux » (RCMS): <http://rcms.samizdat.net> et la Marche mondiale des femmes www.marchemondiale.org

Organisations membres ou observatrices du RCMS :

Confédération paysanne www.confederationpaysanne.fr

Construire un monde solidaire www.monde-solidaire.org/index.php

Réseau Education Sans Frontières (RESF) www.educationsansfrontieres.org

Regarde à vue <http://regardeavue.com>

Union Syndicale Solidaires www.solidaires.org

Campagne Civile Internationale Pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPP)

www.protection-palestine.org

Culture et Liberté www.culture-et-liberte.asso.fr

No-Vox www.novox.ras.eu.org

Agir ensemble contre le chômage (AC !) www.ac-chomage.org

Apeis www.apeis.org

Euromarches www.euromarches.org

Comité des Sans-Logis <http://asso.francenet.fr/cdsl>

Mouvement National des Chômeurs et des Précaires (MNCP) <http://mncp.mncp.free.fr>

Fédération Syndicale Unitaire (FSU) www.fsu.fr

Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF) www.atmf.ras.eu.org

Droits Devant ! www.droitsdevant.org

Initiative Pour un Autre Monde (IPAM) www.reseau-ipam.org/index.php

Réseau sortir du nucléaire www.sortirdunucleaire.org

Banlieues du monde 93

Droit au Logement (DAL) www.globenet.org/dal

Stop Précarité www.stop-precarite.org

Attac www.france.attac.org

Vamos www.intergalactique.lautre.net

Pour participer à ces initiatives : secretariat-marches2007@ras.eu.org

Pour les infos, inscrivez-vous sur la liste marches-en-europe-2007@ras.eu.org

Soutien financier : chèques à l'ordre de « Marches en Europe » à faire parvenir à : « Marches en Europe » c/o Les amis de No Vox 21 ter rue Voltaire 75011 Paris.

LA FEDERATION RUSSE

Par David Mandel *

Population : 142,8 millions (soit 2,4 fois celle de la France).

Population économiquement active : 73,8 millions.

Nombre de syndiqués : environ 29 millions (dont environ 4 millions de non-salariés (étudiants et retraités).

Taux de syndicalisation : 35 à 40 %.

Depuis la chute de l'URSS, le taux de syndicalisation n'a pas cessé de baisser. Il est passé de 70 % à 35-40 %, en grande partie à cause de la dépression entraînée par la "thérapie de choc" : le PNB a chuté de 42,5 % entre 1990 et 1998. La plus grande partie de la main-d'oeuvre des entreprises et des institutions, tant publiques que privées, héritées de la période soviétique est encore syndiquée. Par contre, le syndicalisme est quasi-absent des entreprises créées depuis la chute de l'URSS. Là, c'est le règne quasi-illimité de l'arbitraire patronal. Enfin, les femmes constituent la majorité des syndiqués, mais elles sont très sous-représentées aux niveaux supérieurs de la direction syndicale.

LES DIFFERENTES CENTRALES SYNDICALES

La Fédération des syndicats indépendants de la Russie (FNPR) : environ 28 millions d'adhérents, mais ce chiffre est sans doute exagéré. (ce sont les chiffres officiels de la direction, là aussi il y a surestimation)

Au moins 90 % des syndiqués sont affiliés à la FNPR. Cette confédération a été fondée en 1990 et regroupe plus de 90 % des syndiqués de Russie. Elle a succédé du point de vue organisationnel et idéologique à la défunte fédération soviétique des syndicats. A part sa taille prépondérante, la FNPR se distingue des autres centrales par la subordination de fait de ses affiliés à la direction des entreprises et par sa propre subordination au pouvoir politique. Le personnel gestionnaire des entreprises, parfois aussi le directeur-général lui-même, est normalement membre du syndicat et le domine, désignant et démettant les dirigeants syndicaux à son gré, malgré la formalité des élections. L'arme politique de la FNPR, l'Union du travail, est membre de la coalition qui constitue Edinaya Rossiya (la Russie unie), le parti du pouvoir (voir note après cet article). Ce parti, actuellement majoritaire au Parlement, est entièrement loyal au Président Poutine et à son gouvernement. La FNPR est affiliée à la confédération internationale CISL¹. Dix-neuf des organisations sectorielles affiliées à la FNPR sont membres de Secrétariats syndicaux internationaux².

Les autres centrales syndicales : au total entre 1 et 3 millions d'adhérents. Il existe quatre autres centrales beaucoup plus petites (et quelques autres de taille minuscule). Elles ont été pour la plupart fondées depuis la chute de l'URSS. Elles et affirment avoir ensemble trois millions de membres, m. Mais moins d'un million est un chiffre plus proche de la réalité.

La création de ces centrales a été motivée principalement par le désir de leurs membres de s'organiser indépendamment de la direction des entreprises. Ces syndicats n'admettent dans leurs rangs que des salariés ayant au maximum le grade de d'agent de contremaîtrise). Depuis quelques années ils prennent également leur distance vis-à-vis du pouvoir.

Par contraste avec les syndicats affiliés à la FNPR, relativement peu des syndicats affiliés aux autres centrales sont majoritaires parmi le personnel des entreprises où ils sont implantés, ce qui est la condition pour négocier une convention collective. Parmi les exceptions il y a des syndicats de débardeurs, de pilotes d'avion, de contrôleurs aériens. On trouve également de tels syndicats dans certaines houillères comme le complexe minier Norilsk Nickel, l'usine Ford près de Saint-Petersbourg ou parmi les employés des lignes aériennes de Bachkirie³.

- **La Confédération du travail de la Russie (KTR)**, fondée en 1995, revendique 1,2 millions membres. Cette confédération est principalement implantée dans le secteur des transports : travailleurs des ports, marins, équipes de conducteurs de trains, pilotes. Elle était affiliée à la CISL¹.

- **La Confédération panrusse du travail (VKT)** a résulté d'une scission de la KTR. Celle-ci était due à la cause de la scission était des conflits entre dirigeants, problème d'ailleurs, chronique dans le mouvement syndical indépendant, et notamment sur la question de savoir qui sera président. La VKT revendique 1,27 million des membres. Elle a des affiliés dans les mines, l'automobile, l'industrie alimentaire, les services publics, et d'autres secteurs. Elle était également affiliée à la CISL.

- **Sotsprof** est la plus ancienne des centrales indépendantes, fondée en 1990. Elle déclare avoir un demi-million de membres dans différents secteurs de l'économie. Certains de ses affiliés sont également membre de la VKT.

- **Zachtchita Truda** (Défense du travail) est la seule centrale se présentant comme anti-capitaliste. Mais en pratique ses affiliés se distinguent peu des ceux des autres centrales indépendantes.

- La Fédération des Syndicats de Russie (FPR) : créée en 2004, fédère les syndicats Zachtchita Truda, le syndicat des navigateurs aériens, des contrôleurs aériens et quelques dizaines de petits syndicats régionaux ou d'entreprises

LE CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE

Si nulle part dans le monde les syndicats n'ont su apporter une riposte vraiment efficace à l'offensive contemporaine du capital, le recul socio-économique subi par la classe ouvrière russe (comme des autres pays ex-communistes) a été particulièrement dramatique. Le niveau de vie de la majorité de la population, même après sept années de croissance grâce au prix élevé du pétrole, se situe autour de celui de la fin des années 1950. Malgré une pénurie sérieuse de main-d'oeuvre industrielle (nationalement le taux chômage est officiellement de 7,5 %, avec de fortes disparités entre les régions), les salaires réels des travailleurs stagnent, tandis que l'intensité et la durée du travail augmentent. Les grèves sont rares, leur taux étant au plus bas depuis la chute de l'URSS.

La faiblesse du mouvement syndical s'exprime aussi par le caractère encore assez marginal du courant "indépendance de classe", dont les effectifs stagnent depuis

la fin des années 1990. Récemment on a pu observer un certain regain de forces, notamment dans des nouvelles entreprises créées par les multinationales, mais il est encore trop tôt pour parler d'un tournant.

LES LUTTES DE LA FIN 2006

On a assisté à une montée des luttes dans les grandes entreprises rentables, notamment dans les secteurs du gaz et du pétrole, de l'automobile et de l'agroalimentaire, ainsi que dans les multinationales. Les revendications concernent la question des salaires (misérables comparés aux profits), la trop grande part prise par les primes dans la rémunération, les conditions de travail et les nouveaux types d'organisation (outsourcing). Les luttes démarrent le plus souvent à la base, et se heurtent rapidement à l'opposition musclée des patrons et de la direction syndicale FNPR. Beaucoup de ces luttes passent par la formation d'un nouveau syndicat ou par la sortie de la FNPR (cas de Ford à Saint-Petersbourg). De plus, beaucoup de ces nouveaux syndicats tentent de se coaliser (formation d'associations syndicales par branches ou régions, de listes électroniques...). Beaucoup reçoivent le soutien de telle ou telle fédération syndicale indépendante.

Les 21 et 22 octobre 2006, par exemple, des milliers de travailleurs du gaz et du pétrole étaient dans les rues dans 5 villes de la région de Khanti-Mansisk (grand Nord russe). Des conflits ont eu lieu dans l'automobile à Ford, Avtovaz et General Motors, où les nouveaux syndicats indépendants tentent de participer aux négociations d'entreprise.

Ces luttes s'accompagnent d'une répression passant par le licenciement des militants syndicaux.

En dehors de ces luttes offensives, il y a également une reprise des luttes défensives contre les fermetures d'usines ou contre le non-paiement des salaires. Celles-ci passent le plus souvent par des grèves de la faim.

Carine Clément

Les actions de solidarité sont extrêmement rares dans les syndicats affiliés à la FNPR. Les luttes, quand il y en a, restent isolées dans l'entreprise, et parfois même au sein d'un seul atelier, sans susciter à l'extérieur l'appui ou l'intérêt. Un indice de la désunion est la concentration des cotisations — jusqu'à 85%, parfois même plus — dans les syndicats d'entreprises, ce qui laisse très peu de moyens aux organisations nationales sectorielles et aux fédérations territoriales.

La situation est un peu meilleure dans les syndicats indépendants qui ont monté en 2001 une campagne nationale assez importante contre la réforme du Code de travail. Il se développe aussi une certaine pratique de partage d'expérience de lutte entre ces syndicats. Mais le rôle des centrales reste également minime dans le mouvement indépendant.

Plusieurs facteurs ont contribué à cet état de choses. Il y a d'abord le lourd héritage de 60 ans de régime totalitaire pendant lesquels aucune organisation indépendante ni expression publique libre n'avaient été possibles. La libéralisation sous la Perestroïka de Gorbatchev a permis un certain réveil de la classe ouvrière, mais cela n'a touché qu'une minorité de salariés, et la "thérapie de choc" y a mis un terme. Cette véritable révolution sociale, accompagnée d'une dépression économique sans précédent, a déboussolé et déstructuré la classe ouvrière. La profonde insécurité des travailleurs favorisait la recherche de solutions individuelles au lieu de la lutte collective. A cela il faut ajouter la politique officieuse des autorités de faire souvent comme si les lois n'existaient pas, et une réforme du Code de travail, promulguée en 2002, qui a encore plus affaibli encore plus la situation des syndicats indépendants (et des travailleurs) à l'avantage des syndicats affiliés à la FNPR, partisans du "partenariat social". Cette réforme a rendu encore plus difficile l'organisation de grèves légales et a enlevé aux syndicats le pouvoir de bloquer les licenciements.

La démoralisation et la passivité des travailleurs sont les grands obstacles à un renouveau syndical. Mais cet état d'esprit de la base n'est pas sans rapport avec l'idéologie et la pratique de la centrale prédominante.

L'IDEOLOGIE DU "PARTENARIAT SOCIAL" DE LA FNPR

Le "partenariat social" est l'idéologie officielle des syndicats affiliés à la FNPR. Il fait aussi partie de l'arsenal idéologique de l'Etat russe. Formellement le terme signifie un système de négociations et de conventions collectives au niveau des entreprises et d'ententes tripartites au niveau régional et fédéral conclues entre fédérations syndicales, associations patronales et représentants de l'Etat. Mais si ces négociations peuvent déboucher sur des concessions mineures en faveur des travailleurs, en ce qui concerne les grands enjeux le "partenariat social" se traduit simplement par la soumission des syndicats aux patrons et au pouvoir.

Lors des négociations dans le cadre du "partenariat social," la FNPR et ses affiliés n'ont jamais recours à des moyens de pressions autres que symboliques. Il n'est donc jamais question de mobilisation ni de formation de la base syndicale. Au contraire, une base mobilisée et consciente nuirait lorsqu'il faut "comprendre la situation de l'entreprise," toujours "précaire," et consentir à des concessions. Dans les faits, la direction syndicale se voit et se comporte comme partenaire-junior de la direction de l'entreprise en matière de gestion du personnel. Là où des syndicats indépendants existent, les affiliés de la FNPR collaborent avec l'administration en les harcelant. Le passage du poste de président du syndicat local au poste de vice-directeur au personnel n'est pas chose rare.

LE POSITIONNEMENT DU COURANT SYNDICAL INDEPENDANT

Le courant indépendant rejette évidemment "le partenariat social" comme une fumisterie. Mais ces dirigeants ont eu beaucoup de difficulté à mobiliser leur base. Cela s'explique en partie par la démoralisation générale des travailleurs, mais aussi

par une certaine tendance à judiciairiser les conflits et par une faible compréhension de l'importance de créer un rapport de forces qui s'appuie sur l'engagement actif des membres.

SYNDICALISME ET POLITIQUE

Le moment de gloire de la FNPR a sans doute été septembre 1993, lorsque son président d'alors, Igor Klotchkov, a pris parti pour la démocratie contre Boris Eltsine. Celui-ci venait de déchirer la Constitution, assiégeant et finalement bombardant le parlement, qui bloquait la poursuite de la "thérapie de choc." Eltsine voulait remplacer le système parlementaire par un régime présidentiel "fort," c'est-à-dire un pouvoir exécutif libéré de tout contrôle extérieur.

Mais face à la menace de perdre ses immenses avoirs immobiliers (bureaux, hôtels, maisons de la culture, installations sportives, etc.) et peut-être même de voir supprimée la FNPR elle-même, sa direction a sacrifié Klotchkov en adoptant une politique d'opposition loyale à Eltsine. La centrale a continué pendant plusieurs années à organiser ses journées d'action en automne et au printemps, attirant parfois une participation assez massive, mais les revendications étaient toujours floues (du genre: "pour des salaires décents et des droits sociaux") et il n'y avait jamais de suivi.

Lors des élections parlementaires de décembre 1993 et 1995, la FNPR a constitué une coalition avec la principale organisation patronale (l'Union des industriels et des entrepreneurs). Son score a été à chaque fois lamentable (moins d'un pour cent des voix). Lors des élections présidentielles de 1996, lorsque l'enjeu était le pouvoir réel, la centrale a refusé de prendre position, prétextant que cela diviserait ses rangs. Pendant l'été 1998, la centrale a appuyé du bout des lèvres le mouvement de protestation qui revendiquait la démission d'Eltsine et une réforme démocratique de la Constitution (qui avait été adoptée par le référendum truqué en décembre 1993), mais elle a abandonné même cette apparence d'opposition dès qu'Eltsine a remplacé son premier ministre, sans qu'il y ait eu pourtant de changement significatif du cours politique. Lors des élections parlementaires de décembre 1999, la FNPR a participé à la coalition Otetchestvo (Patrie) dirigée par le maire de Moscou, Loujkov, représentant de la bourgeoisie supposée "patriotique."

La centrale appuyait Louzhkov à la présidence également, mais Poutine a pu écarter la candidature de celui-ci par une combinaison de chantage et de campagne de dénigrement systématique. Par la suite, le président de la FNPR, M. Schmakov, s'est empressé de soutenir la candidature de Poutine, avant même que celui-ci ait fait connaître son programme.

Depuis l'élection de Poutine en 2000, le prolongement politique de la FNPR fait partie de la coalition Edinaya Rossiya, parti majoritaire au parlement et dont le programme se résume en un seul principe : appui inconditionnel au Président Poutine. Le Vice-président de la FNPR, Andrei Isaev, est président de la Commission parle-

mentaire sur le travail et la politique sociale. Participant au parti du pouvoir, la FNPR a logiquement dû laisser tomber ses "journées d'action." Mais elle célèbre encore le 1^{er} mai... avec Edinaya Rossiya ("partenariat" oblige), cela malgré la politique anti-populaire que mène ce parti. (A titre d'exemple, le salaire minimal (mensuel) en Russie est le plus bas d'Europe : 32 euros).

C'est ainsi que les syndicats affiliés à la FNPR ont trouvé leur niche politique dans la nouvelle société russe : avec l'appui du pouvoir, ils occupent le terrain syndical sans être de vrais syndicats (dont le principe de base est l'auto-organisation des travailleurs). La FNPR contribue ainsi à bloquer l'émergence d'un mouvement ouvrier indépendant. La volonté d'organiser la "société civile" afin d'empêcher l'émergence d'une opposition crédible est un trait central de la "démocratie dirigée" de Vladimir Poutine.

L'orientation politique des syndicats indépendants a évolué plutôt dans le sens inverse. Leur appui à Eltsine pendant les premières années où il était au pouvoir, s'expliquait par leur réflexe anti-communiste. Le Parti communiste de la Fédération russe, à l'époque le parti principal de l'opposition, étant identifiée au défunt régime totalitaire. Ce soutien s'est maintenu y compris lors de la campagne électorale de 1996, (où Eltsine a notamment lorsqu'il a dû, entre autres, truquer les résultats pour gagner) s'expliquait par leur réflexe anti-communiste., le Parti communiste de la Fédération russe, à l'époque le parti principal de l'opposition, étant identifiée au défunt régime totalitaire.

Mais les syndicats indépendants entretenaient aussi l'espoir qu'Eltsine leur offrirait en retour son appui contre la FNPR. Cet espoir a été déçu, et déjà lors de en l'été 1998, les syndicats indépendants ont participé au mouvement qui revendiquait la démission d'Eltsine et une réforme démocratique de la Constitution. L'adoption sous Poutine de la réforme du Code de travail, dirigée en grande partie contre les syndicats indépendants, n'a fait que renforcer leur opposition au pouvoir.

En janvier 2002, en réaction à la réforme du Code de travail, Sotspro et Zacshtchita ont fondé un parti de type travailliste, le Parti du travail, dont le but principal était d'élire des députés au parlement pour défendre le mouvement syndical indépendant. Mais le parti a éclaté un peu plus d'une année plus tard à cause d'un conflit entre les dirigeants des centrales fondatrices.

A présent, on trouve au parlement deux députés liés aux syndicats indépendants : Oleg Chein, l'un des dirigeants de Zachtchita, membre de la fraction parlementaire "patriotique" Rodina, et Anatolii Ivanov, ancien président du syndicat indépendant de l'usine VAZ (constructeur des "Ladas"). Ivanov, qui a adhéré à la fraction due la "Russie unie," parti de Poutine a été formellement désavoué par son syndicat, mais il continue quand même à lui fournir un certain appui. Le Parti ouvrier communiste russe (RKR), un petit parti stalinien à "gauche" du Parti Communiste de la fédération russe, appuie parfois les luttes des syndicats indépendants, mais il ne mène pas de travail systématique dans les entreprises.

CHRONOLOGIE

1985

Gorbatchev est désigné Secrétaire général du PCUS et proclame la "glasnost" (relâchement partiel de la censure).

1987

Gorbatchev proclame la Perestroïka : réforme du marché (sans privatisation ni abandon de la planification) et "démocratisation" bien contrôlée.

1989

Grève en juillet de 400 000 mineurs de charbon. En plus des revendications économiques, les mineurs revendiquent la fin des privilèges bureaucratiques, le renvoi de fonctionnaires corrompus, et des élections démocratiques aux soviets locaux. Les mineurs de Vorkouta dans le grand Nord lancent en octobre un appel au travailleurs de l'Union soviétique qui déclare : "L'expérience des grèves économiques montre que sans le démantèlement décisif du système totalitaire-bureaucratique les revendications économiques sont inutiles."

1990

En octobre, le deuxième congrès des mineurs crée le Syndicat indépendant des mineurs, en concurrence avec le Syndicat des travailleurs de l'industrie des charbonnages.

Gorbatchev abandonne la Perestroïka en faveur de la restauration du capitalisme, mais ses hésitations suscitent l'opposition d'Eltsine et de ses partisans.

1991

En mars, des grèves économiques dispersées éclatent dans les charbonnages. En Sibérie les mineurs, en appui d'Eltsine, revendiquent la démission de Gorbatchev. En avril, la hausse des prix de biens de consommation de base insufflé une nouvelle vie dans la grève des mineurs, qui se répand aux autres secteurs et devient générale en Biélorussie pendant la plus grande partie du mois d'avril.

Gorbatchev démissionne fin 1991. C'est la fin de l'URSS.

1992

En début d'année, la "thérapie de choc" déclenche l'hyper-inflation et une profonde dépression économique qui durera jusqu'en 1999.

1993

Fin septembre-début octobre 1993 : coup d'Etat d'Eltsine contre le Parlement qui s'oppose à la poursuite de la thérapie de choc. Instauration de la "démocratie dirigée".

1994-1998

La pratique du non-versement des salaires se répand, provoquant des grèves dispersées, le blocages de ponts et d'autoroutes.

1998

En mai, a lieu "la guerre du rail" : blocage des chemins de fer dans les régions minières pour protester contre le non-versement des salaires.

De juin à septembre, le Syndicat indépendant des mineurs organise un campement devant le bâtiment principal du gouvernement à Moscou qui attire des délégués de syndicats indépendants de toute la Russie européenne et inspire l'organisation de campements similaires dans certaines autres villes. Trois revendications :

démission d'Eltsine, réforme constitutionnelle pour soumettre l'exécutif au contrôle démocratique, politique économique axée sur les besoins populaires.

En août, le krach du rouble réduit les salaires réels d'au moins 50 %, Eltsine renvoie son gouvernement néo-libéral et désigne E. Primakov, ancien conseiller de Gorbatchev, comme premier ministre. Celui-ci invite des communistes dans le gouvernement.

Le 3 octobre, le syndicat indépendant des mineurs, ayant obtenu des concessions économiques pour les seuls mineurs, déclare la fin du campement à Moscou.

Le 7 octobre 1998 des manifestations massives organisées

conjointement par la FNPR et le Parti

communiste demandent la démission d'Eltsine; on note dans les foules des directeurs d'entreprises, des entrepreneurs, des gouverneurs. Eltsine lui-même exprime sa sympathie mais refuse de s'en aller.

1999

Le krach financier d'août 1998 et la hausse du prix de pétrole relancent la croissance économique et mettent fin progressivement au non-versement des salaires. Les grèves deviennent de plus en plus rares.

2001

Campagnes des syndicats indépendants contre le nouveau Code de travail qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Fin 2005-début 2006

Vague de manifestations des retraités contre la "monétarisation" de leurs avantages sociaux.

LES PARTIS POLITIQUES RUSSES

Les partis mentionnés sont ceux ayant obtenus plus de 3 % des suffrages aux élections législatives de décembre 2003⁴.

La dernière colonne correspond au score obtenu par le candidat de ce parti aux élections présidentielles de mars 2004⁵.

	% 2003	Sièges 2003		% 2004
Russie Unie (Yedinaya Rossiya)	38,0 %	222	Le parti du pdt Putine	71,2 %
Parti communiste	12,8 %	51	Successeur de l'ancien PC	13,7 %
Parti démocratique libéral	11,7 %	37	Nationaliste autoritaire	2,0 %
Coalition Rodina*	9,2 %	37	"Socialiste" et nationaliste	4,1 %
Parti démocratique "Yabloko"	4,4 %	4	Libéral "social"	
Union des forces de droite	4,0 %	3	Libéral de droite	
Parti Agrarien	3,7 %	3	Socialiste collectiviste	

* Coalition Rodina : Parti des régions russes, Parti de la renaissance nationale, Parti socialiste unifié de Russie.

* David Mandel est professeur de sciences politiques à Montréal (Canada). Il y est notamment spécialisé dans l'étude des pays issus de l'ex-URSS. Il est par ailleurs membre de l'exécutif du Syndicat des professeurs et des professeurs de cette Université, et délégué au Conseil central de Montréal de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). David participe par ailleurs en Russie et en Ukraine à l'animation de l'École de la démocratie ouvrière, une institution non gouvernementale de formation syndicale (voir encadré). Il participe également à l'édition du bulletin «Le Messenger syndical», un bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie.

L'ECOLE DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

L'école de la démocratie ouvrière a été formée il y a une dizaine d'années dans le but de faciliter la construction d'un courant "indépendance de classe" dans le mouvement ouvrier en Russie et en Ukraine. Il s'agit notamment d'aider les militants de la base syndicale à élaborer leur propre idéologie, leur propre vision du monde, et une stratégie, indépendantes de celles des patrons.

La formation proposée n'est pas technique – comment négocier, comment gérer des réunion, comment parler avec des collègues, etc. Cela les syndicats peuvent le faire eux-même. Elle est idéologico-politique. On discute toujours de problèmes concrets de la vie ouvrière mais en adoptant une approche large, idéologique, stratégique. La pédagogie est très démocratique, participative, et les dirigeants syndicaux locaux participent aussi à l'animation. Les séminaires s'organisent dans les différentes villes où se trouvent les entreprises, toujours en collaboration avec le syndicat local, qui assume au moins une partie des frais.

ELÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES :

Le Messenger syndical <http://france.attac.org/a4026> <http://france.attac.org/spip.php?auteur767>
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article326>
 David Mandel : "Biélorussie, Russie, Ukraine, partenariat social et indépendance de classe" et "Le régime de Poutine : démocratie dirigée". <http://www.inprecor.org/> no. 505/506.

Notes

1. CISL : une des confédérations syndicales mondiales ayant cédé place en novembre 2006 à la Confédération syndicale internationale (CSI) http://fr.wikipedia.org/wiki/Confédération_syndicale_internationale
2. Sur les secrétariats syndicaux internationaux voir l'article de Jean-Marie Pernot <http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/chroniqueires.htm> (n°80, janvier 2003). www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/c80/c804.pdf
3. Bachkirie : située au sud de la Russie d'Europe et peuplée de 4,1 millions d'habitants.
4. http://en.wikipedia.org/wiki/Russian_legislative_election%2C_2003
5. http://en.wikipedia.org/wiki/Russian_presidential_election%2C_2004

LE CONTRE-SOMMET DE SAINT-PETERSBOURG

Par Verveine et Eric (Sud PTT)

En juillet 2006 se tenait à Saint-Petersbourg un sommet du G8 qui regroupe les représentants des USA, du Japon, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, du Canada et de la Russie.¹ La fédération SUD-PTT avait décidé d'envoyer deux personnes au contre sommet qui avait lieu à cette occasion, dans la continuité des engagements pris en mai 2006 lors du FSE d'Athènes, où les militants russes présents avaient fait état de leur volonté d'organiser eux aussi une mobilisation à l'occasion de la tenue du G8. L'article qui suit est extrait du compte-rendu des deux représentant(e)s de Sud PTT.

DES INITIATIVES DIVERSES

Les manifestations anti-G8 ont été assez éclatées et ont revêtu des formes diverses : forum officiel d'ONG à Moscou début juillet, forum social russe à Saint Petersburg, initiatives séparées du parti communiste², initiatives syndicales ou de jeunes. Nous étions présent-es au forum social russe pour lequel un chiffre de 800 à 1500 inscriptions a été donné, les initiatives communistes ont réuni 500 personnes, et le réseau contre le G8 plusieurs centaines. L'organisation Legal team (organisation de défense des droits d'expression et de manifestation et de soutien juridique) a dénombré plus de 600 arrestations, interpellations, empêchement de se rendre sur les lieux des manifestations et réunions, et ainsi que plusieurs dizaines de militants interpellés et frappés lors des manifestations qui se sont tenues à la fin du contre-sommet, dont de jeunes étrangers (suis-ses, allemands notamment).

LE CONTEXTE DU G8

Cette réunion du G8 prévue sur la sécurité énergétique, les maladies infectieuses et l'éducation a, dans les faits, donné peu de résultats. Les questions énergétiques font l'objet de désaccords importants entre les parties prenantes (situation en Russie, refus du protocole de Kyoto par le gouvernement américain...), et il y a maintien de la Russie hors de l'OMC. De plus, la situation au Proche Orient a dominé rapidement les échanges, faisant là aussi étalage de désaccords. Le fait que le G8 se tienne en Russie après que celle-ci ait tenu la Présidence du Conseil de l'Europe³, donne une véritable responsabilité au régime de Poutine dans les affaires internationales et l'introduit un peu plus dans les grands dirigeants du monde, renforçant par ailleurs sa position intérieure.

LE CONTEXTE RUSSE

La participation de Poutine à ces échéances internationales correspond à une volonté du régime de continuer à s'insérer dans les mécanismes du marché tout en défendant les intérêts de la Russie. Sur certaines questions, notamment les questions énergétiques, le gouvernement refuse aujourd'hui les demandes d'ouvertures de l'Occident et des organismes internationaux (actualité des questions du gaz, remous autour de la compagnie pétrolière Loukos⁴...).

Si la croissance économique est pour partie au rendez-vous et visible dans des grandes villes comme Moscou et Saint-Petersbourg, dans l'augmentation du salaire moyen, les différenciations sociales sont extrêmement importantes et se renforcent. Par ailleurs le régime reste très largement soumis à la corruption.

S'agissant des salariés, le travail au noir est très présent, et le système des enveloppes fait du salaire affiché un élément non représentatif. Des évolutions fortes pèsent sur le contexte social :

- remise en cause et monétarisation des avantages sociaux : en particulier remise en cause de la quasi gratuité ou du très bas prix du logement et de la santé,
- installation de grandes entreprises étrangères dans différents domaines : industrie, commerce, services ; restructurations importantes d'entreprises avec créations de filiales et licenciements...

LE REGIME SOUFFLE LE CHAUD ET LE FROID EN PERMANENCE

Le régime fait des tentatives d'ouverture pour donner une image présentable à l'extérieur, donner des gages aux partenaires étatiques, mais aussi aux investisseurs. Pour mémoire, le partenaire russe potentiel d'Arcelor a été écarté au profit de Mittal Steel, car la situation en Russie était jugée non fiable par les milieux financiers internationaux.

Cette manière de faire présente au plan politique des caractéristiques qui peuvent être très contradictoires :

- d'un côté, une loi sur les ONG veut les contraindre à l'autorisation du pouvoir si elles veulent être actives,
- de l'autre, l'accord a été donné pour la tenue d'une réunion officielle d'ONG à l'occasion du G8, réunion dans laquelle ont été présentes des ONG des droits de l'Homme, dont certaines étaient très critiques vis-à-vis du pouvoir.

Ce type d'attitude est systématique. Cela vise à empêcher l'expression et l'organisation indépendante du régime. Ainsi, il faut accepter un certain cadre, négocier en permanence le droit d'agir (comme cela a été le cas pour l'organisation du forum social russe). Cela amène en conséquences une masse de discussions tactiques entre les diverses composantes de l'opposition et du mouvement social, qu'il soit associatif, politique ou syndical... ces problèmes ont été présents en arrière plan des initiatives anti-G8.

La répression reste importante pour ceux et celles qui tentent de s'organiser de façon indépendante. Ainsi, si les précédents G8 ont été l'occasion de répression avec parfois le blocage de militants aux frontières, dans le cas russe, c'est à des pressions individuelles

que l'on a eu affaire : flics qui débarquent dans les trains avec des listes de noms, ou chez les parents des jeunes radicaux, visites des appartements. Le chiffre avancé étant d'environ 500 personnes touchées soit par des arrestations préalables, soient par des arrestations pendant les différentes manifestations.

Le régime fait des tentatives d'ouverture pour donner une image présentable à l'extérieur, donner des gages aux partenaires étatiques, mais aussi aux investisseurs. Pour mémoire, le partenaire russe potentiel d'Arcelor a été écarté au profit de Mittal Steel, car la situation en Russie était jugée non fiable par les milieux financiers internationaux. Cette manière de faire présente au plan politique des caractéristiques qui peuvent être très contradictoires :

- d'un côté une loi sur les ONG veut les contraindre à l'autorisation du pouvoir si elles veulent être actives,
- de l'autre l'accord a été donné pour la tenue d'une réunion officielle d'ONG à l'occasion du G8, réunion dans laquelle ont été présentes des ONG de droits de l'Homme, dont certaines étaient très critiques vis à vis du pouvoir.

Ce type d'attitude est systématique. Cela vise à empêcher l'expression et l'organisation indépendante du régime. Ainsi, il faut accepter un certain cadre, négocier en permanence le droit d'agir (comme cela a été le cas pour l'organisation du forum social russe). Cela amène en conséquences une masse de discussions tactiques entre les diverses composantes de l'opposition et du mouvement social, qu'il soit associatif, politique ou syndical... ces problèmes ont été présents en arrière plan des initiatives anti-G8.

La répression reste importante pour ceux et celles qui tentent de s'organiser de façon indépendante. Ainsi, si les précédents G8 ont été l'occasion de répression avec parfois le blocage de militants aux frontières, dans le cas russe, c'est à des pressions individuelles que l'on a eu affaire : flics qui débarquent dans les trains avec des listes de noms, ou chez les parents des jeunes radicaux, visites des appartements. Le chiffre avancé étant d'environ 500 personnes touchées soit par des arrestations préalables, soient par des arrestations pendant les différentes manifestations.

LA TCHETCHENIE TOUJOURS PRESENTE ⁵

Le G8 a commencé quelques jours après l'assassinat du chef de guerre Bassaïev. Dans les faits, le pouvoir russe a assassiné tous les dirigeants tchétchènes, y compris le Président légitimement élu, montrant par là, qu'il n'y a rien à négocier. Si la situation de guerre ouverte semble régresser, notamment avec des reconstructions plus importantes en Tchétchénie, la présence toujours massive des militaires russes et l'action de bandes armées au service du pouvoir maintiennent un état d'insécurité permanente dans laquelle on ne peut imaginer aucune évolution positive rapide. De plus, on connaît désormais une nouvelle période d'instabilité dans tout le Nord Caucase, bien au delà de la Tchétchénie. Poutine se présentant comme l'homme qui fait plier les Tchétchènes, cela continue à peser beaucoup sur la situation générale. Une femme membre de l'organisation des Mères de soldat a pris la parole dans le débat du forum social : "la guerre est peut être terminée, mais Poutine a fait entrer la guerre dans toutes les maisons".

LA FAIBLESSE DU MOUVEMENT SOCIAL

La Russie est sans traditions démocratiques et a un passé difficile à digérer. Les conditions d'existence du mouvement social sont donc difficiles. Les manifestations sont en général très peu nombreuses. Cette situation étant aggravée par une répression très musclée avec, comme au contre sommet, la présence massive d'OMONs (les CRS russes) tout autour du stade. On a pu compter dans une ville comme Moscou quelques dizaines de personnes contre la guerre en Tchétchénie, quelques centaines contre celle en Irak. Les manifestations ouvrières ou syndicales sont souvent interdites et se transforment en piquets.

Sur plus d'un mois plusieurs millions de personnes ont participé à des manifestations. Les plus grosses initiatives (plusieurs milliers de personnes dans de nombreuses villes) ont eu lieu à l'occasion de la remise en cause des droits et de la monétarisation des avantages sociaux. Pour la masse de la population, ces avantages (logement, chauffage, transports, éducation, petits jardins, accès aux soins et aux médicaments...) constituent des droits historiques et une garantie personnelle dans une existence souvent très difficile. Et cela explique le caractère massif de la réaction populaire ainsi que l'organisation qui en a résulté : mise en place de "conseils" locaux, organisation de la population avec les retraités, jonction entre diverses luttes comme avec les liquidateurs de Tchernobyl...

Cette composante était très présente dans le "forum social" et s'est unie dans une organisation, le SKS (coordination des conseils), qui a tenu une réunion dans le stade Kirov le 13 juillet. Cette réunion a été le théâtre de débats assez vifs entre militants "sociaux" et membres de courants politiques qui tentent par moment d'instrumentaliser ces mobilisations.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Les débats syndicaux lors du forum social ont été assez riches : analyse des restructurations, insistance sur l'aide et la solidarité, idée de syndicalisation large, nécessité de syndiquer les employés et les salariés des petites entreprises, modes d'action (grèves, piquets, grève de la faim). La préoccupation existe à l'intérieur du pays de se lier avec les syndicats des multinationales présentes en Russie.

En complément de l'article consacré au syndicalisme russe dans cette revue, rappelons que Sud PTT avait eu des contacts en 1995 avec des responsables télécoms de la FNPR à l'occasion du G8 de Bruxelles consacré à la « société de l'information ». Par la suite, des liens ont été établis avec Zachtchita Truda.

Les débats syndicaux lors du forum social ont été assez riches : analyse des restructurations, insistance sur l'aide et la solidarité, idée de syndicalisation large, nécessité de syndiquer les employés et les salariés des petites entreprises, modes d'action (grèves, piquets, grève de la faim). La préoccupation existe à l'intérieur du pays de se lier avec les syndicats des multinationales présentes en Russie.

En complément de l'article consacré au syndicalisme russe dans cette revue, rappelons que Sud PTT avait eu des contacts en 1995 avec des responsables télécoms de la FNPR à l'occasion du G8 de Bruxelles consacré à la « société de l'information ». Par la suite, des liens ont été établis avec Zachtchita Truda.





Certaines organisations internationales aident à la constitution de syndicats, par exemple l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration et du tabac (UITA) qui était présente dans le débat syndical du forum social.

Le syndicalisme indépendant est aidé de différentes manières par le mouvement social existant : expertise sur les contrats et accords, aide juridique, soutien et solidarité.

LES ASSOCIATIONS ET ONG

Les ONG traditionnelles, pour l'essentiel, avaient fait le choix de se réunir de façon officielle à Moscou, et elles étaient peu présentes au Forum social de Saint-Petersbourg. Certaines organisations locales ou militants d'organisations de droit de l'Homme ont participé notamment au débat sur le Caucase (Mères de soldats, militants d'Amnesty), mais aussi petits groupes de soutien à la population tchétchène). Le débat organisé à cette occasion a permis de créer ou approfondir des liens entre militants français (du Convoi Syndical⁶ et du Comité Tchétchénie⁷ qui étaient présents) et de plusieurs associations russes. Il a permis aussi une présence de militants d'associations de droit de l'Homme dans le forum social, question importante car le lien n'est pas toujours évident. D'autres questions ont été présentes notamment celle des droits des homosexuel·les. Des groupes écologistes étaient également présents.

LES GROUPES POLITIQUES

Dans les manifestations de l'anti-G8, des groupes politiques divers étaient présents et assez actifs : trotskystes, guévaristes d'Ukraine, anarchistes, libertaires, libéraux, sociaux-démocrates. et divers courants communistes, dont des nostalgiques de l'ancien régime. Ces derniers sont présents dans les mobilisations pour les droits sociaux et servent, pour partie, de repoussoir aux associations ou ONG qui ne souhaitent pas se mélanger avec des militants porteurs d'une tradition qu'ils rejettent. Il y avait une proportion importante de jeunes fonctionnant de façon assez séparée des débats prévus dans le forum. Certains d'entre eux venaient de villes reculées de Russie ou de Sibérie, mais aussi d'Ukraine, d'Allemagne ou de Norvège.

LA DYNAMIQUE DU FORUM SOCIAL RUSSE

Le Forum social russe est la convergence de :

- divers groupes locaux de nombreuses villes de province,
- des groupes ou organismes comme Alternatives avec Bouzgaline, l'Institut de recherche sur la mondialisation avec Kagarlitsky et Ponomarev, l'Institut de l'action collective (IKD) avec Carine Clément,
- de nombreux groupes de jeunes et des syndicalistes.

Le forum social russe tenait à l'occasion du G8 sa deuxième réunion. La précédente s'était tenue à Moscou en avril 2005 et avait réuni 1 000 personnes.

Il est clair désormais que de nombreuses forces (au regard de ce qui s'exprime

comme mouvement social en Russie) souhaitent un lien fort avec les mouvements sociaux des autres pays. Cette volonté s'est déjà exprimée à plusieurs reprises dans les FSE de Florence, Paris-Saint-Denis et Athènes. Dans les débats, il apparaît que le mouvement altermondialiste constitue pour eux un point d'appui important pour faire progresser la construction de mouvements sociaux indépendants du pouvoir, et créer une dynamique qui renforcerait et unifierait les forces au-delà des clivages propres à la société russe actuelle. Le débat syndical a fait apparaître, à nouveau après Athènes, l'importance de la question de la solidarité Est-Ouest, et les débats autour de la Tchétchénie ont permis des convergences, jusque là plus que minimales. Tout cela reste numériquement faible mais plein de ressources.

La demande envers le mouvement altermondialiste est donc très forte : demande de soutien, d'aide, d'échange, de présence. Nous trouvons donc problématique la quasi-absence de militants étrangers participant habituellement aux forums sociaux. Après le FSE d'Athènes, l'attente était particulièrement forte et s'exprimait dans les séminaires. Pour la France étaient présents en tant qu'organisations, Sud PTT, le comité Tchétchénie⁷ et IPAM⁸ (soient 5 personnes toutes déjà investies dans des actions en direction de la Russie). Étaient également présents un euro-député italien et un militant d'une organisation intervenant sur le droit au logement, un militant écologiste anglais, et un militant autrichien du FSE. Nous pensons que si les conditions d'accès et de réunions sont certes plus difficiles en Russie qu'ailleurs, la symbolique de passer outre les manifestations anti-G8 de Saint-Petersbourg pour préparer directement celle de Rostok en juin 2007 pose évidemment problème : serait-il moins nécessaire de manifester contre le G8 quand ils se passent en Russie ? N'est-il pas problématique de ne pas répondre à la demande d'échange et de lutte globale qui s'exprime en Russie ? Il est nécessaire de corriger rapidement le tir.

Les prochaines discussions sur les forums européens, comme la préparation du contre-sommet de 2007 devraient permettre d'avancer sur ce point.

NOTES

1. Ensemble, les pays du G8 représentent 66,5% de l'économie mondiale http://fr.wikipedia.org/wiki/Groupe_des_huit
2. Le Parti communiste de la Fédération de Russie est actuellement le premier parti d'opposition de Russie avec 51 députés. Son candidat, Guennadi Ziouganov, a obtenu 12,5% des voix à la présidentielle de 2004 en seconde position derrière le président russe sortant Vladimir Poutine.
3. Le Conseil de l'Europe est l'organisation internationale de la « Grande Europe » (46 États membres, contre 25 pour l'Union européenne). Son siège est à Strasbourg. http://fr.wikipedia.org/wiki/Conseil_de_l'Europe
4. <http://fr.wikipedia.org/wiki/loukos>
5. Cette république située au sud de la Fédération Russie serait peuplée d'un peu plus d'un million d'habitants, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Tchétchénie>. Un conflit armé oppose depuis 1994 le gouvernement de Moscou et les indépendantistes.
6. www.sudptt.fr/article.php3?id_article=92700
7. Comité Tchétchénie : www.comite-tchetchenie.org/
8. Le Réseau Initiatives Pour un Autre Monde (IPAM) est composé d'associations de solidarité internationale réunies afin de faire converger leurs efforts et s'inscrire dans la dynamique internationale des mouvements sociaux pour un monde plus solidaire. <http://www.reseau-ipam.org/index.php>

LES SYNDICATS POLONAIS SURVIVRONT-ILS ?

Par Boguslaw Zietek *

Seulement 15 % des salariés polonais appartiennent aux divers syndicats. C'est un des taux parmi les plus bas de l'Union européenne. De plus il continue à régresser de manière systématique. Rien d'étonnant à cela : les syndicats sont inefficaces et largement ressentis par la société comme inutiles.

A QUOI SERVENT LES SYNDICATS POLONAIS ?

Durant 16 ans, le mouvement syndical en Pologne n'a pas été capable d'élaborer des méthodes efficaces de défense des intérêts des travailleurs. Ou bien il soutenait la politique des gouvernements libéraux successifs, ou bien il se limitait à des actions défensives, dont les effets pour les travailleurs étaient désastreux. Tant « Solidarité »¹ que l'OPZZ² — en alternance — soutenaient « leurs » gouvernements en n'obtenant rien en échange.

Il vaut la peine de rappeler, que la réforme du système des retraites, dont le résultat fut sa privatisation ainsi que la suppression du droit à une retraite anticipée pour plus d'un million et demi de personnes, a été soutenue par « Solidarité »¹ dont les militants échangeaient leurs fonctions syndicales contre des sièges ministériels dans le gouvernement AWS³. Au même moment dans d'autres pays, en France par exemple, plusieurs centaines de milliers de manifestants s'opposaient à des réformes similaires. On voit là à quel point le mouvement syndical polonais est désorienté en comparaison avec celui de l'Europe occidentale. De son côté, l'OPZZ² a apporté son soutien aux gouvernements SLD⁴ qui ont réalisé toute une série de réformes défavorables aux salariés, en particulier la modification extrêmement pénalisante du Code du Travail. Il semble qu'aucune des deux centrales syndicales n'ait tiré la moindre conclusion de ses erreurs passées. Aujourd'hui « Solidarité » déploie le parapluie protecteur sur les autorités du PiS⁵, en répétant sans cesse qu'il faut lui laisser plus de temps et qu'il est nécessaire d'accorder un crédit de confiance au gouvernement. L'attitude de Solidarité lors des récentes mobilisations des travailleurs de la santé, des enseignants et des mineurs en témoigne.

Pendant ce temps, l'OPZZ passe des alliances électorales, dont le parti démocrate constitue un élément significatif. Jerzy Hausner⁶ et Henryka Bochniarz⁷ symbolisent cette formation, qui est devenue tristement célèbre à cause de ses attaques enragées contre les droits des travailleurs, les libertés syndicales et les syndicats eux-mêmes. Les militants de l'OPZZ ne sont pas capables d'expliquer comment il est possible de simultanément passer de telles alliances et de représenter le monde du travail.

La mort clinique de cette centrale syndicale qui affirme avoir 800 000 adhérents, mais qui s'avère incapable de mobiliser même une fois par an pour la mobilisation contre le chômage qui a lieu traditionnellement le 11 avril, témoigne qu'il s'agit là

d'une voie menant vers le précipice. En 2005, cette action avait été annulée du fait des fêtes. En 2006, seulement quelques centaines de personnes y ont pris part, et cela dans la seule ville de Katowice située dans le sud du pays. Malheureusement l'attitude de « Solidarité » et de l'OPZZ ne change pas même aujourd'hui, alors que le non-respect des droits des travailleurs se généralise et que le monde du travail fait face à de nouvelles menaces.

ATTENDRE OU AGIR

Depuis plusieurs mois, on sait que des modifications substantielles du droit du travail, qui limitent les droits des travailleurs et des syndicats sensés les représenter, sont en préparation. Le projet est secret et les organisations syndicales n'ont même pas été consultées. Les centrales syndicales attendent passivement la réalisation de ces inventions, telles les carpes attendant Noël⁸.

On peut d'ores et déjà imaginer comment va se dérouler cette nouvelle castration des garanties protégeant les travailleurs, encore inscrites dans le Code. Le gouvernement va présenter son projet lors d'une réunion de la Commission tripartite, où il obtiendra le soutien des organisations patronales. Les syndicats représentés dans la Commission tripartite vont se plaindre un peu, et pour les amadouer on leur permettra de modifier quelques fragments non significatifs et une nouvelle limitation des droits des salariés et des syndicats sera faite.

Mais de toute façon cela ne va intéresser personne, car les syndicats sont perçus par tout le monde comme des organismes fermés, qui ne se préoccupent que de leurs propres intérêts, et même cela de manière inefficace. Les activités syndicales ne jouissent pas d'une grande légitimité, la société ne se mobilise pas pour les soutenir, car les plus grandes organisations syndicales se limitent à des activités bureaucratiques n'intéressant pas grand monde.

Le symptôme le plus criant de la crise du mouvement syndical est la généralisation des activités de nature économique mises en place par les syndicats. Les syndicalistes qui se lancent dans le business traitent leurs fonctions syndicales comme une étape sur la voie menant vers des sièges dans l'administration des entreprises ou bien — jouissant de droits à partir à la retraite — tirent profit de l'immunité qui les protège pour s'accrocher aux postes.

Si les syndicats veulent survivre, ils doivent s'ouvrir à la société. Ils doivent rompre avec l'attitude traditionnelle de limiter leur action à ce qui se passe « à l'intérieur des murs de l'entreprise », s'emparer des questions socialement significatives et les prendre en charge en ayant quelque chose à proposer.

Lorsque les travailleurs d'une entreprise entrent dans une lutte désespérée pour défendre leurs postes de travail ou pour obtenir les salaires impayés ou encore pour modifier les conditions de travail inhumaines, ils sont en général isolés. Les centrales syndicales n'organisent pas la solidarité d'autres salariés, ne coordonnent pas les diverses luttes, ne tentent pas de les élargir aux travailleurs des autres entreprises qui font face aux mêmes problèmes. Les centrales ont oublié que la solidarité des travailleurs — entre les entreprises, entre les milieux et entre les branches — et la coordination des luttes des travailleurs, sont les fondements de l'activité du mouvement syndical et la condition de son efficacité.

DANS LE PIEGE

Les dirigeants des trois grandes confédérations syndicales n'ont pas manifesté d'intérêt pour les chômeurs, pour ceux qui émigrent afin de trouver du travail, pour les jeunes chez qui le chômage atteint près de 40 %, pour les femmes ainsi que pour d'autres milieux traditionnellement discriminés sur le marché du travail et expulsés de ce marché ou beaucoup moins bien payés. Ces bureaucraties ne s'intéressent pas aux problèmes des locataires luttant pour leurs droits. Ni à ceux des personnes employées sur la base de « contrats-poubelles » ou forcés d'être leur propre employeur, alors qu'aujourd'hui en Pologne ces derniers sont bien plus nombreux que ceux disposant de véritables contrats de travail. Ceux dont les rapports au travail correspondent au Code du Travail et aux conventions collectives sont également en minorité aujourd'hui.

Sur tous ces terrains, les syndicats n'existent tout simplement pas et n'agissent pas. Si cela ne change pas, le mouvement syndical mourra. Malheureusement les grandes centrales syndicales traitent les travailleurs, et même leurs propres membres, comme un mal nécessaire, selon le principe « un être humain c'est un problème ». Et elles ne veulent pas multiplier ce qu'elles appellent des « problèmes », c'est-à-dire s'occuper des chômeurs, des salariés saisonniers et d'autres groupes sociaux privés des droits, qui ne présentent aucun intérêt à leurs yeux car ils n'appartiennent à aucun syndicat.

Ce qui s'est passé au cours de la dernière période témoigne bien de la faiblesse du mouvement syndical. De façon brutale et sans aucun égard, le droit du travail a été bafoué, des syndicalistes qui exerçaient leurs fonctions honnêtement sont licenciés sous n'importe quel prétexte. Cette offensive libérale devait montrer aux salariés que toute résistance est inefficace.

En licenciant des syndicalistes, y compris des présidents de syndicats d'entreprises, les employeurs, les investisseurs et les managers voulaient montrer aux salariés du rang qu'ils pouvaient licencier n'importe qui sans aucune raison valable. Ils voulaient démontrer une fois pour toutes que la résistance, l'organisation des protestations et la revendication conséquente de ses propres intérêts sont par avance condamnées à l'échec. Ils disaient ainsi : nous licencierons n'importe qui, même le syndicaliste protégé par la loi, et l'on ne nous fera rien pour cela. D'autant plus que nous pouvons licencier chacun d'entre vous, ou le forcer à la soumission et à signer des déclarations de loyauté⁹.

PARALYSIE

Un mouvement syndical incapable de résister — bureaucratisé, divisé, en conflit et atomisé — n'a pas été capable de s'opposer à cette agression. L'anonymat des salariés victimes de la répression permettait aux employeurs, qui bafouaient la loi, de compter sur l'impunité. Les organisations patronales rêvent de pouvoir librement licencier n'importe qui, y compris les militants syndicaux.

Maintenant ils veulent aller plus loin. Ils veulent obtenir le droit au lock-out qui leur permettrait de licencier tous les grévistes sans aucune conséquence pour eux. Les syndicats doivent comprendre que pour défendre de manière efficace les droits des

travailleurs, ils ne peuvent être assis entre deux chaises. Ils doivent rejeter les appels pour une coresponsabilité des réformes libérales, qui ne mènent à rien. Car ces réformes ne permettent pas de réduire le chômage, mais seulement d'accroître la pauvreté, elles font que les riches s'enrichissent encore plus et que les pauvres se paupérisent davantage.

À QUOI SERVENT LES SYNDICATS ?

Le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts des libéraux et des propriétaires. Ceux-ci veulent accroître à tout prix leurs bénéfices et leurs privilèges, en limitant les coûts du travail et les droits des travailleurs. Les syndicats ne sont pas les représentants des employeurs qui cherchent à convaincre les salariés de la nécessité de réformes libérales successives, de l'inévitabilité des privatisations, de la nécessité des coupes sociales et de l'autolimitation des revendications des travailleurs — autrement dit, les syndicats ne sont pas là pour convaincre les salariés de la nécessité de «se serrer davantage la ceinture» au nom de prétendus avantages mythiques dans un avenir indéfini.

Pour que les travailleurs soient convaincus de l'utilité de l'existence des syndicats, s'engagent dans leur activité et prennent part aux protestations organisées par le mouvement syndical, ils doivent se rendre compte que l'activité syndicale leur procure des avantages immédiats et visibles. On ne peut pousser les travailleurs à accepter des sacrifices, des baisses de salaires, des réductions d'emploi et, lorsque cela a été réalisé et ne leur a apporté aucun avantage, les appeler à la lutte.

Lorsque durant des années, on a enseigné aux travailleurs que la valeur suprême, c'est le compromis, il est difficile de les mobiliser ensuite pour une lutte « jusqu'au bout ». Les syndicats doivent défendre les intérêts des travailleurs fermement et de manière conséquente. Ils doivent arrêter de se laisser impressionner par la propagande néolibérale qui prône la prétendue nécessité économique de faire des concessions au capital. Laissons ces intérêts être défendus par les spécialistes de la BCC¹⁰ et de PO¹¹, ainsi qu'au Parti démocrate¹² allié au SLD.

Le rôle des syndicats c'est la défense et la représentation des intérêts des travailleurs contre les intérêts du capital, et cela malgré la mode, la propagande et la pression des milieux libéraux. Les syndicats doivent aussi s'ouvrir sur de nouveaux milieux et prendre réellement en charge leurs problèmes, en devenant la force qui organise et qui soutient leur résistance.

Le succès de la jeunesse étudiante et lycéenne française n'aurait pas été possible sans la collaboration avec les syndicats, qui ont soutenu sa lutte contre le libéral « Contrat premier emploi », co-organisait les manifestations se chiffrant par millions de participants. Cette collaboration a aussi montré que le mouvement syndical peut gagner en s'engageant sur des questions qui sortent du cadre restreint des activités strictement syndicales définies de manière corporative et bureaucratique.

ENSEMBLE

En Pologne, il n'y a toujours pas de communication entre ceux qui ont un travail - mais qui peuvent le perdre à tout moment - et leurs enfants, qui sont condamnés au chômage et à l'émigration. Pourtant, leur communauté d'intérêts est évidente. C'est pourquoi le défi qui est devant le mouvement syndical est celui de son engagement dans les luttes étudiantes et lycéennes qui commencent. Et les jeunes doivent pouvoir croire, qu'en soutenant aujourd'hui la lutte pour les droits des travailleurs, pour un bon Code du Travail, ils soutiennent la lutte pour leur propre avenir, car eux aussi seront un jour salariés.

Les syndicats doivent se préoccuper du sort des centaines de milliers de personnes qui émigrent pour trouver du travail, en les aidant à s'organiser dans la lutte pour leurs droits, en leur facilitant le contact avec les syndicats agissant en Occident. C'est aussi bien dans l'intérêt des syndicats occidentaux, qui doivent se défendre contre la dégradation de leurs conditions de travail et de salaires, que dans l'intérêt des salariés polonais, car lorsque ces émigrés reviendront, ils auront acquis une riche expérience de lutte pour leurs conditions de travail et de salaire. Bientôt nous devons faire face à un problème similaire - l'afflux de la main d'œuvre venant de pays situés à l'Est de la Pologne - et nous devons de la même façon aider ces travailleurs à lutter pour leurs droits dans notre pays.

Le mouvement syndical doit finalement intégrer dans son action les millions de chômeurs. Ils ne peuvent pas être traités par ceux qui ont un emploi comme des concurrents dans la lutte pour les postes de travail. Une telle lutte fratricide ne sert qu'à ceux qui, en développant la peur face à l'immensité du chômage, imposent aux salariés des conditions de travail et de salaire de plus en plus mauvaises. Il faut avoir pour les chômeurs une offre concrète de lutte commune pour transformer leur sort.

Cela ne sera pas possible sans la collaboration entre les syndicats, qui doivent mettre de côté fausses divisions et animosités. Les étiquettes et les trajectoires historiques¹³ n'ont pas de sens ici. La division ne peut être fondée que sur une chose : il y a ceux dont les droits sont bafoués et limités, et ceux qui en tirent profit. Et dans cette lutte, il faut choisir son camp.

EN AVANT

Sans unité d'action, nous serons tous perdants. Mais la collaboration entre les syndicats est également nécessaire à l'échelle internationale. La main d'œuvre bon marché continuera d'affluer dans les États fondateurs de l'Union européenne tant que la disproportion salariale entre les différents pays ne sera pas liquidée. Tant que le salaire minimal en Pologne sera six fois inférieur au salaire minimal en France, en Grande-Bretagne ou en Irlande, et quatre fois inférieur à celui de la Grèce, il y aura une vague d'émigration de masse de Polonais prêts à travailler pour le tiers ou la moitié du salaire occidental. Aussi longtemps qu'en Pologne il y aura près de trois millions de chômeurs, dont 90 % privés de toute allocation, un demi-million de jeunes, bien instruits et prêts à prendre n'importe quel travail en Occident à n'importe quel prix, émigreront chaque année de Pologne pour

gagner leur pain. Sans collaboration internationale, le mouvement syndical ne pourra pas s'en sortir — ni le faible mouvement syndical en Pologne ni celui, plus fort, en Europe occidentale.

La naissance du Comité de soutien et de défense des travailleurs réprimés (KPiORP)¹⁴ constitue un changement dans la manière d'agir des syndicats. Elle y apporte un contenu nouveau. L'élargissement des terrains d'actions et l'unité dans l'action non seulement de divers syndicats, mais aussi de ceux qui jusque-là n'avaient pas de rapports avec l'activité syndicale. Le comité a déjà noué des liens de coopération avec des syndicats occidentaux très intéressés par des actions de défense des intérêts des travailleurs saisonniers et par la collaboration en défense des travailleurs polonais dans les pays où ils trouvent un emploi.

Le comité a montré qu'il était possible de s'opposer efficacement au non-respect des droits des travailleurs par les employeurs et de créer les conditions permettant de passer à la contre-offensive en ce qui concerne l'exécution de ces droits. Le KPiORP a ouvert une brèche permettant la collaboration de divers syndicats, qui parfois luttaient auparavant les uns contre les autres. Il a permis qu'ils entreprennent une lutte commune et s'unifient face au danger. Contre le licenciement de Dariusz Skrzypczak de Goplana, près de mille personnes de divers syndicats, organisations sociales et organisations politiques de gauche ont manifesté dans les rues de Poznan le 3 avril 2006. La manifestation de Poznan, ce n'est pas seulement la justification de la fondation du KPiORP, qui l'a organisée seulement deux mois après sa naissance. C'est aussi la preuve que le monde du travail comprend la nécessité de la lutte commune pour ses droits.

Le KPiORP est une tentative de mobilisation de la société en défense de ses droits et de ses intérêts. Des droits des travailleurs qui ont été réduits et liquidés durant de longues années. Il s'agit d'une mobilisation de la société face aux agressions qui existent déjà et face à celles qui s'annoncent. Le KPiORP, c'est une chance pour que le monde du travail passe de la défensive à l'offensive, qui permettra d'entreprendre une lutte efficace et unifiée pour les droits des travailleurs et un ordre social meilleur.

* Boguslaw Zietek est président du Syndicat libre « Août 80 » (WZZ « Sierpien 80 »). Lors du FSE d'Athènes de mai 2006, il avait participé avec Sud PTT à l'animation d'un séminaire sur les relations entre salariés de l'Est et de l'Ouest.

www.sudptt.fr/IMG/pdf/FSEathenesSUD.pdf

Un article de ce numéro rend compte de ce séminaire.

Zietek dirige par ailleurs le Parti polonais du travail (PPP), un parti en cours de construction à l'initiative de la direction syndicale, qui a obtenu plus de 145 000 voix aux élections locales de novembre 2006.

Rappelons qu'une chronologie détaillée sur la Pologne et un panorama du syndicalisme polonais sont parus dans le n°1 de « Solidaires International ».

Cet article est tiré du numéro de juin 2006 du magazine de gauche radicale Nowy Robotnik, "Nouvel Ouvrier" <http://nr.freshsite.pl/> et http://pl.wikipedia.org/wiki/Nowy_Robotnik

La traduction et les notes de ce texte sont de Jan Malewski.

NOTES

1. Le syndicat NSZZ « Solidarnosc » (« Solidarité ») a été fondé à la suite de la grève quasi-générale d'août 1980, par les comités de grève transformés en comités constitutifs du syndicat. Mis au ban à la suite du coup d'État du 13 décembre 1981, il a subi une répression efficace qui, au cours des deux premières années de clandestinité, a imposé un renouvellement quasi absolu de ses cadres et a rompu les échanges entre les groupes d'entreprises et la direction clandestine nationale. Cette dernière, encadrée par l'opposition libérale, a accepté la restauration capitaliste en échange d'élections semi-libres en 1989 et le « Solidarité » reconstruit s'est attelé à soutenir les gouvernements néolibéraux se revendiquant de la tradition de l'opposition antibureaucratique. En 1990 une partie de syndicalistes historiques, refusant ce compromis avec la bureaucratie, ont constitué le syndicat « Solidarité 80 ». En 1993, les dirigeants de « Solidarité 80 » n'ont pas pris part à la grève générale appelée par leur syndicat, que seule l'organisation régionale de Silésie a menée. C'est alors que ces derniers ont constitué le syndicat libre « Août 80 ». Alors qu'en 1981 « Solidarité » comptait près de dix millions de membres, il prétend aujourd'hui en avoir 800 000 (moins de la moitié selon d'autres sources).
2. L'Entente nationale des syndicats (OPZZ) a été fondée en novembre 1984 sur la base de la loi syndicale de 1982 (celle qui a mis fin à la légalité de « Solidarité »...). Alors que l'opposition clandestine appelait au boycott de ces syndicats, bon nombre d'anciens syndicalistes de « Solidarité » les ont rejoints au cours des années 1980, faute d'autres possibilités. L'OPZZ, très liée au régime, avait pris une certaine autonomie lorsque les projets de restauration capitaliste ont commencé à avancer, ce qui l'a affublé de l'étiquette « conservatrice ». Après 1989 l'OPZZ s'est opposé aux gouvernements se réclamant de l'opposition antibureaucratique qui restauraient le capitalisme — ce qui en a fait le premier syndicat — mais a soutenu dès 1993 ceux se réclamant de la « gauche » (tradition post-stalinienne), bien que ces gouvernements aient mené la même politique néolibérale.
3. Action électorale « Solidarité » (AWS), est la coalition des partis conservateurs néolibéraux construite à l'initiative de Marian Krzaklewski, président du syndicat « Solidarité », au pouvoir de 1997-2001. En 2001 l'AWS, qui dirigeait le gouvernement sortant, a été éliminé de la Diète, ne parvenant pas à dépasser la barrière de 7 % permettant aux coalitions de prendre part à la distribution des sièges.
4. Le SLD (Alliance de la gauche démocratique) est issu du SDRP (Parti social-démocrate de la République de Pologne), qui avait pris la suite du POUW (le Parti communiste au pouvoir de 1944 à 1989). Le SLD fait partie de l'Internationale socialiste. Il a été au pouvoir en 1993-1997 et en 2001-2005.
5. Le parti Loi et Justice (PiS) a été constitué après l'échec de l'AWS aux élections de 2001. Il regroupe les conservateurs néolibéraux partisans de l'État fort. Les deux frères jumeaux Lech et Jaroslaw Kaczynski occupent actuellement les fauteuils de Président de la République et de Premier ministre.

6. Jerzy Hausner, économiste, a été dans l'appareil central du POUP, a participé à la préparation de la restauration capitaliste, a rejoint le SLD, plusieurs fois ministre (travail, économie) néolibéral, a quitté le SLD en 2005 et pris part à la création du Parti Démocrate.
7. Henryka Bochniarz, économiste, membre du POUP de 1978 à 1990, active dans la restauration capitaliste à la tête d'entreprises de consulting, présidente du Conseil polonais du business jusqu'en 1999 puis de la Confédération des employeurs privés polonais. Candidate soutenue par le parti démocrate lors de la présidentielle de 2005, elle a recueilli 1,26 % des suffrages exprimés.
8. La carpe est le plat traditionnel du dîner de Noël en Pologne.
9. Au cours des années 1980 les directions d'entreprises et la police politique exigeaient fréquemment que les travailleurs signent des déclarations de loyauté condamnant les grèves et autres formes d'opposition. Pratique remise au goût du jour récemment par le directeur de la mine de charbon Budryk de Silésie, qui a exigé des grévistes de la faim licenciés en novembre 2005 qu'ils signent une déclaration proclamant que leur grève était illégale pour les réintégrer.
10. Business Centre Club (BBC), fondé en 1991, regroupe plus de 1200 entreprises privées. Se concentre sur le lobbying.
11. Plate-forme civique (PO), actuellement principal parti de l'opposition, ultra-libérale, fondé en janvier 2001 pour l'essentiel par des politiciens issus de l'Union de la liberté (UW).
12. Le Parti Démocrate (PD) a été constitué en mai 2005 par les politiciens de l'Union de la liberté décadente et des transfuges du SLD.
13. La division idéologico historique entre « Solidarité » (aujourd'hui dominé par une droite anticommuniste) et l'OPZZ (aujourd'hui tenu par un appareil dépendant du SLD) sert de prétexte au refus de l'unité d'action aux dirigeants de ces deux centrales syndicales (mais, à la base, l'unité se réalise parfois).
14. Le Comité de soutien et de défense des travailleurs réprimés (KPiORP) a été constitué le 21 janvier 2006 pour défendre les syndicalistes licenciés : Krzysztof Labadz, dirigeant du syndicat « Aout 80 » dans la mine de charbon Budryk, Dariusz Skrzypczak, dirigeant de « Solidarité » dans la fabrique de biscuits Goplana de Poznan et Slawomir Kaczmarek de l'organisation syndicale Initiative des travailleurs (OZZ IP, anarcho-syndicaliste) de l'Uniontex à Lodz. Depuis sa constitution, il a organisé plusieurs manifestations nationales, a réussi à obtenir la réintégration des mineurs de Budryk licenciés (et la destitution du directeur...), celle de D. Skrzypczak à Poznan (après une manifestation de plus de 1000 personnes le 3 avril), d'empêcher la privatisation d'une entreprise à Kielce (manifestation le 11 mai)...
Il a co-organisé les manifestations pour une éducation laïque, des études gratuites et l'État social (2 500 personnes à Varsovie le 24 juin) et pour la légalisation de l'avortement (plusieurs centaines de personnes à Varsovie sous la neige le 4 novembre).

PALESTINE

Par Aline et Véronique (Sud Santé-Sociaux)

Un long article avait été déjà consacré à la Palestine dans le premier numéro de « Solidaires International ». Nous y revenons ici avec le témoignage de deux camarades de Sud-santé, Aline et Véronique, parties en mission syndicale en Palestine du 22 octobre au 4 novembre 2006. Elles ont avant tout voulu mieux comprendre la grève générale des salariés de l'Autorité Palestinienne (le « gouvernement ») qui perdure depuis deux mois. En effet, suite à la victoire du Hamas aux élections de janvier 2006, les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'Etat d'Israël, considérant cette organisation comme terroriste, ont bloqué le financement des salaires des employés de l'Autorité Palestinienne. Soucieuses de donner un éclairage le plus large possible, elles ont rencontré des militants venant de différents horizons.

Parmi les interlocuteurs figuraient des militants déjà rencontrés l'an dernier. Les liens avec eux ont été plus forts cette année, ce qui prouve que la régularité des échanges est à terme payante.

RENCONTRE AVEC WADJI, RESPONSABLE DU DWRC¹ À RAMALLAH

D'après Wadji, 90 % des 160 000 employés gouvernementaux sont en grève. Les 10 % restants appartiennent au Hamas², au pouvoir depuis 2006. La grève a surtout lieu dans le secteur de la santé. Avant cette grève, il n'y avait pas de syndicat dans l'éducation « nationale ». L'Autorité Palestinienne ne le permettait pas. En 1997 ceux qui, lors d'une grève, avaient tenté de créer des syndicats avaient été arrêtés. Aujourd'hui, le Fatah (qui conserve la Présidence) pousse à la création de syndicats d'enseignants, dans le but de gêner le gouvernement du Hamas, et nous nous trouvons en face de syndicalistes tous neufs, qui n'ont aucune expérience pour mener une grève.

Mais pour Wadji, même si certains veulent manipuler la grève, la majorité des employés fait grève pour faire respecter ses droits. Et ils ont de bonnes raisons de la faire, vu qu'ils ne sont pas payés depuis 8 mois. Actuellement, on leur verse de temps en temps 40 % de leur salaire, et encore pas à tout le monde ! Ils ont touché l'équivalent de 2 mois de salaire sur 8 mois. Le salaire moyen dans la santé est de 240 euros par mois. Le DWRC¹ soutient la grève, mais ne veut pas faire tomber le gouvernement du Hamas. Wadji espère « seulement », que les syndicalistes fraîchement venus continueront après la grève et renforceront le mouvement syndical. D'après lui, le PGFTU (syndicat lié principalement au Fatah) soutient la grève, mais ils ne sont plus représentatifs des travailleurs. Par ailleurs, il pense que le Hamas a été élu en négatif contre la corruption du Fatah et, pas pour son programme religieux. Il ne considère pas le Hamas comme un ennemi politique, mais comme un allié contre l'occupant.

Des familles commencent à faire pression sur les grévistes pour que l'école reprenne, pour que les malades soient soignés. La grève est dirigée par un comité composé de trois représentants par ville qui se réunissent à Ramallah, quand ils peuvent circuler. Sur la place centrale de chaque ville, un piquet de grève est installé sous une tente.

Wadji n'est pas optimiste quant à l'issue de la grève. Devant les pressions des familles et le manque de perspectives tant syndicales que politiques, les syndicalistes ne savent pas trop quoi faire. Lui, ne voit pas d'issue à la crise tant qu'il n'y aura pas véritablement d'Etat.

RENCONTRE AVEC YASSER, DELEGUE DES GREVISTES POUR LES AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS, MILITANT DU HAMAS²

Yasser est en grève, mais il n'y croit pas. Il pense que c'est une grève politique visant à nuire au Hamas, et que de toute façon le gouvernement dirigé par le Hamas n'a pas d'argent et donc est dans l'incapacité de payer les salaires. Beaucoup de salariés sont en grande difficulté. Au début, ils avaient l'aide de travailleurs du privé, mais comme la situation dure, l'aide s'épuise. Yasser assimile la situation à une guerre contre le peuple palestinien. Il est très triste de refuser des soins aux gens, et pense que le Fatah pousse à une grève extrême. Yasser souffre comme beaucoup de ses collègues de ne pouvoir répondre aux besoins fondamentaux de la population mais le Fatah leur fait du chantage : « Demain l'aide internationale nous sera à nouveau versée à nous, pas au Hamas, aide, bourses, etc. Nous nous rappellerons ceux qui n'auront pas fait grève ». De nombreux employés font grève par peur de ce chantage.

D'après Yasser, l'insécurité monte : il y a eu plusieurs braquages de banque, et la police est en grève. Il pense qu'il y a une complicité entre le Fatah et Israël pour isoler le Hamas. Celui-ci peut améliorer la vie des gens dit-il, mais ne peut gouverner seul.

« Les femmes du Hamas doivent agir dans le cadre du respect du Coran. Celles qui ne sont pas du Hamas, font par contre ce qu'elles veulent. Pour exercer des responsabilités, nous choisirons une femme pour sa compétence, et pas parce qu'elle porte le voile ou fait partie du Hamas. Contrairement à ce que faisait le Fatah ».

Le discours de Yasser est sur plusieurs points contradictoires :

Question : « appliquerez-vous la charia, la lapidation des femmes adultères par exemple ? ».

La réponse a été : « Le Hamas n'est pas un parti de gouvernement religieux, l'application de la charia n'est pas notre affaire, les musulmans c'est comme les Catholiques, il y en a de toutes sortes ».

Et en ce qui concerne les garanties offertes pour que le Hamas ne devienne pas corrompu comme le Fatah l'est devenu, il a été répondu :

« C'est impossible, le Hamas ne suit qu'une seule voie, car Dieu n'a qu'une seule voie, celui qui ne la suit pas s'en exclut ».

RENCONTRE AVEC MAHMOUD ODAH, SECRETAIRE GENERAL DU PGFTU³ DE BETHLEEM, MILITANT DU FATAH⁴

Question : La venue du Hamas au pouvoir est-elle le résultat de la corruption du Fatah ?

« Le monde entier a voulu qu'il y ait des élections et maintenant, ils ne respectent pas les urnes. Ce vote est le reflet d'une radicalisation de la société palestinienne qui ne sait comment exprimer son sentiment d'impuissance et de colère face à la construction du mur, face au fait de ne pouvoir ni circuler, ni travailler sur leurs terres, de voir leurs territoires diminués, morcelés, les colonies s'agrandir. Tout cela, sans que le droit international n'intervienne contre Israël. Par ailleurs, 300 000 personnes ont perdu leur travail en Israël depuis 1999, beaucoup étaient du Fatah. Ils ont perdu de gros salaires. Ils ont demandé du travail à l'Autorité Palestinienne qui n'a rien pu faire pour eux. Cela, plus le mur, plus tout le reste, c'est cela qui a fait voter Hamas, pas la corruption, seulement les gens n'avaient pas prévu la réaction internationale ».

Question : Le Fatah, au travers de la confédération syndicale PGFTU, n'instrumentalise-t-il pas la grève des fonctionnaires contre le gouvernement actuel ?

« Non, la grève n'est pas une grève politique, mais une grève de défense de leurs droits face aux difficultés économiques : un accord économique israélo-palestinien signé à Paris est très mauvais pour les palestiniens car ils n'ont aucune liberté économique, ils doivent passer par Israël pour tout ce qu'ils achètent et payer les mêmes taxes, mais pas avec les mêmes salaires.

La PGFTU a travaillé à faire un Code du travail validé par le Bureau International du Travail⁵. La PGFTU a de bonnes relations avec la Histadrout (le principal syndicat israélien) qu'elle rencontre régulièrement, mais ceux-ci ne peuvent pas défendre les travailleurs palestiniens qui travaillent en Israël, et les travailleurs licenciés ne touchent rien. Les palestiniens qui travaillent dans les colonies n'ont aucun droit, alors que c'est le Code du travail israélien qui devrait s'appliquer.

À la question de savoir si le Hamas est ou peut devenir un danger pour les libertés syndicales ? Il nous a été répondu :

Dans un pays où il y a 900 000 personnes en dessous du seuil de pauvreté, il n'y a pas de séparation entre musulmans et chrétiens, tous sont victimes de l'occupation ! Ici, même les enfants demandent pourquoi les casques bleus ne viennent-ils pas en Palestine pour protéger les palestiniens contre l'occupant. Et moi je me demande pourquoi Xavier Solana⁶ a accepté de rencontrer Liebermann (ministre d'extrême droite qui vient d'entrer dans le gouvernement israélien d'union nationale) et refuse de rencontrer le Hamas, alors que Liebermann est un fasciste, pourquoi les pays démocratiques n'interrompent-ils pas leurs relations avec Israël tant que ce pays garde cet homme dans son gouvernement ?

En tant que militant du Fatah, Mahmoud considère que ceux qui soutiennent le Hamas aident Israël et les Américains. Pour Mahmoud, le Hamas a été mis en place par les gouvernements israélien et américain et pour déstabiliser l'OLP. Israël se réjouit de la venue du Hamas au pouvoir qui lui sert de prétexte à couper les vivres aux Palestiniens et les obliger ainsi à partir.

Pour conclure, Mahmoud nous invite au congrès qui aura lieu en 2007 en Egypte

RENCONTRE AVEC DES TRAVAILLEURS DE L'HÔPITAL GOUVERNEMENTAL DE BEIT JAFFA

Le groupe qui nous a reçus était composé de sept personnes dont deux femmes (une cadre et une infirmière) et cinq hommes (infirmiers, médecins, radiologues...).

Question : Comment faites-vous pour vivre sans salaire depuis 8 mois ?

Réponse :

« En France, vous avez la Sécurité sociale, nous avons la sécurité familiale. Les grévistes font des petits boulots puis il y a des membres de la famille qui travaillent dans le secteur privé, les femmes qui revendent leurs bijoux et les hommes leur voiture ».

Question : Nous avons croisé des militants du Hamas qui nous disent que la grève est instrumentalisée par le Fatah, qu'en pensez-vous ?

Réponse :

« Notre grève, en tout cas ici, n'est pas politique, même si nous savons que certains syndicats d'enseignants se sont créés pour faire tomber le Hamas. Dans cet hôpital où la grève est totale, tous les patients ont été renvoyés chez eux. Une partie de ceux qui font grève ont voté Hamas et sont en grève, y compris pour se faire respecter par ce nouveau gouvernement, de même qu'ils étaient grève quand c'était le Fatah qui était au pouvoir ».

Question : Ne craignez-vous pas que votre grève défavorise les pauvres qui n'ont que l'hôpital public pour se soigner, les riches trouveront toujours le moyen de se faire soigner ?

Réponse :

« Non, d'abord qui est plus pauvre qu'un travailleur qui n'a rien touché depuis 9 mois ? Ensuite, nous recevons les urgences, les cas graves. Notre cancérologue travaille « normalement » et nous envoyons tous les autres sur les hôpitaux privés qui les soignent tout en sachant qu'ils ne seront pas payés. C'est leur façon d'être solidaires de notre grève ».

Question : Il y a-t-il des négociations ?

Réponse :

« Des négociations sont en cours avec le gouvernement actuel, notre unique revendication, ce sont les salaires. La concession que nous faisons c'est l'étalement jusqu'en avril 2007 du paiement des salaires en retard. Mais depuis une semaine nous n'avons plus de réponse, alors nous projetons de durcir la grève en ne recevant même plus les urgences ».

Question : Quelles perspectives politiques voyez-vous ?

Réponse :

« La grève peut pousser le Fatah et le Hamas à former un gouvernement unitaire, mais de toute façon le problème est international, puisque les gouvernements américains, israéliens et européens ont supprimé les aides. Tout le monde semble indifférent à l'occupation que nous subissons. Mais nous ne sommes pas pour autant antisémites. Nous ne faisons que nous opposer à l'occupation et à la colonisation. ».

Question : Comment peut-on vous apporter notre solidarité ?

Réponse :

« C'est surtout au niveau médiatique que vous pouvez nous aider. Notre plus grande souffrance, ce ne sont pas les divergences entre le Fatah et le Hamas. Notre plus grande souffrance c'est l'occupation ! En France, pour les massacres des juifs, certains ont

dit qu'ils ne savaient pas, mais en ce qui concerne les palestiniens, vous savez ! Vous connaissez l'indignité que nous subissons alors pourquoi restez-vous silencieux ? ».

CLANDESTIN DANS SON PROPRE PAYS

Le médecin francophone que nous avons rencontré est sorti de Palestine plus de trois ans pour ses études. Une loi israélienne stipule qu'un ressortissant palestinien qui est sorti plus de trois ans n'a plus le droit de revenir. Il est donc devenu clandestin dans son propre pays. Ils seraient 55 000 dans cette situation !

Novembre 2006

NOTES

1. DWRC : Centre pour les droits et la démocratie des travailleurs (Democracy and Workers' Rights Center). C'est une association à but non-lucratif fondée en 1993 par un regroupement de syndicalistes, juristes, universitaires et personnalités politiques. Opposé à la politique de la confédération PGFTU, le DWRC milite notamment pour les droits de l'Homme, sur le plan économique, social et culturel. Le DWRC aide à la construction de syndicats de salariés et développe pour cela une importante activité de formation de militant(e)s. <http://www.dwrc.org/pages/index.aspx>
2. Hamas : Fondé officiellement en 1987, le Hamas (Mouvement de résistance islamique) est le plus important mouvement islamiste palestinien. Considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne, le Canada, les USA et Israël, le Hamas a remporté les élections législatives palestiniennes de 2006. Une partie de sa popularité parmi les couches sociales les plus pauvres repose sur ses programmes d'aide et de formation, avec le financement d'un certain nombre d'activités économiques locales : création d'orphelinats, de dispensaires, d'élevage, production de vêtements pour l'emploi des femmes, mise en place de réseaux scolaire, etc. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Hamas>
3. PGFTU : Fondée en 1965, la PGFTU (The Palestine General Federation of Trade Union) est la confédération syndicale palestinienne historique. Elle est étroitement liée au Fatah. <http://www.pgftu.org/aboutus.html>
4. Fatah : Fondé en 1959, le Fatah est une organisation politique et militaire laïque longtemps représentée par Yasser Arafat. Le Fatah est membre consultatif de l'Internationale socialiste. Au pouvoir de 1996 à 2006, il lui est notamment reproché les échecs de l'Autorité palestinienne et la croissance de la corruption. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne depuis janvier 2005 appartient au Fatah. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Fatah>
5. Bureau International du travail (BIT) : fondé en 1919, le BIT est depuis 1946 une institution spécialisée de l'ONU sensée promouvoir les droits des travailleurs, améliorer leurs conditions de travail et lutter contre le chômage. Son siège est à Genève. Son Conseil d'Administration de 53 membres compte 14 représentants de confédérations syndicales de salariés.
6. Xavier Solana : de nationalité espagnole, il coordonne la politique étrangère de l'Union européenne. Xavier Solana a été secrétaire général de l'OTAN de 1995 à 1999.

ALGÉRIE



DOSSIER ALGÉRIE



MISSION DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES EN ALGERIE

Une délégation de l'Union syndicale Solidaires s'est rendue en Algérie du 27 novembre au 1er décembre 2006 à l'invitation du principal syndicat autonome, le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap). Cette délégation était composée de responsables nationaux de Solidaires et des organisations suivantes : Syndicat national unifié des impôts (Snui), Sud Éducation, Sud Collectivités territoriales, Sud Pompiers, Sud PTT, Syndicat national des journalistes (Snj).

Cette mission a permis de rencontrer les différents syndicats autonomes algériens et la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH). La délégation a été reçue par la direction de deux grands quotidiens nationaux, El Watan et El Khabar.

Un premier bilan a été fait sur place à Alger vendredi 1er décembre lors d'une conférence de presse. Aujourd'hui, alors même que la Constitution algérienne prévoit explicitement le principe des libertés syndicales (article 90-2), celui-ci n'est pas respecté en Algérie. Les syndicats autonomes sont victimes d'entraves à leur activité syndicale, de harcèlement et de répression contre leurs militants. Le droit de grève et de manifestation n'existe pas aujourd'hui dans les faits en Algérie.

Le gouvernement algérien s'est félicité de la signature d'un « pacte social et économique » il y a quelques mois entre le gouvernement, le patronat et l'UGTA, seule centrale officiellement reconnue et qui entretient des liens très étroits avec le pouvoir. Ce pacte prévoit une « trêve sociale de 4 ans » ! Il est révélateur d'une absence totale de dialogue social reposant sur une vraie légitimité des partenaires sociaux. En refusant de reconnaître officiellement les syndicats autonomes qui sont aujourd'hui en Algérie les vrais syndicats majoritaires, le pouvoir algérien entretient une démocratie de façade, alors même que le peuple algérien aurait besoin de plus de démocratie pour maîtriser réellement et collectivement son avenir.

Le développement des inégalités sociales, de la précarisation, de la pauvreté s'ajoute à un chômage important. Les politiques menées par le gouvernement algérien, sous pression du FMI et des grandes puissances comme la France et les États-Unis, vont dans le sens d'un affaiblissement du secteur public au profit des multinationales étrangères dans la production et la distribution des ressources nationales algériennes. Cela aura aussi pour conséquence de rendre plus difficile pour la population l'accès aux droits essentiels comme l'eau, l'énergie, la santé ou le logement. Pourtant l'Algérie est un pays riche qui dispose de ressources naturelles importantes : l'utilisation de cette manne financière se fait dans l'opacité la plus totale et les richesses du pays sont de plus en plus accaparées par une minorité qui détient aujourd'hui les leviers économiques et politiques du pays.

A l'issue de cette mission, l'Union syndicale Solidaires s'engage à construire une coopération permanente avec les syndicats autonomes algériens, en particulier avec le Snapap et ses différentes branches, pour faire connaître leur situation et leurs luttes, leur apporter une solidarité chaque fois qu'ils seront en butte à toute forme de discrimination ou de répression et faire avancer les libertés syndicales en Algérie. Il s'agit aussi d'élaborer ensemble des analyses et des mobilisations communes face aux politiques libérales qui sévissent en Algérie comme en France.

Paris, le 6 décembre 2006

ORGANISATIONS ALGERIENNES

UGTA, UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS.

Créée en février 1956, elle est présente depuis l'indépendance dans tous les secteurs économiques car elle est la seule à avoir été agréée par le pouvoir. Elle connaît une perte sensible d'effectifs depuis l'ouverture du pluralisme syndical.

Quelques fédérations de l'UGTA :

Snes : Syndicat national de l'enseignement supérieur

FNTE : Fédération nationale des travailleurs de l'éducation

FNTS : Fédération nationale des travailleurs de la santé.

SYNDICATS AUTONOMES

On recense près de 70 syndicats autonomes en Algérie, mais tous n'ont pas le même degré de représentativité ni même d'autonomie. En voici quelques uns :

Secteur public

Snapap : Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique. Présent essentiellement dans le secteur public, surtout la santé. Revendique 250 000 adhérents.

SNPS : Syndicat national du personnel de la santé.

Education

Cnapest : Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique. Implantation nationale. Non agréé par le pouvoir malgré sa forte représentativité. Revendique 64 000 adhérents.

SNTE : Syndicat national des travailleurs de l'éducation. Agréé. Revendique 20 000 adhérents.

Cnes : Conseil national des enseignants du supérieur. Equivalent du Snesup français. Syndicat né d'une longue grève, il est largement représentatif et a été reconnu par les autorités en janvier 1992. Revendique 10 000 adhérents.

Satef : Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation. Siège à Tizi Ouzou. Implanté dans 28 wilayas. Agréé par les autorités.

CLA : Conseil des lycées d'Alger. Syndicat d'enseignants et de personnel du secondaire. Non agréé malgré sa forte représentativité.

ASSOCIATIONS

Droits de l'homme

LADDH : Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme.

Djazaïrouna : association qui lutte en faveur des victimes du terrorisme islamiste.

SOS-Disparus : s'occupe de ceux qui ont disparu aux mains de l'Etat et de ses agents.

Féministes

Wassila : défense des femmes.

SOS-Femmes en détresse : lutte contre les violences conjugales et familiales.

PARTIS POLITIQUES

Partis de l'alliance présidentielle

FLN : Front de libération nationale. Le président Bouteflika en est le président d'honneur. 199 sièges au Parlement.

RND : Rassemblement national démocratique. Deuxième grand parti de la coalition gouvernementale. 47 sièges au Parlement.

MSP : Mouvement de la société et de la paix (anciennement Hamas). Organisation islamiste modérée qui participe au gouvernement. Une des portes paroles est Aïcha Dahmane Belhadjar, secrétaire nationale pour la femme et les affaires de la famille. 38 sièges au Parlement.

Autres partis

MRN : Mouvement pour la réforme nationale. 43 sièges au Parlement.

PT : Parti des travailleurs. Sa porte-parole est la députée Louiza Hanoune, une des animatrices du mouvement des femmes pour l'abolition du code de la famille. Le PT se bat contre la libéralisation de l'économie et a 21 sièges au Parlement. Le PT est lié au parti français du même nom

FFS : Front des forces socialistes. Parti de l'opposition de type social-démocrate et favorable à un dialogue avec les islamistes. Membre de l'Internationale socialiste. Dénonce la mainmise des militaires sur le pouvoir. A boycotté les dernières élections. Son président est Hocine Aït Ahmed. Parti d'implantation nationale mais très identifié à la Kabylie.

RCD : Rassemblement pour la culture et la démocratie. Issu du FFS. Surtout implanté en Kabylie et à Alger. A boycotté les dernières élections. Son anti-islamisme virulent l'a amené à soutenir les courants « éradicateurs » de l'armée. Son président est Saïd Saadi.

PST : Petite organisation appartenant au même courant international que la LCR. Pendant la guerre civile des années 1990, une grande partie de ses militants est partie en exil face à la violence islamiste et gouvernementale.

RENCONTRES AVEC LES SYNDICATS AUTONOMES DE L'EDUCATION

En répondant à l'invitation du Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (Snapap), la délégation Solidaires a pu constater que la situation du syndicalisme autonome en Algérie était bien plus difficile qu'on ne l'imaginait. La rencontre du représentant de la fédération des syndicats SUD Education avec les syndicats autonomes du secteur n'a pu que confirmer ce constat alarmant.

Les 28 et 29 novembre 2006, nous avons pu nous entretenir avec les syndicats suivants :

- Conseil National Autonome des Personnels de l'Enseignement Secondaire et Technique,
- Conseil des Lycées d'Alger,
- Syndicat National des Travailleurs de l'Education,
- Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Education et de la Formation (Satef),
- Conseil National de l'Enseignement Supérieur (Cnes) et BCN Cnes (administration et résidences universitaires)
- ainsi qu'avec d'autres syndicats du secteur de la formation, notamment dans le domaine du paramédical.

Pour comprendre leur histoire et les difficultés rencontrées par leurs militants, essentiellement du fait du harcèlement du pouvoir algérien, il faut préciser que pendant près de 30 ans, de l'indépendance en 1963 à 1989, date de modification « démocratique » de la constitution, il existait une seule confédération intersectorielle des syndicats algériens, l'Union Générale des Travailleurs d'Algérie (UGTA), liée au parti unique, le FLN.

Les principaux mouvements sociaux, durant les années 80 et 90, furent le fait des étudiants qui connurent une forte répression. Les militants qui fondèrent les syndicats autonomes à partir de 1990, dont Rachid Malaoui pour le Snapap, participèrent activement à ces mouvements.

En 1989 et 1990, la nouvelle Constitution a autorisé le pluralisme politique et syndical. Dès 1989, les autonomes déposèrent leur demande d'agrément auprès du gouvernement, c'est ainsi que naît le Satef, le premier dans l'éducation à obtenir l'autorisation du pouvoir. Mais les événements du début des années 90 et la guerre civile, à partir de 92, vont sonner le glas de cette période de démocratisation des institutions, avec notamment l'instauration de l'état d'urgence, toujours en vigueur aujourd'hui !

C'est en invoquant celui-ci que le gouvernement entend briser depuis tous les mouvements sociaux en Algérie, les déclarant illégaux en tant que menaces à l'ordre public, bien que la constitution les autorise !

Dans le secteur de l'éducation, de nombreux mouvements ont eu lieu depuis les années 90 qui ont connus leur apogée en 2003 et 2004.

LES REVENDEICATIONS CONCERNENT :

■ **les salaires** (un enseignant gagne environ 200 euros par mois après une dizaine d'années d'exercice alors que le niveau de vie à Alger est presque l'équivalent de celui de Marseille),

■ **les conditions de travail,**

■ **la reconnaissance de leur représentativité** à laquelle est liée l'autorisation de se réunir, de lancer des préavis de grèves ou des actions. Cette représentativité est réelle. Par exemple, en 2003, quand les autonomes entamèrent leur mouvement à Alger le Cla et le Cnapest estiment que 94 % des enseignants du secondaire se mobilisèrent. Les autonomes sont maintenant présents sur tout le territoire algérien et ont étendu les coordinations, au départ informelles, à l'ensemble des villes du pays.

LA REPRESSION ET LE HARCELEMENT DU POUVOIR :

■ suspensions des « têtes » des bureaux des syndicats, et cela sans traitement (pour certains, cela fait plusieurs années),

■ procès interminables et prolongés le plus longtemps possible, avec les frais de défense que cela implique,

■ gardes à vues, menaces physiques et harcèlement moral par les hommes du gouvernement ou les gros bras de l'UGTA qui n'entendent pas se laisser dépouiller de leurs privilèges (bien que certains autonomes affirment qu'il existe des franges non inféodées et militantes dans cette fédération, point qui ne fait pas consensus entre eux)...

Le gouvernement fait également traîner l'examen des dossiers de représentativité et s'efforce de corrompre les membres des bureaux des autonomes. Quand il ne peut les contrôler, il favorise la création de bureaux parallèles afin de discréditer ces syndicats et d'empêcher leur développement. Toute réunion dans les lieux publics leur est interdite, certains se sont vus retiré leurs locaux. Les autonomes doivent fonctionner sans moyens, ce qui ne représente pas le moindre des handicaps surtout quand il faut faire face au harcèlement judiciaire. Enfin, pour exemple, quand la délégation Solidaires est arrivée dans les locaux quasi-clandestins du Snapap, les lignes téléphoniques ont soudainement rencontré des « dérangements temporaires », ce qui semble absurde dans la mesure où leurs membres

communiquent par portables. Tous les moyens sont bons, donc, sans parler de l'omniprésente surveillance de la police.

Nos camarades nous ont invités pour que nous puissions témoigner de la situation de négation des libertés syndicales en Algérie, leur demande de solidarité internationale est très forte. On comprend que cela représente un moyen de limiter les ardeurs antisyndicales du pouvoir, comme nous l'ont également confirmé les journalistes indépendants d'El Khabar et d'El Watan. Ceux-ci, par leur vigilance, constituent la seule chance des syndicats autonomes et plus généralement des forces démocratiques en Algérie de ne pas subir une répression encore plus lourde.

Nous saluons le courage de nos camarades autonomes algériens, et nous les assurons de notre soutien. Il doit aller de soi que ces premières rencontres seront suivies d'efforts pour consolider les liens ainsi noués. Le syndicalisme européen doit reposer sur une vision élargie de l'Europe, les attaques libérales que nous affrontons chez nous ont également lieu de l'autre côté de la Méditerranée. Les systèmes éducatifs algériens, semblables aux nôtres, sont également en proie à un démantèlement libéral, comme en témoigne le projet du gouvernement algérien de transfert des secteurs de la formation vers le privé dans les semaines à venir. Il y a fort à parier que cela serve de test pour l'application future de ce projet dans nos pays.

RENCONTRE AVEC LE SYNDICAT DES FINANCES DU SNAPAP

Les militants des finances du Snapap nous ont dressé un tableau édifiant de ce ministère « sensible » car responsable de la collecte de l'impôt.

Confrontés là aussi à la répression syndicale ils ont beaucoup de mal à développer leurs critiques face à une administration qui privilégie de façon honteuse les hauts revenus du pays.

Appliquant le système de prélèvement d'office pour les salariés, l'État Algérien s'est doté d'une fiscalité injuste qui pèse lourd sur les faibles revenus. Les impôts indirects ont un poids bien plus important que les impôts directs. L'administration est gangrenée par la corruption, le syndicat nous a cité la réponse d'un haut responsable "dissident": « Que voulez-vous que l'on change ? Tout le ministère ? ».

L'administration des finances est répartie en sept grandes directions générales : les impôts, les domaines, le budget, le trésor, les douanes, la planification et le cadastre. Elle est en principe surveillée par la Cour des comptes. De nombreuses directions sont comme en France décentralisées. Les centres fiscaux sont répartis sur l'ensemble du territoire algérien.

Le Snapap finances est la principale force syndicale même si certains agents n'osent pas dire qu'ils appartiennent à cette organisation de peur de représailles. Du coup, nos camarades constatent une démobilité qui les inquiète.

La gestion des carrières est décentralisée, ce qui rend difficile une mobilisation. Pourtant, grâce au Snapap, les fonctionnaires ont obtenu récemment une augmentation de salaire. Aujourd'hui un contrôleur des impôts algérien perçoit en fin de carrière entre 230 et 250 euros. Ailleurs, un ingénieur chimiste Bac+5 ne perçoit que 150 euros par mois. La moyenne des salaires en Algérie se situe à 120 euros par mois !

Nous avons pu constater que nos deux administrations des finances sont engagées dans un même processus de réformes qui tend à réduire la présence des services sur le terrain et à les détourner de leur rôle fondamental de service public redistributeur de richesses.

Le Syndicat national unifié des impôts (Snui) pourrait engager un processus d'échanges d'informations sur l'évolution fiscale et l'évolution sociale, nos camarades algériens étant très demandeurs de ce genre d'informations. L'opinion partagée d'une fiscalité pesant sur les pauvres et exonérant les riches devrait nous rapprocher dans nos combats et analyses.

Nous devons manifester notre solidarité envers leur combat pour la reconnaissance du droit syndical. Nous en sommes convaincus, c'est tous ensemble, libres d'être, libres d'agir, libres de dénoncer que nous pourrions construire un monde plus juste et plus solidaire.

RENCONTRE AVEC LE SYNDICAT DE LA PROTECTION CIVILE DU SNAPAP

Les syndiqués du Snapap et d'autres syndicats autonomes subissent brimades, mises à pied, révocations, pressions, exil, et sont dénigrés jusque dans leurs familles. Ils sont hommes, femmes, cadres, ouvriers, infirmiers, pompiers, professeurs des collèges et sont proches ou non du gouvernement. Ce sont les mêmes paroles qui reviennent. Ils ont un courage et une force de caractère qui doivent nous servir de leçon.

Alors que seul le syndicat unique UGTA représentait les pompiers algériens, en mars 2003, trois agents de la protection civile algérienne décidèrent de constituer la section Union nationale de la protection civile du Snapap. Dès sa création, la section fut accueillie favorablement par les agents qui y adhérèrent en masse. Ils sont aujourd'hui 6 800 sur un total de 36 000 agents du corps de la Protection civile.

La Direction générale de ce corps, après quelques mois de mutisme, reconnaît en mars 2004 l'existence de la section syndicale suite aux menaces du Snapap d'organiser un "sit-in" devant la Direction générale de la protection civile à Alger. La direction finit par accorder des détachements aux membres du bureau national.

Le Snapap a déposé très rapidement une plate-forme revendicative portant sur :

- l'augmentation du salaire de base de 50 % par revalorisation du point d'indice,
- la réduction de l'âge de retraite à 25 ans de service au lieu des 32 actuellement,
- l'ouverture du dialogue avec les véritables représentants des travailleurs.
- la régularisation des primes et indemnités en retard,
- la révision du statut particulier des agents de la protection civile,
- le paiement des heures supplémentaires (80 heures en moyenne par mois),
- l'installation d'une commission nationale mixte (syndicat-administration) chargée de la prise en charge des maladies chroniques et professionnelles,
- la régularisation de la situation professionnelle des personnels,
- la mise à la disposition des travailleurs de moyens de travail individuels et collectifs d'intervention,
- l'amélioration des conditions de travail et de vie des agents,
- la participation des représentants authentiques des salariés aux différentes décisions concernant les travailleurs,
- la prise en charge des victimes (agents de la protection civile) du tremblement de terre du 21 mai 2003.
- la régularisation des situations des promotions de 1994 à 1997,
- la répartition équitable de la quote-part des œuvres sociales,
- l'augmentation de la prime de la femme au foyer à 2000 dinars. pour les femmes des agents,

- la fixation de la date du versement des salaires avec fiche de paie,
- la récupération et la compensation des jours fériés,
- l'octroi de l'indemnité des malades contagieuses.

En mars 2004 le Snapap dénonce des entraves et des violations de la loi sur les droits syndicaux, les pressions sur les agents qui se trouvent sur la liste, les brimades des représentants etc.

En marge de cette situation, un des problèmes principaux est la gestion des œuvres sociales des pompiers qui représente 3 % du total de la masse salariale et dont ne profite qu'une infime proportion d'agents de la protection civile. Les membres du Snapap demandent que des représentants de leur syndicat participent à sa gestion. Ils s'appuient pour cela sur un rapport de l'Inspection générale des finances qui dénonce la gestion non conforme des sommes. La Direction générale a elle-même porté plainte contre la branche UGTA de la protection civile pour malversation et, depuis c'est le silence judiciaire.

En août 2004, l'UGTA demande l'annulation des détachements du Snapap et la fermeture de leur siège national. La Direction générale de la protection civile obtempère. Suite à cela, le bureau national Snapap organise en décembre un sit-in devant la Direction générale de la protection civile algérienne à Alger. Le jour même le président et le vice-président sont suspendus de leurs fonctions. Le premier s'est depuis exilé en France, suite à des menaces d'emprisonnement et le deuxième est toujours en attente que son dossier passe en justice.

Depuis cette manifestation, beaucoup de membres de la protection civile n'osent plus déclarer ouvertement leurs appartenances au Snapap, et seules quelques personnes revendiquent et militent pour le personnel de la protection civile.

D'autres membres du bureau national sont, depuis février 2005, suspendus de leurs activités pour fait de grève suite à l'organisation d'un "sit-in" devant la caserne pour réclamer la remise en état de la cuisine de leur centre. Malgré une première décision de la justice algérienne de relaxe de ces agents, en juin 2005, et l'arrêt rendu par la cour d'appel de Sidi Bel Abbès, le 4 octobre dernier, ceux-ci ne peuvent toujours pas se rendre librement à leur travail.

Les agents suspendus ne perçoivent plus de salaire et vivent avec leurs familles en dépendant de l'aide d'autres syndicalistes ou de parents proches.

Les syndicalistes du Snapap Protection civile souhaitent :

- faire connaître auprès du monde politique et syndical français ce qui se passe exactement dans le monde du travail en Algérie,
- le soutien dans leurs luttes pour la réintégration des membres du bureau national,
- des informations sur les luttes en France et des discussions communes sur la stratégie syndicale.

RENCONTRE AVEC LE COMITE DES FEMMES DU SNAPAP

La création d'un Comité de femmes du Snapap date de 2002, suite à l'adhésion de ce syndicat à l'Internationale des services publics (ISP)¹. Ce comité a pour objectifs d'étendre et de faire respecter les droits des femmes travailleuses, mais aussi d'assurer la place des femmes dans le syndicat.

Jusqu'à sa mise en place, les travailleuses de la fonction publique - aussi nombreuses que les hommes - étaient peu syndiquées. Le Comité national a donc décidé de faire de la syndicalisation des femmes l'une de ses priorités, afin d'intégrer les questions femmes dans l'activité quotidienne des syndicats et, de permettre aux travailleuses d'y militer. Des comités femmes ont été créés au niveau régional mais surtout local, c'est-à-dire dans chacune des 48 wilayas (départements). L'intérêt de ces comités locaux est qu'ils sont ouverts aux non-adhérentes. Leur rôle est comparable à celui d'une section syndicale. C'est par leur biais que le Snapap a réussi en quelques années à augmenter le nombre de syndiquées, et le Snapap compte aujourd'hui treize femmes au Bureau national des femmes travailleuses du syndicat.

Outre les aspects revendicatifs, le comité met en œuvre des actions de formation en lien avec la fondation Friedrich Ebert². En 2006, il a organisé des séminaires régionaux et des formations ouvertes aux militantes femmes du Snapap, à différents niveaux, portant sur la violence contre les femmes, l'enfance et la violence, le harcèlement dans l'administration, la presse, la femme et le syndicalisme, la communication par et pour les femmes, la négociation, la médiation et l'arbitrage, la collecte d'information et la conduite des projets, les textes de lois, les éléments pour l'analyse des conflits.

Ces thèmes ont été élaborés suite à un questionnaire des femmes portant sur le recensement des entraves, des atteintes et problèmes socioprofessionnels subis par les travailleuses.

Les échanges entre nos deux syndicats ont porté essentiellement sur les outils des unes et des autres face à ce qui traverse sans encombre la méditerranée, c'est-à-dire les inégalités entre les femmes et les hommes au travail : la ségrégation professionnelle, le plafond de verre³, les inégalités salariales, la précarité, la répression accrue en cas de militantisme syndical, les remises en cause des droits acquis - notamment sur le congé maternité, axe revendicatif prioritaire en 2007 pour le Snapap. L'idée est de pérenniser ces échanges par la mise en commun de nos actions, l'envoi de brochures, des programmes d'action et de formation, des plates-formes revendicatives, la rencontre dans des espaces communs comme les forums sociaux, notamment méditerranéens.

1. www.world-psi.org/Content/NavigationMenu/French/A_propos_de_l_ISP/A_propos_de_lISP.htm
 2. www.fesalger.org/
 3. On appelle "plafond de verre" la barrière discriminatoire invisible rencontrée par certaines personnes dans leur déroulement de carrière, en raison notamment de leur sexe ou de leur origine.

REVUE DE LA PRESSE ALGERIENNE APRES LA VISITE DE SOLIDAIRES EN ALGERIE

Le 2 décembre 2006, dans *Alger Hebdo*¹, est parue une photo de grévistes de la faim installés depuis 32 jours sur le parvis de la centrale syndicale UGTA, courroie de transmission du pouvoir. Ces salariés de l'entreprise de transports ETUSA ont finalement été « délogés » par la police à la demande du secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs des transports (FNNT-UGTA). Voilà qui illustre les difficultés des travailleurs algériens à se faire entendre de la toute puissante UGTA.

Le même jour dans *l'Expression*², Annick Coupé, au nom de Solidaires, souligne « *qu'il y a urgence à créer un syndicat fort, capable de défendre les intérêts des travailleurs* ».

Nombreux ont été les journalistes algériens à rendre compte de la conférence de presse organisée au siège du Snapap faisant le constat des rencontres entre la délégation de Solidaires et les syndicats autonomes algériens.

Le *Jeune Indépendant* titre « *le syndicalisme d'accompagnement des réformes est un échec* », reprenant les propos de la porte-parole de Solidaires sur la façon dont l'UGTA pense limiter les dégâts en accompagnant les réformes libérales.

La plupart des journaux algériens ont repris les accusations du Snapap sur « *la mascarade d'un pacte national économique et social de quatre ans n'ayant pas été négocié avec les partenaires sociaux réellement représentatifs* ».

Notant que Solidaires estime « *qu'il y a volonté du pouvoir d'étouffer l'expression syndicale libre et autonome* » ils reprennent également les propos contre « *certains cercles politiques et médiatiques français qui font le jeu du pouvoir algérien en installant un mur de silence autour de la répression des syndicalistes autonomes algériens.* »

Le *Jour d'Algérie* titre sobrement « *la situation syndicale s'est dégradée* » avant de broser le tableau du combat des différents syndicats autonomes algériens dans la Fonction publique. « *Entraves, harcèlements et suspensions caractérisent le monde du travail* » écrit *Liberté* qui souligne par ailleurs que cette rencontre Snapap – Solidaires servira de base à des actions syndicales communes dans un contexte de solidarité internationale.

LA PRESSE EN ALGERIE FACE À LA PENSÉE UNIQUE

Quelle grille de lecture prendre pour une presse algérienne apparemment pluraliste et variée et dont la liberté de ton ne peut que réjouir et rassurer ? Le décodage n'est pas simple et il faut avoir en tête les enjeux du drame algérien qui se joue autour du pouvoir et du repoussoir islamiste. Qui est qui ? Qui fait quoi et pourquoi ? Ces deux questions reviennent sans cesse dans le fonctionnement de la société algérienne.

De façon récurrente revient le thème d'une presse qui serait l'instrument de l'affrontement entre clans, entre réseaux d'essence mafieuse organisés en communautés d'intérêts.

L'indépendance de la presse se mesure dans ses relations avec le pouvoir, une partie des titres présents dans les kiosques ne vivant que grâce à la publicité d'Etat. Face à la diversité des titres, à l'abondance des rubriques et à la qualité des caricatures, le lecteur a le choix. Ce choix a permis la montée en puissance de titres créés dans les années 90 par des journalistes, à l'image d'El Khabar, d'El Watan ou par une puissance financière à l'exemple de Liberté.

A l'inverse, les journaux soutenus par la publicité d'Etat ne connaissent pas la faveur du public. Leur qualité n'est pas en cause mais la suspicion est là.

Alors, quel rôle pour la presse dans un pays de la pensée unique et où la corruption a un pouvoir absolu ? Cette presse a une réelle fonction d'alerte face à une corruption admise ou tolérée. Dans ce climat de corruption, la contradiction entre la richesse du pays, due à la rente pétrolière, et la misère du peuple est fortement ressentie. S'ils peuvent lire la presse, les citoyens ne disposent ni du droit de réunion, ni du droit de manifestation.

Face au net recul des libertés publiques, la presse joue donc un rôle essentiel. Tous les syndicats autonomes rencontrés en Algérie témoignent de son implication à révéler les luttes sociales et les luttes pour les libertés syndicales.

La Ligue des droits de l'Homme, née dans la clandestinité, dénonce un « *état d'urgence permanent* » et une politique qui a le soutien du gouvernement français.

« *Le mouvement social en Algérie est en danger* » note le rédacteur en chef d'El Watan. Pour sa part, le directeur de la publication d'El Khabar ne manque pas d'exemples montrant comment la justice est utilisée pour maintenir la pression contre la presse, coupable d'être « *un petit îlot de démocratie en Algérie* ». Dès qu'il s'agit de plaintes contre la presse tout est recevable et ce directeur collectionne 122 procès, la majorité pour diffamation contre le régime ou ses soutiens.

Persécution, harcèlement, un univers où aucune communication officielle n'est crédible, où l'accès à l'information est difficile, où les lois sur la presse ont été durcies. Voilà le quotidien des journalistes algériens dont la condition est loin d'être enviable.

LA PRESSE EN CHIFFRES

Depuis 2001 plus de 300 procès ont été faits aux journalistes, l'un d'entre eux se terminant par la fermeture du *Matin d'Alger*.

On compte près de 50 quotidiens en Algérie avec deux fortes concentrations à Alger et à Oran. Le nombre de ces titres ne reflète pas la diversité car plus de 30 d'entre eux sont peu ou prou sous le contrôle de l'Etat ou du secteur parapublic. La presse quotidienne compte environ 1,5 million de lecteurs, 85 % des achats se portant sur 5 à 6 titres qui s'inscrivent dans un espace de débat pour la démocratie.

- **El Khabar** (L'information) est un quotidien en langue arabe qui tire à 500 000 exemplaires et dispose de 88 journalistes et 48 bureaux. Il partage son imprimerie avec El Watan mais a pour projet d'ouvrir deux nouvelles imprimeries, à l'Est et à l'Ouest, avec un tirage de 700 000 exemplaires.

- **El Watan** (La Patrie) est un quotidien en langue française créé en 1990 par

vingt journalistes issus d'*El Moudjahid*. Il tire à 140 000 exemplaires par jour.
- A côté des quotidiens, il n'existe pas moins de 300 publications hebdomadaires qui essayent de vivre malgré le durcissement des lois sur la presse.

1. <http://www.algerhebdo.com/modules.php?name=News&file=article&sid=284>
2. <http://www.lexpressiondz.com/artarc.php3?category=4&id=51010&datedeb=2006-12-02&search=K2RB1&pass=OR%60%60newsbody%60Annick>



Le mouvement syndical en Algérie et LA DYNAMIQUE DES SYNDICATS AUTONOMES

1. SYNDICAT ET NATIONALISME : UNE HISTOIRE MELEE !

- Le syndicalisme est né entre colonisation capitaliste et émergence du mouvement ouvrier : c'était un syndicalisme revendicatif et de classe, rattaché au mouvement ouvrier français et dont la composante est faiblement indigène.
- La lutte nationaliste a ensuite poussé les travailleurs algériens à se détacher des syndicats français et des luttes corporatistes pour s'inscrire dans le combat pour une nation algérienne indépendante. C'est la naissance de l'Union générale des travailleurs (UGTA) d'Aïssat Idir en février 1956.
- L'UGTA est né sur ordre du Front de libération nationale (FLN), de la lutte de libération pour rassembler et organiser les travailleurs sur l'idée nationale, en essayant d'effacer toute dynamique de revendications socioprofessionnelles ou tout lien avec le mouvement ouvrier. L'objectif premier était l'intérêt de la nation, une nation à libérer, et la conscience nationale prenait le pas sur la conscience sociale.
- C'est à cette logique que l'UGTA est restée attachée après l'indépendance. Servir la nation algérienne indépendante, c'est donc servir l'Etat qui construit cette nation, et c'est donc finalement servir le pouvoir qui occupe et s'approprie l'Etat-Nation. Fondamentalement, l'UGTA est restée prisonnière de cette vision nationaliste et a assuré la fidélité du monde du travail aux différents pouvoirs qui se sont succédés.
- Son histoire a été en permanence une histoire de dépendance envers l'Etat et d'occultation de l'intérêt du travailleur au profit de l'intérêt de l'Etat, sachant que celui-ci est un lieu de pouvoir, de gouvernance et de jeux d'intérêts sociaux et de classe. Ce n'est pas dans l'autonomie que l'UGTA a construit son identité syndicale mais en tant que relais du gouvernement dans le monde du travail. Les multiples tentatives de radicalisation ou de combativité de la centrale – les grèves générales par exemple – ont été plus l'expression d'une base travailleuse en colère que d'une ligne syndicale autonomisée.
- C'est dans ce contexte de syndicat unique, instrumentalisé par les gouvernements, que la bureaucratie dirigeante de l'UGTA va se trouver confrontée à la naissance des syndicats autonomes.

2. LIBERALISATION ECONOMIQUE ET CRISE SOCIALE

- L'émergence des syndicats autonomes est intervenue suite à l'échec de l'UGTA à se détacher de la tutelle des gouvernements – congrès de 1964, de 1978, événements d'octobre 1988 ⁽¹⁾, les périodes de luttes et de grèves générales etc. – et devant la montée de la crise sociale latente amplifiée par la politique de libéralisation et de privatisation de l'économie engagée depuis 1990.
- L'économie algérienne s'est construite autour de la rente pétrolière et d'un secteur public industriel consistant. Dans ce contexte, une classe ouvrière importante est apparue, produite en partie par l'exode rural, avec ses aspirations d'émancipation sociale, ses élans revendicatifs et son attachement au secteur public. Mais le populisme du pouvoir politique et son emprise sur la centrale syndicale ont empêché la cristallisation d'une conscience revendicative continue et l'expression autonome des luttes syndicales et sociales.
- La crise d'octobre 1988, avec la dynamique de libertés et d'autonomie politique et sociale que ces événements ont créés dans la société, sera le point de départ de l'émergence de syndicats autonomes, aussi bien dans le secteur économique public que dans la fonction publique. L'UGTA ayant quasiment bradé les travailleurs dans la lutte contre les restructurations et les privatisations des entreprises publiques – secteur pétrolier, électricité et gaz, métallurgie, etc. – des syndicats autonomes vont naître dans ces industries. Ils seront vite confrontés à la double difficulté de subir l'adversité de la direction de l'entreprise et la nuisance délibérée des bureaucraties syndicales locales.
- L'affaiblissement programmé du secteur économique public déplace les enjeux et les conflits au niveau de la fonction publique où prédomine aussi bien l'administration publique que le secteur de l'éducation, l'enseignement supérieur ou la santé. Ce sont dans ces secteurs que sont apparus les syndicats autonomes les plus actifs, les plus combattifs et porteurs d'une nouvelle dynamique syndicale en Algérie.
- La crise économique et sociale latente depuis les années 80, aggravée par la chute de la rente pétrolière en 1986, a brisé partiellement l'écran populiste porté par le gouvernement et l'UGTA et a libéré l'action syndicale. Les politiques des années 90 liées à la mondialisation libérale, en particulier celles prônant le désengagement économique et social de l'Etat et la privatisation, suscitent inquiétudes et mécontentements dans le monde du travail.
- La diminution des budgets sociaux et éducatifs, le gel des salaires et la baisse du pouvoir d'achat provoquent des réactions de colère et de rejet exprimés, par exemple, par les longues grèves du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) à l'université ou les grèves de protestation dans le secteur de l'éducation et la santé et, dans une moindre mesure, dans l'administration publique.

3. LA FONCTION PUBLIQUE : ESPACE D'EXPRESSION DES SYNDICATS AUTONOMES

- C'est dans les secteurs de la fonction publique que la résistance concrète à la politique de libéralisation économique est la plus radicale et la plus combative, même si elle passe par le détour de revendications corporatistes. Le corporatisme est une réaction de catégories socioprofessionnelles qui s'inquiètent d'une mondialisation s'appuyant sur le principe du laisser-faire et où la logique du marché émiette les métiers, change la sociologie du monde du travail et parcellise le travail au quotidien. Tout ceci se faisant dans le cadre d'une intensification du travail concret et d'un autoritarisme exacerbé.
- Le corporatisme n'est ni une réaction conservatrice, ni l'expression d'une a-conscience sociale, mais le besoin de défendre des métiers «dévalorisés » par les marchés, et pourtant indispensables au développement d'un pays retardataire. Voilà pourquoi les logiques marchandes ne sont pas toujours des logiques de développement.
- Le rejet par les pouvoirs publics des revendications salariales des enseignants, des médecins, des paramédicaux, des vétérinaires ou des personnels administratifs dans la fonction publique a toujours été justifié par des argumentaires élaborés par des institutions économiques internationales comme le FMI ou la Banque mondiale. Celles-ci oeuvrent pour les marchés financiers et les firmes multinationales pour lesquels le profit est le seul critère de mesure de valeur de l'être humain.
- Les luttes revendicatives dans la fonction publique ont discrédité durablement l'UGTA (Snes, FNTE, FNTS, ...) ² et favorisé la multiplication de syndicats autonomes. Le relais a été pris par le Cnes dans les universités, le CLA et le Cnapest dans le secondaire ³, le Snapap ⁴ dans certains secteurs de l'administration publique, etc., effaçant partiellement ou totalement la représentativité syndicale de l'UGTA.
- La liste des syndicats autonomes est longue – 70 environ – mais leur degré de représentativité, leur présence active et réelle dans les luttes revendicatives, leur niveau d'accointance avec le pouvoir administratif, leur stratégie revendicative et leur niveau de fonctionnement font la différence entre les unes et les autres. Cette diversité peut rendre difficile les logiques unitaires, les coordinations syndicales et les fronts syndicaux nécessaires pour affronter en commun les pouvoirs publics sur le terrain des revendications salariales, sur le statut de la fonction publique ou sur la question des libertés syndicales.
- L'hétérogénéité des syndicats autonomes, le caractère pragmatique de leur culture syndicale, l'expérience encore rudimentaire chez certains et même parfois un fonctionnement peu démocratique, voire bureaucratique, font que beaucoup de chemin reste encore à faire. La dynamique des syndicats

autonomes doit transformer fondamentalement le paysage syndical et participer durablement et efficacement à la rénovation du mouvement syndical. Cela dans le sens d'un syndicalisme indépendant des pouvoirs publics, un syndicalisme démocratique dans son fonctionnement et sa représentativité, un syndicalisme différencié dans ses expériences mais unitaire dans ses luttes. Ce syndicalisme doit prendre en charge les nécessaires débats sur la préservation du secteur public, la défense du pouvoir d'achat des salariés, la libéralisation des services et des formations, la contractualisation dans l'administration, la polyvalence des fonctions dans le travail, la multiplication des tâches non payées ainsi que la question du droit de grève et de l'exercice du droit syndical.

- C'est tout un programme d'action qui passe par le débat démocratique entre les différents syndicats autonomes mais qui ne doit pas exclure des secteurs de l'UGTA qui ont prouvé une capacité d'action et de mobilisation remarquable, et qui aspirent à une UGTA plus combative et plus autonome. Le chemin à parcourir est très long mais il est obligé car les pouvoirs publics et leur relais qu'est l'administration sont plus que jamais omnipotents.

Juillet 2006

Adel Abderrezak, enseignant universitaire,
ancien membre de la direction nationale du Cnes

NOTES

1. Grèves, manifestations, émeutes. L'armée tire sur de jeunes manifestants : 500 morts.
2. Snes : Syndicat national de l'enseignement supérieur,
FNTE : Fédération nationale des travailleurs de l'éducation,
FNST : Fédération nationale des travailleurs de la santé.
3. CLA : Conseil des lycées d'Alger,
Cnapest : Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement
secondaire et technique.
4. Snapap : Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique.

REPERES CHRONOLOGIQUES

par Jacques (Sud PTT)

LA CONQUETE COLONIALE

1830 : L'Algérie à cette époque fait partie de l'empire ottoman. Les troupes françaises débarquent et se heurtent à la résistance dirigée par l'émir Abd el-Kader qui sera défait après dix-sept années de combats acharnés. Par exemple, 760 personnes périssent, dont des femmes et des enfants, lorsque le général Pélissier enfume les habitants d'une tribu favorable à Abd el-Kader qui s'étaient réfugiés dans des grottes.

Première guerre mondiale : le pouvoir français impose la conscription obligatoire. Une répression sanglante a lieu en 1916 dans les Aurès lorsque des conscrits algériens refusent de répondre à l'appel de mobilisation.

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT NATIONAL

- 1926 : Création en France de l'Etoile Nord-africaine, dont Messali Hadj devient le principal représentant en 1928. L'Etoile Nord-africaine est liée à la CGTU et au PCF. Elle se bat pour l'indépendance de l'Algérie. Le PCF soutient cette revendication, à la différence du Parti socialiste.
- 1935 : Le PCF abandonne la revendication de l'indépendance de l'Algérie.
- 1937 : Dissolution en janvier de l'Etoile Nord-Africaine par le gouvernement de Front populaire, et création en mars par Messali Hadj du Parti du peuple algérien (PPA).
- Guerre mondiale : 125 000 Algériens sont enrôlés dans l'Armée de la Libération.
- 1945 : Les 1er mai et 8 mai, des manifestations éclatent dans plusieurs villes d'Algérie, au cours desquelles des slogans indépendantistes sont criés. Le pouvoir français, soutenu par le PCF et le PS, réagit par des massacres à Sétif et Guelma avec des bombardements de villages et des exécutions sommaires. Le bilan est, suivant les sources, de 1 500 à 45 000 morts algériens, et d'une centaine d'européens. 2 500 militants algériens connus sont exécutés.

LA GUERRE D'INDEPENDANCE

- 1954 : Éclatement du mouvement nationaliste en deux courants qui vont se combattre violemment. D'une part, le MNA (Mouvement national algérien), fondé en juillet par les partisans de Messali Hadj, d'autre part en octobre le Front de libération nationale (FLN).
Le FLN appelle à l'insurrection le 1er novembre. Celle-ci est condamnée par le PCF et le PS. Le FLN lance 70 attaques sur des forces françaises et des installations gouvernementales. Les tracts du FLN réclament l'indépendance tout en garantissant au million de « pieds-noirs » une citoyenneté égale.

1956 : Fondation de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) par des syndicalistes du MNA, et de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) par le FLN.

Le PS et le PCF votent en mars les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement Guy Mollet (PS) : 400 000 hommes vont être envoyés en Algérie pour « pacifier » le territoire. Des rappelés manifestent contre l'envoi du contingent. Un mouvement d'opposition à la guerre se développe en France à la gauche des partis traditionnels.

Série d'attentats à Alger commis alternativement par des colons ou le FLN. Les parachutistes réagissent par des arrestations arbitraires, des tortures et des exécutions sommaires.

- 1957 : Bataille d'Alger qui dure neuf mois et où 30 à 40% de la population de la Casbah est arrêtée, interrogée et torturée. 3 000 à 4 000 personnes sont mortes sous la torture.
- 1958 : En mai, révolte à Alger des généraux Salan, Soustelle et Massu. Les militaires français rappellent de Gaulle au pouvoir. En laissant croire qu'il est résolu à conserver l'Algérie française, il créera d'amères désillusions parmi les colons d'Algérie. En fait, il va se rallier au principe de l'autodétermination.
- 1961 : En avril, putsch et prise d'Alger par des généraux. Echec. En octobre à Paris, au cours d'une manifestation interdite mais pacifique, la police dirigée par Papon assassine au moins 200 travailleurs algériens.
- 1962 : En février, au métro Charonne à Paris, la répression policière d'une manifestation contre l'OAS fait 9 morts. Les accords d'Evian sont signés en mars mettant fin à 7 ans de guerre et 132 ans de colonisation. La majorité des pieds-noirs (1 million) quittent l'Algérie. La guerre d'Algérie a fait entre 250 000 et 400 000 victimes algériennes et 30 000 victimes françaises. Entre 30 000 et 100 000 harkis, abandonnés volontairement par l'Etat français, sont assassinés.

APRES L'INDEPENDANCE

- 1962 : Indépendance en juillet, Ben Bella dirige en septembre le premier gouvernement algérien.
- 1963 : Premier congrès de l'UGTA en janvier : les partisans de l'autonomie syndicale sont battus par ceux qui veulent atteler la centrale syndicale au FLN.
- Mise en place d'un régime se réclamant du socialisme et de l'autogestion. Le FLN est le seul parti autorisé.
- 1965 : Coup d'Etat dirigé par le colonel Houari Boumediene.
- 1971 : Nationalisation des compagnies pétrolières et des oléoducs.
- 1984 : Instauration du Code de la famille déniait la pleine égalité aux femmes (mariage, divorce, enfants).
- 1988 : Des grèves, des manifestations et de graves émeutes éclatent en octobre contre la cherté de la vie et les pénuries. L'armée tire sur de jeunes manifestants et fait 500 morts. Ces événements sont suivis d'une ouverture démocratique avec une réforme de la Constitution. Le FLN perd le statut de parti unique, le multipartisme est instauré ainsi que le pluralisme syndical.

LA MONTEE DES ISLAMISTES ET LA GUERRE CIVILE

- 1991: Les principaux dirigeants fondamentalistes du Front islamique du salut (FIS) sont arrêtés en juin à la suite d'une grève générale.
- 1991 : Victoire du FIS au premier tour des élections législatives de décembre. L'armée interrompt le processus électoral. Début d'une longue et douloureuse guerre civile qui fera 150 000 morts.
- 1992 : Assassinat du président Boudiaf qui en s'attaquant à la corruption menace certains cercles du pouvoir.
- 1995 : En janvier, huit partis politiques (dont le FIS, une aile du FLN, le FFS, le PT) signent à Rome un contrat pour sortir l'Algérie de la crise de manière pacifique. Il est rejeté par le gouvernement.
- 1997 : À la périphérie du Grand Alger, entre 85 et 250 civils sont massacrés. La non-intervention de l'armée provoque une polémique quant à l'identité des tueurs. 300 villageois sont massacrés par des groupes armés à Raïs dans la Mitidja.

LA POLITIQUE DE « CONCORDE NATIONALE »

- 1999 : Abdelaziz Bouteflika est élu président après le retrait des autres candidats accusant des fraudes. Il promulgue une loi sur la concorde civile avec des amnisties qui est approuvée par référendum.
- 2001-2002 : De graves affrontements éclatent en Kabylie à la suite de la mort d'un lycéen près de Tizi Ouzou : plus de 120 morts et des milliers de blessés.
- 2002 : Reprise des émeutes en Kabylie, qui font une dizaine de morts.
- 2003 : Grève reconductible de sept semaines dans l'Education nationale.
- 2005 : En septembre, approbation très majoritaire par référendum de la "Charte pour la paix et la réconciliation nationale". Boycotté par le FFS et RCD, deux partis majoritairement berbères.



QUELQUES CHIFFRES

POPULATION (2003) : 32 millions d'habitants – en France 59 millions -

ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE (2002) : 70 ans – en France 79 ans -

RÉPARTITION DES REVENUS (2005) :

Les 10 % les plus riches ont 26,8% des revenus – en France 10 % ont 25 % -

SALAIRES (2003) :

Le salaire minimum est de 10 000 dinars (111 euros).

Dans le secteur agricole, le salaire mensuel moyen brut ne dépasserait pas 12 000 dinars (133 euros).

Dans les entreprises industrielles et de services, il se situe autour de 24 000 dinars (267 euros).

Dans les entreprises du secteur de l'énergie, le salaire moyen est d'environ trois fois le SMIG (334 euros).

RENTE PÉTROLIÈRE : 45 milliards de dollars en 2005.

Sources : Banque Mondiale, Ministère du travail, Monde Diplomatique.



SOMMAIRE DU N°1 DE LA REVUE INTERNATIONALE DE SOLIDAIRES

EDITORIAL : présentation de la revue

Après la victoire du "Non" en France et aux Pays-Bas

4^{ème} Forum Social Européen

Réseau : rencontres syndicales européennes

DOSSIER EUROPE

Allemagne

Quelques repères

Le mouvement syndical allemand et l'Europe (Willi Hajek)

Belgique

Quelques repères

Dans l'ombre des institutions : les syndicats belges face à l'Europe (MW)

Grèce

Quelques repères

Italie

Quelques repères

Pays-Bas

Quelques repères

Le mouvement syndical néerlandais, partie intégrante du poldermodel (TIE)

Un vote contre le néo-libéralisme (Patrick Van Klink)

Pologne

Quelques repères

Royaume-Uni

Quelques repères

Réorienter le syndicalisme britannique (Fred Leplat)

Corse

Le syndicat des travailleurs corses (Jacky Rossi)

Agir au sein d'une multinationale : l'exemple de France Télécom

MobilCom (Allemagne)

Sénégal

Agir au niveau sectoriel

Déclaration de syndicats européens de cheminot(e)s

Burkina Faso

Repression antisyndicale à SITARAIL

Avec les ouvrières de "La Galicienne" au Burkina Faso

Mali

Les impacts de la privatisation des chemins de fer

Maroc

Partenariat euro-méditerranéen (Lucile Daumas)

Palestine

Missions syndicales Solidaires en Palestine

LISTE ALPHABÉTIQUE DES PARTICIPANTS A CE NUMERO



Hélène Adam
Abderrezak Adel
Verveine Angeli
Eric Aragon
Alain Baron
Véronique Bréant
Jeremy Brecher
Mark Brenner
Carine Clément
Patrick Choupau
Tim Costello
Annick Coupé
Russ Davis
Michel Desmars
Pascal Devernay
Steve Early
Dianne Feeley
Michel Husson
William Johnson
Chris Kutalik
Dan La Botz

Juliette Lattelais
Stephanie Luce
Jan Malewski
David Mandel
Juana Marcos
Aline Poupel
Jacques Rattier
Muriel Roblin
Josseline Rongier
Michel Rousseau
Catherine Sauviat
Vincent Smith
Boguslaw Zietek
Solidaires
SNJ
SNUI
Sud Education
Sud Etudiant
Sud Pompiers
Sud PTT
Sud Rail